

Depuis leur première édition en 1982, les Tableaux de l'Économie Calédonienne (TEC) ont toujours su s'imposer comme un ouvrage de référence pour tous ceux qui veulent s'informer sur la Nouvelle-Calédonie.

Cette édition "abrégée" 2010 assure la remise à jour de la partie chiffrée (tableaux et graphiques) de l'ouvrage classique, dont la dernière édition date de 2006. La prochaine est prévue en 2011 pour y intégrer les résultats du recensement de la population du 27 juillet 2009, qui ont été authentifiés par décret fin novembre 2010.

Ce document, fruit de l'exploitation de données produites par l'ISEE d'une part, ou collectées auprès d'organismes extérieurs d'autre part, n'aurait pas pu se faire sans la contribution des différentes administrations et entreprises publiques ou privées de Nouvelle-Calédonie. Qu'ils soient ici vivement remerciés.

TABLEAUX DE L'ÉCONOMIE CALÉDONIENNE

Sigles

ABS	Australian bureau of statistics
ADCK	Agence de développement de la culture kanak
ADIE	Association pour le droit à l'initiative économique de Nouvelle-Calédonie
ADRAF	Agence de développement rural et d'aménagement foncier de Nouvelle-Calédonie
ADUA	Agence d'urbanisme et d'aménagement de la province Sud
AFBNC	Association française des banques de Nouvelle-Calédonie
AFD	Agence française de développement de Nouvelle-Calédonie
CCI	Chambre de commerce et d'industrie de Nouvelle-Calédonie
CDE	Calédonienne des eaux
CMA	Chambre des métiers et de l'artisanat de Nouvelle-Calédonie
CPS	Secrétariat général de la Communauté du Pacifique
CTOS	Comité territorial olympique et sportif de Nouvelle-Calédonie
CTRDP	Centre territorial de recherche et de documentations pédagogiques de Nouvelle-Calédonie
DAC	Direction de l'aviation civile de Nouvelle-Calédonie
DASS	Direction des affaires sanitaires et sociales de Nouvelle-Calédonie
DAVAR	Direction des affaires vétérinaires, alimentaires et rurales de Nouvelle-Calédonie
DBAF	Direction du budget et des affaires financières de la Nouvelle-Calédonie
DDE	Direction du développement économique de la Nouvelle-Calédonie
DDEE	Direction du développement économique et de l'environnement (Province Nord)
DDR	Direction du développement rural de la Nouvelle-Calédonie
DEFE	Direction de l'économie, de la formation et de l'emploi (Province Sud)
DFPC	Direction de la formation professionnelle continue de Nouvelle-Calédonie
DIMENC	Direction de l'industrie, des mines et de l'énergie de la Nouvelle-Calédonie
DITTT	Direction des infrastructures, de la topographie et des transports terrestres de Nouvelle-Calédonie
DPASS	Directions provinciales de l'action sanitaire et sociale (DPASS Nord, Sud, Îles)
DRDNC	Direction régionale des douanes de Nouvelle-Calédonie
DRHFPNC	Direction des ressources humaines et de la fonction publique de Nouvelle-Calédonie
DSF	Direction des services fiscaux de Nouvelle-Calédonie
DTE	Direction du travail et de l'emploi de Nouvelle-Calédonie
DTSI	Direction des technologies et des services de l'information de Nouvelle-Calédonie
EEC	Eau et électricité de Calédonie
EGC	École de gestion et de commerce de Nouvelle-Calédonie
ERPA	Etablissement de régulation des prix agricoles de Nouvelle-Calédonie
FCH	Fonds calédonien de l'habitat
FSH	Fonds social de l'habitat
ICAP	Institut calédonien de participation
IDC	Institut de développement des compétences de Nouvelle-Calédonie
IEOM	Institut d'émission d'Outre-Mer de Nouvelle-Calédonie
IFMNC	Institut de formation des maîtres de Nouvelle-Calédonie
IFPSS	Institut de formation des professions sanitaires et sociales de Nouvelle-Calédonie
INED	Institut national des études démographiques
INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques
IRD	Institut de recherche pour le développement (ex ORSTOM)
ISEE	Institut de la statistique et des études économiques (ex ITSEE)
ISPF	Institut de la statistique de Polynésie française
IUFM	Institut universitaire de formation des maîtres du Pacifique
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OPT	Office des postes et télécommunications de Nouvelle-Calédonie
OTRAF	Office territorial de retraite des agents fonctionnaires/Caisse Locale de Retraite
PAF	Police aux frontières de Nouvelle-Calédonie
PATA	Pacific asia travel association
PRB	Population reference bureau
SEOM	Secrétariat d'état à l'Outre-Mer
SIC	Société immobilière calédonienne
SMMPM	Service de la marine marchande et des pêches maritimes de Nouvelle-Calédonie
UNC	Université de Nouvelle-Calédonie

Signes conventionnels utilisés

nd	Résultat non disponible
///	Absence de résultat due à la nature des choses
-	Résultat rigoureusement nul
[]	Les chiffres entre crochets donnent les références des sources utilisées pour les tableaux
e	Estimation
p	Provisoire
nc	Non communiqué

AVERTISSEMENT

Les résultats donnés dans certains tableaux ont dû être arrondis pour la publication, ce qui peut parfois engendrer quelques incohérences comptables au niveau des totaux.

© ISEE 2010 "Aucune reproduction, même partielle, autre que l'une de celles prévues à l'article 41 de la loi du 1^{er} mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique, ne peut être faite de ce document sans autorisation expresse de l'ISEE".

ATLAS		7
1. ENVIRONNEMENT MONDIAL	1.1 Monde	8
	1.2 France métropolitaine	9
	1.3 Outre-Mer français	10
	1.4 Union européenne	11
	1.5 Pacifique (1)	12
	1.6 Pacifique (2)	13
2. GÉOGRAPHIE	2.1 Géographie physique	14
	2.2 Réseau routier	15
	2.3 Climat	16
	2.4 Biodiversité	17
	2.5 Environnement terrestre	18
	2.6 Environnement marin	19
3. HISTOIRE-INSTITUTIONS	3.1 Histoire	20
	3.2 Structures institutionnelles (1)	21
	3.3 Structures institutionnelles (2)	22
	3.4 Compétences	23
	3.5 Communes	24
	3.6 Système électoral	25
4. SPÉCIFICITÉS	4.1 Organisation coutumière (1)	26
	4.2 Organisation coutumière (2)	27
	4.3 Tribus	28
	4.4 Langues vernaculaires (1)	30
	4.5 Langues vernaculaires (2)	31
POPULATION-SOCIÉTÉ		33
5. POPULATION	5.1 Généralités	34
	5.2 Communautés	35
	5.3 Âge-sexe	36
	5.4 Accroissement de la population	37
	5.5 Natalité-fécondité	38
	5.6 Mortalité-espérance de vie	39
	5.7 Mariages	40
	5.8 Divorces	41
	5.9 Ménages	42
6. SANTÉ	6.1 Généralités	43
	6.2 Infrastructures	44
	6.3 Personnel-activité	45
	6.4 État de santé	46
	6.5 Dépenses de santé	47
	6.6 Accidents de la route	48
	6.7 Alcool-tabac	49
7. JUSTICE	7.1 Organisation judiciaire	50
	7.2 Activité judiciaire	51
8. LOGEMENT	8.1 Parc de logements	52
	8.2 Statut d'occupation	53
	8.3 Éléments de confort	54
	8.4 Habitat social (1)	55
	8.5 Habitat social (2)	56

Sommaire

9. ENSEIGNEMENT

9.1	Généralités	57
9.2	Établissements scolaires des 1 ^{er} et 2 nd degrés	58
9.3	Personnel d'éducation des 1 ^{er} et 2 nd degrés	59
9.4	Élèves des 1 ^{er} et 2 nd degrés	60
9.5	Enseignement supérieur	61
9.6	Formation professionnelle	62
9.7	Examens et diplômes	63
9.8	Dépenses d'éducation	64

10. CONSOMMATION-CONDITIONS DE VIE

10.1	Dépenses monétaires des ménages (1)	65
10.2	Dépenses monétaires des ménages (2)	66
10.3	Endettement des ménages	67
10.4	Équipement des ménages	68
10.5	Voyages des Calédoniens	69
10.6	Sports-loisirs-culture	70
10.7	Communications-médias	71
10.8	Eau	72

EMPLOI-REVENUS

11. EMPLOI

11.1	Population active	74
11.2	Population active occupée	75
11.3	Emploi par secteur	76
11.4	Demandeurs d'emploi	77
11.5	Réglementation du travail	78
11.6	Syndicats-conflits sociaux	79

12. REVENUS

12.1	Revenus monétaires (1)	80
12.2	Revenus monétaires (2)	81
12.3	Salaires	82
12.4	Salaires minimums	83
12.5	Protection et aide sociales	84
12.6	Retraites	85

ÉCONOMIE-FINANCES

13. ÉCONOMIE GÉNÉRALE

13.1	Résultats économiques	88
13.2	Production par secteur	89
13.3	Prix à la consommation (1)	90
13.4	Prix à la consommation (2)	91
13.5	Monnaie (1)	92
13.6	Monnaie (2)	93

14. COMMERCE EXTÉRIEUR

14.1	Importations	94
14.2	Exportations	95
14.3	Balance commerciale	96
14.4	Réglementation-fiscalité (1)	97
14.5	Réglementation-fiscalité (2)	98

15. FINANCES PUBLIQUES

15.1	Secteur public	99
15.2	Dépenses de l'État	100
15.3	Budget de la Nouvelle-Calédonie	101
15.4	Budget des provinces	102
15.5	Budget des communes	103
15.6	Système fiscal	104

16. AIDES AU DÉVELOPPEMENT	16.1 Aides européennes	105
	16.2 Interventions de l'État	106
	16.3 Interventions provinciales	107
	16.4 Autres outils de développement	108
SYSTÈME PRODUCTIF		109
17. ENTREPRISES	17.1 Démographie d'entreprises	110
	17.2 Caractéristiques des entreprises	111
	17.3 Entreprises artisanales	112
	17.4 Grandes entreprises	113
18. AGRICULTURE	18.1 Généralités	114
	18.2 Exploitations agricoles	115
	18.3 Filières végétales	116
	18.4 Filière bovine	117
	18.5 Filières animales : autres	118
19. AQUACULTURE	19.1 Généralités	119
	19.2 Activité aquacole	120
20. PÊCHE	20.1 Généralités	121
	20.2 Pêche hauturière	122
21. MINE	21.1 Généralités	123
	21.2 Activité minière (1)	124
	21.3 Activité minière (2)	125
	21.4 Marché mondial du nickel	126
22. ÉNERGIE	22.1 Bilan énergétique	127
	22.2 Produits pétroliers-charbon	128
	22.3 Électricité-production	129
	22.4 Électricité-consommation	130
23. INDUSTRIE-CONSTRUCTION	23.1 Métallurgie du nickel	131
	23.2 Construction	132
	23.3 Industries manufacturière et agro-alimentaire	133
24. TERTIAIRE	24.1 Commerce	134
	24.2 Services marchands	135
	24.3 Système bancaire	136
25. TRANSPORT	25.1 Transport routier	137
	25.2 Transport aérien intérieur	138
	25.3 Transport aérien international	139
	25.4 Transport maritime intérieur	140
	25.5 Transport maritime international	141
26. TOURISME-HÔTELLERIE	26.1 Généralités	142
	26.2 Infrastructures hôtelières	143
	26.3 Flux touristiques	144
	26.4 Dépenses des touristes	145
	26.5 Activité hôtelière	146
INDEX ALPHABÉTIQUE		147

TABLEAUX DE L'ÉCONOMIE CALÉDONNIENNE

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Pascal GANTELET

SERVICE ÉTUDES DIFFUSION

Cécile MÉNARD

RÉDACTION

Rédacteur en chef
Margot LE ROUX

Chargées de la rédaction :
Laëtitia ASRI, Véronique UJICAS

CONCEPTION GRAPHIQUE

Couverture et conception
Marie MESSING COLMET-DAAGE

Réalisation :
Méryle LAUBREAUX

IMPRESSION

GRAPHOPRINT

L'ISEE VOUS INFORME

Site internet : www.isee.nc

☎ (687) 28 31 56 / (687) 27 54 81
Fax : (687) 28 81 48
e-mail : isee@isee.nc

Observatoire Économique

☎ (687) 24 90 31
Responsable : Margot LE ROUX - e-mail : oe@isee.nc

Département des Publications

☎ (687) 24 29 95
Responsable : Marie MESSING COLMET-DAAGE - e-mail : dp@isee.nc



ATLAS

Environnement mondial

Géographie

Histoire-Institutions

Spécificités

Superficie, population et Produit National Brut (PNB) par habitant des principaux pays [1, 2 et 3]

	Superficie	Population mi-2009 (a)	PNB par habitant 2008 (b)		Superficie	Population mi-2009 (a)	PNB par habitant 2008 (b)
Afrique	30 333	995	///	Iran	1 635	73,2	10 840
Afrique du Sud	1 222	50,7	9 780	Japon	378	127,6	35 220
Algérie	2 384	35,4	7 940	Kazakhstan	2 720	15,9	9 690
Angola	1 248	17,1	5 020	Malaisie	330	28,3	13 740
Burkina Faso	274	15,8	1 160	Myanmar (Birmanie)	677	50,0	1 290
Cameroun	476	18,9	2 180	Népal	147	27,5	1 120
Congo (c)	2 348	68,7	290	Ouzbékistan	448	27,6	2 660
Côte d'Ivoire	323	21,4	1 580	Pakistan	797	180,8	2 700
Égypte	1 003	78,6	5 460	Philippines	300	92,2	3 900
Éthiopie	1 106	82,8	870	Sri Lanka	66	20,5	4 480
Ghana	239	23,8	1 430	Syrie	185	21,9	4 350
Kenya	581	39,1	1 580	Taiwan	36	23,1	nd
Madagascar	588	19,5	1 040	Thaïlande	514	67,8	5 990
Malawi	119	14,2	830	Turquie	776	74,8	13 770
Mali	1 242	13,0	1 090	Viêt Nam	332	87,3	2 700
Maroc	447	31,5	4 330	Yémen	529	22,9	2 210
Mozambique	803	22,0	770				
Niger	1 268	15,3	680	Europe (sans Russie)	5 920	597	///
Nigeria	925	152,6	1 940	Allemagne	357	82,0	35 940
Ouganda	241	nd	nd	Autriche	84	8,4	37 680
Sénégal	197	12,5	1 760	Belgique	31	10,8	34 760
Soudan	2 509	nd	nd	Bulgarie	111	7,6	11 950
Tanzanie	946	43,7	1 230	Danemark	43	5,5	37 280
Tunisie	164	10,4	7 070	Espagne	507	46,9	31 130
Zambie	753	12,6	1 230	Finlande	339	5,3	35 660
Zimbabwe	391	12,5	nd	France (métropolitaine)	552	62,6	34 400
				Grèce	132	11,3	28 470
Amérique	40 570	916	///	Hongrie	93	10,0	17 790
Argentine	2 784	40,3	14 020	Irlande	70	4,5	37 350
Brazil	8 557	191,5	10 070	Italie	302	60,3	30 250
Canada	9 982	33,7	36 220	Luxembourg	3	0,5	64 320
Chili	757	17,0	13 270	Pays-Bas	41	16,5	41 670
Colombie	1 140	45,1	8 510	Pologne	324	38,1	17 310
Cuba	111	11,2	nd	Portugal	92	10,6	22 080
Équateur	284	13,6	7 760	République Tchèque	79	10,5	22 790
États-Unis	9 640	306,8	46 970	Roumanie	239	21,5	13 500
Guatemala	109	14,0	4 690	Royaume-Uni	245	61,8	36 130
Mexique	1 960	109,6	14 270	Suède	450	9,3	38 180
Pérou	1 287	29,2	7 980	Union européenne (27)	3 900	499,7	///
Venezuela	913	28,4	12 830	Albanie	29	3,2	7 950
				Islande	103	0,3	nd
Asie	31 796	4 071	///	Norvège	324	4,8	58 500
Afghanistan	653	28,4	nd	Suisse	41	7,8	46 460
Arabie Saoudite	2 152	28,7	nd	Ukraine	604	46,0	7 210
Bangladesh	144	162,2	1 440				
Cambodge	181	14,8	1 820	Océanie	8 574	36	///
Chine (d)	9 584	1 331,4	6 020	Australie	7 692	21,9	34 040
Corée du Nord	121	22,7	nd	Nouvelle-Zélande	268	4,3	25 090
Corée du Sud	99	48,7	28 120	Nouvelle-Calédonie	19	0,2	///
Inde	3 291	1 171,0	2 960	Russie	17 095	142	15 630
Indonésie	1 907	243,3	3 830				
Irak	439	30,0	nd	Monde	134 288	6 810	///

(a) Population estimée. (b) PNB p.p.a. (parité pouvoir d'achat) par habitant.
(c) République démocratique du Congo, ex-Zaïre. (d) Chine uniquement, sans Hong Kong et Macao.

Unités : millier de km², million d'habitants, dollar US

Projections de la population mondiale en 2025 [1]

1. Chine (a)	1 485	12. Japon	119	23. France	66
2. Inde	1 444	13. Éthiopie	113	24. Italie	62
3. États-Unis	357	14. Congo (b)	110	25. Myanmar (Birmanie)	58
4. Indonésie	292	15. Viêt Nam	100	26. Soudan	57
5. Pakistan	246	16. Égypte	99	27. Kenya	57
6. Brésil	212	17. Iran	88	28. Afrique du Sud	54
7. Nigéria	207	18. Turquie	87	29. Colombie	54
8. Bangladesh	195	19. Allemagne	80	30. Ouganda	52
9. Russie	133	20. Thaïlande	73		
10. Mexique	123	21. Royaume-Uni	69		
11. Philippines	120	22. Tanzanie	69		
				Monde	8 087

(a) yc Hong Kong et Macao. (b) République démocratique du Congo, ex-Zaïre.

Unité : million d'habitants

SOURCES [1] PRB. [2] INSEE. [3] ISEE, Recensement de la population 2009.

1.2 France métropolitaine

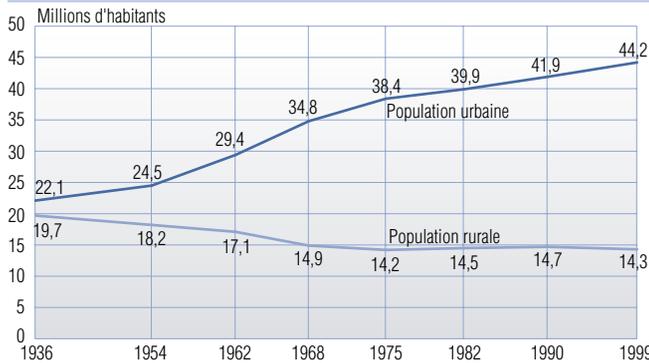
Population* par région française en 2009 [1]

	Population		Population
Alsace	1 847	Languedoc-Roussillon	2 616
Aquitaine	3 200	Limousin	741
Auvergne	1 343	Lorraine	2 342
Basse-Normandie	1 467	Midi-Pyrénées	2 865
Bourgogne	1 637	Nord - Pas-de-Calais	4 022
Bretagne	3 163	Pays de la Loire	3 538
Centre	2 544	Picardie	1 906
Champagne-Ardenne	1 336	Poitou-Charentes	1 759
Corse	307	Provence-Alpes-Côte d'Azur	4 940
Franche-Comté	1 168	Rhône-Alpes	6 160
Haute-Normandie	1 822		
Île-de-France	11 746	France métropolitaine	62 469

* Population estimée au 1^{er} janvier.

Unité : millier d'habitants

Évolution de la population urbaine et rurale [1]



Évolution des indicateurs démographiques [1]

	Population en milieu d'année	Principaux taux				
		Nuptialité	Natalité	Mortalité	Accroissement naturel	Mortalité infantile
1980	53 880	6,2	14,9	10,2	4,7	10,0
1985	55 284	4,9	13,9	10,0	3,9	8,3
1990	56 709	5,1	13,4	9,3	4,2	7,3
1995	57 844	4,4	12,6	9,2	3,4	4,9
2000	59 049	5,0	13,1	9,0	4,1	4,4
2001	59 454	4,8	13,0	8,9	4,0	4,5
2002	59 863	4,7	12,7	8,9	3,8	4,1
2003	60 264	4,6	12,6	9,2	3,5	4,0
2004	60 643	4,5	12,7	8,4	4,3	3,9
2005	60 996	4,5	12,7	8,6	4,0	3,6
2006 p	61 353	4,3	12,9	8,4	4,6	3,6
2007 p	61 707	4,3	12,7	8,4	4,3	3,6
2008 p	62 106	4,3	12,9	8,6	4,3	3,6
2009 p	62 610	4,0	12,6	8,6	4,0	3,6

Unités : millier d'habitants, ‰ habitants, ‰ nés vivants

Répartition de la population par groupe d'âge* [1]

	Moins de 20 ans	20 ans à 59 ans	60 ans et plus	Âge moyen (années)
1901	34,3	53,0	12,7	32,4
1910	33,6	53,7	12,7	32,6
1920	31,3	54,9	13,8	34,4
1930	30,1	55,7	14,2	34,1
1946	29,5	54,5	16,0	35,6
1950	30,2	53,6	16,2	35,3
1960	32,3	51,0	16,7	34,9
1970	33,2	48,8	18,0	34,8
1980	30,6	52,4	17,0	35,7
1990	27,8	53,2	19,0	36,9
2000	25,6	53,8	20,6	38,7
2005	24,9	54,3	20,8	39,5
2006	24,9	54,1	21,1	39,7
2007 p	24,8	53,8	21,5	39,8
2008 p	24,6	53,4	22,0	40,0
2009 p	24,5	53,1	22,4	40,1
2010 p	24,4	52,7	22,9	nd

* Population et âge moyen au 1^{er} janvier.

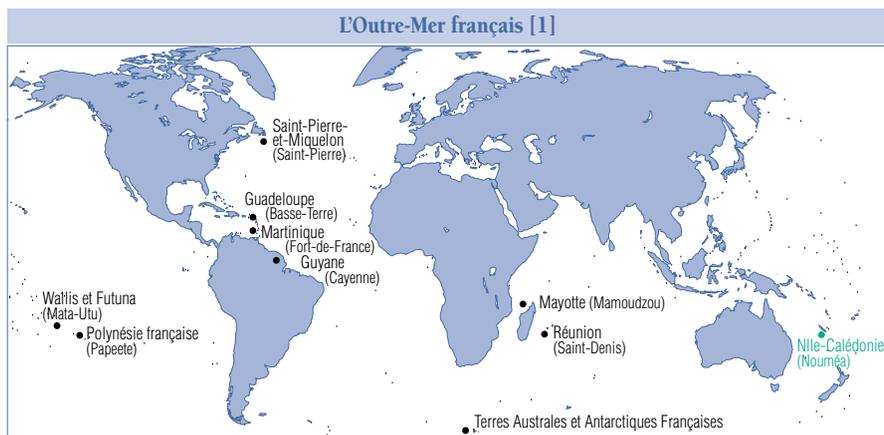
Unité : ‰

Taux de chômage par sexe et âge* [1]

	1990	1995	2000	2005	2008
Hommes	6,2	8,6	7,3	8,0	6,9
15 à 24 ans	13,1	17,3	15,4	19,7	19,1
25 à 49 ans	5,2	7,8	6,6	7,2	5,8
50 ans et plus	4,7	6,4	5,7	5,4	4,9
Femmes	10,2	11,9	10,1	9,8	7,9
15 à 24 ans	18,3	24,7	18,3	22,4	18,7
25 à 49 ans	9,4	11,3	10,0	9,4	7,5
50 ans et plus	6,8	6,9	6,9	6,1	5,0
Ensemble	7,9	10,1	8,6	8,8	7,4

* Série entièrement révisée avec la mise en place d'une nouvelle méthode de calcul du taux de chômage en 2008.

Unité : ‰



Population légale, superficie et densité de l'Outre-Mer français [2 à 5]

	Date du dernier recensement	Population légale	Superficie	Densité moyenne
Départements d'Outre-Mer				
Guadeloupe	1 ^{er} janv. 2008	406	1 702	238
Martinique	1 ^{er} janv. 2008	402	1 128	356
Guyane	1 ^{er} janv. 2008	222	83 534	3
Réunion	1 ^{er} janv. 2008	802	2 512	319
Autres Collectivités d'Outre-Mer				
Mayotte	31 juil. 2007	186	374	497
Saint-Pierre-et-Miquelon	31 mars 2006	6	242	26
Wallis et Futuna	21 juil. 2008	13	142	95
Polynésie française	20 août 2007	260	3 521	74
Nouvelle-Calédonie	27 juil. 2009	246	18 576	13

Unités : millier d'habitants, km², hab./km²

Indicateurs démographiques* [2 à 5]

	Répartition de la population par groupe d'âges		Principaux taux				
	Moins de 20 ans	60 ans et plus	Nuptialité	Natalité	Mortalité	Accroissement naturel	Mortalité infantile
Guadeloupe	31,6	15,9	3,9	16,5	6,1	10,4	6,9
Guyane	45,2	5,7	3,0	27,1	3,7	23,4	10,4
Martinique	29,0	18,3	3,7	13,3	6,7	6,6	5,1
Réunion	35,4	10,6	4,6	18,4	5,5	13,7	7,0
Mayotte	53,0	3,7	nd	39,0	3,0	43,7	15,0
Saint-Pierre-et-Miquelon	25,0	17,8	2,4	8,0	6,2	1,8	nd
Wallis et Futuna	41,0	11,3	nd	19,4	5,9	13,5	5,5
Polynésie française	37,3	8,2	4,2	17,8	4,4	13,4	6,8
Nouvelle-Calédonie	37,0	9,4	3,6	16,2	4,7	11,5	6,1

* Les indicateurs présentés sont les derniers disponibles pour chaque collectivité.

Unités : %, ‰ habitants, ‰ nés vivants

Indicateurs économiques [2 à 5]

	PIB par habitant (a)	Taux de chômage (b)	Inflation (c)	Touristes (d)	Principales ressources
Guadeloupe	2 134	23,5	0,8	654	Canne à sucre, rhum, banane, tourisme
Guyane	1 695	20,5	0,7	139	Activité spatiale de la base de Kourou, bois, riz, pêche (crevettes), élevage
Martinique	2 340	22,0	0,6	379	Banane, canne à sucre, rhum, melon, ananas, tourisme
Réunion	2 172	27,2	0,3	422	Canne à sucre, rhum, essences végétales, tourisme, pêche
Polynésie française	2 090	11,7	-0,8	160	Coprah, vanille, perliculture, tourisme, pêche
Nouvelle-Calédonie	3 037	16,3	0,2	99	Nickel, pêche, aquaculture, tourisme

(a) Estimations 2008 ; 2006 pour la Polynésie française.

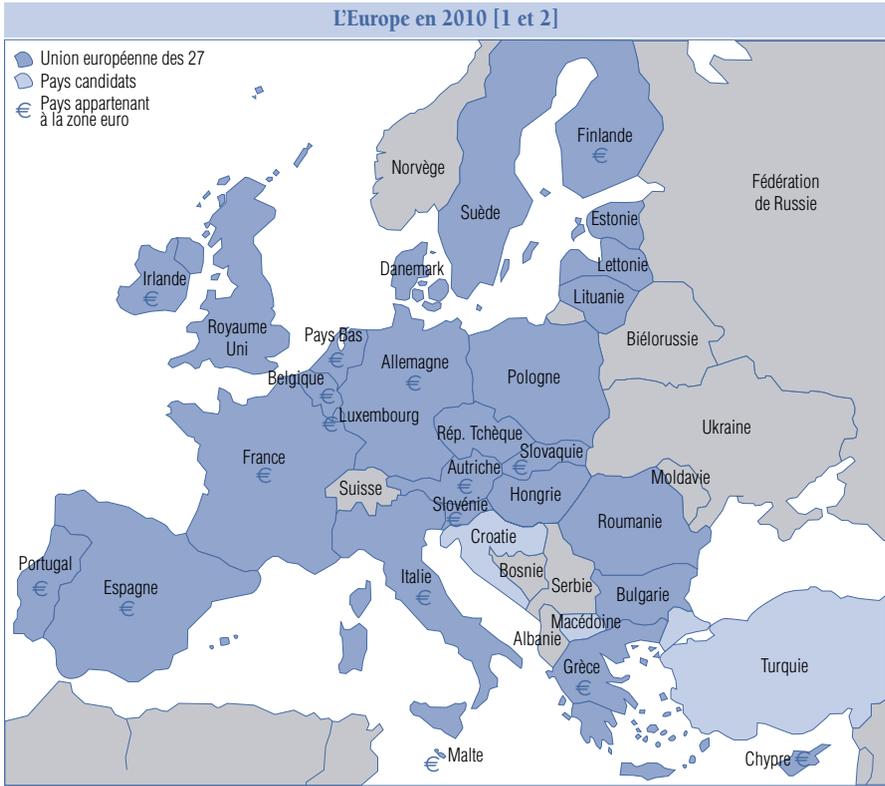
(b) 2009 pour la Réunion, la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique, 2007 pour la Polynésie française ; 2004 pour la Nouvelle-Calédonie.

(c) 2009. (d) 2009 pour la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française et la Réunion ; 2007 pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique.

Unités : millier de F.CFP, %, millier de touristes

SOURCES [1] SEOM. [2] INSEE. [3] ISEE. [4] ISPF. [5] CEROM.

1.4 Union européenne



Échanges extérieurs de la Nouvelle-Calédonie avec les pays de l'Union européenne [3]

	2007			2008 p			2009 p		
	Importations	Exportations	Solde (a)	Importations	Exportations	Solde (a)	Importations	Exportations	Solde (a)
Allemagne	12 141	17	-12 124	12 298	42	-12 256	8 856	32	-8 824
Autriche	905	-	-904	754	-	-754	580	-	-580
Belgique	5 514	11 335	5 821	3 828	4 074	246	3 437	311	-3 126
Bulgarie (b)	35	-	-35	48	-	-48	45	-	-45
Chypre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Danemark	634	-	-634	815	-	-815	716	-	-716
Espagne	3 605	14 098	10 493	2 876	9 322	6 446	2 797	5 405	2 608
Estonie	7	-	-7	3	-	-3	8	-	-8
Finlande	359	8	-351	786	4	-782	521	-	-521
France	65 005	25 843	-39 162	68 411	22 609	-45 802	64 595	20 789	-43 806
Grande-Bretagne	3 935	8	-3 928	5 781	26	-5 755	3 970	17	-3 953
Grèce	45	-	-45	85	-	-85	126	-	-126
Hongrie	388	-	-388	438	-	-438	777	-	-777
Irlande	1 015	1	-1 014	778	-	-778	579	-	-579
Italie	6 690	7 642	953	8 951	4 029	-4 922	7 919	1 868	-6 051
Lettonie	5	-	-5	2	-	-2	8	-	-8
Lituanie	14	-	-14	15	-	-15	9	-	-9
Luxembourg	77	-	-77	80	-	-80	663	-	-663
Malte	2	-	-2	4	-	-4	8	-	-8
Pays-Bas	1 205	533	-672	1 491	4 442	2 951	1 167	2 059	892
Pologne	440	-	-440	570	-	-570	664	-	-664
Portugal	354	-	-354	470	-	-470	543	-	-543
République Tchèque	197	-	-197	194	-	-194	341	-	-341
Roumanie (b)	411	-	-411	502	-	-502	614	-	-614
Slovaquie	293	-	-293	320	-	-320	236	-	-236
Slovénie	53	-	-53	39	-	-39	36	-	-36
Suède	1 376	43	-1 333	1 355	2	-1 353	737	1	-736
Union européenne (27)	104 707	59 527	-45 180	110 894	44 550	-66 344	99 948	30 481	-69 467

(a) Exportations - Importations.

(b) Ces pays sont entrés dans l'Union européenne le 1^{er} janvier 2007.

Unité : million de FCFP

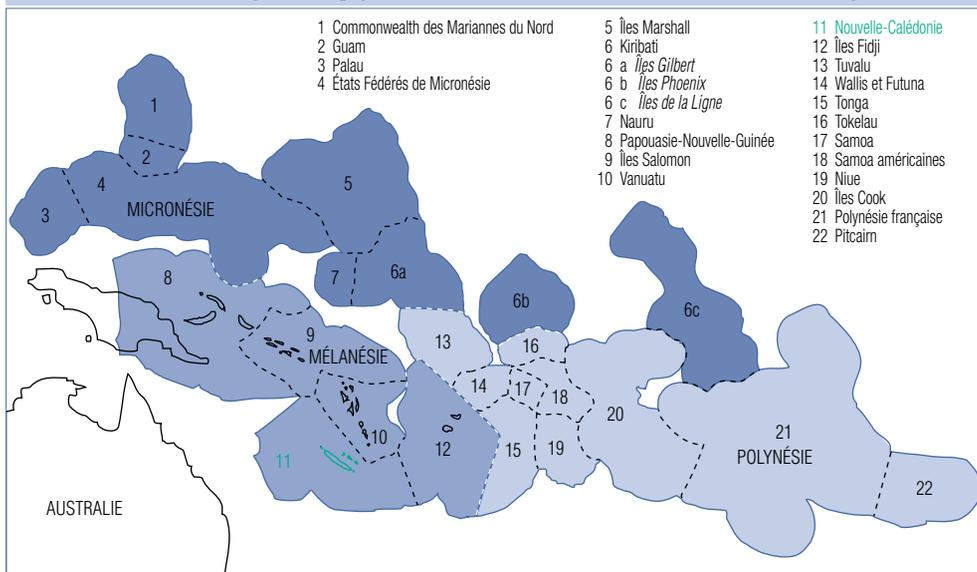
Principales grandeurs physiques, démographiques et économiques des pays et territoires du Pacifique* [1 à 5]

	Superficie		Population		Densité moyenne en 2010 (a)	Grandeurs économiques		
	Terrestre	Maritime	Légale au dernier recensement	Estimée mi-2010		PIB total	PIB/habitant	Année de référence
Mélanésie								
Îles Fidji	18 272	1 290	835 230 (2007)	847 793	46	240 080 529	287	2008
Îles Salomon	28 370	1 340	409 042 (1999)	549 574	18	43 292 634	83	2008
Nouvelle-Calédonie	18 576	1 774	245 580 (2009)	nd	13	749 200 000	3 037	e 2008
Papouasie-Nouvelle-Guinée	462 840	3 120	5 190 786 (2000)	6 744 955	15	485 288 543	78	2006
Vanuatu	12 190	680	186 678 (1999)	245 036	20	44 344 412	194	2007
Micronésie								
Commonwealth des Mariannes du Nord	457	777	69 221 (2000)	63 072	138	91 323 067	1 217	2005
États Fédérés de Micronésie	701	2 978	107 008 (2000)	111 364	159	20 614 375	191	p 2007
Guam	541	218	154 805 (2000)	187 140	346	356 182 092	2 181	2005
Îles Marshall	181	2 131	50 840 (1999)	54 439	301	13 612 336	257	p 2008
Kiribati	811	3 550	92 533 (2005)	100 835	124	11 873 497	122	2008
Nauru	21	320	9 429 (2006)	9 976	475	1 670 385	181	2007
Palau	444	629	19 907 (2005)	20 518	46	14 868 216	736	e 2007
Polynésie								
Îles Cook	237	1 830	15 017 (2001)	15 708	66	18 902 892	892	p 2008
Niue	259	390	1 625 (2006)	1 479	6	1 366 925	841	2006
Pitcairn	5	800	66 (2007)	nd	nd	nd	nd	nd
Polynésie française	3 521	5 030	263 267 (2007)	268 767	76	536 344 323	2 090	e 2006
Samoa américaines	199	390	57 291 (2000)	65 896	331	53 793 122	870	2005
Samoa	2 935	120	179 186 (2006)	183 123	66	40 762 802	219	2008
Tokelau	12	290	1 151 (2006)	1 165	97	nd	nd	nd
Tonga	650	700	101 991 (2006)	103 365	159	22 156 563	216	p 2008
Tuvalu	26	900	9 561 (2002)	11 149	429	2 225 579	233	2002
Wallis et Futuna	142	300	13 445 (2008)	13 256	93	18 000 000	1 200	2005
Australie	7 692 024	8 148	19 855 288 (2006)	22 154 400	3	81 961 338 258	3 818	2008
Nouvelle-Zélande	267 707	4 084	4 027 947 (2006)	4 318 100	16	10 337 855 919	2 438	2008

* Membres de la Communauté du Pacifique (CPS).
(a) 2009 pour l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

Unités : km², millier de km², habitant, hab./km², millier de F.CFP

Les zones économiques* des pays et territoires membres de la Communauté du Pacifique [1]



* Les limites sont données à titre indicatif.

SOURCES [1] CPS. [2] ABS. [3] ISEE. [4] Statistics New Zealand. [5] ISPF

1.6 Pacifique (2)

Organisations* régionales dans le Pacifique Sud en 2006 [1]

	Organisation régionale (nom, siège, année de création)									
	CPS (Nouméa, 1947)	Forum des Îles du Pacifique (Suva, 1971)	SOPAC (Suva, 1972)	FFA (Honiara, 1979)	PECC (Singapour, 1980) (a)	SPTO (Suva, 1983)	PIDP (Honolulu, 1980)	PROE (Apia, 1980)	OCO (Nouméa, 1999)	ROSSP (Nouméa, 1996)
Australie	M	M	M	M	M			M	M	
Commonwealth des Mariannes du Nord	M						M	M	M	M
États fédérés de Micronésie	M	M	M	M	M		M	M	M	M
Guam	M		M				M	M	M	M
Hawaï							M			
Île Norfolk									M	
Îles Cook	M	M	M	M	M	M	M	M	M	M
Îles Fidji	M	M	M	M	M	M	M	M	M	M
Îles Marshall	M	M	M	M	M		M	M	M	M
Îles Salomon	M	M	M	M	M	M	M	M	M	M
Kiribati	M	M	M	M	M	M	M	M	M	M
Nauru	M	M	M	M	M		M	M	M	M
Niue	M	M	M	M	M	M	M	M	M	M
Nouvelle-Calédonie	M	MA	MA	O	MA	M	M	M	M	M
Nouvelle-Zélande	M	M	M	M	M			M	M	
Palau	M	M	M	M	M		M	M	M	M
Papouasie-Nouvelle-Guinée	M	M	M	M	M	M	M	M	M	M
Pitcairn	M									M
Polynésie française	M		M			M	M	M	M	M
Samoa américaines	M		M			M	M	M	M	M
Samoa	M	M	M	M	M	M	M	M	M	M
Tokelau	M			M				M		M
Tonga	M	M	M	M	M	M	M	M	M	M
Tuvalu	M	M	M	M	M	M	M	M	M	M
Vanuatu	M	M	M	M	M	M	M	M	M	M
Wallis et Futuna	M							M	M	M

* CPS : Secrétariat général de la Communauté du Pacifique ;

SOPAC : Commission des Géosciences Appliquées du Pacifique Sud ;

FFA : Agence des Pêches du Forum ;

PECC : Conseil de Coopération Économique du Pacifique ;

SPTO : Organisation du Tourisme du Pacifique Sud ;

PIDP : Programme de Développement des Îles du Pacifique ;

PROE : Programme Régional Océanien de l'Environnement ;

OCO : Organisation des Douanes ;

ROSSP : Réseau Océanien de Surveillance de la Santé Publique ;

(a) Les membres du Conseil de Coopération Économique du Pacifique sont : l'Australie, la Nouvelle-Zélande et ceux du Forum des Îles du Pacifique. La France y étant membre associé à travers ses Collectivités d'Outre-Mer, la Nouvelle-Calédonie peut donc être associée aux travaux du Conseil au sein de la délégation française.

MB - M (Membre) : État ou Territoire qui bénéficie de tous les avantages de l'organisation, mais qui est tenu de toutes ses obligations.

MA (Membre Associé) : État ou Territoire qui n'est pas membre à part entière, mais qui participe aux réunions avec un droit d'expression.

O (Observateur) : État ou Territoire qui participe aux réunions, mais qui n'a aucun droit.

Échanges extérieurs de la Nouvelle-Calédonie avec les pays du Pacifique Sud [2]

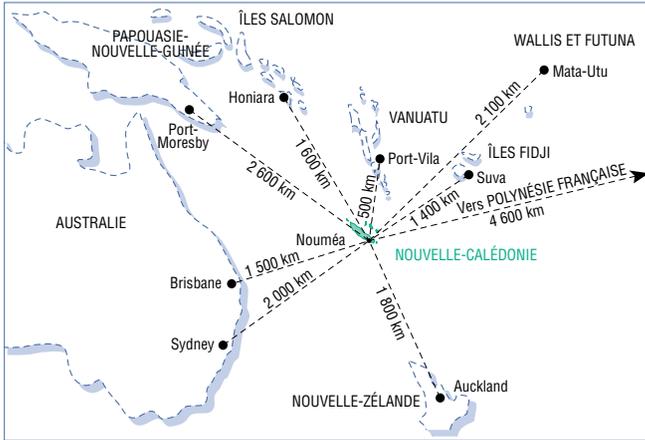
	2007			2008 p			2009 p		
	Importations	Exportations	Solde (a)	Importations	Exportations	Solde (a)	Importations	Exportations	Solde (a)
Australie	26 221	8 515	-17 706	25 690	7 673	-18 016	21 154	6 063	-15 091
Nouvelle-Zélande	9 716	106	-9 610	10 436	199	-10 237	9 413	96	-9 318
Îles Fidji	383	25	-358	429	21	-408	355	35	-319
Vanuatu	304	168	-136	317	317	-	350	182	-168
Polynésie française	251	283	32	312	216	-96	231	175	-57
Papouasie-Nouvelle-Guinée	94	91	-3	111	57	-54	108	15	-94
Îles Salomon	52	1	-51	64	-	-64	67	-	-67
Samoa américaines	4	107	103	-	87	87	-	95	95
Wallis et Futuna	2	583	581	9	652	643	5	644	639
Îles Marshall	1	-	-	1	1	-	1	-	-

(a) Exportations - Importations.

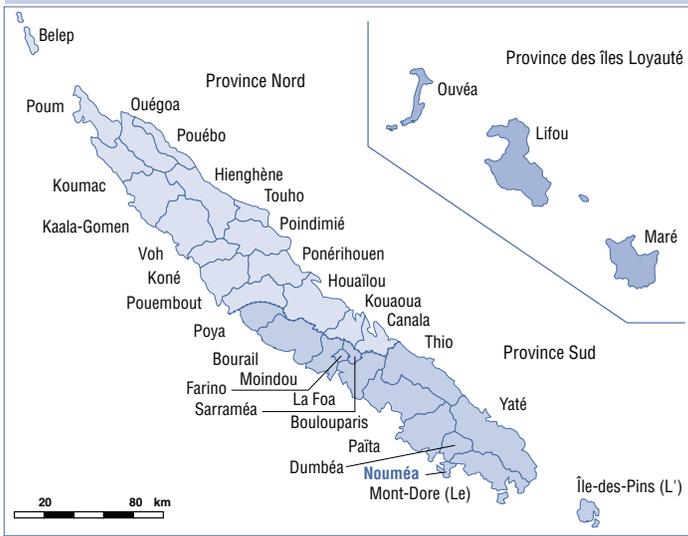
Unité : million de F.CFP

SOURCES [1] Revue juridique, politique et économique de la Nouvelle-Calédonie, n°3, CDP-NC, Nouméa, 2004.
[2] DRDNC.

La Nouvelle-Calédonie dans le Pacifique Sud [1 et 2]



Les communes de Nouvelle-Calédonie [3 à 5]



Superficie et point culminant des communes* de Nouvelle-Calédonie [6 et 7]

	Superficie	Altitude (a)		Superficie	Altitude (a)		Superficie	Altitude (a)
01 Belep	69,5	283	12 Koumac	550,0	823	23 Ponérihouen	707,3	1 330
02 Boulouparis	865,6	1 441	13 La Foa	464,0	1 058	24 Pouébo	202,8	1 406
03 Bourail	797,6	1 438	14 Lifou	1 207,1	104	25 Pouembout	674,3	1 134
04 Canala	438,7	1 098	15 Maré	641,7	138	26 Poum	469,4	412
05 Dumbéa	254,6	1 250	16 Moindou	321,9	1 098	27 Poya	845,8	1 508
06 Farino	48,0	701	17 Mont-Dore (Le)	643,0	825	28 Sarraméa	106,4	1 010
07 Hienghène	1 068,8	1 628	18 Nouméa	45,7	167	29 Thio	997,6	1 618
08 Houaïlou	940,6	1 444	19 Ouégoa	656,8	1 347	30 Touho	283,0	1 069
09 Île-des-Pins (L')	152,3	262	20 Ouvéa	132,1	46	31 Voh	804,9	1 122
10 Kaala-Gomen	718,2	1 090	21 Païta	699,7	1 618	32 Yaté	1 338,4	1 501
11 Koné	373,6	1 014	22 Poindimié	673,1	1 385	33 Kouaoua	383,0	1 058

* Le code utilisé pour chaque commune correspond aux 2 derniers chiffres du Code Officiel Géographique de l'INSEE (composé lui-même de 5 chiffres, dont les 3 premiers, "988", sont communs aux 33 communes). (a) Point culminant.

Unités : km², mètre

SOURCES [1] Arréghini L., Waniez Ph., *La Nouvelle-Calédonie au tournant des années 1990, Un état des lieux*, La Documentation Française, ORSTOM, Reclus, 1993. [2] DAC. [3] IRD, *Atlas de la Nouvelle-Calédonie et dépendances*, éditions de l'Office de la recherche scientifique et technique d'Outre-Mer, Paris, 1981. [4] Décret n°95-454 du 25 avril 1995 portant création de la commune de Kouaoua en Nouvelle-Calédonie, JONC n°7065 du 9 mai 1995. [5] Arrêté n°588 du 5 mai 1995 redéfinissant les limites territoriales de la commune de Canala du fait de la création de la commune de Kouaoua, JONC n°7069 du 6 juin 1995. [6] DITTT. [7] INSEE, *Code Officiel Géographique*, 13^e édition, 1999.

2.2 Réseau routier

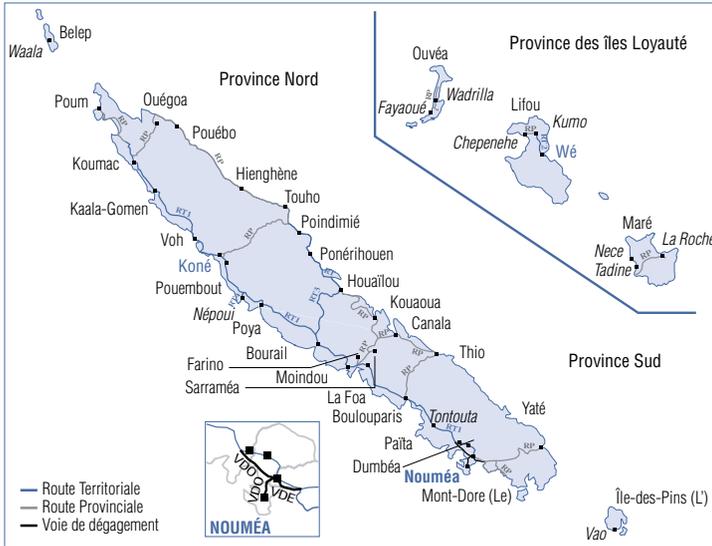
Répartition du réseau routier par catégorie et province* [1]

	Routes territoriales	Routes provinciales	Voierie communale		Réseau routier total
			Routes municipales et voies urbaines	Chemins ruraux	
Province des îles Loyauté	21	44	474	233	772
Province Nord	326	450	1 404	401	2 580
Province Sud	228	285	1 498	258	2 270
Nouvelle-Calédonie	575	778	3 376	892	5 622

* Situation du réseau début 2006 ; seuls les chiffres concernant Maré et l'Île-des-Pins datent de 1998.

Unité : km

Inventaire des routes principales de Nouvelle-Calédonie au 1^{er} janvier 2006 [1]



Distances kilométriques entre 21 communes de Nouvelle-Calédonie [1 et 2]

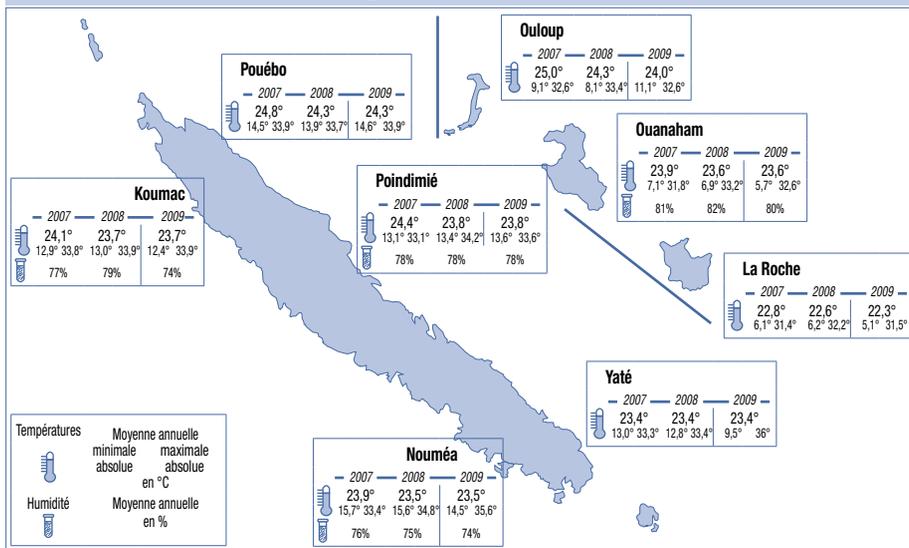
Unité : km	Boulouparis	Bourail	Canala	Hienghène	Houaïlou	Kaala-Gomen	Koné	Kouaoua	Koumac	La Foa	Nouméa	Ouvéa	Ponérimé	Ponérihouen	Pouébo	Poum	Poya	Thio	Touho	Voh	Yaté	
Boulouparis	92																					
Bourail	84	103																				
Canala	307	218	252																			
Hienghène	157	70	102	150																		
Houaïlou	285	192	296	157	248																	
Kaala-Gomen	197	105	209	130	161	87																
Koné	100	110	45	213	63	302	215															
Kouaoua	303	211	315	138	267	19	106	321														
Koumac	37	56	57	270	120	248	161	63	267													
La Foa	83	175	167	390	240	368	280	183	386	120												
Nouméa	347	254	328	99	249	62	149	311	43	310	430											
Ouvéa	233	144	177	74	76	172	85	139	191	196	316	173										
Ponérimé	202	113	147	105	45	203	115	108	221	165	285	203	31									
Ponérihouen	367	278	311	60	210	97	186	273	78	330	450	39	134	165								
Pouébo	362	270	373	181	326	77	165	379	59	325	445	86	249	280	121							
Poum	139	47	150	177	103	145	58	157	164	102	222	207	132	146	238	223						
Poya	47	137	37	288	138	330	242	81	348	82	130	386	214	183	348	407	184					
Thio	262	173	206	45	105	172	85	168	191	225	345	144	29	60	105	226	133	243				
Touho	231	139	243	164	194	53	34	249	72	195	314	115	119	149	150	131	92	276	119			
Voh	145	237	229	452	302	429	342	245	448	182	79	492	378	347	512	507	284	192	407	376		
Yaté																						

SOURCES [1] DITTT. [2] Annexe : tableau récapitulatif des distances kilométriques de mairie à mairie sur la Grande-Terre, JONC n°7547 du 22 mai 2001.

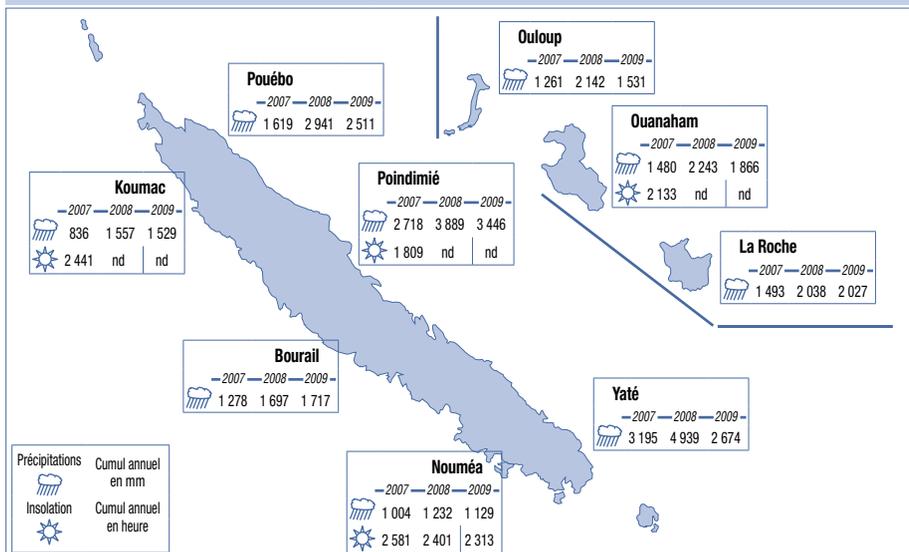
Principaux cyclones et dépressions tropicales ayant concerné la Nouvelle-Calédonie depuis 1992 [1]

	Type	Nom		Type	Nom
4-5 mars 1992	Cyclone	Esau	29 janvier 2003	Cyclone	Béni
10-11 mars 1992	Cyclone	Fran	13-14 mars 2003	Cyclone	Erica
5-6 janvier 1994	Cyclone	Rewa	27 février 2004	Cyclone	Ily
26-27 janvier 1994	Cyclone	Sarah	8-9 janvier 2005	Cyclone	Kerry
27 février 1994	Cyclone	Théodore	31 janvier 2006	Cyclone	Jim
27-28 mars 1994	Dépression tropicale forte	Usha	19 mars 2006	Cyclone	Wati
23-29 mars 1996	Cyclone	Béti	25 octobre 2006	Cyclone	Xavier
7-8 janvier 1997	Cyclone	Drena	23 novembre 2006	Cyclone	Yani
23-24 mars 1998	Cyclone	Yali	28 mars 2007	Dépression tropicale forte	Becky
21 janvier 1999	Cyclone	Dani	19 janvier 2008	Cyclone	Funa
12 février 1999	Dépression tropicale forte	Ella	4 février 2008	Cyclone	Gene
20-21 février 1999	Cyclone	Frank	25 mars 2009	Dépression tropicale forte	Jasper
6-7 mars 2002	Dépression tropicale forte	Des			

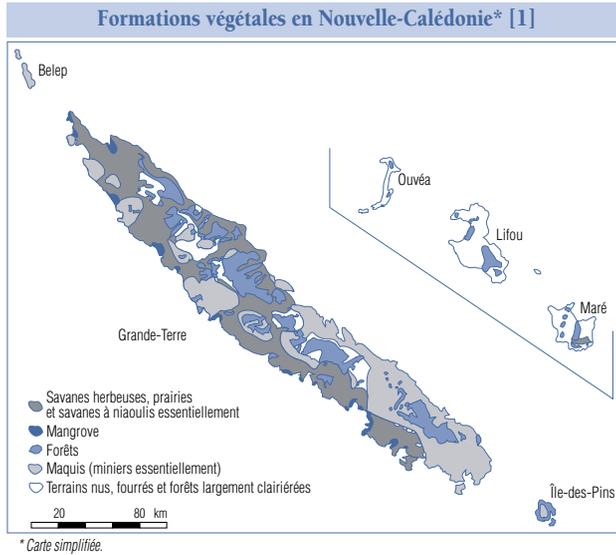
Températures et humidité [1]



Précipitations et insolation [1]



SOURCE [1] Météo France, Direction Interrégionale de Nouvelle-Calédonie et de Wallis et Futuna.



Flore et faune de Nouvelle-Calédonie* [2]

	Espèces connues	Taux d'en- démicité (a)		Espèces connues	Taux d'en- démicité (a)
Flore			Faune		
Végétaux inférieurs :			Faune terrestre dont :	5 000	80
diatomées	252	30	roussettes et chauves-souris	9	55
algues bleues	174	9	lézards et geckos	71	86
Plantes à fleurs pouvant loger en :			avifaune dont :	153	nd
forêt dense humide	1 719	87	oiseaux terrestres	123	20
maquis minier	1 031	91	oiseaux marins	30	15
savane	101	6	mollusques	110	nd
forêt sèche	395	36	arthropodes (insectes, crustacés, arachnides, scorpions)	4 500	nd
mangrove	24	4	Faune d'eau douce dont :		
plage et arrière-plage	180	13	éponges d'eau douce	4	50
Fougères diverses pouvant loger en :			mollusques d'eau douce	77	80
forêt dense humide	181	45	crevettes d'eau douce	6	17
maquis minier	33	36	poissons d'eau douce	96	17
savane	10	nd	Faune marine dont :		
forêt sèche	22	14	poissons	1 700	nd
mangrove	1	nd	mollusques	6 500	nd
plage et arrière-plage	5	nd			
Conifères	43	100			
Palmiers	39	94			

* Données estimées.

(a) Taux d'endémicité : espèces endémiques/espèces connues.

Unités : nombre, %

Superficies* des formations végétales présentes en Nouvelle-Calédonie [3]

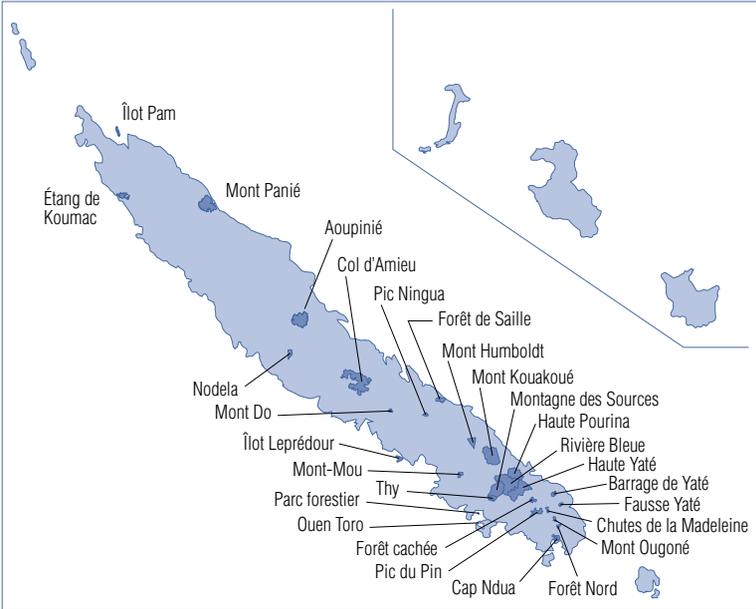
	Superficie (ha)		Variation (%)
	originelle	2005	
Mangroves	nd	20 000	///
Forêts humides	1 341 900	390 000	-71
Forêts sèches	460 000	4 500	-99
Savanes et fourrés	95 900	800 000	734
Maquis	115 400	600 000	420

* Données estimées.

Unités : ha, %

SOURCES [1] *Écologie en Nouvelle-Calédonie*, CTRDP, Nouméa, 1987. [2] Services Provinciaux (Nord, Sud et Îles Loyauté). [3] Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, *Avant-projet du Schéma d'aménagement et de développement de la Nouvelle-Calédonie*, groupe environnement (État des lieux), 2005.

Localisation des aires terrestres de protection [1]



Aires de protection terrestres* [1]

	Date de création	Province	Surface en ha
Réserve naturelle intégrale de la Montagne des Sources	1950	Sud	5 878
Parcs provinciaux			10 257
Parc forestier M. Corbasson	1962	Sud	35
Parc de la Rivière Bleue	1980	Sud	9 045
Parc de la Thy	1980	Sud	1 133
Parc du Ouen Toro	1989	Sud	44
Réerves spéciales terrestres			54 949
de faune			26 573
Haute Yaté	1972	Sud	15 900
Îlot Leprédour	1961	Sud	760
Col d'Amieu	1970	Sud	4 000
Îlot Pam	1980	Nord	460
Aoupinié	1975	Nord	5 400
Étang de Koumac	1989	Nord	53
botanique			15 181
Mont Mou	1950	Sud	675
Mont Humboldt	1950	Sud	3 200
Mont Panié	1950	Nord	5 000
7 réserves du Sud (Yaté barrage, Fausse Yaté, Mont Ougoné, Forêt Nord, Cap Ndua, Pic du Pin, Forêt cachée)	1972	Sud	4 466
Chutes de la Madeleine	1990	Sud	400
Forêt de Sailles	1980	Sud	1 100
Pic Ningua	1980	Sud	340
de faune et de flore			13 195
Mont Do	1981	Sud	300
Haute Pourina	1995	Sud	4 480
Kouakoué	1995	Sud	7 480
Nodela	1996	Sud	935
Ensemble			71 084

* Hors province des îles Loyauté qui jouit du statut de "Réserve foncière intégrale".

SOURCE [1] Services Provinciaux (Sud et Nord).

2.6 Environnement marin

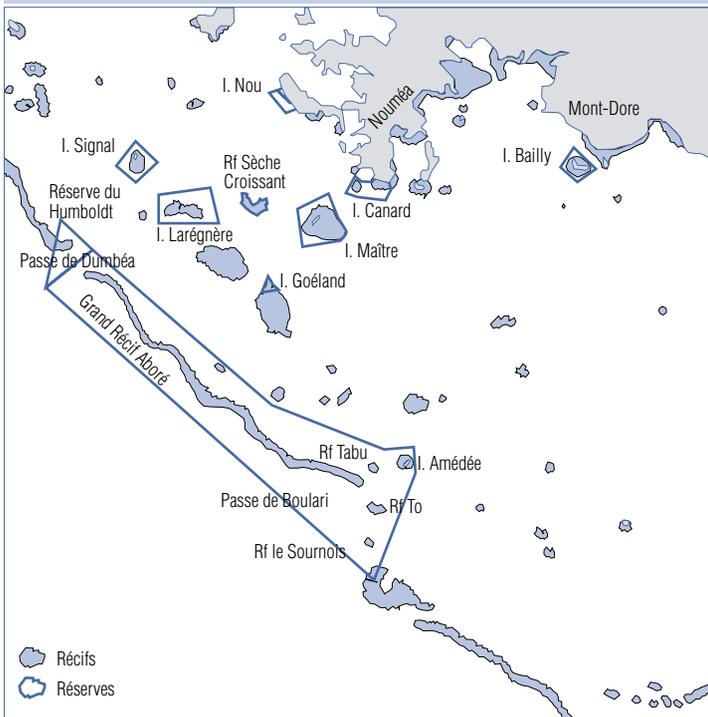
Aires de protection marines* [1 et 2]

	Date de création	Surface
Réserves spéciales		27 984
Réserves du parc du lagon sud		17 736
Réserve de l'Îlot Signal	Jan. 89	243
Réserve de l'Îlot Larégnère	Jan. 89	649
Réserve de l'Îlot Maître	Juil. 81	765
Réserve de l'Îlot Amédée (et du grand récif Aboré)	Juil. 81	15 620
Réserve de l'Îlot Canard	Jan. 89	176
Réserve de l'Îlot Bailly	Jan. 89	215
Réserve de l'épave du Humboldt	Juil. 96	13
Réserve de la pointe Kuendu	Avr. 98	55
Réserves du parc du lagon de Bourail		3 004
Réserve de la Roche percée et de la baie des tortues	Juin 93	120
Réserve de l'Île Verte	Juin 93	84
Réserve de Poé	Juin 93	2 800
Réserves de la baie de Prony		1 311
Réserve de l'Îlot Casy	Juin 93	145
Réserve de l'Aiguille	Juin 93	13
Réserve temporaire du Grand Port	Juin 06	1 153
Réserve de Tenia	Avr. 98	1 004
Réserve de Ouano (La Foa)	Avr. 04	3 669
Réserves de la province Nord		1 260
Baie de Nékoru	2000	1 260
Réserve intégrale		17 200
Réserve Yves Merlet	Juil. 70	17 200
Réserves spéciales de faune		0,6
Réserve de Sèche-Croissant	Août 94	0,1
Réserve de l'Îlot Goéland	Nov. 95	0,5
Ensemble		45 185

* Hormis la réserve de la baie de Nékoru, toutes les aires de protection marines sont situées en province Sud ; dans la province des îles Loyauté, il existe des réserves coutumières.

Unité : hectare

Les réserves spéciales du parc du lagon sud et les réserves de faune [1]



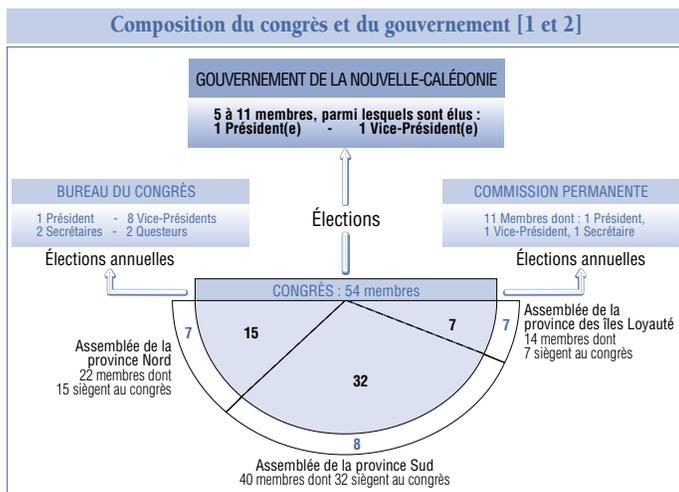
SOURCES [1] Province Sud, Direction des ressources naturelles. [2] Province Nord, Direction du développement économique et de l'environnement.

Principales dates de l'histoire de la Nouvelle-Calédonie [1 à 4]

Date	Événement
1300 av J.-C.	Premières traces de présence humaine en Nouvelle-Calédonie, attestée par la poterie Lapita.
4 Sept. 1774	"Découverte" de la Nouvelle-Calédonie par James Cook.
1840-1854	Premiers établissements.
1840	Implantation des missionnaires (protestants anglais et catholiques français) ; Présence de baleiniers et trafiquants (santaliers) et de marins (anglais et français).
24 Sept. 1853	Prise de possession et implantation française.
25 Juin 1854	Fondation de Nouméa.
1853-1877	Colonisation.
1853-1877	Colonisation pionnière.
1864-1897	Colonisation pénale.
1874	Découverte du nickel par Jules Garnier et début de l'exploitation minière.
1878	Révolte kanak.
1895-1903	Colonisation Feillet (abolition du bagne, immigration libre, relance de l'activité économique).
1903	Fin de l'immigration rurale.
1910	Début de relance minière.
1917	Révolte kanak.
1925	Reprise des projets d'immigration.
1940	Ralliement de la Nouvelle-Calédonie à la France Libre du général De Gaulle.
1942-1945	Présence des troupes américaines (principale base militaire hors des États-Unis).
1946	Suppression du statut de l'indigénat, le droit de vote sera ensuite donné progressivement aux Mélanésiens.
1946	La Nouvelle-Calédonie passe du statut de Colonie à celui de Territoire d'Outre-Mer (TOM).
1958	À la suite de l'avènement de la V ^e République, l'Assemblée territoriale choisit le maintien de la Nouvelle-Calédonie au sein du statut de Territoire d'Outre-Mer.
1976	Nouveau statut accordant une autonomie contrôlée ; élaboration d'un "plan de développement économique et social à long terme pour la Nouvelle-Calédonie".
Juil. 1983	Table ronde sur l'évolution du Territoire, à Nainville-les-Roches.
1984-1988	Les "Événements" (affrontements opposant "indépendantistes" et "loyalistes").
6 Sept. 1984	Statut d'autonomie interne prévu pour 5 ans (statut Lemoine).
23 Août 1985	"Statut Fabius-Pisani" instituant la régionalisation en Nouvelle-Calédonie.
17 Juil. 1986	Loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie (régime transitoire).
13 Sept. 1987	Référendum de consultation des populations intéressées sur l'accession du Territoire à l'indépendance ou sur son maintien au sein de la République Française, marqué par une participation de 59% des inscrits.
22 Janv. 1988	"Statut Pons" fondé sur l'autonomie de gestion et la régionalisation.
26 Juin 1988	Signature des accords de Matignon.
20 Août 1988	Accords de la rue Oudinot approuvant le projet de loi statutaire.
6 Nov. 1988	Référendum national sur les dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998, dispositions rassemblées dans la loi n°88-1028 du 9 novembre 1988, appelée aussi "Loi référendaire" ou "Statut Rocard-Le Pensec".
Juil. 1988 - Juil. 1989	Administration directe de la Nouvelle-Calédonie par l'État.
14 Juil. 1989	Mise en place des provinces.
1 ^{er} Janv. 1990	Transfert aux provinces des compétences qui leur sont dévolues par la loi référendaire.
1990 - 1992	Première période d'application des contrats de développement État-Provinces et des conventions État-Territoire.
5 Mai 1998	Signature de l'accord de Nouméa.
20 Juil. 1998	Révision de la Constitution par une loi constitutionnelle, qui compte désormais un titre XIII intitulé "dispositions transitoires relatives à la Nouvelle-Calédonie".
8 Nov. 1998	Référendum calédonien approuvant l'accord de Nouméa.
19 Mars 1999	Loi organique modifiant le statut de la Nouvelle-Calédonie, instituant notamment un exécutif local "le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie", autorisant le congrès à adopter des "lois du Pays" et prévoyant un transfert progressif des compétences jusqu'à la consultation par référendum local sur l'accession à la pleine souveraineté, organisée au cours du mandat du congrès qui commencera en 2014.
9 Mai 1999	Élections provinciales qui initient la mise en place des nouvelles institutions.
1 ^{er} Janv. 2000	Premiers transferts de compétences de l'État vers la Nouvelle-Calédonie.
9 Mai 2004	Élections provinciales qui ouvrent la 2 ^e mandature du congrès dans le cadre de l'accord de Nouméa.
10 Mai 2009	Élections provinciales qui ouvrent la 3 ^e mandature du congrès dans le cadre de l'accord de Nouméa.

SOURCES [1] Christnacht A., *La Nouvelle-Calédonie*, Documentation française, Les études, Paris, 2004. [2] Angleviel F (sous la direction de), *101 mots pour comprendre l'histoire de la Nouvelle-Calédonie*, Éditions île de lumière, Nouméa, 1997. [3] Documentation française, *Nouvelle-Calédonie, 40 ans d'histoire politique*, Regards sur l'actualité, n°144, 1988. [4] IRD, *Atlas de la Nouvelle-Calédonie et dépendances*, Nouméa, 1981.

3.2 Structures institutionnelles (1)



Composition et organisation du gouvernement élu par le congrès en 2009 [3 et 4]

M. Philippe Gomes, Président, est chargé des mines, de l'énergie et du transport aérien international.

M. Pierre Ngaïohni, Vice-Président, est chargé de la formation professionnelle.

M. Bernard Deladrière est chargé du budget, de la fiscalité et de l'économie numérique.

M. Jean-Louis D'Anglebermes est chargé de l'écologie, du développement durable, de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche.

M. Simon Loueckhote est chargé de la fonction publique.

Mme Déwé Gorodey est chargée de la culture, de la condition féminine et de la citoyenneté.

M. Jean-Claude Briault est chargé de la jeunesse et des sports.

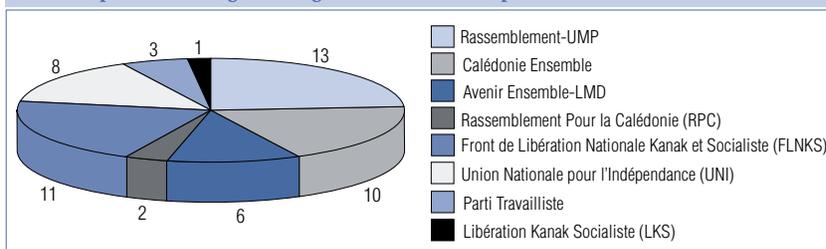
M. Philippe Germain est chargé de l'économie, de l'industrie et du travail.

Mme Sonia Backes est chargée de l'enseignement.

M. Yann Devillers est chargé des infrastructures publiques et du transport aérien domestique, terrestre et maritime.

M. Philippe Dunoyer est chargé de la santé, de la famille, de la solidarité et du handicap.

Répartition des sièges du congrès suite aux élections provinciales du 10 mai 2009 [5]

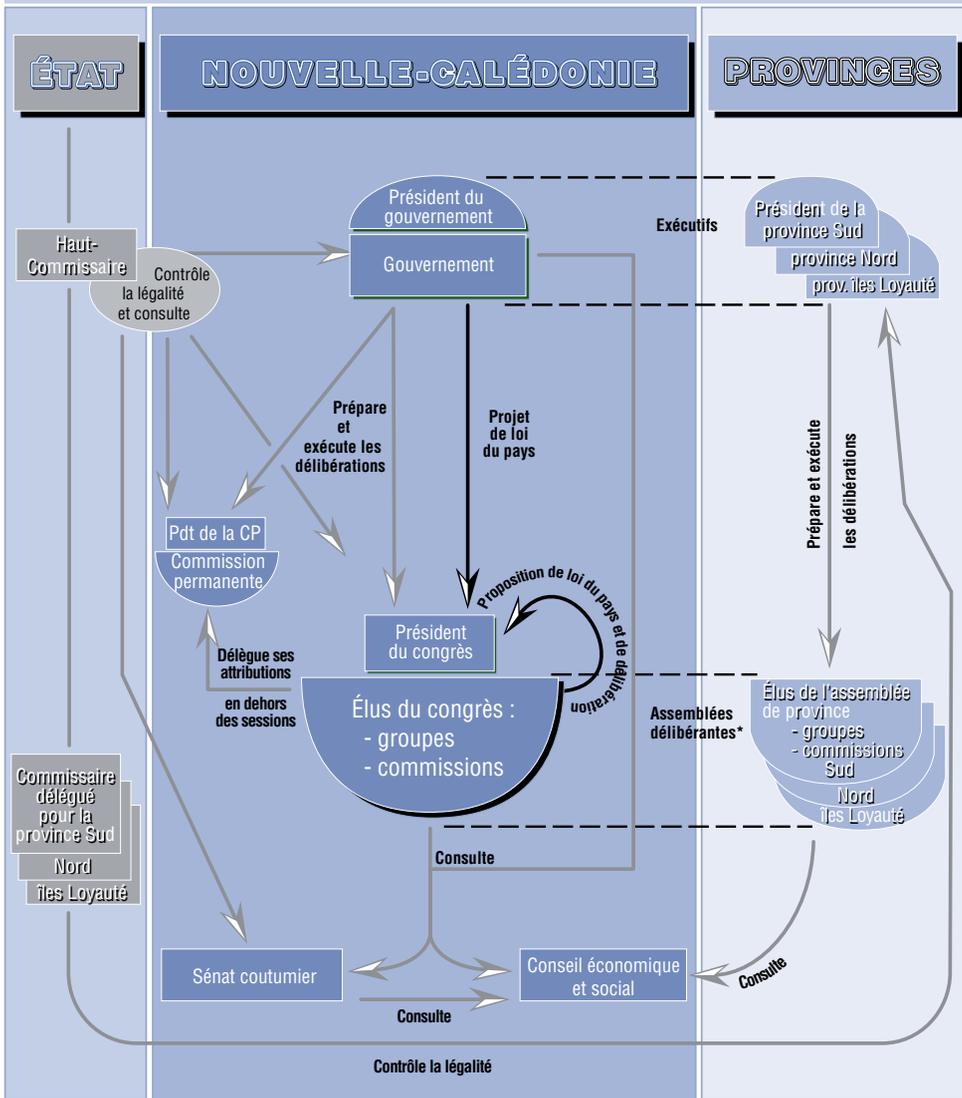


SOURCES [1] Loi organique n°99-209 et loi ordinaire n°99-210 du 19 mars relatives à la Nouvelle-Calédonie, JONC n°7363 du 24 mars 1999. [2] Règlement intérieur du congrès, délibération n°9 modifiée du 13 juillet 1999 portant règlement intérieur du congrès de la Nouvelle-Calédonie, JONC n°7395 du 20 juillet 1999. [3] Délibération n°1 du 28 mai 2009 fixant le nombre de membres du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, JONC n°8329 du 28 mai 2009. [4] Délibération n°2009-23D/GNC du 15 juin 2009 chargeant les membres du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie d'une mission d'animation et de contrôle d'un secteur de l'administration, JONC n°8336 du 18 juin 2009. [5] Congrès de la Nouvelle-Calédonie.

3-HISTOIRE - INSTITUTIONS

3.3 Structures institutionnelles (2)

Fonctionnement des institutions de la Nouvelle-Calédonie issues de la loi organique du 19 mars 1999 [1 à 5]



* Les assemblées des provinces forment le congrès voir 3.2.

SOURCES [1] Chrisnacht A., *La Nouvelle-Calédonie*, Les études, Documentation française, Paris, 2004. [2] Faberon J.-Y. et Postic J.-R., *L'accord de Nouméa, la loi organique et autres documents juridiques et politiques de la Nouvelle-Calédonie*, Île de lumière, Nouméa, 2004. [3] Faberon J.-Y. et Garde F. (ouvrage collectif sous la direction de), *101 mots pour comprendre les institutions de la Nouvelle-Calédonie*, Île de lumière, Nouméa, 2002. [4] Garde F., *Les institutions de la Nouvelle-Calédonie*, Éditions l'Harmattan, Paris, 2001. [5] Loi organique modifiée n°99-209 et loi ordinaire n°99-210 du 19 mars relatives à la Nouvelle-Calédonie, JONC n°7363 du 24 mars 1999.

3.4 Compétences

Répartition et échéancier des transferts de compétences issus de la loi organique de 1999 [1 à 3]

	État	Nouvelle-Calédonie
Défense	Défense, régime des matériels de guerre, armes et munitions, poudres et substances explosives.	
Justice	Droit pénal. Justice, organisation judiciaire, organisation de la profession d'avocat, frais de justice pénale et administrative ; Procédure pénale et procédure administrative contentieuse ; commissions d'office et service public pénitentiaire.	Possibilité d'assortir, sous certaines conditions, les infractions aux lois du pays et à ses règlements de peines d'amendes et de peines d'emprisonnement. Procédure civile, aide juridictionnelle et administration des services chargés de la protection judiciaire de l'enfance. Réglementation des officiers publics et ministériels.
Ordre public	Maintien de l'ordre.	Information sur les mesures prises en matière de maintien de l'ordre.
Monnaie	Monnaie, crédit, changes, relations financières avec l'étranger ; Trésor.	Consultation sur les décisions de la politique monétaire
Relations extérieures	Relations extérieures sous réserve, le cas échéant, des compétences dévolues à la Nouvelle-Calédonie. Conditions d'entrée et de séjour des étrangers.	Négociation et signature d'accords avec des États, territoires ou organismes régionaux du Pacifique et organismes régionaux dépendant des institutions spécialisées des Nations-Unies. Association ou participation au sein de la délégation française aux négociations et à la signature d'accords. Participation ou association aux négociations relatives aux relations entre la Communauté européenne et la Nouvelle-Calédonie. Possibilité d'être membre, membre associé ou observateur auprès d'organisations internationales. Possibilité d'avoir une représentation auprès d'États ou territoires du Pacifique. Possibilité de signature de conventions de coopération décentralisées avec des collectivités locales ou étrangères, leur groupement ou établissements publics. Consultation et information sur la réglementation relative à l'entrée et au séjour des étrangers et sur la délivrance des visas pour un séjour d'une durée supérieure à trois mois.
Communication	Communication audiovisuelle. (5) Liaisons et communications gouvernementales de défense et de sécurité en matière de postes et télécommunications ; réglementation des fréquences radio-électriques.	Consultation, notamment par le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel, lorsque ses décisions intéressent la Nouvelle-Calédonie. Postes et télécommunications.
Sécurité civile	Fixation des règles et commandement des secours en cas de sinistre majeur. (4)	
Administration et Finances	Fonction publique de l'État. Marchés publics et délégations de services publics de l'État et de ses établissements publics. Domaine de l'État. Contrôle de légalité et règles relatives à l'administration des provinces, des communes et de leurs établissements publics ; régime comptable et financier des collectivités publiques et de leurs établissements publics. (5) Contrôle budgétaire des provinces, communes et leurs établissements publics.	Fonction publique de la Nouvelle-Calédonie et des communes. Réglementation des marchés publics et des délégations de service public. Droit domanial de la Nouvelle-Calédonie. Organisation des services et établissements publics de Nouvelle-Calédonie. Statistiques intéressant la Nouvelle-Calédonie.
Enseignement et Recherche	Collation et délivrance des titres et diplômes. Enseignement du 2 ^e degré public et privé, enseignement primaire privé, santé scolaire. (3) Enseignement supérieur (5) et recherche.	Programmes d'enseignement, formation des maîtres et contrôle pédagogique du primaire. Formation professionnelle et attribution de diplômes à ce titre. Consultation sur la création ou la suppression en Nouvelle-Calédonie de filières de formation de l'enseignement secondaire. Association et consultation sur les projets de contrat entre l'État et les organismes de recherche établis en Nouvelle-Calédonie ; création d'un conseil consultatif de la recherche.
Droit civil	Nationalité ; garantie des libertés publiques ; droits civiques ; régime électoral. Règles concernant l'état civil, droit des personnes, droit de la famille, droit des obligations, droit des biens, droit des contrats, droit des sûretés, droit patrimonial de la famille... (4) Droit de propriété et droits réels (4)	Statut civil coutumier. Régime des terres coutumières et palabres coutumiers, limites des aires coutumières.
Économie et développement	Droit commercial. (4)	Commerce extérieur, régime douanier ; réglementation des investissements directs étrangers. Fiscalité (perception, création et affectation d'impôts, droits et taxes). Réglementation des professions libérales et commerciales. Droit des assurances. Tourisme. Réglementation des poids et mesures ; concurrence et répression des fraudes. Commerce des tabacs. Réglementation des prix et organisation des marchés.
Transport	Desserte maritime entre la Nouvelle-Calédonie et les autres points du territoire de la République, statut des navires. Desserte aérienne entre la Nouvelle-Calédonie et les autres points du territoire de la République ; immatriculation des aéronefs ; sûreté en matière aérienne. Police et sécurité en matière de circulation aérienne intérieure (2) et de circulation maritime dans les eaux territoriales (1).	Desserte maritime d'intérêt territorial ; immatriculation des navires Desserte aérienne intérieure et internationale (sous réserve de la compétence de l'État dans les liaisons entre la Nouvelle-Calédonie et les autres points du territoire de la République). Équipements portuaires et aéroportuaires du domaine de la Nouvelle-Calédonie.
Météorologie		Réseau routier de la Nouvelle-Calédonie, circulation routière et transports terrestres. Météorologie.
Emploi et Formation professionnelle		Droit du travail (principes fondamentaux), droit syndical ; formation professionnelle et attribution des diplômes à ce titre ; inspection du travail. Réglementation des professions libérales et commerciales et des officiers publics et ministériels. Protection de l'emploi local. Accès au travail des étrangers.
Action sociale et Santé		Protection sociale, santé, hygiène publique ; contrôle sanitaire aux frontières. Droit de la mutualité. Établissements hospitaliers.
Sport et Culture		Réglementation des activités sportives et socio-éducatives ; infrastructures et manifestations sportives et culturelles.
Mines et énergies	Réglementation minière concernant les substances minérales mentionnées au 1 ^{er} de l'article 19 du décret 54-1110 du 13 novembre 1954, ainsi qu'aux installations qui en font usage.	Réglementation relative aux hydrocarbures, au nickel, au chrome et au cobalt. Schéma de mise en valeur des richesses minières. Production et transport d'énergie électrique.
Ressources naturelles, Environnement	Réserve de Sèche-Croissant.	Réglementation et exercice du droit d'exploration, d'exploitation, de gestion et de conservation des ressources naturelles biologiques et non biologiques de la zone économique exclusive. Réglementation zoosanitaire et phytosanitaire ; abattoirs.
Urbanisme et Habitat		Principes directeurs du droit de l'urbanisme ; cadastre.

Transfert effectif depuis le 1^{er} janvier 2000.

Compétences qui seront transférées au : (1) 1^{er} janvier et 1^{er} juillet 2011, (2) au 1^{er} janvier 2012, (3) au 1^{er} janvier 2013 - lois du pays du 28 décembre 2009.

(4) Compétences transférables par loi du pays adoptées avant le 31 décembre 2011.

(5) Compétences transférables par vote d'une résolution et loi organique avant la fin de l'accord de Nouméa.

SOURCES [1] Loi organique modifiée n°99-209 et loi ordinaire n°99-210 du 19 mars relatives à la Nouvelle-Calédonie, JONC n°7363 du 24 mars 1999. [2] Accord de Nouméa, 1998. [3] Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, Cellule de transferts de compétences.

Population par commune aux différents recensements* [1]

	1956	1963	1969	1976	1983	1989	1996	2004	2009
Belep	529	573	551	624	686	745	923	930	895
Boulouparis	483	635	846	925	1 139	1 456	1 591	2 089	2 418
Bourail	2 212	2 312	2 433	3 149	3 410	4 122	4 364	4 779	4 999
Canala (a)	2 816	3 097	3 559	3 884	3 842	3 966	3 374	3 512	3 341
Dumbéa	284	463	1 304	4 191	5 538	10 052	13 888	18 602	24 103
Farino	142	172	161	194	253	237	279	459	598
Hienghène	1 940	2 109	1 846	1 932	1 729	2 122	2 208	2 627	2 399
Houaïlou	2 241	2 808	3 475	3 853	3 995	3 671	4 332	4 537	3 945
Île-des-Pins (L)	674	930	978	1 095	1 287	1 465	1 671	1 840	1 969
Kaala-Gomen	1 161	1 228	1 296	1 425	1 231	1 549	1 787	1 881	1 931
Koné	2 037	2 340	2 557	2 479	2 919	2 919	4 088	4 500	5 199
Kouaoua (a)	///	///	///	///	///	///	1 524	1 586	1 345
Koumac (b)	2 759	2 059	1 907	2 481	1 405	2 194	2 647	3 003	3 690
La Foa	934	1 407	1 333	1 993	2 094	2 155	2 502	2 903	3 323
Lifou	5 594	6 082	6 837	7 585	8 128	8 726	10 007	10 320	8 627
Maré	3 104	3 240	3 410	4 156	4 610	5 646	6 896	7 401	5 417
Moindou	272	392	291	387	378	461	568	602	704
Mont-Dore (Le)	1 288	2 640	4 809	10 659	14 614	16 370	20 780	24 195	25 683
Nouméa	22 235	34 990	41 853	56 078	60 112	65 110	76 293	91 386	97 579
Ouvéa	1 199	1 363	1 323	1 514	1 468	1 881	2 034	2 114	2 132
Ouvéa	2 180	2 087	2 001	2 777	2 772	3 540	3 974	4 359	3 392
Païta	1 397	1 903	2 522	3 407	4 834	6 049	7 862	12 062	16 358
Poindimié	2 152	2 519	2 481	3 010	3 644	3 590	4 340	4 824	4 818
Ponérihouen	1 840	1 853	1 948	2 065	1 932	2 326	2 691	2 726	2 384
Pouébo	1 294	1 388	1 472	1 782	1 503	2 242	2 352	2 381	2 416
Pouembout	482	577	587	734	692	854	1 189	1 471	2 078
Poum (b)	///	///	///	///	816	1 038	1 320	1 390	1 388
Poya (c)	1 066	1 019	1 281	2 915	1 961	1 862	2 522	2 600	2 648
Sarraméa	255	307	331	357	483	400	486	610	636
Thio	1 776	2 253	3 176	2 894	3 019	2 368	2 614	2 743	2 629
Touho	1 332	1 373	1 474	1 667	1 901	1 963	2 234	2 274	2 247
Voh	1 328	1 475	1 424	1 656	1 586	1 686	1 942	2 240	2 408
Yaté	1 474	925	1 113	1 365	1 387	1 408	1 554	1 843	1 881
Total	68 480	86 519	100 579	133 233	145 368	164 173	196 836	230 789	245 580

* Population sans double compte.

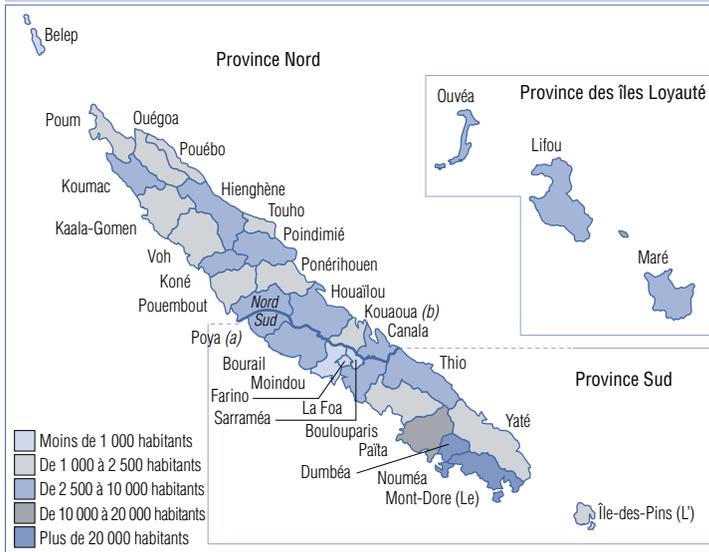
(a) Canala et Kouaoua jusqu'à la création de Kouaoua en avril 1995.

(b) Koumac et Poum jusqu'à la création de Poum en janvier 1977.

(c) Une partie de Poya se situe en province Sud (94 habitants en 1996, 122 en 2004 et 127 en 2009).

Unité : habitant

Communes de Nouvelle-Calédonie [1 à 4]



* Données provisoires jusqu'à leur authentification par décret.

(a) La répartition du territoire de la commune de Poya entre les provinces Nord et Sud est fixée par un décret du 26 avril 1989. Au recensement de 2009, 127 habitants de Poya étaient localisés en province Sud et 2 521 en province Nord.

(b) La commune de Kouaoua est issue d'une division de Canala en 1995, officiellement créée par décret n°95-454 du 25 avril 1995.

SOURCES [1] INSEE-ISEE, Recensements de la population de la Nouvelle-Calédonie. **[2]** Loi organique n°99-209 et loi ordinaire n°99-210 du 19 mars 1999 relatives à la Nouvelle-Calédonie, JONC n°7363 du 24 mars 1999. **[3]** Décret du 26 avril 1989 portant répartition du territoire de la commune de Poya entre les provinces Nord et Sud de la Nouvelle-Calédonie, JONC n°6629 du 16 mai 1989. **[4]** Décret du 25 avril 1995 portant création de la commune de Kouaoua en Nouvelle-Calédonie, JONC n°7065 du 9 mai 2005.

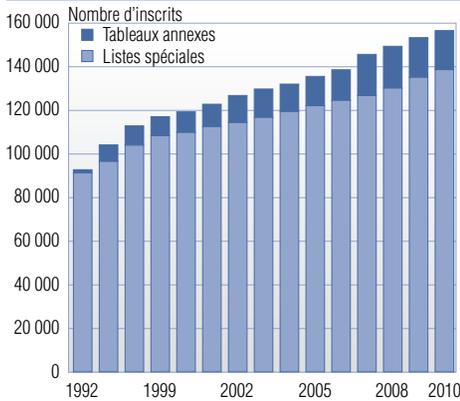
3.6 Système électoral

Listes électorales au 16 avril 2010 [1]

	Liste électorale spéciale (1)	Tableaux annexes (2)	Liste électorale générale (1 + 2)		Liste électorale spéciale (1)	Tableaux annexes (2)	Liste électorale générale (1 + 2)
Lifou	9 785	287	10 072	Touho	1 711	43	1 754
Maré	6 105	64	6 169	Voh	1 897	22	1 919
Ouvéa	4 223	37	4 260	Province Nord	33 278	862	34 140
Province des îles Loyauté	20 113	388	20 501	Boulouparis	2 057	121	2 178
Belep	813	5	818	Bourail	3 380	213	3 593
Canala	2 916	29	2 945	Dumbéa	10 394	1 877	12 271
Hienghène	1 989	27	2 016	Farino	418	21	439
Houailou	3 046	45	3 091	Île-des-Pins (L)	1 431	52	1 483
Kaala-Gomen	1 293	33	1 326	La Foa	2 529	190	2 719
Koné	3 026	168	3 194	Moindou	587	19	606
Kouaoua	976	22	998	Mont-Dore (Le)	13 628	2 151	15 779
Koumac	2 086	165	2 251	Nouméa	39 513	10 832	50 345
Ouvéa	1 805	17	1 822	Païta	7 486	1 144	8 630
Poindimié	3 541	108	3 649	Poya Sud	129	5	134
Ponérihoun	2 214	25	2 239	Sarraméa	432	17	449
Pouébo	1 988	14	2 002	Thio	1 899	15	1 914
Pouembout	1 003	50	1 053	Yaté	1 488	19	1 507
Poum	1 142	25	1 167	Province Sud	85 371	16 676	102 047
Poya Nord	1 832	64	1 896	Nouvelle-Calédonie	138 762	17 926	156 688

Unité : nombre d'inscrits

Évolution des listes électorales* [1]



* Chaque année, à la clôture de la révision des listes.

Données générales sur les élections provinciales du 10 mai 2009 [2]

	Province des îles Loyauté	Province Nord	Province Sud
Inscrits	19 614	32 681	83 669
Votants			
Nombre de voix	14 368	22 031	62 116
% des inscrits	73,25	67,41	74,24
Exprimés			
Nombre de voix	14 317	21 665	60 577
% des votants	99,65	98,34	97,52
Blancs et nuls			
Nombre de voix	51	366	1 539
% des votants	0,35	1,66	2,48

Unités : nombre, %

Résultats par partis des élections provinciales du 10 mai 2009* [2]

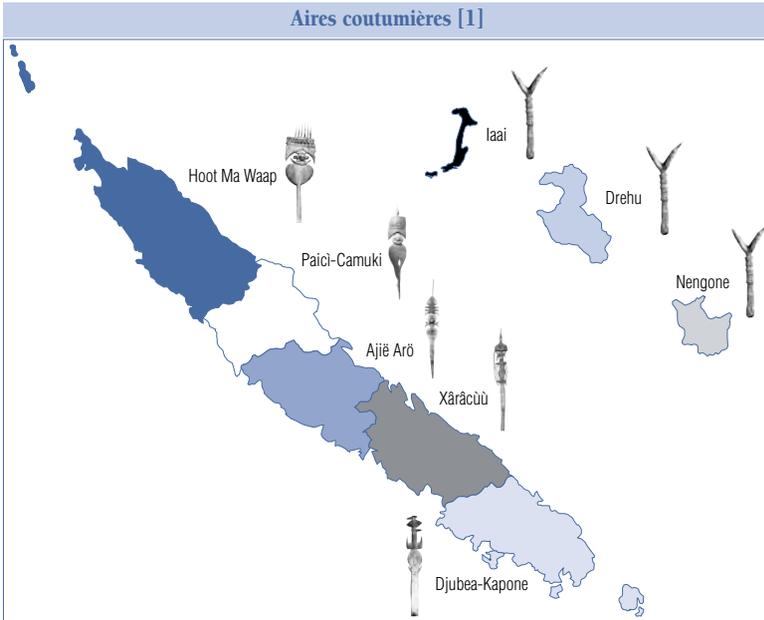
	Province des îles Loyauté			Province Nord			Province Sud		
	Nbre de voix	Exprimés %	Nbre de sièges	Nbre de voix	Exprimés %	Nbre de sièges	Nbre de voix	Exprimés %	Nbre de sièges
Avenir Ensemble-LMD	///	///	///	1 414	6,5	-	9 894	16,3	8
Calédonie Ensemble	///	///	///	///	///	///	14 294	23,6	11
Dynamique autochtone ou la terre en partage	1 852	12,9	2	///	///	///	///	///	///
Ensemble pour les îles	166	1,2	-	///	///	///	///	///	///
Fédération des Comités de Coordination des Indépendantistes (FCCI)	///	///	///	607	2,8	-	///	///	///
FLNKS	///	///	///	///	///	///	5 342	8,8	4
Front National	///	///	///	///	///	///	2 591	4,3	-
Génération Destin Commun	///	///	///	///	///	///	1 216	2,0	-
Ouverture citoyenne	///	///	///	///	///	///	2 974	4,9	-
Parti travailliste	2 872	20,1	2	2 594	12,0	3	2 227	3,7	-
Rassemblement Pour la Calédonie (RPC)	///	///	///	///	///	///	4 304	7,1	2
Rassemblement-UMP	554	3,9	-	2 044	9,4	1	17 285	28,5	15
ROC Plurielle	///	///	///	///	///	///	450	0,7	-
UC-FLNKS	4 826	33,7	6	6 418	29,6	8	///	///	///
Une province avec la France	516	3,6	-	///	///	///	///	///	///
Une province pour tous	///	///	///	1 960	9,0	1	///	///	///
UNI-FLNKS	3 531	24,7	4	///	///	///	///	///	///
Union Nationale pour l'Indépendance (UNI)	///	///	///	6 628	30,6	9	///	///	///
Total des exprimés	14 317	100,0	14	21 665	100,0	22	60 577	100,0	40

* Les listes qui n'ont pas obtenu au moins 5% du nombre des électeurs inscrits ne sont pas admises à la répartition des sièges (article 192 de la loi organique).

SOURCES [1] ISEE. [2] Publication des résultats de l'élection des membres du congrès et des assemblées de province du 10 mai 2009, JONC 8324 du 14 mai 2009.

4-SPÉCIFICITÉS

4.1 Organisation coutumière (1)



Organisation coutumière [2]

CIRCONSCRIPTION	INSTITUTION	REPRÉSENTANTS
Nouvelle-Calédonie	Sénat coutumier	Sénateurs coutumiers
Aire coutumière	Conseil d'aire	Grands chefs de districts
District coutumier	Conseil de district	Chefs de tribus
Tribu	Conseil des chefs de clan	Chefs de clan
Clan	Conseil du clan	Représentants des groupes familiaux

Évolution des données de l'état civil selon le statut [3]

	Mariages				Naissances*				Décès			
	Coutumier		De droit commun		Coutumier		De droit commun		Coutumier		De droit commun	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
1981	237	32,5	492	67,5	2 110	53,4	1 840	46,6	479	52,5	433	47,5
1985	224	28,2	570	71,8	1 936	53,5	1 683	46,5	434	48,7	457	51,3
1990	216	24,4	671	75,6	2 224	50,8	2 154	49,2	484	52,2	444	47,8
1995	270	30,9	605	69,1	1 969	46,4	2 273	53,6	473	46,4	547	53,6
2000	299	30,1	696	69,9	2 085	45,7	2 481	54,3	517	48,0	560	52,0
2001	247	26,7	678	73,3	1 966	45,4	2 360	54,6	521	46,1	610	53,9
2002	208	23,0	697	77,0	1 911	45,6	2 283	54,4	565	50,4	556	49,6
2003	213	24,4	660	75,6	1 849	45,1	2 253	54,9	545	48,6	576	51,4
2004	248	27,7	647	72,3	1 647	41,4	2 331	58,6	530	47,5	586	52,5
2005	275	29,3	665	70,7	1 634	40,3	2 417	59,7	558	48,9	584	51,1
2006	319	34,4	608	65,6	1 683	39,8	2 541	60,2	515	46,3	598	53,7
2007	247	27,9	637	72,1	1 591	38,9	2 502	61,1	552	45,7	655	54,3
2008	278	28,5	697	71,5	1 545	38,5	2 472	61,5	536	45,7	637	54,3
2009	258	27,7	674	72,3	1 583	38,3	2 546	61,7	596	47,2	667	52,8

* Enfants nés vivants.

SOURCES [1] ISEE, *Panorama des tribus*, Notes et Documents n°78, avril 1998. [2] Sénat coutumier de la Nouvelle-Calédonie. [3] ISEE, statistiques de l'état civil.

4.2 Organisation coutumière (2)

Répartition par commune de la population en tribu et hors tribu (Recensement 1996) [1]



Superficie des terres coutumières par commune et province en 2009 [2 et 3]

	Superficie des terres coutumières	Superficie communale	Part des terres coutumières (%)		Superficie des terres coutumières	Superficie communale	Part des terres coutumières (%)
Belep	5 861	6 950	84	Ouégoa	16 498	65 680	25
Boulouparis	6 101	86 560	7	Ouvéa	13 210	13 210	100
Bourail	6 739	79 760	8	Païta	5 273	69 970	8
Canala	13 693	43 870	31	Poindimié	21 585	67 310	32
Dumbéa (a)	296	25 460	1	Ponérihouen	15 920	70 730	23
Farino (a)	59	4 800	1	Pouébo	6 777	20 280	33
Hienghène	37 014	106 880	35	Pouembout	8 079	67 430	12
Houailou	19 684	94 060	21	Poum	7 300	46 940	16
Île-des-Pins (L')	13 441	15 230	88	Poya	14 812	84 580	18
Kaala-Gomen	14 977	71 820	21	Sarraméa	2 097	10 640	20
Koné	21 513	37 360	58	Thio	11 055	99 760	11
Kouaoua	3 685	38 300	10	Touho	9 013	28 300	32
Koumac	3 330	55 000	6	Voh	19 939	80 490	25
La Foa	6 289	46 400	14	Yaté	2 033	133 840	2
Lifou	114 986	120 710	95	Province Îles Loyauté	192 366	198 090	97
Maré	64 170	64 170	100	Province Nord	239 681	958 260	25
Moindou	4 848	32 190	15	Province Sud	60 285	701 200	9
Mont-Dore (Le)	2 053	64 300	3	Nouvelle-Calédonie	492 331	1 857 550	27
Nouméa (a)	-	4 570	-				

(a) Aucune tribu n'est installée sur cette commune.

Unités : hectare, %

Récapitulatif des acquisitions et attributions foncières [3 et 4]

	Territoire (1978 à 1982)	Office Foncier (1982 à 1986)	ADRAF territoriale (1986 à 1988)	ADRAF État (1989 à 2010*)	Total
Acquisitions	50 669	50 414	21 704	39 064	161 851
Par transferts du domaine public	21 927	-	-	7 487	29 414
Par achats de propriétés privées	28 742	50 414	21 704	31 577	132 437
coût d'achats des propriétés privées (millions de F.CFP)	933	1 468	819	2 764	5 984
Attributions	25 971	2 081	9 344	109 609	147 005
Pour agrandissements de réserves autochtones	19 094	-	-	-	19 094
Pour clans	6 877	2 081	-	-	8 958
Pour Groupements de Droit Particulier Local (GDPL)	-	-	576	88 418	88 994
Pour individus, sociétés et collectivités	-	-	8 768	21 190	29 958

* Chiffres arrêtés au 5/11/2010

Unité : hectare sauf mention contraire

SOURCES [1] INSEE-ISEE, données relatives au recensement de la population de 1996. [2] DITT. [3] ADRAF, données relatives aux terres coutumières. [4] ADRAF

4-SPÉCIFICITÉS

4.3 Tribus

(Code commune) Tribu Nbre de personnes
(a) (b) (c)

PROVINCE ÎLES LOYAUTÉ

(15) Atha		176
(20) Banout		429
(15) Cengeite		289
(15) Ceni		45
(14) Chépénéhé	1 200	
(15) Cuaden		94
(14) Doking		546
(14) Dozip		516
(14) Duéulu	1 210	
(14) Eacho		139
(15) Eni		354
(20) Eot-St Joseph		603
(20) Fayaoue		383
(20) Fayaoua		105
(20) Gossanah		282
(20) Guei		252
(14) Hanawa		140
(14) Hapetra		652
(14) Himeleck		683
(15) Hnadide		66
(14) Hnadro		120
(14) Hnaeu		265
(15) Hnainédre		168
(14) Hnapalu		320
(14) Hnasse		289
(15) Hnawayetch		429
(14) Hunete		303
(14) Inagod		274
(14) Joj		60
(15) Kaewatine		63
(14) Kedeigne		635
(14) Krinata ou Tiolo		262
(14) Kurmo		383
(15) Kurine		234
(15) La roche		665
(20) Lekine		313
(15) Limite		175
(14) Luecilla		628
(14) Luengoni		424
(15) Mebuet		549
(15) Medu		135
(15) Menaku		212
(14) Mou		895
(20) Mouli		756
(14) Mutchaweng		254
(20) Nanéméhu		52
(14) Nanémuhata		338
(14) Nang		346
(14) Natchaom		426
(14) Nathalo		828
(15) Netché	1 095	
(20) Nimaha		211
(20) Ognahut		211
(20) Ognat-St Thomas		406
(20) Ouassadiou		279
(20) Ouenghé		191

(Code commune) Tribu Nbre de personnes
(a) (b) (c)

(20) Ouloup-St Gabriel		248
(15) Padawa		406
(15) Patho		250
(15) Penelo		352
(15) Peyece		61
(14) Qanono Sinoj		805
(15) Rawa		172
(15) Rô		349
(14) Saint Paul		76
(14) Siloam		395
(15) Tâdine		808
(20) Takedji		305
(15) Tawainédre		329
(15) Tenane		259
(20) Téouta-Ounes		337
(15) Thogone		181
(14) Thuahaick		373
(14) Tîga		401
(14) Tingeting		455
(14) Traput		541
(15) Tuho		505
(15) Wabao		473
(20) Wadrilla		544
(20) Wakat		181
(15) Wakone		270
(15) Wakuarory		356
(14) Wassagne		192
(14) Wedumel		605
(20) Weneki		339
(14) Wiwatul ou Hunoj		693
(14) Xodé		458

PROVINCE NORD

(33) Amon-Kasiori ou Ouéna		251
(11) Ateou		232
(08) Bâ		303
(26) Baaba		79
(11) Baco		535
(10) Baguanda		164
(19) Balagam		11
(10) Baoui-St Pierre		169
(07) Bas-Coulna		187
(22) Bayes		141
(08) Boeareu		51
(11) Bopope		212
(08) Boreare		76
(26) Bouarou		156
(19) Bouelas		85
(31) Boyen		219
(07) Caavatch		110
(33) Ceynon		47
(24) Colnett		97
(30) Congouma		242
(08) Coula		242
(24) Diahoué		376
(04) Emma		340

(Code commune) Tribu Nbre de personnes
(a) (b) (c)

(12) Galagaoui		24
(22) Galilee		102
(10) Gamai		208
(07) Ganem		154
(31) Gatope		136
(04) Gélîma		592
(23) Goa		340
(27) Gohapin		514
(08) Gonde		217
(08) Gouaraoui		69
(08) Gouareu		207
(23) Goyetta-Nimbayes		445
(23) Grochain		126
(23) Grondu		202
(04) Haouli		85
(07) Haut-Coulna		101
(22) Ina		127
(08) Kamouï		69
(08) Kaora		92
(08) Kapoué		19
(08) Karagreu		132
(30) Koe-Ponandou		284
(33) Koh		152
(30) Kokingone-Pouiou		224
(11) Koniambo		267
(33) Konoyes-Sahoue		76
(10) Kourou		92
(08) Kua		130
(04) Kuine		130
(07) Le Kouloué		97
(23) L'Embouchure		231
(07) Lewarap		187
(07) Lindéralique		175
(19) Manghine St Ferdinand		85
(08) Mé		51
(33) Mea-Mebara		162
(08) Meareu		60
(33) Mechin		113
(08) Medaouya		57
(04) Mehoue		622
(08) Meomo		73
(04) Mérénémé		414
(04) Mia ou Cui		156
(23) Moneo		369
(27) Montfaoué		282
(23) Mou		197
(04) Nakéty Mission		644
(04) Nanon-Kénérou ou Le Caillou		263
(22) Napoémien		232
(26) Narai		71
(11) Neami		243
(08) Néaoua		171
(08) Nearia		67
(23) Neavin		229
(23) Neboueba		73
(08) Nediouen		270
(08) Nedivin		227
(27) Neklilai-Kradji		259
(08) Nekoue		202

(a) Voir 2.1, codes des communes. (b) Tribus recensées en 1996. (c) Personnes déclarant appartenir à la tribu lors du recensement de 1996, mais n'y résidant pas forcément.
NB : l'orthographe du nom des tribus n'est pas complètement stabilisée.

4.3 Tribus

(Code commune) (a)	Tribu (b)	Nbre de personnes (c)	(Code commune) (a)	Tribu (b)	Nbre de personnes (c)	(Code commune) (a)	Tribu (b)	Nbre de personnes (c)
(08) Néoa		88	(24) Saint Adolphe		64	(24) Yambé		155
(23) Neouta		306	(22) Saint Denis		133	(26) Yande		140
(08) Neouyo		269	(24) Saint Denis Balade		220	(26) Yenghebane		123
(27) Nepou		97	(24) Saint Denis Pouébo		287			
(08) Nérin		74	(24) Saint Ferdinand		50			
(08) Nessakouya		316	(24) Saint Gabriel Balade		116			
(22) Nessapoue		129	(24) Saint Gabriel Pouébo		196			
(11) Netchaot		432	(19) Saint Jean-Baptiste		236			
(27) Netea		54	(01) Saint Joachim		109			
(08) Neya		45	(01) Saint Joseph		150			
(08) Nindiah		101	(19) Saint Joseph		200			
(11) Noelly		276	(24) Saint Joseph		72			
(04) Nonhoue-Boakaine		382	(01) Saint Louis		131			
(08) Oingo		78	(24) Saint Louis		317			
(22) Ometteux		362	(19) Saint Michel		83			
(07) Ouaième		77	(22) Saint Michel		100			
(08) Ouakaya		119	(22) Saint Paul		52			
(30) Ouanahe		136	(24) Saint Paul Balade		142			
(07) Ouare Ouen-Pouest Tilouagne		416	(01) Saint Pierre		251			
(04) Ouassé		108	(19) Saint Pierre		156			
(25) Ouaté		134	(19) Saint Thimothée		75			
(07) Ouayaguette		202	(23) Saint Yves		122			
(07) Oué-Hawa		47	(01) Sainte Anne		109			
(10) Ouehollé		235	(19) Sainte Anne		140			
(31) Ouéllisse		176	(01) Sainte Marie		323			
(10) Ouemba		77	(24) Sainte Marie Balade		106			
(10) Ouemou		64	(24) Sainte Marie Pouebo		114			
(27) Ouendji		87	(01) Sainte Thérèse		140			
(19) Ouene		89	(22) St Thomas-Ste Thérèse-Poutchala		301			
(07) Ouenghip		79	(26) Taanlo		57			
(31) Ouengo		56	(23) Tchamba		391			
(19) Ouenia		241	(24) Tchamboène		436			
(07) Ouen-Kout		4	(10) Tegon		184			
(33) Ouérou-Pimet		182	(31) Témala		216			
(08) Ouessoïn		60	(19) Temeline		53			
(22) Ouïndo		74	(04) Tenda Koumendi		205			
(31) Oundjo		385	(07) Tendo		187			
(24) Paalo		19	(08) Thu		160			
(22) Paama		89	(26) Tiabet		171			
(12) Pagou		258	(11) Tiaoue		321			
(10) Paita		181	(19) Tiari		205			
(22) Pambou		79	(22) Tibarama		391			
(26) Pangai		92	(26) Tie		41			
(19) Pangou-Ouaene		67	(07) Tiendanite		124			
(07) Panié		130	(31) Tiéta		303			
(30) Paola-Poyes		366	(22) Tieti		612			
(12) Paop		91	(30) Tiouande		184			
(25) Paouta-Bai		225	(22) Ti-Ounao		166			
(19) Paraoua ou Diahot		141	(26) Titch		163			
(08) Paraouyé		131	(22-30) Tiwaka (d)		249			
(07) Plindache		43	(07) Tiwamack		95			
(23) Po		48	(30) Touho Mission		301			
(11) Poindah		223	(30) Tuai ou Tiouae		129			
(22) Poindimié		81	(22) Tye		371			
(07) Poindjap		48	(30) Vieux Touho		132			
(30) Pombéi		91	(22) Wagap		80			
(19) Pouembanou		68	(31) Wahat		40			
(07) Pouyemben		194	(12) Wanac I		256			
(08) Roibahon		26	(12) Wanac II		65			
						(03) Azareu		238
						(21) Bangou		275
						(03) Bouïrou		431
						(13) Coindé		202
						(21) Col de la Pirogue - Saint Laurent		240
						(09) Comagna		372
						(17) Conception		347
						(09) Gadji		418
						(32) Goro		228
						(03) Gouaro		66
						(29) Grand Borendy		148
						(28) Grand Couli		170
						(09) Kere		253
						(29) Kouaré		173
						(02) Kouergoa		121
						(13) Kouma-Pocquereux		22
						(16) Momea		233
						(21) Naniouni		212
						(02) Nassirah-Ya		202
						(21) N'de		206
						(03) Ny		236
						(03) Oua-Oué		47
						(17) Ouara		152
						(09) Ouatchia		110
						(13) Oua-Tom		106
						(02) Ouinané-Nétéa		174
						(29) Ouïndo		53
						(13) Oui-Poin		189
						(02) Ouitchambo		155
						(29) Ouroue		137
						(29) Petit Borendy		86
						(28) Petit Couli		122
						(29) Port Bouquet		80
						(03) Pothé		277
						(29) Saint Jean-Baptiste		86
						(29) Saint Joseph		51
						(17) Saint Louis		1 204
						(29) Saint Michel		65
						(29) Saint Paul		101
						(29) Saint Philippo I		195
						(29) Saint Philippo II		480
						(29) Saint Pierre		159
						(28) Sarraméa		163
						(16) Table-Unio		125
						(32) Touaourou		479
						(09) Touete		303
						(32) Unia		880
						(09) Vao		272
						(32) Waho		168
						(09) Wapan		147
						(09) Youati		125

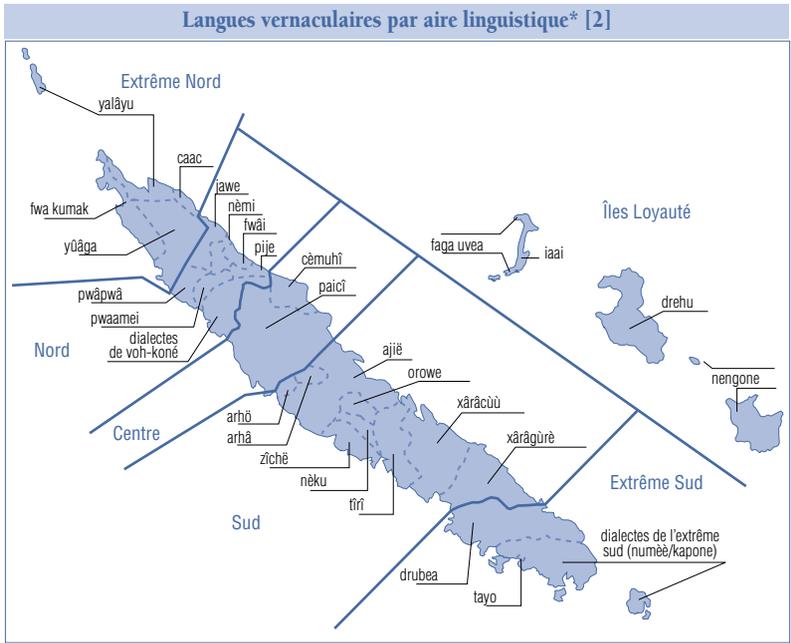
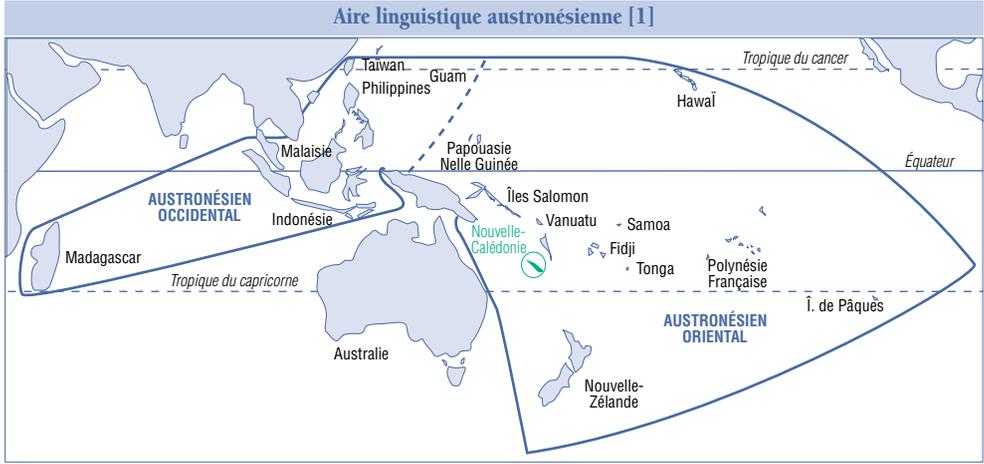
PROVINCE SUD

(d) La tribu de Tiwaka s'étend sur les communes de Poindimié (193 personnes) et Touho (56 personnes).

SOURCE [1] INSEE-ISEE, Recensement de la population de la Nouvelle-Calédonie, 1996.

4-SPÉCIFICITÉS

4.4 Langues vernaculaires (1)



SOURCES [1] IRD, *Atlas de la Nouvelle-Calédonie*, Nouméa, 1981. [2] ADCK.

4.5 Langues vernaculaires (2)

Nombre de personnes de 14 ans et plus parlant une langue vernaculaire par province et commune de résidence [1]

	1996	2004	Variation
Belep	586	612	4,4
Boulouparis	391	522	33,5
Bourail	988	1 020	3,2
Canala	1 888	2 267	20,1
Dumbéa	1 686	2 777	64,7
Farino	18	36	100,0
Hienghène	1 394	1 710	22,7
Houailou	2 320	2 708	16,7
Île-des-Pins (L')	992	1 053	6,1
Kaala Gomen	885	922	4,2
Koné	1 512	1 713	13,3
Kouaoua	708	857	21,0
Koumac	566	539	-4,8
La Foa	492	455	-7,5
Lifou	5 970	6 291	5,4
Maré	4 042	4 703	16,4
Moindou	200	178	-11,0
Mont-Dore (Le)	2 155	2 465	14,4
Nouméa	11 577	14 206	22,7
Ouvéa	982	996	1,4
Ouvéa	2 366	3 038	28,4
Païta	818	1 328	62,3
Poindimié	2 285	2 615	14,4
Ponérihouen	1 486	1 684	13,3
Pouébo	1 394	1 518	8,9
Pouembout	239	282	18,0
Poum	654	626	-4,3
Poya	951	936	-1,6
Sarraméa	252	339	34,5
Thio	1 078	1 207	12,0
Touho	1 201	1 224	1,9
Voh	858	1 063	23,9
Yaté	632	758	19,9
Province des îles Loyauté	12 378	14 032	13,4
Province Nord	19 907	22 271	11,9
Province Sud	21 281	26 345	23,8
Nouvelle-Calédonie	53 566	62 648	17,0

Unités : nombre, %

Nombre de locuteurs* de 14 ans et plus par langue vernaculaire [1]

	1996	2004
Groupe de l'extrême Nord		
caac	890	1 005
yaláyu	1 522	1 694
fwa kumak	847	739
yúága	1 992	2 124
Groupe du Nord		
jawe	729	635
némi	768	911
pwápwá	16	84
fwái	1 131	1 550
pwamei	219	210
píje	161	184
dialectes de voh-koné (a)	993	980
Groupe du Centre		
cémuhî	2 051	2 139
paicî	5 498	6 056
Groupe du Sud		
ajîé	4 044	5 051
arhâ	35	59
arhó	62	264
orowe	587	355
néku	221	320
tírî (a)	558	481
ziché	4	3
xârâciùu	3 784	4 816
xârâguré	566	632
Groupe de l'extrême Sud		
drubea	946	1 154
dialectes de l'extrême sud (numèè-kapone)	1 814	1 582
tayo	609	376
Groupe des îles Loyauté		
nengone	6 377	7 958
drehu	11 338	13 249
iaai	1 562	2 464
faga uvea	1 107	1 614
Indéterminés	5 761	5 355

* Un locuteur peut parler deux langues.

Unité : nombre

(a) Les regroupements ont été rectifiés pour 1996 ; ainsi, par exemple, le méa a été intégré dans le tiri.

Enseignement des langues vernaculaires en collège et lycée à la rentrée 2010 [2]

	Collèges		Lycées	
	Privés	Publics	Privés	Publics
Ajîé	Collèges de Nédvin et Do Néva (Houailou), de Mou (Ponérihouen) et de Tiéta (Voh)	Collèges Léopold DJJET (Bourail), de Wani (Houailou) et de Yaté	Lycées Do Kamo (Nouméa) et Apollinaire Anova (Païta)	Lycée Antoine KELA (Poindimié)
Drehu	Collèges de Havila, Hnaizianu et Hnathalo (Lifou)	Collèges Laura Boula (Lifou), Georges Baudoux, Jean Mariotti, de Kaméré, Rivière Salée et des Portes de Fer (Nouméa)	Lycée Do Kamo (Nouméa) et Apollinaire Anova (Païta)	Lycées du Grand Nouméa, La Pérouse et J. Garnier (Nouméa) et Lycée polyvalent des îles (Lifou)
iaai	Collège d'Eben Eza et Guillaume Douarre (Ouvéa)	Collèges de La Foa et de Fayaoué (Ouvéa)	///	///
Nengone	Collège de Taremen (Maré)	Collèges de Tadine, de La Roche (Maré), et de Kaméré (Nouméa)	Lycées Do Kamo (Nouméa)	Lycées du Grand Nouméa, J. Garnier et La Pérouse (Nouméa)
Nêlémwa (a)	Collège Boaouva Kaleba (Poum)	///	///	///
Paicî	Collèges de Nédvin (Houailou), Tiéta (Voh), Yves-Marie Hily Téouty (Ponérihouen) et de Mou (Ponérihouen)	Collèges de Koné, Raymond Vauthier (Poindimié) et Laura Boula (Lifou)	///	Lycées Antoine Kéla (Poindimié) et du Grand Nouméa (Nouméa)
Xârâciùu	Collèges Francis Rougé (Thio) et Do Mwa (Canala)	Collège de Canala	///	///

(a) Le nêlémwa est une variante du fwa kumak.

SOURCES [1] INSEE-ISEE, Recensements de la population de la Nouvelle-Calédonie, 1996 et 2004. [2] Vice-Rectorat.



POPULATION-SOCIÉTÉ

Population

Santé

Justice

Logement

Enseignement

Consommation-
Conditions de vie

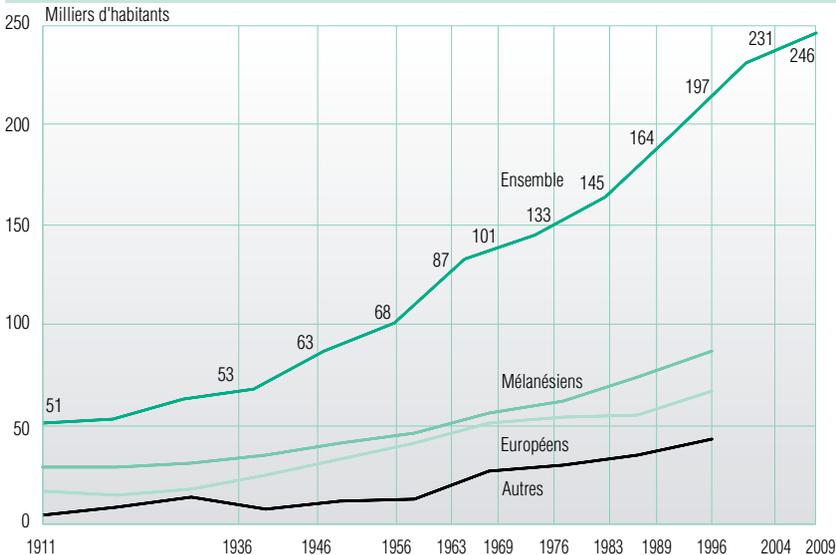
Population, superficie et densité par commune et province (Recensement de 2009) [1]

	Superficie	Population	Part dans la pop. totale	Densité
Belep	69,5	895	0,4	12,9
Boulouparis	865,6	2 418	1,0	2,8
Bourail	797,6	4 999	2,0	6,3
Canala	438,7	3 341	1,4	7,6
Dumbéa	254,6	24 103	9,8	94,7
Farino	48,0	598	0,2	12,5
Hienghène	1 068,8	2 399	1,0	2,2
Houaïlou	940,6	3 945	1,6	4,2
Île-des-Pins (L)	152,3	1 969	0,8	12,9
Kaala Gomen	718,2	1 931	0,8	2,7
Koné	373,6	5 199	2,1	13,9
Kouaoua	383,0	1 345	0,5	3,5
Koumac	550,0	3 690	1,5	6,7
La Foa	464,0	3 323	1,4	7,2
Lifou	1 207,1	8 627	3,5	7,1
Maré	641,7	5 417	2,2	8,4
Moindou	321,9	704	0,3	2,2
Mont-Dore (Le)	643,0	25 683	10,5	39,9
Nouméa	45,7	97 579	39,7	2 135,2
Ouvéa	656,8	2 132	0,9	3,2
Ouvéa	132,1	3 392	1,4	25,7
Païta	699,7	16 358	6,7	23,4
Poindimié	673,1	4 818	2,0	7,2
Ponérihouen	707,3	2 384	1,0	3,4
Pouébo	202,8	2 416	1,0	11,9
Pouembout	674,3	2 078	0,8	3,1
Poum	469,4	1 388	0,6	3,0
Poya (a)	845,8	2 648	1,1	3,1
Sarraméa	106,4	636	0,3	6,0
Thio	997,6	2 629	1,1	2,6
Touho	283,0	2 247	0,9	7,9
Voh	804,9	2 408	1,0	3,0
Yaté	1 338,4	1 881	0,8	1,4
Province des Îles Loyauté	1 980,9	17 436	7,1	8,8
Province Nord	9 582,6	45 137	18,4	4,7
Province Sud	7 012,0	183 007	74,5	26,1
Nouvelle-Calédonie	18 575,5	245 580	100,0	13,2

(a) La répartition du territoire de la commune de Poya entre les provinces Nord et Sud est fixée par un décret du 26 avril 1989. Au recensement de 2009, 127 habitants de Poya étaient localisés en province Sud et 2 521 en province Nord.

Unités : km², habitant, %, hab/km²

Évolution de la population à travers les différents recensements [1 et 2]



SOURCES [1] INSEE-ISEE, Recensements de la population de la Nouvelle-Calédonie. [2] IRD, *Atlas de la Nouvelle-Calédonie*, Nouméa, 1981.

5.2 Communautés

Évolution de la population selon la communauté d'appartenance* aux différents recensements [1]

	1956	1963	1969	1976	1983	1989	1996
Mélanésienne	34 969	41 190	46 200	55 598	61 870	73 598	86 788
Européenne	25 160	33 355	41 268	50 757	53 974	55 085	67 151
Wallisienne, Futunienne	///	///	///	9 571	12 174	14 186	17 763
Tahitienne	///	///	///	6 391	5 570	4 750	5 171
Indonésienne	///	///	///	5 111	5 319	5 191	5 003
Vietnamienne	///	///	///	1 943	2 381	2 461	2 822
Ni-Vanuatu	///	///	///	1 050	1 212	1 683	2 244
Autres	8 351	11 974	13 111	2 812	2 868	7 219	9 894
Total	68 480	86 519	100 579	133 233	145 368	164 173	196 836

* Avant 1976, les communautés wallisienne, tahitienne, indonésienne, vietnamienne et ni-vanuatu sont comptabilisées dans la catégorie "autres".

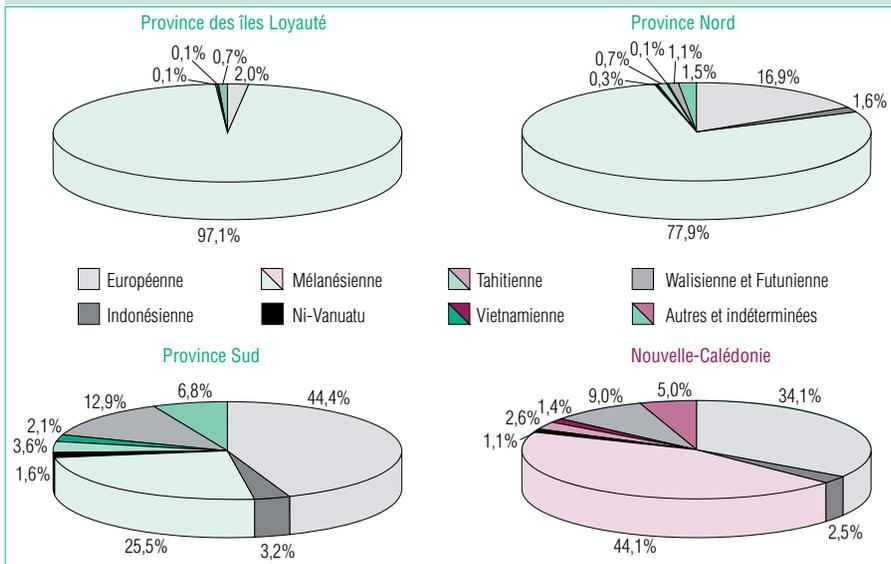
Unité : habitant

Population totale selon l'appartenance à une communauté par province (Recensement de 1996) [1]

	Mélané- sienne	Euro- péenne	Wallis. Futun.	Tahi- tienne	Indoné- sienne	Vietna- mienne	Ni- Vanuatu	Autre	Total
Province des îles Loyauté	20 267	426	14	15	6	4	9	136	20 877
Province Nord	32 246	6 985	450	287	646	58	112	629	41 413
Province Sud	34 275	59 740	17 299	4 869	4 351	2 760	2 123	9 129	134 546
dont Grand Nouméa	25 613	54 323	16 522	4 693	4 138	2 707	2 006	8 821	118 823
Nouvelle-Calédonie	86 788	67 151	17 763	5 171	5 003	2 822	2 244	9 894	196 836
Structure	44,1	34,1	9,0	2,6	2,5	1,4	1,1	5,0	100,0

Unités : habitant, %

Répartition de la population par province et communauté d'appartenance (Recensement de 1996) [1]



SOURCE [1] INSEE-ISEE, Recensements de la population de la Nouvelle-Calédonie.

Population totale par sexe, groupe d'âge décennal et province (Recensement de 2004) [1]

	Province des îles Loyauté			Province Nord			Province Sud			Nouvelle-Calédonie		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
0 à 9 ans	2 444	2 416	4 860	4 480	4 257	8 737	14 692	13 883	28 575	21 616	20 556	42 172
10 à 19 ans	2 677	2 347	5 024	4 822	4 514	9 336	14 661	14 145	28 806	22 160	21 006	43 166
20 à 29 ans	1 624	1 585	3 209	3 825	3 700	7 525	12 151	12 467	24 618	17 600	17 752	35 352
30 à 39 ans	1 619	1 578	3 197	3 537	3 319	6 856	13 429	14 152	27 581	18 585	19 049	37 634
40 à 49 ans	1 154	1 117	2 271	2 645	2 334	4 979	11 062	11 213	22 275	14 861	14 664	29 525
50 à 59 ans	792	766	1 558	1 937	1 509	3 446	8 605	7 589	16 194	11 334	9 864	21 198
60 à 69 ans	499	569	1 068	1 086	1 007	2 093	4 862	4 739	9 601	6 447	6 315	12 762
70 à 79 ans	259	404	663	539	617	1 156	2 144	2 553	4 697	2 942	3 574	6 516
80 à 89 ans	74	128	202	107	194	301	637	916	1 553	818	1 238	2 056
90 ans et plus	9	19	28	8	37	45	105	230	335	122	286	408
Ensemble	11 151	10 929	22 080	22 986	21 488	44 474	82 348	81 887	164 235	116 485	114 304	230 789

Unité : nombre

Évolution de la population par groupe d'âge dans quelques pays mi-2009 [2 et 3]

	Moins de 15 ans	Plus de 64 ans
Japon	13	23
Allemagne	14	20
Espagne	14	17
France	18	17
Australie	19	13
États-Unis	20	13
Nouvelle-Zélande	21	13
Chine	19	8
Nouvelle-Calédonie*	27	7
Wallis et Futuna	nd	nd
Polynésie française	26	6
Fidji	29	5
Inde	32	5
Vanuatu	41	3

*Données de 2008

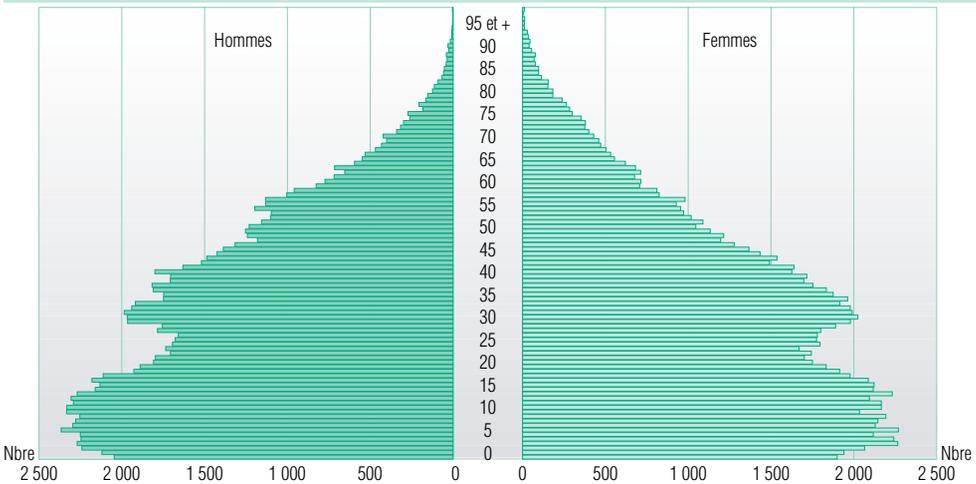
Unité : %

Évolution de la population par groupe d'âge aux différents recensements [1]

	Moins de 15 ans	Plus de 64 ans
1976	38,6	3,7
1983	36,2	4,1
1989	31,0	4,8
1996	29,2	5,2
2004	27,9	6,2

Unité : %

Pyramide des âges au recensement de 2004* [1]



* En âge révolu au 31 août 2004.

SOURCES [1] INSEE-ISEE, Recensements de la population de la Nouvelle-Calédonie. [2] INED, *Tous les pays du monde*, Population et Sociétés n°458, Juillet-août 2009. [3] ISEE, Statistiques de l'état civil.

5.4 Accroissement de la population

Accroissement de la population depuis 1965 [1]

	Population au 1 ^{er} janvier	Nés vivants (1)	Décédés (2)	Excédent naturel (1 - 2)	Taux d'accroissement naturel	Solde migratoire apparent (a)
1965	88 000	3 119	783	2 336	2,6	2 664
1970	108 000	3 922	1 047	2 875	2,6	5 125
1975	132 000	4 115	923	3 192	2,4	-2 192
1980	139 000	3 668	1 008	2 660	1,9	-524
1985	153 072	3 619	891	2 728	1,8	28
1990	168 635	4 378	928	3 450	2,0	1 078
1995	192 010	4 242	1 020	3 222	1,7	389
2000	211 200	4 566	1 077	3 489	1,6	571
2005 e	232 258	4 051	1 142	2 909	1,2	1 361
2006 e	236 528	4 224	1 113	3 111	1,3	753
2007 e	240 390	4 093	1 207	2 886	1,2	1 134
2008 e	244 410	4 015	1 173	2 842	1,1	1 760
2009 p	nd	4 112	1 235	2 877	nd	nd

(a) Le solde migratoire est déterminé ici par différence entre la variation de la population et le solde naturel. On parle dans ce cas de solde migratoire apparent.

Unités : nombre, %

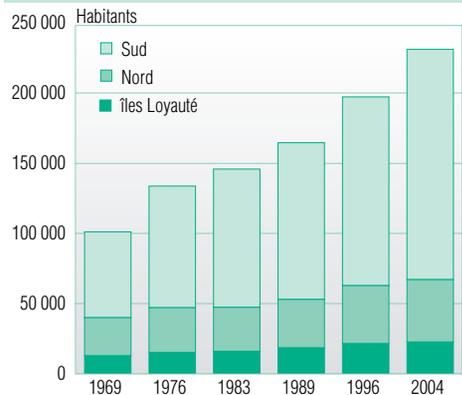
Taux annuel d'accroissement naturel dans quelques pays (mi-2009) [1 et 2]

Vanuatu	2,5
Inde	1,6
Fidji	1,7
Wallis et Futuna*	1,6
Polynésie française	1,4
Nouvelle-Calédonie*	1,1
Australie	0,7
États-Unis	0,6
Chine	0,5
France	0,4
Espagne	0,3
Japon	-

*Donnée de 2008

Unité : %

Population par province aux recensements [3]



Taux d'accroissement annuel moyen de la population par province entre les différents recensements [3]

	1969-1976	1976-1983	1983-1989	1989-1996	1996-2004
Province des îles Loyauté	2,5	0,9	2,4	2,2	0,7
Province Nord	2,4	-0,3	1,6	2,6	0,9
Province Sud	5,1	1,8	2,1	2,7	2,4
Nouvelle-Calédonie	4,1	1,3	2,1	2,6	1,9

Unité : %

Structure de la population selon le lieu de naissance aux différents recensements [3]

	1976	1983	1989	1996	2004
Nouvelle-Calédonie	74,6	76,8	78,0	76,7	76,8
Métropole et DOM	12,2	11,6	10,8	12,4	13,9
TOM	6,9	5,6	5,3	5,1	4,2
Pays étrangers	6,3	6,0	5,8	5,8	5,1
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Unité : %

SOURCES [1] ISEE, Statistiques de l'état civil. [2] INED, *Tous les pays du monde*, Population et Sociétés n°458, Juillet-août 2009. [3] INSEE-ISEE, Recensements de la population de la Nouvelle-Calédonie.

Évolution des naissances, des taux de natalité et de fécondité [1]

	Naissances totales	Nés vivants	Nés sans vie	Taux de natalité	Part des naissances hors mariage	Indicateur conjoncturel de fécondité	Âge moyen à la maternité
1965	///	3 119	///	34,5	///	///	///
1970	///	3 922	///	35,0	///	///	///
1975	///	4 115	///	31,1	///	///	///
1980	3 750	3 668	82	26,2	48,8	3,64	26,4
1985	3 651	3 619	32	23,4	50,4	3,00	26,5
1990	4 419	4 378	41	25,6	59,6	3,19	26,6
1995	4 284	4 242	42	21,9	59,7	2,59	27,2
2000	4 599	4 566	33	21,4	67,0	2,59	27,7
2001	4 362	4 326	36	19,9	66,3	2,43	27,9
2002	4 224	4 194	30	18,9	65,2	2,33	28,2
2003	4 127	4 102	25	18,2	67,6	2,27	28,3
2004	4 003	3 978	25	17,3	65,8	2,18	28,6
2005	4 106	4 051	55	17,2	67,9	2,20	28,5
2006	4 268	4 224	44	17,7	68,1	2,29	28,6
2007	4 138	4 093	45	16,9	69,2	2,20	28,8
2008	4 072	4 015	57	16,3	nd	nd	nd
2009 p	4 172	4 112	60	nd	nd	nd	nd

Unités : nombre, ‰ habitants, ‰, nombre d'enfants par femme, années

Taux de natalité et indicateur conjoncturel de fécondité dans quelques pays (mi-2009) [1 à 3]

	Indicateur conjoncturel de fécondité	Taux de natalité		Indicateur conjoncturel de fécondité	Taux de natalité
Vanuatu	4,0	31	États-Unis	2,1	14
Inde	2,7	23	France	2,0	13
Wallis et Futuna*	2,0	16	Australie	2,0	14
Fidji	2,6	24	Chine	1,6	12
Polynésie française	2,2	18	Espagne	1,5	11
Nouvelle-Calédonie*	2,2	17	Japon	1,4	9
Nouvelle-Zélande	2,2	15	Allemagne	1,3	8

*Données de 2007

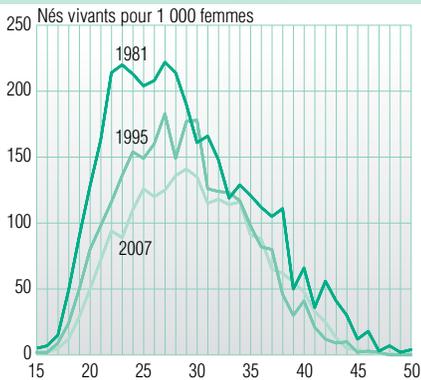
Unités : nombre d'enfants par femme, ‰ habitants

Évolution de l'âge moyen des mères selon le rang de naissance de l'enfant [1]

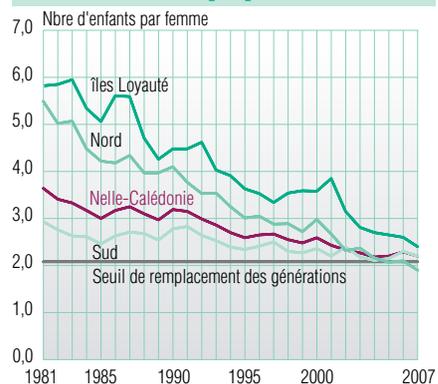
	Année de naissance							
	1981	1985	1990	1995	2000	2005	2006	2007
1	23,7	24,1	24,6	25,8	26,2	26,9	26,6	27,0
2	25,3	25,7	27,0	27,1	28,2	29,1	29,4	29,6
3	26,8	27,7	28,9	29,2	29,8	31,2	31,2	31,3

Unité : année

Évolution de la fécondité par âge de la mère [1]



Évolution de l'indicateur conjoncturel de fécondité par province [1]



SOURCES [1] ISEE, Statistiques de l'état civil. [2] INED, *Tous les pays du monde*, Population et Sociétés n°458, Juillet-août 2009. [3] Bureau de la Statistique de Wallis et Futuna.

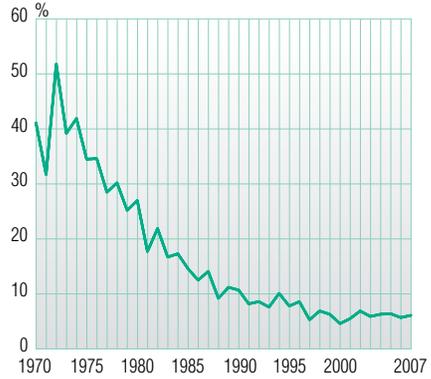
5.6 Mortalité-espérance de vie

Évolution des décès et des taux de mortalité [1]

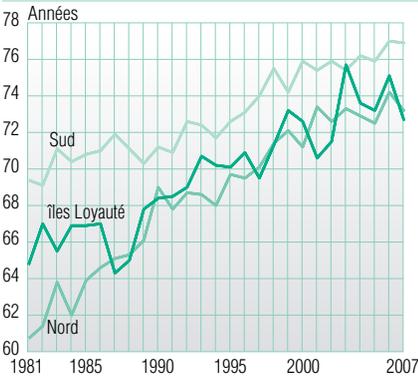
	Décès	Taux de mortalité	Décès de moins d'1 an	Taux de mortalité infantile
1965	783	8,7	nd	nd
1970	1 047	9,3	161	41,1
1975	923	7,0	142	34,5
1980	1 008	7,2	99	27,0
1990	928	5,4	47	10,7
1995	1 020	5,3	33	7,8
2000	1 077	5,1	21	4,6
2001	1 131	5,2	24	5,5
2002	1 121	5,1	29	6,9
2003	1 121	5,0	24	5,9
2004	1 116	4,9	25	6,3
2005	1 142	4,9	26	6,2
2006	1 113	4,7	23	5,4
2007	1 207	5,0	24	6,1
2008	1 173	4,8	nd	nd
2009 p	1 235	nd	nd	nd

Unités : nombre, ‰ habitants, ‰ naissances

Évolution du taux de mortalité infantile [1]



Évolution de l'espérance de vie à la naissance par province [1]



Évolution de l'espérance de vie à la naissance [1]

	Hommes	Femmes	Ensemble
1981	62,8	70,8	66,5
1985	65,4	72,3	68,6
1990	67,9	73,2	70,3
1995	68,4	75,8	71,7
2000	71,7	78,8	74,7
2001	72,1	77,7	74,8
2002	71,2	79,2	74,8
2003	72,1	78,6	75,3
2004	72,1	79,1	75,5
2005	71,9	78,6	75,2
2006	72,9	80,2	76,4
2007	71,8	80,3	75,9

Unité : année

Espérance de vie selon le sexe aux différents âges en 2007 [1]

	Hommes	Femmes	Ensemble
0	71,8	80,3	75,9
10	62,8	70,8	66,6
20	53,4	61,0	57,0
30	44,4	51,2	47,6
40	35,2	41,7	38,3
50	26,6	32,3	29,4
60	18,5	23,4	20,9
65	14,9	19,1	17,1
70	12,0	15,1	13,7
75	8,9	11,8	10,5
80	7,0	8,7	8,1
85	5,4	6,4	6,1
90	4,1	5,3	4,5
95	2,7	3,7	3,3

Unité : année

Espérance de vie à la naissance dans quelques pays (mi-2009) [1 à 3]

	Taux de mortalité	Taux de mortalité infantile	Espérance de vie à la naissance
Japon	9	3	83
Espagne	8	4	81
France	9	4	81
Australie	7	4	81
Nouvelle-Zélande	7	5	80
Allemagne	10	4	80
États-Unis	8	7	78
Nouvelle-Calédonie*	5	6	76
Wallis et Futuna	5	5	74
Chine	7	21	73
Polynésie française	4	7	75
Fidji	7	18	69
Vanuatu	6	27	68
Inde	7	55	64

*Données de 2007

Unités : ‰ habitants, ‰ naissances, année

SOURCES [1] ISEE, Statistiques de l'état civil. [2] INED, *Tous les pays du monde*, Population et Sociétés n°458, Juillet-août 2009. [3] Bureau de la Statistique de Wallis et Futuna.

Évolution de la nuptialité [1]

	Mariages	Taux de nuptialité	Âge moyen au 1 ^{er} mariage femmes	
1965	594	6,6	///	///
1970	974	8,7	///	///
1975	788	5,9	///	///
1980	781	5,6	27,7	23,4
1985	794	5,1	29,2	25,4
1990	887	5,2	29,2	25,9
1995	875	4,5	30,8	27,6
2000	995	4,7	32,0	28,7
2005	940	4,0	34,0	30,9
2006	927	3,9	34,4	31,1
2007	884	3,6	35,0	31,9
2008	975	4,0	nd	nd
2009	932	nd	nd	nd

Unités : nombre, %, année

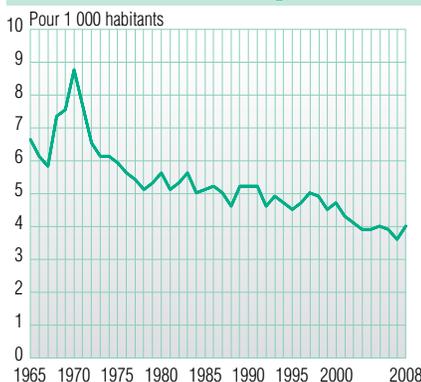
Taux de nuptialité dans quelques pays (2008) [2 à 7]

États-Unis*	7,3
Wallis et Futuna	nd
Danemark	6,8
Australie	5,5
Grèce	4,6
Espagne*	4,5
Nouvelle-Zélande	5,1
Allemagne	4,6
France	4,2
Suède	5,5
Polynésie française	4,5
Nouvelle-Calédonie	4,0

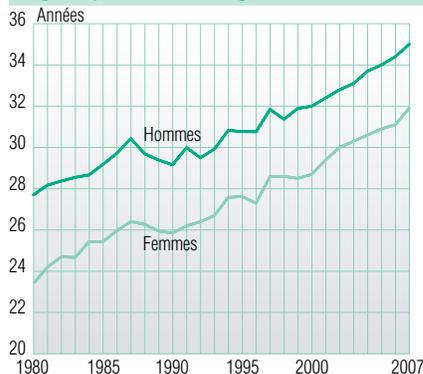
*Donnée de 2007

Unité : %

Évolution du taux de nuptialité [1]



Âge moyen au 1^{er} mariage selon le sexe [1]

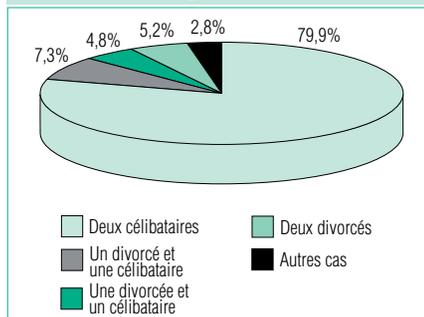


Population de 15 ans et plus par sexe, groupe d'âge et état matrimonial (Recensement 2004) [8]

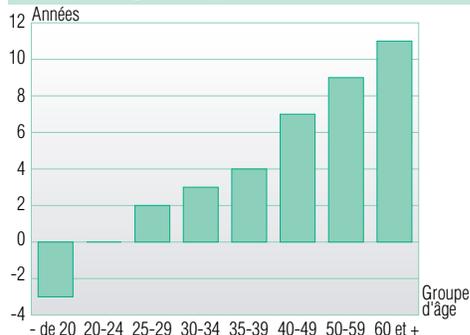
	Hommes				Total	Femmes				Total
	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés/séparés		Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées/séparées	
15 à 29 ans	26 576	1 506	13	52	28 147	24 893	2 998	62	90	28 043
30 à 39 ans	11 014	7 105	26	440	18 585	9 682	8 608	140	619	19 049
40 à 49 ans	5 526	8 399	72	864	14 861	4 739	8 436	443	1 046	14 664
50 à 59 ans	3 049	7 190	224	871	11 334	1 905	6 086	900	973	9 864
60 à 69 ans	1 269	4 293	369	516	6 447	881	3 242	1 615	577	6 315
70 à 79 ans	461	1 874	437	170	2 942	509	1 184	1 699	182	3 574
80 ans et +	141	502	257	40	940	243	215	1 010	56	1 524
Total	48 036	30 869	1 398	2 953	83 256	42 852	30 769	5 869	3 543	83 033

Unité : nombre

Répartition des mariages par état matrimonial antérieur des époux (2000-2007) [1]



Écart d'âge entre époux et épouse selon le groupe d'âge de l'époux (moyenne 2000-2007) [1]



SOURCES [1] ISEE, Statistiques de l'état civil. [2] ABS. [3] Statistics New Zealand. [4] INSEE. [5] ISPF [6] Bureau de la Statistique de Wallis et Futuna. [7] Nations Unies, Département des Affaires économiques et sociales, Division population (2009). World Marriage Data 2008. [8] INSEE-ISEE, Résultats du Recensement de la population de la Nouvelle-Calédonie 2004.

5.8 Divorces

Évolution des divorces prononcés [1]

	Divorces prononcés	Habitants au 1 ^{er} juillet	Divorces pour 1 000 habitants	Couples mariés (a)	Divorces pour 1 000 couples mariés
1981	184	142 650	1,3	21 024	8,8
1985	207	154 450	1,3	22 414	9,2
1990	157	170 899	0,9	24 286	6,5
1995	181	193 816	0,9	26 840	6,7
2000	159	213 230	0,7	27 362	5,8
2001	230	217 324	1,1	28 190	8,2
2002	219	221 490	1,0	28 998	7,6
2003	246	225 735	1,1	29 793	8,3
2004	247	230 068	1,1	30 600	8,1
2005	341	234 393	1,5	31 460	10,8

(a) Le nombre de couples mariés correspond au nombre de femmes mariées.

Unités : nombre, %

Évolution des divorces prononcés en Métropole [2]

	Divorces pour 1 000 couples mariés
1960	2,9
1970	3,3
1980	6,3
1990	8,4
1995	9,6
2000	9,4
2001	9,3
2002	9,5
2003	10,3
2004	10,9
2005	12,6
2006	11,4
2007	10,7
2008	10,6

Unité : %

Divorces prononcés selon la durée du mariage (1984-2005) [1]

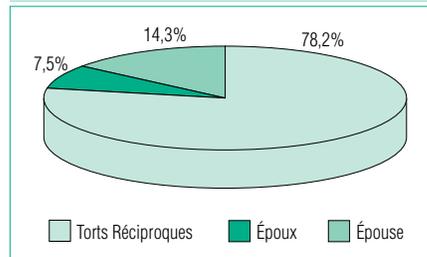


Divorces prononcés par sexe et groupe d'âge lors du mariage (moyenne 1990-2005) [1]

	Hommes		Femmes	
	Nombre	%	Nombre	%
- de 20 ans	67	2,1	460	14,2
20 à 24 ans	999	30,9	1 261	39,1
25 à 29 ans	1 004	31,1	817	25,3
30 à 34 ans	561	17,4	360	11,1
35 à 39 ans	263	8,1	189	5,9
40 à 44 ans	155	4,8	81	2,5
45 à 49 ans	97	3,0	36	1,1
50 à 54 ans	43	1,3	14	0,4
55 à 59 ans	26	0,8	7	0,2
60 ans et +	14	0,4	4	0,1

Unités : nombre, %

Répartition des divorces selon l'obtention (moyenne 1990-2005) [1]



SOURCES [1] ISEE, Statistiques de l'état civil. [2] INSEE.

Évolution du nombre de ménages ordinaires et de leur taille moyenne par province aux recensements [1]

	1976	1983	1989	1996	2004
Province des îles Loyauté	///	2 913	3 151	3 890	4 926
Province Nord	///	7 007	7 498	9 511	11 077
Province Sud	///	25 187	29 617	38 096	48 342
Nouvelle-Calédonie	30 540	35 107	40 266	51 497	64 345
Taille moyenne des ménages	4,2	4,1	4,0	3,8	3,5

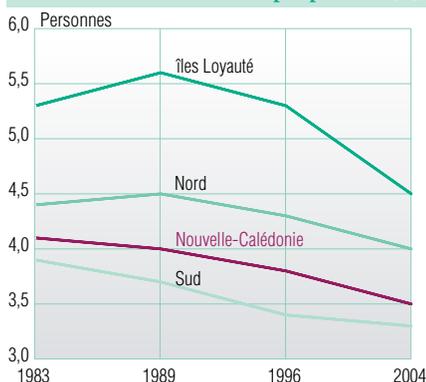
Unités : nombre, personne par ménage

Ménages ordinaires selon la taille et la province de résidence au recensement de 2004 [1]

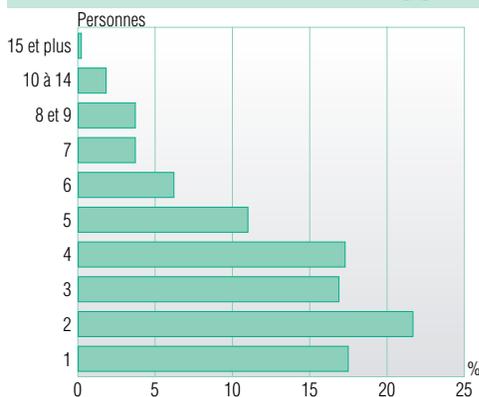
	Province des îles Loyauté	Province Nord	Province Sud	Nouvelle-Calédonie
1 personne	668	1 871	8 690	11 229
2 personnes	522	1 758	11 695	13 975
3 personnes	609	1 698	8 599	10 906
4 personnes	802	1 828	8 472	11 102
5 personnes	810	1 342	4 908	7 060
6 personnes	590	951	2 467	4 008
7 personnes	401	577	1 408	2 386
8 et 9 personnes	352	676	1 331	2 359
10 à 14 personnes	157	336	667	1 160
15 personnes et plus	15	40	105	160
Ensemble	4 926	11 077	48 342	64 345
Taille moyenne des ménages	4,5	4,0	3,3	3,5

Unités : nombre, personne par ménage

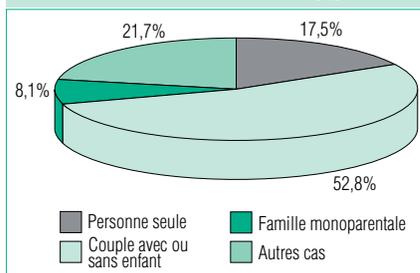
Évolution de la taille moyenne des ménages aux différents recensements par province [1]



Répartition des ménages ordinaires selon la taille au recensement de 2004 [1]



Structure des ménages ordinaires au recensement de 2004 [1]

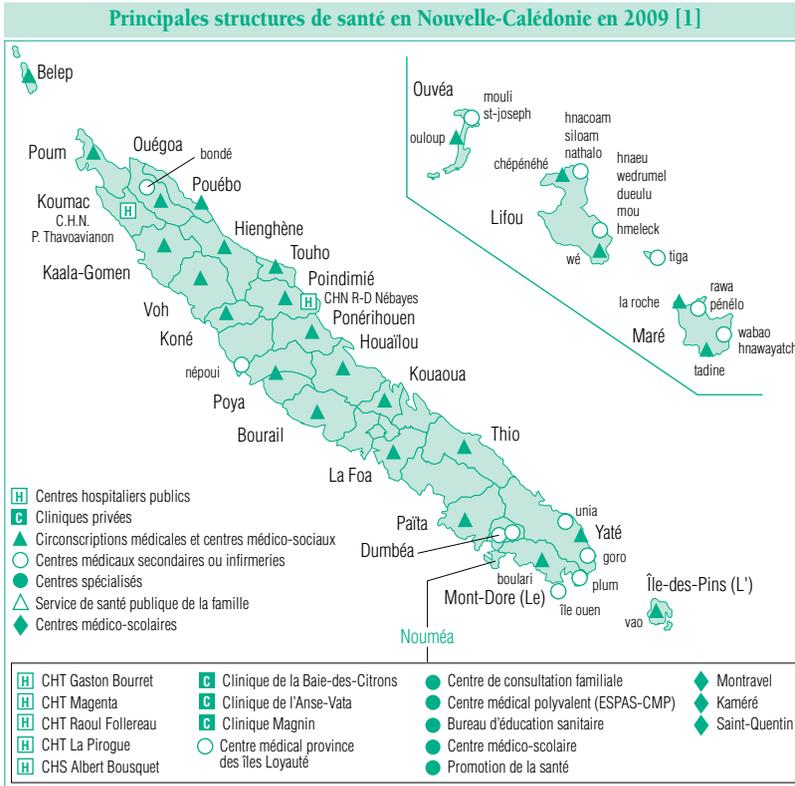


Évolution de la structure des ménages ordinaires [1]

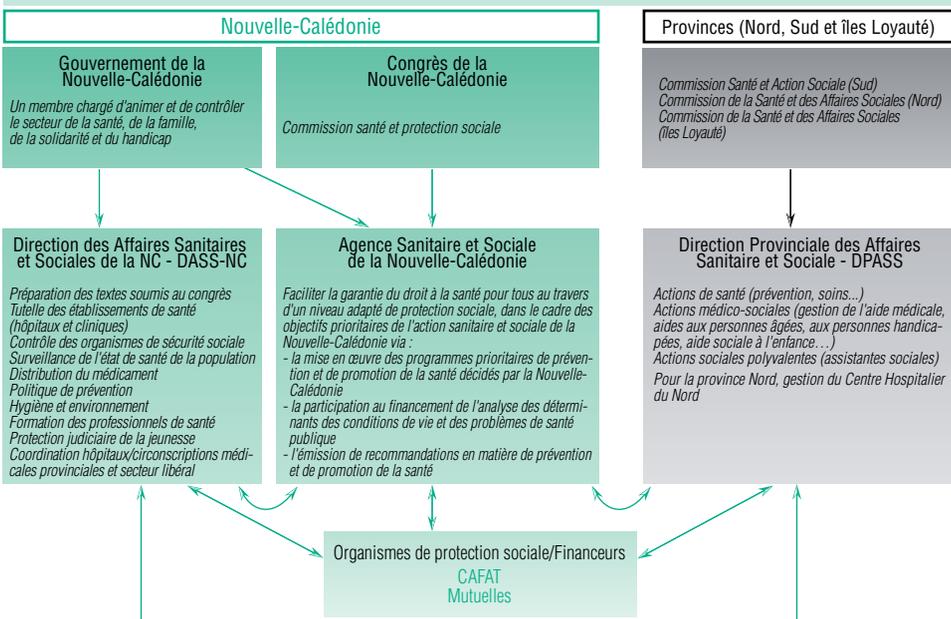
	1996	2004	Variation 2004/1996
Personne seule	8 764	11 229	28,1
Couple avec ou sans enfant	27 549	33 950	23,2
Famille monoparentale	3 968	5 228	31,8
Autres cas	11 216	13 938	24,3
Ensemble	51 497	64 345	24,9

Unités : nombre, %

SOURCE [1] INSEE-ISEE, Recensements de population de la Nouvelle-Calédonie.



Intervenants en matière d'action sanitaire et sociale en Nouvelle-Calédonie [1]



SOURCE [1] DASS.

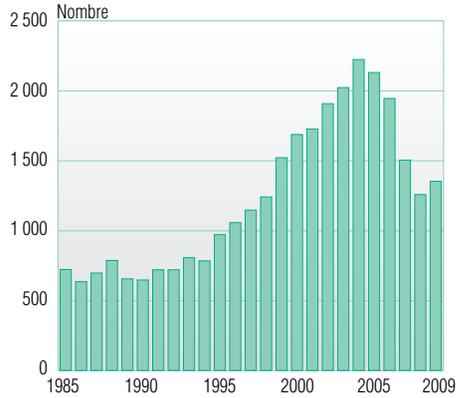
Capacité d'hospitalisation en court séjour* [1]

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Médecine	291	295	295	284	302	314	323
Chirurgie	224	220	220	203	216	221	231
Obstétrique	124	119	119	105	105	105	100
Soins critiques	52	52	52	52	57	61	56
Ensemble	691	686	686	644	680	701	710
Nombre de lits pour 1 000 habitants	3,1	3,0	3,0	2,7	2,9	2,9	2,9

* S'entend en terme de lits installés (à distinguer des lits autorisés).

Unité : nombre de lits

Évolution des évacuations sanitaires ("Évasans") hors de Nouvelle-Calédonie [2]



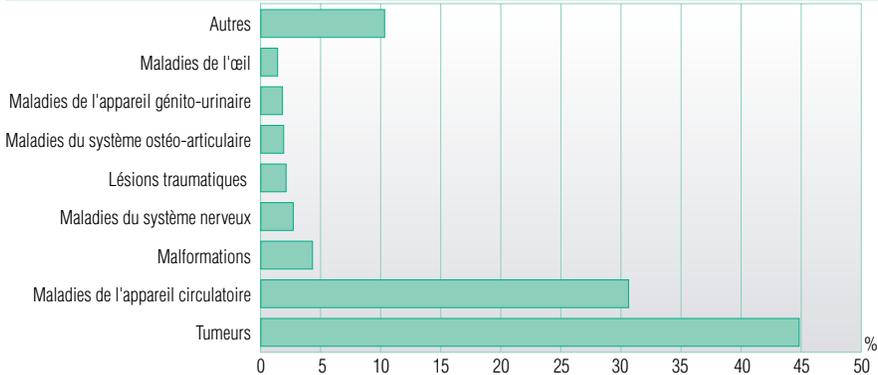
Capacité d'hospitalisation en court-séjour en 2008* [1]

	Médecine	Chirurgie	Obstétrique	Soins critiques	Total
Privé					
Clinique Magnin	14	50	19	7	90
Clinique Baie des Citrons (SARL)	52	43	7	4	106
Total secteur privé	66	93	26	11	196
Public					
CHT G. Bourret	226	125	63	40	454
CHN P. Thavoavianon (Koumac)	17	13	9	3	42
CHD R-D Nébayes (Poindimié)	14	-	2	2	18
Total secteur public	257	138	74	45	514
Ensemble	323	231	100	56	710

* Lits installés au 31 décembre.

Unité : nombre de lits

Répartition des Évasans par pathologie en 2009 [2]



Capacité d'hospitalisation en psychiatrie, moyen et long séjour, par secteur [1]

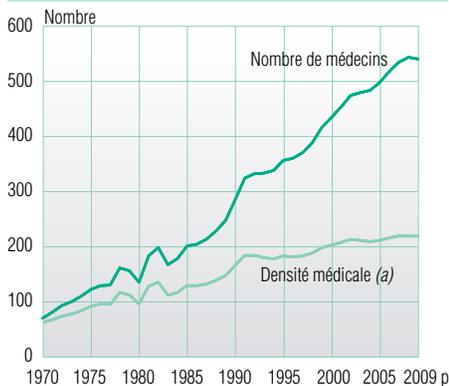
		2002		2003		2004		2005		2006		2007		2008	
		Secteur privé	Secteur public	Secteur privé	Secteur public	Secteur privé	Secteur public	Secteur privé	Secteur public	Secteur privé	Secteur public	Secteur privé	Secteur public	Secteur privé	Secteur public
Psychiatrie	Complet	-	108	-	108	-	108	-	108	-	108	-	108	-	111
	Partiel	-	82	-	82	-	82	-	107	-	79	-	79	-	83
Moyen séjour	Complet	-	45	-	26	-	26	-	34	-	68	-	68	-	74
Long séjour	Complet	3	76	-	101	-	101	-	101	-	81	-	81	-	76
	Total lits	Complet	3	229	-	235	-	235	-	243	-	257	-	257	-
	Partiel	-	82	-	82	-	82	-	107	-	79	-	79	-	83

Unité : nombre de lits

SOURCES [1] DASS. [2] Cafat.

6.3 Personnel-activité

Évolution du nombre de médecins et de la densité médicale [1]



(a) Nombre de médecins pour 100 000 habitants.

Répartition des médecins par statut* [1]

	1980	1990	2000	2005	2009
Médecins généralistes	nd	nd	211	252	260
Saliés	nd	nd	100	122	123
Libéraux	nd	nd	111	130	137
Médecins spécialistes	nd	nd	225	247	282
Saliés	nd	nd	122	137	155
Libéraux	nd	nd	103	110	127
Ensemble	137	287	436	499	542
Saliés	67	144	222	259	278
Libéraux	70	143	214	240	264

* Y compris les internes et les Volontaires Civils à l'Aide Technique (VCAT).

Unité : nombre

Comparaison de la densité médicale [1 et 2]

	1998	2002	2007		1998	2002	2007
Royaume-Uni	172	180	249	Allemagne	350	362	346 (a)
Nouvelle-Calédonie	190	215	221	Belgique	395	449	402
Finlande	300	313	270	Espagne	436	454	368
France	329	335	336 (a)	Italie	583	611	364

(a) Données de 2006.

Unité : nombre pour 100 000 habitants

Répartition par statut et métier des professionnels* de santé, hors médecins [1]

	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009
Chirurgiens-dentistes	22	36	40	33	78	98	108	119	120	116	125	120
Public	2	5	4	10	16	16	20	25	24	20	nd	nd
Privé	20	31	36	23	62	82	88	94	96	96	nd	nd
Sages-femmes	7	8	15	27	43	58	74	87	96	88	106	nd
Public	7	8	11	27	38	48	53	67	74	60	nd	nd
Privé	-	-	4	-	5	10	21	20	22	28	nd	nd
Infirmiers	247	428	407	nd	nd	804	986	993	1 029	1 082	1 091	1 103
Public	232	363	407	nd	nd	667	812	773	739	760	nd	951
Privé	15	65	nd	nd	nd	137	174	220	290	322	nd	152
Pharmaciens	16	36	41	42	55	82	94	nd	150	157	141	nd
Public	2	2	4	9	6	6	7	nd	nd	nd	9	nd
Privé	14	34	37	33	49	76	87	nd	nd	nd	132	nd
Kinésithérapeutes	nd	nd	1	nd	nd	73	88	118	117	114	116	122
Public	nd	nd	1	nd	nd	12	9	17	22	16	nd	nd
Privé	nd	nd	-	nd	nd	61	79	101	95	98	nd	nd
Aides-soignants	nd	nd	45	nd	nd	279	199	nd	271	nd	nd	nd
Public	nd	nd	45	nd	nd	218	158	nd	232	nd	nd	nd
Privé	nd	nd	-	nd	nd	61	41	nd	39	nd	nd	nd

* Y compris les internes et les Volontaires Civils à l'Aide Technique (VCAT).

Unité : nombre

Densité des professionnels de santé, hors médecins en Nouvelle-Calédonie [1]

	1970	1980	1990	2000	2008
Chirurgiens-dentistes	20	29	46	51	51
Infirmiers	221	291	nd	462	442
Pharmaciens	14	29	32	44	57
Kinésithérapeutes	nd	1	nd	41	47
Aides-soignants	nd	32	nd	93	nd

Unité : nombre pour 100 000 habitants

Densité des professionnels de santé en Métropole au 1^{er} janvier 2009 [2]

Chirurgiens-Dentistes	67	Psychomotriciens	12
Sages-femmes	130	Pédicures podologues	18
Pharmaciens	118	Ergothérapeutes	11
Infirmiers	803	Audio-prothésistes	4
Masseurs-Kinésithérapeutes	108	Opticiens-lunetiers	32
Orthophonistes	30	Manipulateurs ERM	45
Orthoptistes	5		

Unité : nombre de professionnels en activité pour 100 000 habitants, sauf pour les sages-femmes (nombre pour 100 000 femmes de 15 à 49 ans).

Nombre d'entrées totales par secteur dans le court séjour [1]

	2002	2005	2006	2007
Secteur public	27 098	28 524	26 866	32 456
Secteur privé	13 396	11 621	12 354	15 964
Total	40 494	40 145	39 220	48 420
Taux d'hospitalisation pour 100 habitants (a)	18,3	17,1	16,4	20,0

(a) Nombre d'entrées totales (nbre de séjours hospitaliers) rapporté à la population totale estimée au milieu de l'année considérée.

Unités : nombre, %

Nombre de journées* d'hospitalisation complète par secteur dans le court séjour [1]

	2002	2005	2006	2007
Secteur public	143 398	136 022	133 904	149 500
Secteur privé	42 168	39 677	42 146	43 606
Total	185 566	175 699	176 050	193 106

* Le jour de sortie n'est pas comptabilisé sauf en cas de décès.

Unité : nombre

Évolution des nouveaux cas de maladies déclarées* [1]

	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009
Groupe B : maladies justiciables de mesures à prendre à l'échelon local	1 065	3 100	742	1 250	993	1 246	nd	nd
Fièvre typhoïde et paratyphoïde	4	7	-	1	-	1	-	-
Tétanos	2	-	-	-	-	-	-	-
Diphthérie	-	-	-	1	-	-	-	-
Tuberculose et primo-infections	143	195	171	72	90	67	80	83
Méningite à méningocoques	3	2	4	5	7	13	9	8
Toxi-infection alimentaire collective (nombre de foyers)	15	1	3	8	10	8	6	9
Paludisme autochtone et importé	13	2	3	-	-	-	2	-
SIDA - Syndrômes dus au VIH	9	15	21	13	10	21	15	13
Amibiase	51	32	13	1	1	1	-	-
Leptospirose	103	92	28	40	65	53	157	162
Lèpre	16	7	7	4	7	2	6	7
Dengue	318	2 211	12	46	48	47	1 179	8 410
Rhumatisme articulaire aigu et cardiopathies	-	26	55	305	80	296	136	190
Cancer	332	452	382	671	661	703	nd	nd
Encéphalite	-	-	-	-	-	-	-	-
Hépatite virale B	37	54	40	11	9	31	102	33
Hépatite virale C	-	2	-	-	-	2	-	2
Rougeole	18	2	-	-	1	-	-	-
Coqueluche	1	-	3	72	4	1	-	1
Groupe C : maladies sexuellement transmissibles	1 261	1 072	898	410	501	852	779	803
Syphilis	276	175	24	15	21	37	36	46
Infections gonococciques	350	142	52	35	58	82	90	77
Autres maladies vénériennes	107	200	198	40	49	60	66	86
Herpès génital	-	3	2	2	3	10	8	7
Condylome acuminé	-	92	26	3	12	22	28	25
Infections à mycoplasmes	-	150	115	108	134	219	184	160
Candidose uro-génitale (a)	-	-	137	22	30	75	63	47
Trichomonase uro-génitale	-	112	250	114	98	199	113	153
Infections génitales à chlamydiae	528	198	94	71	96	148	191	202

(a) Compris dans les autres maladies vénériennes jusqu'en 1998.

Unité : nombre

* Maladies à déclaration obligatoire.

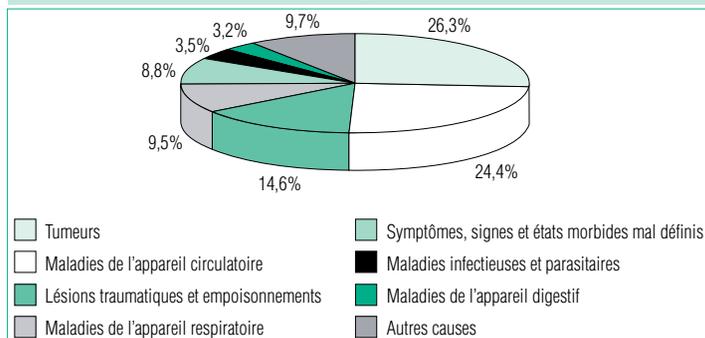
Évolution des causes médicales de décès* [1]

	1991	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009
Maladies infectieuses et parasitaires	32	36	35	33	37	35	48	45
Tumeurs	192	231	266	315	312	328	327	328
Maladies endocriniennes, de la nutrition ou du métabolisme et troubles immunitaires	24	23	16	38	28	24	24	32
Maladies du sang et des organes hématopoïétiques	-	2	4	-	4	5	6	7
Troubles mentaux	10	23	6	11	4	8	15	8
Maladies du système nerveux et organes des sens	21	15	17	17	18	19	25	37
Maladies de l'appareil circulatoire	193	233	270	285	299	292	293	299
Maladies de l'appareil respiratoire	73	82	134	100	85	123	83	116
Maladies de l'appareil digestif	25	35	31	47	39	39	40	35
Maladies des organes génito-urinaires	11	15	18	28	28	24	23	26
Complications de grossesses, accouchements et suites de couches	3	4	1	2	-	2	-	1
Maladies de la peau et du tissu cellulaire sous cutané	2	2	3	14	8	9	5	12
Maladies ostéo-articulaires, muscles, tissu conjonctif	-	2	3	2	2	-	4	3
Anomalies congénitales	10	10	8	2	3	5	3	4
Certaines affections, dont l'origine se situe dans la période périnatale	4	14	9	8	13	14	11	6
Symptômes, signes et états morbides mal définis	131	144	113	75	89	100	108	117
Lésions traumatiques et empoisonnements	130	149	143	165	144	181	157	184
dont accidents de la circulation	69	60	49	71	56	62	51	64
Total	861	1 020	1 077	1 142	1 113	1 208	1 172	1 260

* Le certificat médical de santé a été standardisé et rendu obligatoire (Déf. N°99/CP du 13 mars 1991) à partir du 1^{er} mai 1991.

Unité : nombre

Répartition des principaux groupes de causes de décès (moyenne 2000-2009) [1]



6.5 Dépenses de santé

Évolution de la dépense courante de santé [1]

	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008
Consommation médicale totale	16 249	25 233	35 183	54 304	55 887	60 406	62 289
Consommation de soins	16 171	24 577	34 322	nd	nd	nd	nd
Prévention	78	656	861	nd	nd	nd	nd
Indemnités journalières, dépenses en gestion, formation	2 037	3 094	3 880	4 293	5 364	5 832	6 312
Prestations en espèces	885	1 201	1 361	nd	nd	nd	nd
Dépenses de formation	84	231	246	nd	nd	nd	nd
Dépenses de gestion	1 068	1 663	2 273	nd	nd	nd	nd
Dépense courante de santé	18 286	28 327	39 062	58 597	61 251	66 238	68 602

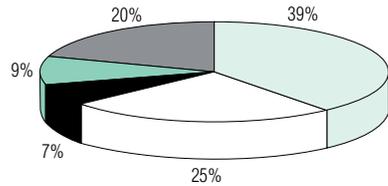
Unité : million de F.CFP

Évolution de la part de la dépense courante de santé dans le PIB [1 et 2]

	Dépense courante de santé	Part dans le PIB (%)
2000	39 062	8,8
2005	58 597	9,8
2006	61 251	9,2
2007 p	66 238	8,3
2008 p	68 602	9,2

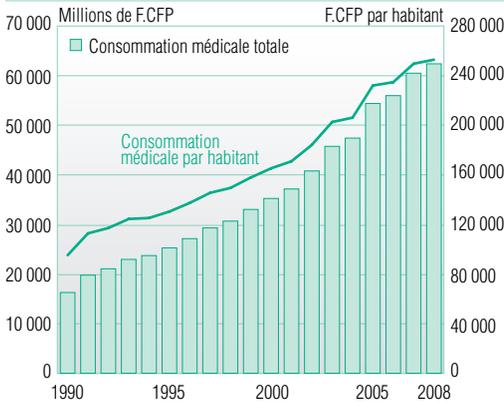
Unités : million F.CFP, %

Part des différents postes de dépenses en 2008 [1]

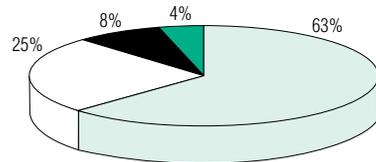


- Soins en établissements (hospitalier ou médico-sociaux)
- Soins ambulatoires
- Evasans et soins hors territoire
- Soins non marchands
- Médicaments, transports et autres biens médicaux

Évolution de la consommation médicale par habitant [1]



Part des différents financeurs en 2008 [1]



- Sécurité sociale (Cafat)
- Pouvoirs publics
- Organismes complémentaires
- Ménages

SOURCES [1] DASS. [2] ISEE.

Accidents de la circulation routière en Nouvelle-Calédonie [1 à 3]

	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009
Nouvelle-Calédonie										
Accidents corporels	578	644	719	707	735	715	649	667	557	522
Blessés (a)	883	935	1 019	1 014	1 079	971	892	746	830	703
dont graves	///	///	///	///	///	304	331	279	nd	279
légers	///	///	///	///	///	667	561	467	nd	424
Tués	42	55	74	60	49	71	56	62	51	64
Dont Nouméa										
Accidents corporels	280	455	504	483	525	528	468	516	413	366
Blessés (a)	376	600	621	626	684	667	586	586	527	469
dont graves	///	///	///	///	///	160	137	123	111	117
légers	///	///	///	///	///	498	458	387	419	352
Tués	11	26	18	11	3	16	5	7	8	8
Dont Hors Nouméa										
Accidents corporels	298	189	215	224	210	187	181	151	144	156
Blessés (a)	507	335	398	388	395	304	306	160	303	234
dont graves	///	///	///	///	///	144	194	156	nd	162
légers	///	///	///	///	///	169	103	80	nd	72
Tués	31	29	56	49	46	55	51	55	43	56
Accidents pour 1 000 habitants	4,1	4,2	4,2	3,6	3,4	3,1	2,7	2,8	2,3	nd
Tués pour 100 000 habitants	30,0	35,6	43,3	31,0	23,0	30,3	23,5	25,6	20,7	nd
Part dans les décès (%)	4,2	6,2	8,0	5,9	4,5	6,2	5,0	5,1	4,3	5,2

(a) L'évolution de la répartition des blessés entre "légers" et "graves" est liée au changement de comptabilisation intervenu le 1^{er} janvier 2005.

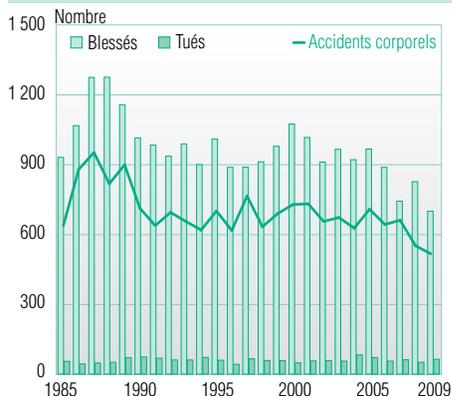
Unités : nombre, %

Tués sur les routes dans quelques pays [3 à 6]

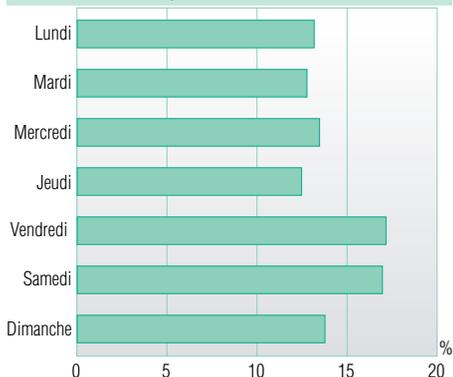
	2001	2005	2007	2008
Pays-Bas	62	46	43	41
Suède	66	49	52	43
Royaume-Uni	61	56	50	43
Danemark	81	61	75	74
Allemagne	85	65	60	54
Finlande	84	72	72	65
Australie	89	81	76	69
Irlande	107	97	78	63
France métropolitaine	138	85	73	67
Espagne	136	103	86	68
Autriche	119	94	83	81
Italie	125	100	87	79
Luxembourg	159	103	97	72
Portugal	163	118	92	83
Belgique	145	104	101	88
République tchèque	130	126	119	104
Hongrie	121	127	122	99
Pologne	145	143	146	143
Grèce	172	150	144	139
Nouvelle-Calédonie	262	303	256	207

Unité : tués pour 1 000 000 d'habitants

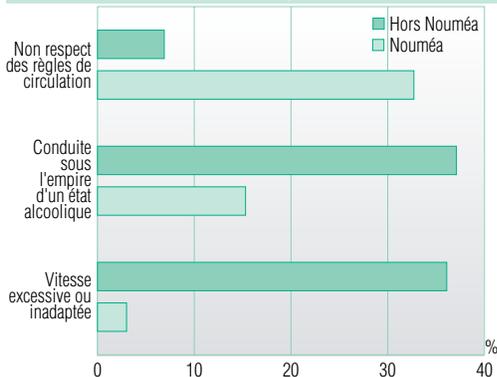
Évolution des accidents de la route en Nouvelle-Calédonie [1 à 3]



Répartition journalière des accidents de la circulation (moyenne 2001-2008) [2, 3 et 7]



Comparaison des facteurs accidentogènes entre les zones "Nouméa" et "hors Nouméa" (moyenne 2002-2004) [1 à 3]



SOURCES [1] Direction Générale de la Police Nationale. [2] Gendarmerie Nationale. [3] DITTT. [4] Eurostat. [5] ABS. [6] Statistics New Zealand. [7] Haut-Commissariat de la République en Nouvelle-Calédonie, *La sécurité en Nouvelle-Calédonie, bilan 2008*.

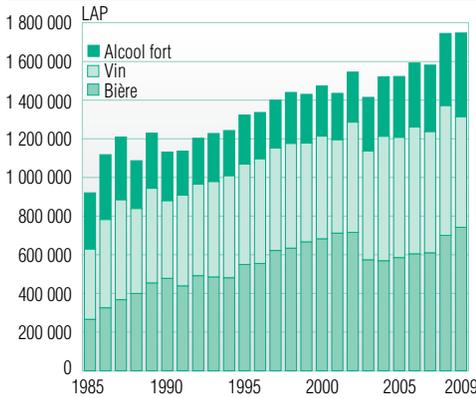
6.7 Alcool-tabac

Évolution de la consommation d'alcool [1 à 3]

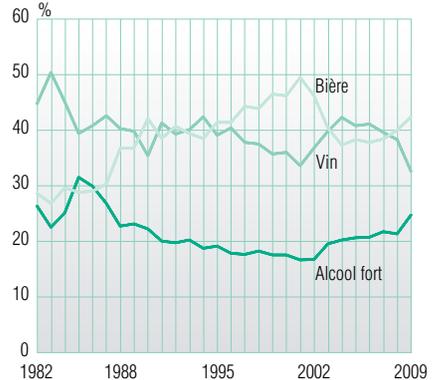
	1985	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009
Bière	264 532	476 090	547 524	678 992	582 244	601 628	606 801	697 716	739 176
Vin	362 259	399 540	517 102	529 918	620 016	653 949	625 008	668 215	569 419
Alcool fort	289 858	251 361	253 256	258 470	313 911	330 019	343 033	372 233	431 597
Total	916 649	1 126 991	1 317 882	1 467 380	1 516 171	1 585 597	1 574 843	1 738 164	1 740 192
Consommation par habitant de plus de 14 ans	9,0	9,9	9,7	9,6	9,0	9,2	8,9	nd	nd

Unité : Litre d'Alcool Pur (LAP)

Évolution de la consommation d'alcool [1 à 3]



Évolution de la répartition de la consommation d'alcool par produit [1 à 3]



Évolution de la consommation de tabac [1 à 3]

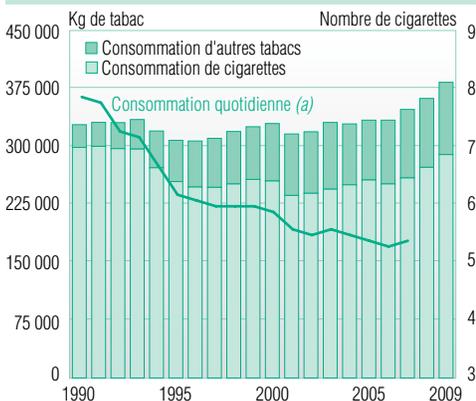
	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009
Cigarettes françaises	193 500	130 200	100 763	88 674	81 917	83 438	84 627	92 617
Cigarettes étrangères	106 400	125 200	155 455	168 838	170 450	176 757	189 354	197 927
Total cigarettes (kg)	299 900	255 400	256 218	257 512	252 367	260 195	273 981	290 544
Tabacs à pipe	2 485	1 432	981	662	642	409	482	322
Tabacs à rouler	16 259	46 474	67 519	73 200	78 900	85 306	85 652	90 593
Tabacs baton	9 953	5 132	4 689	2 118	1 487	1 300	1 209	1 122
Cigares et cigarillos	845	661	1 542	1 842	1 954	2 069	2 275	1 993
Total autres tabacs (kg)	29 542	53 699	74 731	77 822	82 983	89 084	89 618	94 030
Ensemble tous tabacs (kg)	329 442	309 099	330 949	335 334	335 350	349 279	363 599	384 574

Consommation quotidienne par personne de plus de 14 ans (nombre de cigarettes) (a)

(a) 1 cigarette = 1 gramme de tabac (convention Seita)

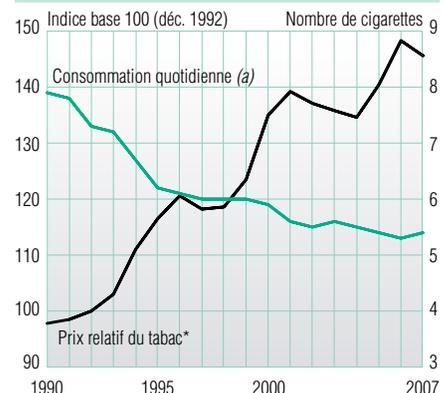
Unités : kilogramme, cigarette

Évolution de la consommation de tabac [1 à 3]



(a) Par personne de plus de 14 ans.

Évolution de la consommation et du prix relatif du tabac* [1 à 3]



* Il est égal au prix nominal du tabac divisé par l'indice général des prix.

(a) Par personne de plus de 14 ans.

Organisation judiciaire en Nouvelle-Calédonie [1]										
Paris	Conseil Constitutionnel									
Troisième degré (Paris)	Cour de cassation						Tribunal des conflits (a)	Cour d'État	Cour des comptes	
Deuxième degré (Nouvelle-Calédonie)	Cour d'appel de Nouméa							Cour d'appel administrative	Chambre territoriale des comptes	
	Chambre civile	Chambre commerciale	Chambre sociale	Chambre pénale	Chambre d'instruction					
Premier degré (Nouvelle-Calédonie)	Tribunal de première instance <i>(Nouméa, avec deux sections détachées à Koné et à Lifou)</i>							Tribunal administratif		Ordres professionnels <i>(avocats, géomètres, architectes...)</i>
	Tribunal civil	Tribunal mixte de commerce	Tribunal du travail	Tribunal pour enfants	Tribunal de police	Tribunal correctionnel	Cour d'assises			
	Juridictions	Civiles	Spécialisées		Pénales			Administratives		Financières

(a) Le tribunal des conflits est une haute juridiction qui a pour mission de résoudre les conflits de compétence entre les juridictions de l'ordre judiciaire et les juridictions de l'ordre administratif.

Activité non pénale des juridictions de Nouméa, Koné et Wé (affaires jugées) [1]

	1990	1996	2000	2005	2006	2007	2008
Tribunal de 1^{re} instance (affaires civiles)	1 322	1 989	2 211	3 471	3 099	3 351	3 216
Tribunal de 1 ^{re} instance de Nouméa	1 282	1 737	1 878	3 033	2 610	2 818	2 835
Section détachée de Koné	32	203	257	332	401	421	308
Section détachée de Wé (Lifou)	8	49	76	106	88	112	73
Tribunal mixte de commerce (affaires commerciales)	479	709	784	887	450	787	646
Tribunal du travail (affaires sociales)	742	303	431	361	455	375	290
Cour d'appel	390	509	576	701	777	696	772
Affaires civiles	300	390	375	463	484	472	509
Affaires commerciales	39	61	63	122	101	94	125
Affaires sociales	51	58	138	116	192	130	138

Unité : nombre

Activité pénale des juridictions de Nouméa, Wé et Koné (affaires jugées) [1]

	1990	1996	2000	2005	2006	2007	2008
Tribunal correctionnel	2 136	3 413	4 098	3 916	4 139	4 247	3 822
Nouméa	1 874	3 178	3 360	3 065	3 144	3 558	2 872
Section détachée de Koné	210	166	615	707	845	738	757
Section détachée de Wé (Lifou)	52	69	123	144	150	151	193
Cour d'appel	178	207	235	226	239	350	257

Unité : nombre

SOURCE [1] Cour d'appel de Nouméa.

7.2 Activité judiciaire

Population pénale [1]											
	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Entrées	623	510	514	436	558	627	419	540	625	664	694
Sorties	572	670	547	451	537	563	447	668	642	666	661
Effectifs moyens	325	329	295	290	316	310	285	311	336	371	426
dont condamnés à une courte peine	107	102	136	125	130	147	100	131	173	111	226
condamnés à une longue peine	42	67	38	34	49	29	52	63	52	160	85
condamnés à la réclusion criminelle	61	61	60	60	59	58	51	51	45	47	42
prévenus	115	94	60	71	78	76	82	66	66	53	73

Unité : nombre

Population pénale par type d'infraction [1]											
	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Atteinte aux mœurs	95	110	104	96	83	63	90	123	136	128	95
Atteinte aux biens	103	40	56	39	57	52	44	35	18	72	90
Meurtre	31	19	18	18	19	19	21	16	14	17	40
Délit routier	16	9	13	19	19	19	15	17	12	13	24
Coups et blessures volontaires	24	24	31	35	44	69	41	15	21	73	93
Autres	56	127	73	83	94	88	74	105	135	68	84
Total	325	329	295	290	316	310	285	311	336	371	426

Unité : nombre

Nature des affaires criminelles jugées [2]								
	1990	1996	2000	2005	2006	2007	2008	
Homicide volontaire (meurtre)	5	3	5	4	6	7	4	
Homicide volontaire requalifié en homicide involontaire	-	-	-	-	-	-	-	
Coups ayant entraîné la mort sans intention de la donner	-	1	1	2	4	4	2	
Viol	2	1	1	1	4	4	1	
Tentative de viol	-	-	-	1	1	-	-	
Viol collectif	1	-	-	-	-	-	-	
Viol aggravé	-	-	2	1	-	4	3	
Assassinat	-	2	-	2	1	-	2	
Tentative d'assassinat	-	1	-	-	-	-	-	
Coups et blessures volontaires	3	-	-	-	1	1	-	
Homicide involontaire	-	-	-	-	-	-	-	
Viol et attentat à la pudeur sur mineur de moins de 15 ans	-	12	8	4	9	5	7	
Empoisonnement	-	-	-	-	-	-	-	
Incendie ayant entraîné la mort	-	-	-	-	-	-	-	
Parricide	-	-	-	-	-	-	-	
Infanticide	1	-	-	-	-	-	-	
Vol qualifié	-	2	-	1	-	-	-	
Total	12	22	17	16	26	25	19	

Unité : nombre

Peines prononcées par la cour d'assises [2]							
	1990	1996	2000	2005	2006	2007	2008
Acquittement	-	-	-	-	1	1	2
Déclaration d'irresponsabilité (trouble mental)	-	-	-	-	-	-	1
Emprisonnement, réclusion	21	41	17	16	25	24	14
Moins d'1 an	-	1	-	-	-	-	-
Entre 1 et 5 ans	3	20	1	-	4	3	4
Entre 5 et 10 ans	12	10	6	5	9	13	4
Entre 10 et 15 ans	5	6	7	6	8	6	3
Entre 15 et 20 ans	1	4	3	2	4	1	2
Entre 20 et 25 ans	-	-	-	1	-	1	1
Entre 25 et 30 ans	-	-	-	2	-	-	-
Entre 30 et 35 ans	-	-	-	-	-	-	-
Perpétuité	-	-	-	-	-	-	-

Unité : nombre

SOURCES [1] Direction de l'administration pénitentiaire. [2] Cour d'appel de Nouméa.

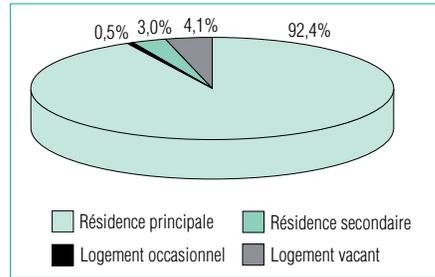
8-LOGEMENT

8.1 Parc de logements

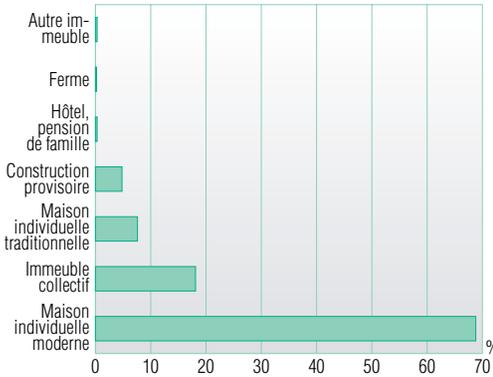
Logements par catégorie et par province (Recensement 2004) [1]

	Prov. des îles Loyauté	Prov. Nord	Prov. Sud	Grand Nouméa	Nouvelle-Calédonie
Résidence principale					
Nombre	4 926	11 077	48 342	43 299	64 345
%	91,2	94,4	92,1	92,9	92,4
Logement occasionnel					
Nombre	7	113	223	196	343
%	0,1	1,0	0,4	0,4	0,5
Résidence secondaire					
Nombre	266	314	1 482	899	2 062
%	4,9	2,7	2,8	1,9	3,0
Logement vacant					
Nombre	202	224	2 470	2 219	2 896
%	3,8	1,9	4,7	4,8	4,1
Ensemble					
Nombre	5 401	11 728	52 517	46 613	69 646
%	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

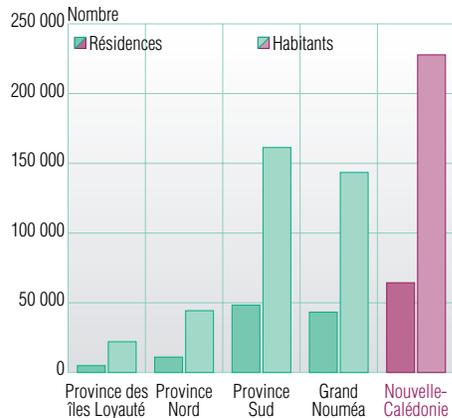
Logements par catégorie (Recensement 2004) [1]



Répartition de la population des résidences principales selon le type de construction [1]



Résidences principales et leur population par province (Recensement 2004) [1]



Résidences principales selon le type de construction par province (Recensement 2004) [1]

	Ferme	Construction provisoire	Hôtel, pension de famille	Maison individuelle moderne	Maison individuelle traditionnelle	Immeuble collectif	Autre immeuble (a)	Total
Province des îles Loyauté	5	124	9	3 278	1 501	5	4	4 926
Province Nord	70	644	38	8 343	1 802	153	27	11 077
Province Sud	30	1 950	145	30 272	967	14 764	214	48 342
dont Grand Nouméa	-	1 713	125	25 970	607	14 680	204	43 299
Nouvelle-Calédonie	105	2 718	192	41 893	4 270	14 922	245	64 345
Part	0,2	4,2	0,3	65,1	6,6	23,2	0,4	100,0

(a) Immeuble à autre usage qu'habitation (industriel, commercial, administratif ou public principalement) qui comporte au moins un logement.

Unités : nombre, %

Population des résidences principales selon le type de construction par province (Recensement 2004) [1]

	Ferme	Construction provisoire	Hôtel, pension de famille	Maison individuelle moderne	Maison individuelle traditionnelle	Immeuble collectif	Autre immeuble (a)	Total
Province des îles Loyauté	15	521	37	15 166	6 304	17	11	22 071
Province Nord	292	2 332	140	33 675	7 433	404	64	44 340
Province Sud	109	8 049	446	107 767	3 535	40 868	591	161 365
dont Grand Nouméa	-	7 263	373	92 568	2 082	40 641	564	143 491
Nouvelle-Calédonie	416	10 902	623	156 608	17 272	41 289	666	227 776
Part	0,2	4,8	0,3	68,8	7,6	18,1	0,3	100,0

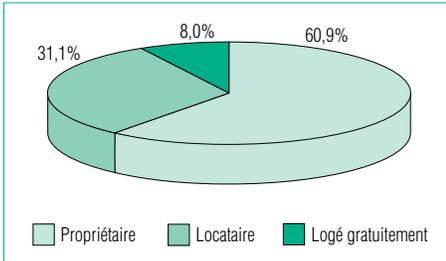
(a) Immeuble à autre usage qu'habitation (industriel, commercial, administratif ou public principalement) qui comporte au moins un logement.

Unités : habitant, %

SOURCE [1] INSEE-ISEE, Recensement de la population de la Nouvelle-Calédonie de 2004.

8.2 Statut d'occupation

Résidences principales selon le statut d'occupation du ménage (Recensement 2004) [1]



Évolution du statut d'occupation des résidences principales [1]

	Propriétaire	Locataire		Logé gratuitement	Total
		Logement vide	Logement meublé		
1983					
Nombre	18 612	10 403	527	5 565	35 107
%	53,0	29,6	1,5	15,9	100,0
1989					
Nombre	22 717	11 955	753	4 841	40 266
%	56,4	29,7	1,9	12,0	100,0
1996					
Nombre	30 853	13 820	1 137	5 687	51 497
%	59,9	26,8	2,2	11,0	100,0
2004					
Nombre	39 178	17 877	2 118	5 172	64 345
%	60,9	27,8	3,3	8,0	100,0

Résidences principales selon le statut d'occupation du ménage par province et type de construction (Recensement 2004) [1]

	Propriétaire	Locataire		Logé gratuitement	Total
		Logement vide	Logement meublé		
Province des îles Loyauté	4 420	230	54	222	4 926
Ferme	5	-	-	-	5
Construction provisoire	114	3	-	7	124
Hôtel, pension de famille	5	1	-	3	9
Maison individuelle moderne	2 828	219	53	178	3 278
Maison individuelle traditionnelle	1 464	7	1	29	1 501
Immeuble collectif	2	-	-	3	5
Autre immeuble (a)	2	-	-	2	4
Province Nord	8 807	1 035	151	1 084	11 077
Ferme	52	7	-	11	70
Construction provisoire	537	21	1	85	644
Hôtel, pension de famille	24	9	1	4	38
Maison individuelle moderne	6 500	863	118	862	8 343
Maison individuelle traditionnelle	1 665	45	4	88	1 802
Immeuble collectif	25	82	24	22	153
Autre immeuble (a)	4	8	3	12	27
Province Sud	25 951	16 612	1 913	3 866	48 342
Ferme	23	1	-	6	30
Construction provisoire	752	227	10	961	1 950
Hôtel, pension de famille	39	32	66	8	145
Maison individuelle moderne	20 687	6 658	866	2 061	30 272
Maison individuelle traditionnelle	731	139	21	76	967
Immeuble collectif	3 677	9 449	931	707	14 764
Autre immeuble (a)	42	106	19	47	214
Nouvelle-Calédonie	39 178	17 877	2 118	5 172	64 345
Ferme	80	8	-	17	105
Construction provisoire	1 403	251	11	1 053	2 718
Hôtel, pension de famille	68	42	67	15	192
Maison individuelle moderne	30 015	7 740	1 037	3 101	41 893
Maison individuelle traditionnelle	3 860	191	26	193	4 270
Immeuble collectif	3 704	9 531	955	732	14 922
Autre immeuble (a)	48	114	22	61	245

(a) Immeuble à autre usage qu'habitation (industriel, commercial, administratif ou public principalement), comportant au moins une résidence principale.

Unité : nombre

Population des résidences principales selon le statut d'occupation du ménage par province (Recensement 2004) [1]

	Propriétaire	Locataire		Logé gratuitement	Total
		Logement vide	Logement meublé		
Province des îles Loyauté	20 371	685	188	827	22 071
Province Nord	37 027	3 177	394	3 742	44 340
Province Sud	90 446	52 331	5 894	12 694	161 365
dont Grand Nouméa	76 130	50 786	5 673	10 902	143 491
Nouvelle-Calédonie	147 844	56 193	6 476	17 263	227 776

Unité : habitant

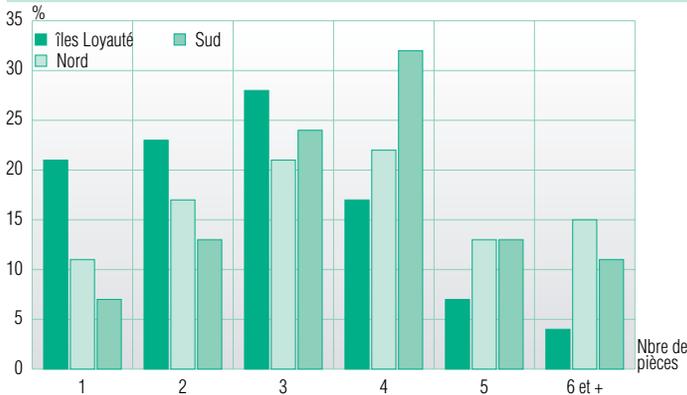
SOURCES [1] INSEE-ISEE, Recensements de la population de la Nouvelle-Calédonie.

Résidences principales selon leur nombre de pièces par province (Recensement 2004) [1]

	1	2	3	4	5	6 et +	Total
Province des îles Loyauté	1 045	1 135	1 355	842	357	192	4 926
Province Nord	1 264	1 851	2 380	2 416	1 468	1 698	11 077
Province Sud	3 435	6 063	11 703	15 629	6 331	5 181	48 342
dont Grand Nouméa	3 166	5 431	10 322	14 221	5 570	4 589	43 299
Nouvelle-Calédonie	5 744	9 049	15 438	18 887	8 156	7 071	64 345

Unité : nombre

Résidences principales selon leur nombre de pièces par province (Recensement 2004) [1]



Nombre moyen de pièces des résidences principales selon la province et la taille du ménage (Recensement 2004) [1]

	Province des îles Loyauté	Province Nord	Province Sud	Nouvelle-Calédonie
1 personne	2,3	2,8	2,7	2,7
2 personnes	2,6	3,7	3,5	3,5
3 personnes	2,7	3,6	3,8	3,7
4 personnes	2,7	3,9	4,1	4,0
5 personnes	2,9	3,9	4,3	4,1
6 personnes	3,1	3,8	4,4	4,0
7 personnes	3,0	3,8	4,5	4,1
8 et 9 personnes	3,4	4,2	4,6	4,3
10 à 14 personnes	3,4	4,4	5,0	4,6
15 personnes et plus	4,5	5,2	5,4	5,3
Nombre moyen de pièces	2,8	3,7	3,7	3,6
Nombre moyen de personnes par pièce	1,6	1,1	0,9	1,0

Unité : nombre

Éléments de confort des résidences principales selon la province (Recensement 2004) [1]

	Province des îles Loyauté	Province Nord	Province Sud	Grand Nouméa	Nouvelle-Calédonie
Alimentation en eau	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Point d'eau individuel (a)	92,9	90,1	98,8	99,1	96,8
Point d'eau collectif	7,1	9,9	1,2	0,9	3,2
Installations sanitaires	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Baignoire ou douche intérieure	20,1	50,9	92,3	95,3	79,7
Douche extérieure	73,4	43,5	7,1	4,2	18,4
Ni baignoire ni douche	6,5	5,6	0,6	0,5	1,9
Localisation des WC	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
À l'intérieur	20,0	49,9	91,9	94,8	79,1
À l'extérieur	45,7	36,5	7,4	4,7	15,4
Pas d'installation	34,3	13,6	0,7	0,5	5,5
Mode d'éclairage	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Réseau général	87,0	83,7	96,1	97,0	93,2
Groupe électrogène	0,5	3,0	1,8	1,6	1,9
Panneaux solaires	0,8	2,1	0,2	-	0,6
Lampe à pétrole	10,7	7,9	0,9	0,5	2,8
Autre	1,0	3,3	1,0	0,9	1,5

(a) À l'intérieur ou à l'extérieur du logement.

Unité : %

SOURCE [1] INSEE-ISEE, Recensement de la population de la Nouvelle-Calédonie 2004.

8.4 Habitat social (1)

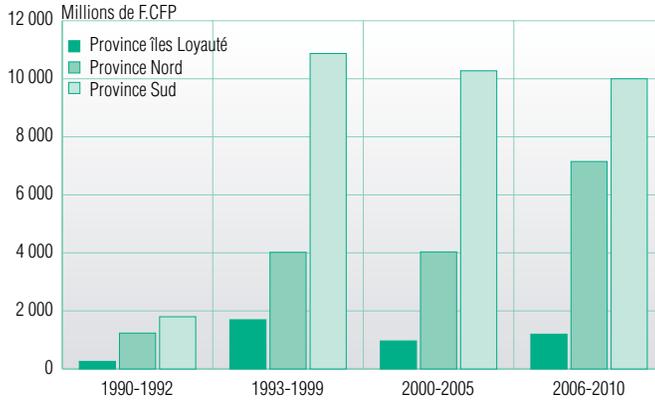
Dotations* en faveur de l'habitat social inscrites dans les différents contrats de développement État/provinces [1]

	Province des îles Loyauté	Province Nord	Province Sud	Total provinces
Contrat de développement 1990-1992	261	1 236	1 800	3 297
État	188	618	900	1 706
Provinces	73	618	900	1 591
Contrat de développement 1993-1997 (et avenants 1998-1999)	1 697	4 020	10 872	16 589
État	1 019	2 805	5 994	9 818
Provinces	678	1 215	4 878	6 771
Contrat de développement 2000-2004 (et avenant 2005)	966	4 034	10 274	15 274
État	580	3 227	5 137	8 944
Provinces	386	807	5 137	6 330
Contrat de développement 2006-2010	1 200	7 150	10 000	18 350
État	960	5 720	5 000	11 680
Provinces	240	1 430	5 000	6 670
Ensemble contrats de développement	4 124	16 440	32 946	53 510
État	2 747	12 370	17 031	32 148
Provinces	1 377	4 070	15 915	21 362

* Il s'agit des montants programmés, mais pas forcément engagés.

Unité : million de F.CFP

Dotations* inscrites dans les différents contrats de développement État/provinces en faveur de l'habitat social par province bénéficiaire [1]



* Il s'agit des montants programmés, mais pas forcément engagés.

Dotations* destinées à l'habitat social inscrites dans les contrats de ville et d'agglomération [1]

	Mesures visées	Financement			Total
		État	Communes (a)	Province Sud	
Contrat de ville 1993-1999	Construction logements aidés, participation charges foncières logements aidés, réhabilitation logements sociaux et résorption de l'habitat insalubre ; acquisition et viabilisations foncières, logements d'insertion	4 943	1 006	2 545	8 494
Contrat d'agglomération 2000-2005	Acquisition et viabilisations foncières, résorption de l'habitat insalubre et logements d'insertion	4 083	3 764	1 763	9 610
Contrat d'agglomération 2006-2010	Action logement	895	1 001	449	2 345
Ensemble		9 921	5 771	4 757	20 449

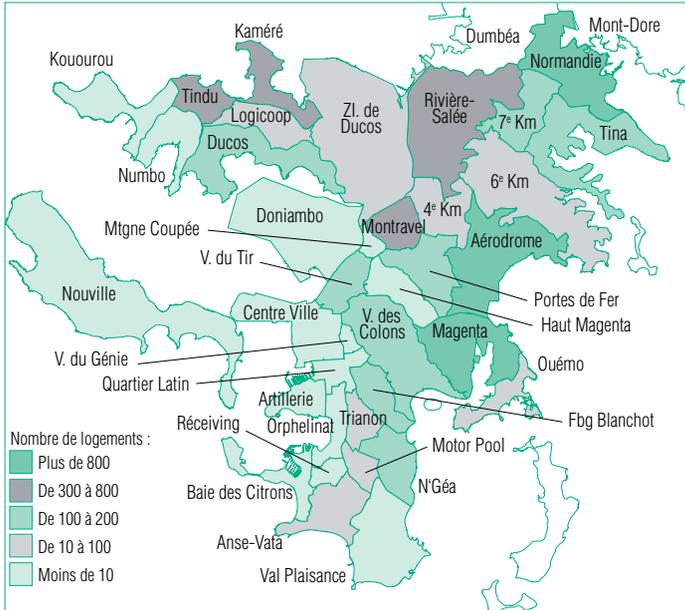
* Il s'agit des montants programmés, mais pas forcément engagés.

(a) Nouméa pour le contrat de ville, les quatre communes du Grand Nouméa pour le contrat d'agglomération.

Unité : million de F.CFP

SOURCE [1] Haut-Commissariat de la République en Nouvelle-Calédonie.

Répartition du parc de logements sociaux* existant sur Nouméa mi-2007 [1]



* Logements locatifs très aidés, aidés, défiscalisation FSH, SIC, FCH, SEM aggro et accession SIC et FSH.

56

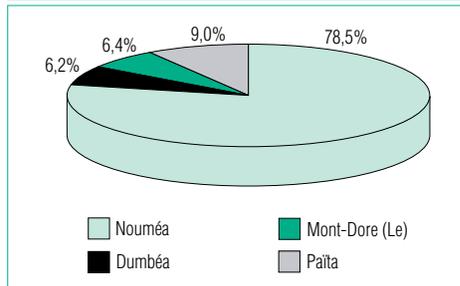
Répartition du parc de logements sociaux* existant sur les trois autres communes du Grand Nouméa mi-2005 [1]

Auteuil	145	St Michel	10
Katiramona	47	Yahoué	160
Koutio	241	Mont-Dore (Le)	447
Dumbéa	433	Katiramona (Gadgi)	60
Boulari	8	Mont Mou	400
La Coulée	150	Village	169
Plum	50	Païta	629
Robinson	69		

Unité : nombre

* Logements locatifs très aidés, aidés, défiscalisation FSH, SIC, FCH, SEM aggro et accession SIC et FSH.

Répartition du parc de logements sociaux par commune du Grand Nouméa mi-2005 [1]



* Logements locatifs très aidés, aidés, défiscalisation FSH, SIC, FCH, SEM aggro et accession SIC et FSH.

SOURCE [1] ADUA, Observatoire Urbain du Grand Nouméa.

Répartition des compétences de l'enseignement entre les différentes collectivités de la Nouvelle-Calédonie au 1^{er} janvier 2010 [1]

	État	Nouvelle-Calédonie	Provinces	Communes
1^{er} degré				
Public		1-mise en place des program. d'enseignement 2-contrôle et accompagnement pédagogique des maîtres 3-documentation pédagogique 4-formation des maîtres	1-carte scolaire 2-gestion et affectation des personnels enseignants 3-adaptation des programmes aux réalités culturelles et linguistiques 4-aides à la scolarité (bourses) 5-santé scolaire par délégation de l'Etat 6-transports scolaires	1-const. & entretien des bât. scolaires 2-fonctionnement des écoles et des cantines dont le person.non enseignant 3-transports scolaires
Privé	1-signature des contrats avec les établissements d'enseignement privé 2-prise en charge des personnels enseignants des établissements sous contrat	1-par délégation de l'Etat, contrôle pédagogique des maîtres 2-participation via la garantie d'emprunt aux programmes de rénovation et de mise aux normes des bâtiments	1-prise en charge des person. et du fonction. des internats, cantines, et classes pré-élémentaires ... 2-participation aux programmes de rénovation et de mises aux normes des bâtiments	1-prise en charge du forfait d'externat pour les classes des cycles 2 et 3 des établissements d'enseignement privé sous contrat d'association
2nd degré				
Compétence générale	1-collation et délivrance des titres et diplômes 2-programmes d'enseignement, contrôle pédagogique 3-évaluation du système éducatif 4-format. initiale et continue des enseignants			
Collèges publics	1-carte scolaire et carte des formations 2-tutelle des établissements d'enseignement 3-orientation des élèves 4-gestion des personnels enseignants 5-fonctionnement des lycées 6-transport scolaire		1-construction et entretien des collèges 2-fonctionnement des collèges 3-transports scolaires 4-attribution des aides à la scolarité	
Lycées publics			1-attribution des aides à la scolarité	
Collèges et lycées privés	1-signature des contrats d'association 2-rémunération et gestion des personnels enseignants 3-attribution des moyens de fonctionnement matériels et personnels non enseignants 4-contrôle de l'exécution des contrats (suivi pédagogique, contrôle des structures..)	participation, via la garantie d'emprunt et des subventions, à la rénovation et à la mise aux normes des bâtiments et installations, des internats et des cantines	1-attribution des aides à la scolarité 2-prise en charge des personnels des internats et des cantines 3-participation au fonctionnement 4-participation, sur financements de l'Etat et sur fonds propres (CD) à la rénovation et à la mise aux normes des bâtiments et installations, des internats et des cantines	

Organisation des cycles d'enseignement en Nouvelle-Calédonie

NIVEAU	CYCLES (a)	ÉTABLISSEMENTS	DIPLÔMES
1^{er} DEGRÉ	Pré-élémentaire <i>(sections maternelles des petits, moyens, grands)</i>	Écoles maternelles <i>(et certaines écoles primaires)</i>	///
	Élémentaire <i>(CP, CE1, CE2, CM1, CM2)</i>	Écoles primaires	///
2nd DEGRÉ	1 ^{er} cycle <i>(de la 6^e à la 3^e)</i>	Collèges et GOD <i>(sauf exception, les GOD ne vont pas jusqu'à la 3^e)</i>	Diplôme National du Brevet <i>(série collège)</i>
	1 ^{er} cycle de détermination <i>(4^e et 3^e)</i>	Lycées Professionnels et Antennes de Lycée Professionnel	Certificat de Formation Générale (CFG)
	1 ^{er} cycle d'Enseignement Général Professionnel Adapté	SEGPA et classes SEGPA	Diplôme National du Brevet <i>(série professionnelle)</i>
	2 nd cycle Général et 2 nd cycle Technologique <i>(de la seconde à la terminale, cycle en 3 ans)</i>	Lycées	Baccalauréat général et Baccalauréat technologique
	2 nd cycle professionnel <i>Soit cycle court en 2 ans après la 3^e</i> <i>Soit cycle long en 4 ans après la 3^e</i>	Lycées Professionnels et Antennes de Lycée Professionnel	CAP, BEP Baccalauréat professionnel
SUPÉRIEUR	Formations universitaires (b)	Université de Nouvelle-Calédonie	DEUST, Licence, Master, Doctorat
	Formations d'enseignants	IFMNC, ENEP	Diplôme d'instituteur
		IUFM du Pacifique	CAPE, CAPES, CAPLP2
	Classes Supérieures des Lycées <i>(préparation aux grandes écoles, sections de techniciens supérieurs, études comptables et financières)</i>	Lycées	Brevet de Techniciens Supérieurs (BTS), Diplômes Préparatoires aux Études Comptables et Financières (DPECF), Diplômes d'Études Comptables et Financières (DECF)
	Autres	IFPSS CCI EGC	Diplôme d'infirmière BTS en alternance Diplôme EGC

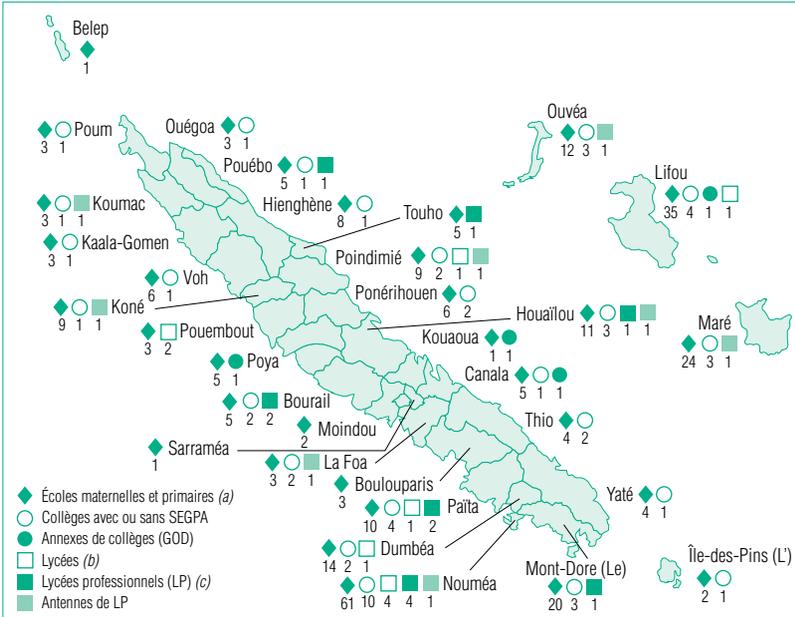
(a) A l'intérieur des cycles d'enseignement, la scolarité est obligatoire de 6 à 16 ans. (b) L'UNIC propose aussi des formations considérées comme "formation continue" : le diplôme d'accès aux études universitaires, la capacité en droit, le DU préparation aux concours B de la fonction publique, la Licence Administration Publique (avec l'IPAG de Poitiers), le DEUG Enseignement du premier degré et un Master Développement et Aménagement du territoire.

SOURCE [1] Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, Cellule des transferts de compétences.

9-ENSEIGNEMENT

9.2 Établissements scolaires des 1^{er} et 2nd degrés

Répartition des établissements scolaires publics et privés des 1^{er} et 2nd degrés à la rentrée 2010 [1]



(a) Y compris les maternelles autonomes, les écoles primaires avec cycles pré-élémentaires intégrés, les écoles primaires avec enseignement spécial, les écoles à classe unique et les écoles avec cycle incomplet. (b) Dont Lycée Polyvalent agricole de Pouembout (Ministère de l'agriculture) et Lycée Polyvalent des îles. (c) Dont Lycée Professionnel agricole de Houaïlou (Do Néva/ASEE) relevant du Ministère de l'agriculture.

Répartition des établissements scolaires publics et privés des 1^{er} et 2nd degrés à la rentrée 2010 [1]

	Province des îles Loyauté		Province Nord		Province Sud		Nouvelle-Calédonie	
	Public	Privé	Public	Privé	Public	Privé	Public	Privé
1 ^{er} degré (a)	47	24	46	40	108	21	201	85
2 nd degré (b) (c)	5	6	11	13	24	17	40	36
1 ^{er} cycle	4	6	7	9	19	8	30	23
Collèges	2	1	2	1	7	1	11	3
dont avec SEGPA (ou SES)	2	1	2	1	7	1	11	3
Annexes de collèges (GOD)	1	-	2	1	-	-	3	1
2 nd cycle (d)	1	-	2	1	3	3	6	4
Lycées	-	-	1	2	3	6	4	8
Lycées Professionnels	-	-	4	-	2	-	8	-
Antennes de Lycée Prof. (ALP)	2	-	-	-	-	-	-	-
Total	52	30	57	53	132	38	241	121

(a) Y compris les établissements privés hors contrat à Nouméa. (b) Uniquement le privé sous contrat (ASEE, DDEC, FELP).

Unité : nombre

(c) Le total "2nd degré" ne comptabilise pas les annexes de collèges et les Antennes de Lycée Professionnel (ALP) qui ne sont pas

des établissements scolaires proprement dit, mais souvent annexés à des structures existantes. (d) Y compris les deux établissements relevant du Ministère de l'Agriculture.

Évolution de la répartition des établissements scolaires publics et privés [1]

	1985	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
1 ^{er} degré	263	279	279	285	291	286	286	285	287	285	289	289	288	286
public	173	185	184	189	196	194	194	194	195	195	199	198	198	201
privé (a)	90	94	95	96	95	92	92	91	92	90	90	91	90	85
2 nd degré	46	52	63	67	68	68	71	71	71	71	71	72	73	76
public	22	24	28	30	31	32	34	35	36	36	36	36	37	40
privé (b)	24	28	35	37	37	36	37	36	35	35	35	36	36	36
Total	309	331	342	352	359	354	357	356	358	356	360	361	361	362
public	195	209	212	219	227	226	228	229	231	231	235	234	235	241
privé	114	122	130	133	132	128	129	127	127	125	125	127	126	121

(a) Y compris les établissements privés hors contrat à Nouméa. (b) Uniquement le privé sous contrat (ASEE, DDEC, FELP).

Unité : nombre

SOURCE [1] Vice-Rectorat.

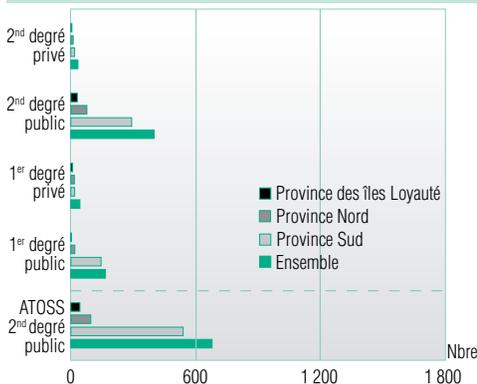
9.3 Personnel d'éducation des 1^{er} et 2nd degrés

Formation des enseignants en Nouvelle-Calédonie [1 et 2]

	Titulaires du Baccalauréat		Titulaires d'une licence
	IFMNC (Concours d'entrée)	ENEP (Concours d'entrée)	IUFM du Pacifique (Admission sur dossier)
PREMIÈRE ANNÉE	École, première année	École, première année	Année de préparation au concours Inscription et passage du concours (PE ou CAPES)
DEUXIÈME ANNÉE	École, deuxième année parallèlement au "DEUG enseignement du 1 ^{er} degré"	École, deuxième année parallèlement au "DEUG enseignement du 1 ^{er} degré"	Si réussite au concours, année de formation professionnelle, avec statut de fonctionnaire stagiaire rémunéré
TROISIÈME ANNÉE	École, troisième année parallèlement au "DEUG enseignement du 1 ^{er} degré"	École, troisième année parallèlement au "DEUG enseignement du 1 ^{er} degré"	///
STATUT	Instituteurs du cadre territorial, dans le public	Instituteurs dans le privé	Titularisation comme fonctionnaire
			Pour les professeurs des écoles (PE), statut de fonctionnaire territorial en Nouvelle-Calédonie Pour les professeurs du second degré (CAPES), statut de fonctionnaire d'État ou territorial en Métropole ou Outre-Mer

59

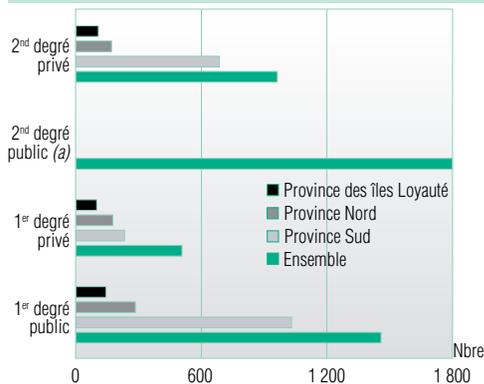
Répartition des emplois de personnel d'encadrement* et ATOSS** des 1^{er} et 2nd degrés en 2009 [3]



* Encadrement d'établissements, CPE.

** ATOSS : Administratif, Technique, Ouvrier, de Service et de Santé et social (hors informatique).

Répartition des emplois* de personnel enseignant chargé de classes des 1^{er} et 2nd degrés en 2009 [3]



* Il s'agit du nombre de postes et non de personnes.

(a) Répartition par province non disponible.

Évolution des effectifs* enseignants chargés de classes des 1^{er} et 2nd degrés [3]

	1970	1975	1980	1990	2000	2005	2006	2007	2008	2009
1^{er} degré (a)	1 015	1 353	1 516	1 696	1 809	1 883	1 896	1 958	1 957	1 966
public	559	844	980	1 188	1 259	1 371	1 383	1 445	1 448	1 459
privé (b)	456	509	536	508	550	512	513	513	509	507
2nd degré	382	598	860	1 630	2 283	2 681	2 729	2 758	2 758	2 763
public	212	350	505	1 092	1 439	1 733	1 771	1 802	1 829	1 800
privé (b)	170	248	355	538	844	948	958	956	929	963
Total	1 397	1 951	2 376	3 326	4 092	4 563	4 624	4 716	4 715	4 729
public	771	1 194	1 485	2 280	2 698	3 104	3 154	3 247	3 277	3 259
privé (b)	626	757	891	1 046	1 394	1 460	1 471	1 469	1 438	1 470

* Il s'agit du nombre de personnes réellement en poste et non du nombre de postes disponibles (un poste pouvant être occupé par plusieurs personnes).

Unité : personne

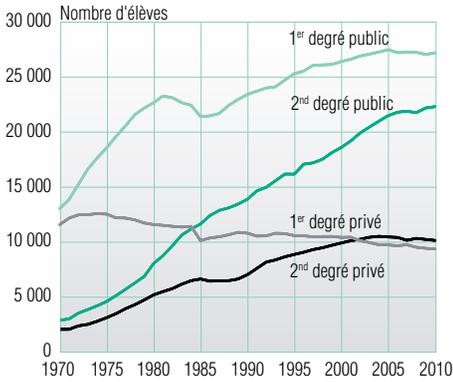
(a) Hors postes communaux . (b) Privé sous contrat (ASEE, DDEC, FELP).

SOURCES [1] IFMNC. [2] IUFM. [3] Vice-Rectorat.

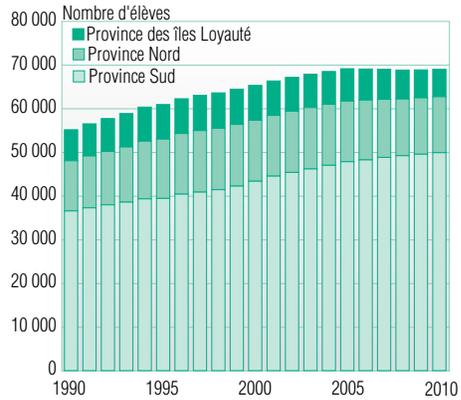
9-ENSEIGNEMENT

9.4 Élèves des 1^{er} et 2nd degrés

Évolution de la population scolaire par niveau et secteur [1]



Évolution de la population scolaire par province [1]



Population scolaire par niveau et province à la rentrée 2010 [1]

	Public	Privé (a)	Total
Province des îles Loyauté	3 512	2 764	6 276
1 ^{er} degré dont	2 063	1 605	3 668
Pré-élémentaire	793	517	1 310
Élémentaire	1 257	1 088	2 345
Éducation spécialisée	13	-	13
2 nd degré dont	1 449	1 159	2 608
Général et technologique (b)	1 160	1 159	2 319
Professionnel	289	-	289
Province Nord	8 369	4 467	12 836
1 ^{er} degré dont	4 766	2 633	7 399
Pré-élémentaire	1 596	886	2 482
Élémentaire	3 140	1 747	4 887
Éducation spécialisée	30	-	30
2 nd degré (c) dont	3 603	1 834	5 437
Général et technologique (b)	2 744	1 470	4 214
Professionnel	859	364	1 223
Province Sud	37 624	12 354	49 978
1 ^{er} degré dont	20 367	5 166	25 533
Pré-élémentaire (a)	7 051	2 103	9 154
Élémentaire	13 158	3 063	16 221
Éducation spécialisée	158	-	158
2 nd degré dont	17 257	7 188	24 445
Général et technologique (b)	14 533	4 314	18 847
Professionnel	2 724	2 874	5 598
Nouvelle-Calédonie	49 505	19 585	69 090
1 ^{er} degré dont	27 196	9 404	36 600
Pré-élémentaire (a)	9 440	3 506	12 946
Élémentaire	17 555	5 898	23 453
Éducation spécialisée	201	-	201
2 nd degré (c) dont	22 309	10 181	32 490
Général et technologique (b)	18 437	6 943	25 380
Professionnel	3 872	3 238	7 110

(a) Y compris 3 établissements privés hors contrat pour le primaire.

(b) Y compris les effectifs des Sections d'Enseignement Général et Professionnel Adapté.

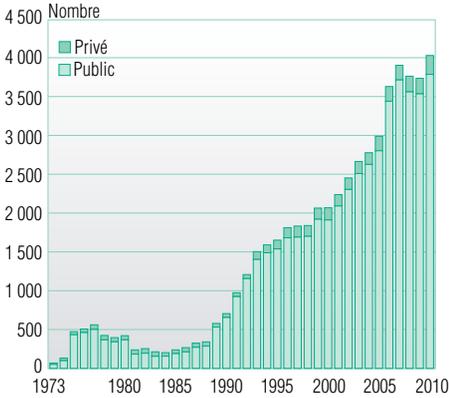
(c) Y compris les effectifs de l'enseignement agricole (public et privé).

Unité : élève

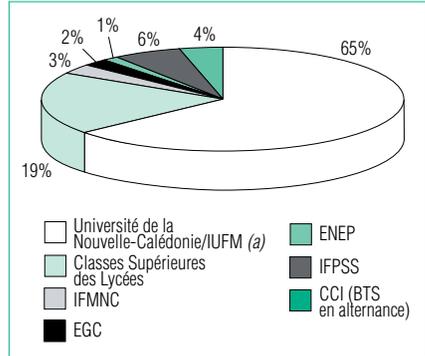
SOURCE [1] Vice-Rectorat.

9.5 Enseignement supérieur

Évolution du nombre d'étudiants dans l'enseignement supérieur dispensé en Nouvelle-Calédonie [1 à 6]



Répartition des étudiants de Nouvelle-Calédonie à la rentrée 2010 [1 à 6]



(a) Pour l'UNC il s'agit du nombre d'inscriptions ; un étudiant peut être inscrit dans plusieurs filières et être ainsi comptabilisé plusieurs fois.

Enseignement supérieur dispensé en Nouvelle-Calédonie

Formation universitaire/Université de Nouvelle-Calédonie

Licence (a)

Master (b)

Doctorat

Premier Cycle d'Études Médicales (PCEM1)

Diplôme d'Études Universitaires Scientifiques et Techniques (DEUST)

Formation des enseignants/Instituts de formation des maîtres

Institut de Formation des Maîtres de Nouvelle-Calédonie (IFMNC)

École Normale des Enseignements Privés (ENEP)

Institut Universitaire de Formation des Maîtres du Pacifique (IUFM)

Classes supérieures des lycées et CCI

Sections de Techniciens Supérieurs (STS)

Classe Préparatoire aux Grandes Écoles (CPGE)

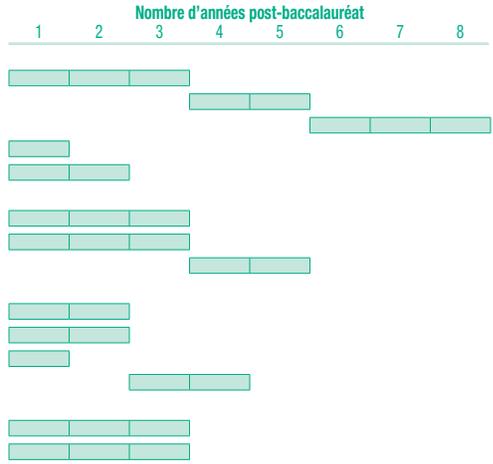
Diplôme de Préparation aux Études Comptables et Financières (DPECF)

Diplôme d'Études Comptables et Financières (DECF)

École de commerce/École d'infirmiers

École de Gestion et de Commerce (EGC)

Institut de Formation des Professions Sanitaires et Sociales (IFPSS)



(a) Filières "Droit, Economie, Gestion", "Sciences et techniques", "Lettres, langues et sciences humaines".

(b) Filière "Lettres, langues et sciences humaines".

SOURCES [1] UNC/IUFM. [2] Vice-Rectorat. [3] IFMNC délibération n°177 du 25 janvier 2001 portant modification de la délibération modifiée n°70 du 16 janvier 1990 portant création d'un institut territorial de formation des maîtres. [4] IFPSS. [5] CCI. [6] EGC.

Bilan de la formation professionnelle en Nouvelle-Calédonie en 2010* [1]

	Durée en heures	Effectif	Volume en heures apprentis	Financement par la Nouvelle-Calédonie (b)
Apprentissage en CFA (a)	///	789	412 039	251
Chambre d'Agriculture (CANC)	///	24	10 299	6
Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI)	///	322	198 500	132
Chambre de Métiers et de l'Artisanat (CMA)	///	443	203 240	113
Formation professionnelle continue	75 706	1 955	1 738 447	1 069
Préqualification et qualification	75 165	1 843	1 697 595	1 049
Promotion sociale	541	112	40 852	20
Ensemble	///	2 744	2 150 486	1 320

* Données prévisionnelles.

Unités : heure, nombre, million de F.CFP

(a) Centre de Formation des Apprentis.

(b) Avec le soutien financier du Fonds Européen de Développement (FED) et de l'Etat dans le cadre du contrat de développement 2006-2010.

Évolution de l'obligation de participation des employeurs à la formation professionnelle continue [1]

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007 r	2008
Employeurs assujettis (nbre)	612	623	611	656	724	777	778	835
Salariés (nbre)	25 944	26 905	26 748	28 154	31 001	32 882	35 140	37 557
Stagiaires (nbre)	11 802	13 408	16 903	15 681	14 894	13 438	14 464	12 058
Rapport stagiaires/salariés (%)	45,5	49,8	63,2	55,7	48,0	41,0	41,0	32,1
Montant de la participation des employeurs (millions F.CFP) (a)	494	517	532	557	604	679	751	882
Montant de la formation réalisée (millions F.CFP)	1 117	1 471	1 347	1 550	1 511	1 682	1 951	2 207
Rapport formation réalisée/participation employeurs (%)	2,3	2,8	2,5	2,8	2,5	2,5	2,6	2,5
Participation employeur par salarié (F.CFP)	19 023	19 204	19 886	19 783	19 497	20 646	21 364	23 484
Formation réalisée par salarié (F.CFP)	43 068	54 678	50 372	55 064	48 739	51 151	55 527	58 764

(a) 0,7% de la masse salariale versée.

Bilan de l'obligation de participation des employeurs à la formation professionnelle continue par branche en 2008* [1]

	Effectifs (Nbre)			Montant (millions de F.CFP)		Ratio par salarié (F.CFP)	
	employeurs assujettis	salariés	stagiaires	participation employeurs (a)	formation réalisée	participation employeurs	formation réalisée
Agriculture, chasse, sylviculture	28	878	85	10	11	11 390	12 528
Pêche, aquaculture	7	226	-	4	5	17 699	22 124
Industries extractives	20	1 057	236	26	41	24 598	38 789
Industries diverses (dont métallurgie)	94	6 710	4 486	198	958	29 508	142 772
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	3	439	341	14	40	31 891	91 116
Construction	164	6 772	800	129	106	19 049	15 653
Commerce, réparation d'automobiles et d'articles domestiques	178	517	1 231	127	162	245 648	313 346
Hôtels et restaurants	62	2 480	601	36	39	14 516	15 755
Transport et communications	82	3 367	995	80	308	23 760	91 448
Activités financières	27	1 648	818	57	117	34 587	71 272
Immobilier, locations, services aux entreprises	105	4 999	1 122	96	214	19 204	42 735
Administration publique	8	767	246	26	59	33 898	76 333
Éducation	4	639	6	15	29	23 474	45 640
Santé et action sociale	25	890	309	23	37	25 843	41 211
Services collectifs, sociaux et personnels	28	1 578	782	41	82	25 982	52 139
Ensemble ou moyenne	835	37 557	12 058	882	2 207	23 484	58 764

* Données provisoires.

(a) 0,7% de la masse salariale versée.

Financement de la formation professionnelle continue par la Nouvelle-Calédonie* [1]

	2007		2008		2009		2010	
	Montant total	dont FED	Montant total	dont FED	Montant total	dont FED	Montant total	dont FED
Agriculture	110	93	154	0,1	126	-	92	-
Aquaculture	-	-	14	-	-	-	-	-
BTP	123	-	207	54	169	-	155	6
Commerce	46	-	68	-	96	-	35	-
Enseignement	35	-	99	-	82	-	23	-
Industrie agroalimentaire	31	15	-	-	23	-	18	-
Industries diverses	54	-	168	-	31	-	75	-
Mine	302	141	294	182	162	3	287	5
Pêche	47	47	54	37	58	5	27	-
Production d'énergie	-	-	-	-	-	-	-	-
Santé et action sociale	14	-	95	-	-	-	1	-
Services rendus aux personnes	13	-	15	-	-	-	30	-
Tourisme	143	-	155	45	129	1	160	2
Multi-secteur	-	-	91	-	70	-	61	-
Services rendus aux entreprises	-	-	4	-	15	-	47	-
Services et administration	-	-	-	-	-	-	-	-
Transport	-	-	-	-	-	-	59	-
Total	919	296	1 419	318	961	9	1 069	13

* Coûts réels pour 2007 et 2008, prévisionnels pour 2009 et 2010.

Unité : million de F.CFP

9.7 Examens et diplômes

Population de 14 ans et plus, selon le sexe et le diplôme le plus élevé atteint par province de résidence (RP 2004) [1]

	Province des îles Loyauté		Province Nord		Province Sud		Nouvelle-Calédonie	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Hommes	7 462	100	16 305	100	60 905	100	84 672	100
Aucun diplôme	4 168	56	9 383	58	19 104	31	32 655	39
Certificat	471	6	1 185	7	4 236	7	5 892	7
BEPC/DNB	825	11	1 123	7	5 949	10	7 897	9
CAP BEP	1 353	18	3 115	19	14 147	23	18 615	22
BAC	390	5	784	5	8 126	13	9 300	11
1 ^{er} cycle universitaire	109	1	351	2	3 881	6	4 341	5
2, 3 ^e cycle universitaire	146	2	364	2	5 462	9	5 972	7
Femmes	7 381	100	15 182	100	61 821	100	84 384	100
Aucun diplôme	4 628	63	8 451	56	19 858	32	32 937	39
Certificat	388	5	1 066	7	5 080	8	6 534	8
BEPC/DNB	785	11	1 543	10	7 036	11	9 364	11
CAP BEP	946	13	2 389	16	10 704	17	14 039	17
BAC	419	6	1 115	7	10 032	16	11 566	14
1 ^{er} cycle universitaire	107	1	323	2	4 526	7	4 956	6
2, 3 ^e cycle universitaire	108	1	295	2	4 585	7	4 988	6
Ensemble	14 843	100	31 487	100	122 726	100	169 056	100
Aucun diplôme	8 796	59	17 834	57	38 962	32	65 592	39
Certificat	859	6	2 251	7	9 316	8	12 426	7
BEPC/DNB	1 610	11	2 666	8	12 985	11	17 261	10
CAP BEP	2 299	15	5 504	17	24 851	20	32 654	19
BAC	809	5	1 899	6	18 158	15	20 866	12
1 ^{er} cycle universitaire	216	1	674	2	8 407	7	9 297	5
2, 3 ^e cycle universitaire	254	2	659	2	10 047	8	10 960	6

Unités : nombre, %

63

Diplômes de formation initiale délivrés en 2009 [2 à 6]

Diplômes de l'enseignement secondaire			dont Sciences et Technologies : Sciences physiques	17
Certificat de Formation Générale (CFG)	421		Sciences et Technologies : Mathématiques	17
Diplôme National du Brevet (DNB)	3 142		Sciences et Technologies : Informatique	30
Certificat et Brevet professionnels	1 920		Sciences et Technologies : Sciences de la vie, de la terre et de l'univers (SVT)	-
dont Certificat d'Aptitude Professionnelle (CAP)	638		Droit-Economie-Gestion : Administration publique	20
Brevets d'Études Professionnelles (BEP)	1 020		Droit-Economie-Gestion : Droit	40
Mentions complémentaires CAP-BEP	129		Droit-Economie-Gestion : Économie et gestion	20
Brevets Professionnels (BP)	31		Lettres, Langues, Sciences Humaines : Géographie	42
Baccalauréat (Bac)	2 157		Lettres, Langues, Sciences Humaines : Histoire	13
dont général	868		Lettres, Langues, Sciences Humaines : Langues et cultures régionales, langues océaniques	21
technologique	625		Lettres, Langues, Sciences Humaines : Langues, littératures et civilisation étrangères/anglais	16
professionnel	664		Lettres, Langues, Sciences Humaines : Lettres modernes	12
Diplômes de l'enseignement supérieur			Master	6
Brevet de Technicien Supérieur (BTS) (a)	255		Lettres, Langues, Sciences Humaines : Espaces, Sociétés et Littératures des Mondes Océaniques	12
DEUST	42		Doctorat	6
dont Géosciences appliquées	18		Diplôme d'État d'infirmier	14
Génie informatique et électronique des systèmes	7		Diplôme d'Institututeur (IFMNC)	58
Métallurgie extractive et génie métallurgique	10		Diplôme de l'EGC (Ecole de Gestion et de Commerce)	22
Revégétalisation et gestion de l'environnement minier	7			
Licence	237			

(a) Uniquement des établissements sous contrat avec le Vice-Rectorat.

Unité : nombre

Évolution des taux de réussite aux examens du second degré [2]

	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009
Diplôme National du Brevet (DNB)	70,9	75,3	67,9	67,0	77,5	74,6	77,6	73,6	75,7	77,6	69,9	76,2
Certificat d'Aptitude Professionnelle (CAP) (a)	66,2	54,4	52,8	50,1	64,7	69,9	71,2	78,8	81,1	83,7	80,6	79,8
Brevet d'Études Professionnelles (BEP)	64,3	50,6	49,2	54,4	62,4	63,3	64,1	63,9	68,8	63,3	62,9	65,6
Baccalauréat (Bac)	65,7	60,8	69,4	62,1	62,5	59,2	65,0	70,0	72,1	71,7	74,0	79,4
général	nd	nd	69,4	61,8	71,9	61,2	64,9	77,1	78,4	78,5	80,4	82,2
technologique	nd	nd	69,4	62,5	52,3	54,3	70,1	62,7	68,3	71,9	74,2	74,9
professionnel	///	///	///	///	70,6	66,7	57,6	69,7	68,3	62,2	65,4	80,5

(a) Y compris CAPD (CAP au développement) jusqu'en 2001.

Unité : %

Résultats du baccalauréat en Nouvelle-Calédonie et en Métropole, session 2009 [2 et 7]

	Présentés		Admis		Taux de réussite (b)		
	Total	% filles	Total	% filles	Garçons	Filles	Ensemble
Nouvelle-Calédonie							
Baccalauréat général	1 056	56,3	868	56,5	81,8	82,5	82,2
Baccalauréat technologique	834	55,2	625	56,0	73,5	76,1	74,9
Baccalauréat professionnel	825	53,7	664	55,4	77,5	83,1	80,5
France Métropolitaine + DOM							
Baccalauréat général	322 576	56,6	286 762	57,4	87,2	90,2	88,9
Baccalauréat technologique (a)	164 894	50,7	131 602	51,2	79,1	80,5	79,8
Baccalauréat professionnel (a)	138 243	43,2	120 728	43,8	86,4	88,5	87,3

(a) Incluant des séries n'existant pas en Nouvelle-Calédonie. (b) % admis sur présentés.

Unités : nombre, %

SOURCES [1] INSEE-ISEE, Recensement de la population de 2004. [2] Vice-Rectorat. [3] UNC. [4] IFPSS. [5] IFMNC. [6] EGC. [7] Ministère de l'éducation nationale, Note d'information n°10.06.

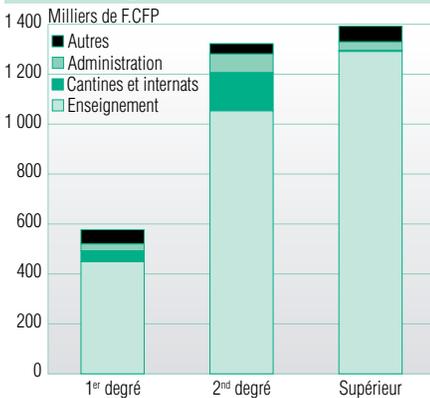
Financement du secteur de l'éducation en Nouvelle-Calédonie par financeur initial* [1]

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006 p	2007 p
État	36 079	38 005	40 153	42 267	43 891	44 319	44 895	47 957
Nouvelle-Calédonie	1 267	1 412	1 746	2 502	2 999	4 113	4 299	5 187
Province des îles Loyauté	1 861	1 580	2 148	2 156	2 272	2 589	2 761	3 155
Province Nord	4 395	3 845	4 361	5 036	4 569	4 884	5 112	5 188
Province Sud	6 881	7 969	9 850	8 806	8 393	10 316	11 377	11 670
Communes	3 691	4 092	3 828	3 551	3 812	4 147	5 054	5 251
Autres administrations publiques	209	277	297	197	238	211	212	212
Administrations publiques	54 383	57 179	62 381	64 515	66 174	70 578	73 709	78 621
Entreprises	527	729	948	939	1 090	1 066	1 072	973
Ménages	2 190	2 296	2 150	2 181	2 216	2 081	2 061	2 088
Total	57 100	60 204	65 479	67 635	69 479	73 726	76 842	81 683

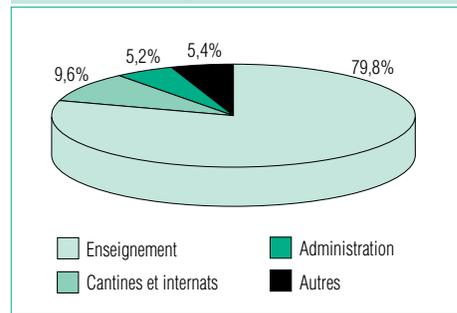
* Avant transferts, notamment de l'État aux provinces, et bourses des administrations aux ménages.

Unité : million de F.CFP

Dépense moyenne par élève et par niveau en 2005 [1]



Composition de la dépense d'éducation moyenne par élève en 2005 [1]



Financement* des activités d'éducation et des achats de biens et services liés en 2007 [1]

	Enseignement scolaire				Formation extra-scolaire	
	1 ^{er} degré	2 nd degré	Supérieur	Autres	Formation Prof. Continue	Autres
État	3 784	33 850	3 115	757	869	4
Nouvelle-Calédonie	80	31	440	578	2 262	356
Province des îles Loyauté	1 284	287	11	-	295	18
Province Nord	2 181	362	27	-	299	-
Province Sud	7 514	1 672	20	-	229	105
Communes	4 009	-	-	7	21	28
Autres administrations publiques	-	-	15	80	117	-
Administrations publiques	18 852	36 202	3 628	1 421	4 092	511
Entreprises	-	-	-	147	757	-
Ménages	79	247	58	35	38	740
Total	18 932	36 448	3 686	1 603	4 887	1 251

	Activités annexes			Biens et services liés			Divers	Total p
	Cantines et internats	Administration générale	Autres	Transport scolaire	Fournitures	Autres		
État	20	2 171	472	243	-	-	29	45 314
Nouvelle-Calédonie	-	766	-	-	1	-	959	5 472
Province des îles Loyauté	841	232	-	9	-	-	37	3 013
Province Nord	1 830	282	37	8	-	-	22	5 048
Province Sud	1 329	471	119	118	31	43	-	11 651
Communes	396	-	-	817	177	-	36	5 492
Autres administrations publiques	-	-	-	-	-	-	-	212
Administrations publiques	4 416	3 921	629	1 194	209	43	1 084	76 202
Entreprises	-	-	6	-	-	-	-	910
Ménages	2 333	-	9	109	922	-	-	4 571
Total	6 749	3 921	644	1 303	1 131	43	1 084	81 683

* Dépenses des financeurs finals, c'est-à-dire après transferts.

Unité : million de F.CFP

SOURCE [1] ISEE, Comptes de l'éducation.

10-CONSOMMATION-CONDITIONS DE VIE

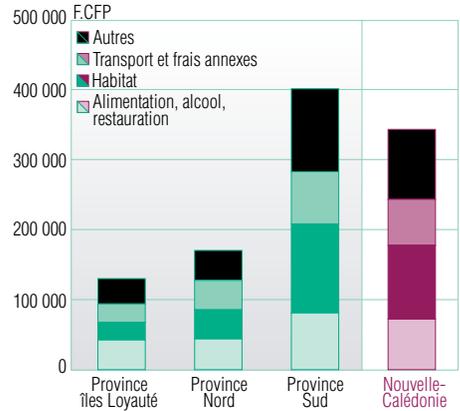
10.1 Dépenses monétaires des ménages (1)

Structure de la dépense monétaire mensuelle moyenne d'un ménage en 2008 [1]

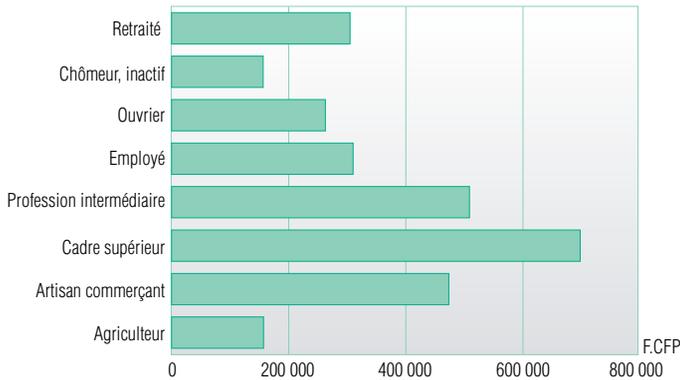
	Montant	%
Habitat	105 400	30,8
dont : remboursement de crédits immobiliers	25 900	7,6
loyers	21 300	6,2
électricité	12 200	3,6
gros travaux du logement	10 700	3,1
Alimentation, alcool, restauration	72 200	21,0
dont : pain et céréales	11 800	3,4
viande	13 100	3,8
restauration	10 100	2,9
lait, fromage, œufs	5 700	1,7
légumes (yc tubercules)	5 200	1,5
boissons non alcoolisées	4 500	1,3
alcool	5 200	1,5
Transport et frais annexes	65 600	19,1
dont : achat d'automobile	30 700	9,0
carburants et lubrifiants	12 200	3,6
assurance liée au transport	6 700	2,0
transport par air	6 100	1,8
transport par route	1 700	0,5
Autres	99 800	29,1
dont : aides ou cadeaux à un autre ménage	13 900	4,1
communications	9 600	2,8
habillement	7 900	2,3
taxes, impôts	10 400	3,0
services récréatifs et culturels	8 700	2,5
Dépense monétaire totale	342 800	100,0

Unités : F.CFP, %

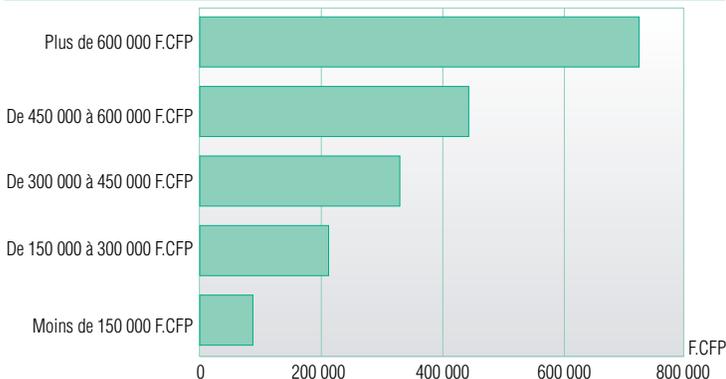
Dépense monétaire mensuelle moyenne d'un ménage par province de résidence en 2008 [1]



Dépense monétaire mensuelle moyenne selon la CSP du chef de ménage en 2008 [1]



Dépense monétaire mensuelle moyenne selon le revenu mensuel moyen du ménage en 2008 [1]



SOURCE [1] ISEE, Enquête Budget Consommation des Ménages 2008.

10-CONSOMMATION-CONDITIONS DE VIE

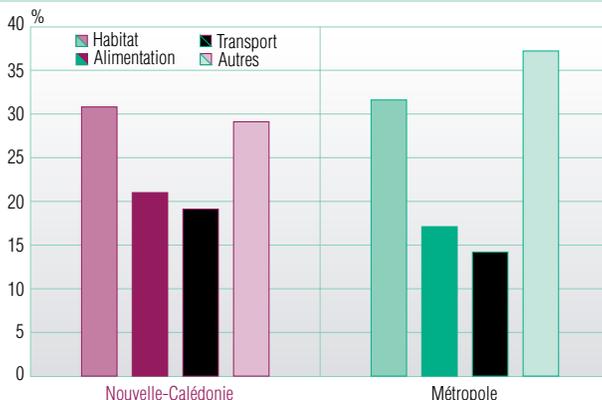
10.2 Dépenses monétaires des ménages (2)

Évolution de la structure de la dépense monétaire mensuelle moyenne d'un ménage calédonien [1]

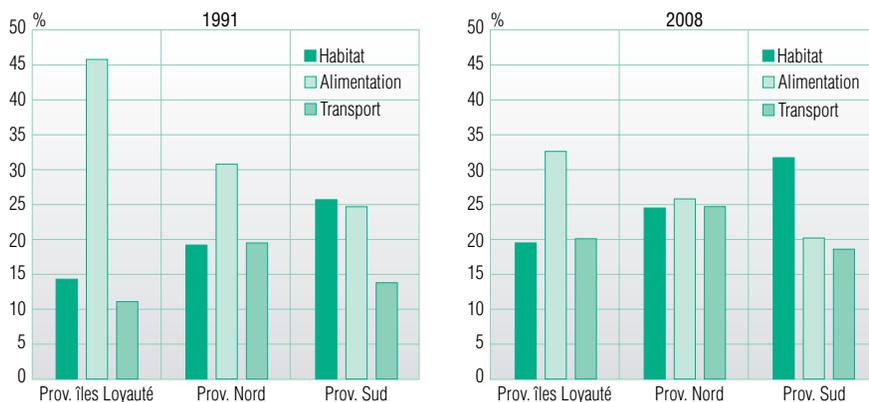
	1991	2008	Écart 2008-1991
Habitat	24,7	30,8	6,1
Logement (loyers, charges, petits travaux et assurance)	10,1	13,8	3,7
Équipement du logement	5,6	6,1	0,5
Impôts fonciers	0,5	0,2	-0,3
Crédits immobiliers	5,1	7,6	2,5
Gros travaux du logement	3,4	3,1	-0,3
Alimentation, alcool et restauration	25,9	21,0	-4,9
Produits alimentaires (yc boissons non alcoolisées)	21,5	16,6	-4,9
Alcool	2,0	1,5	-0,5
Restauration (yc cantines)	2,4	2,9	0,5
Transport et frais annexes	14,2	19,1	4,9
Achat de véhicules	8,8	9,3	0,5
Carburants lubrifiants	4,1	3,6	-0,5
Services de transport	0,5	2,5	2,0
Entretien du véhicule et frais d'utilisation	0,8	3,7	2,9
Autres dépenses	35,2	29,1	-6,1
Dépense monétaire	100,0	100,0	///

Unité : %

Comparaison de la structure de la dépense monétaire en Nouvelle-Calédonie et en Métropole [1 et 2]



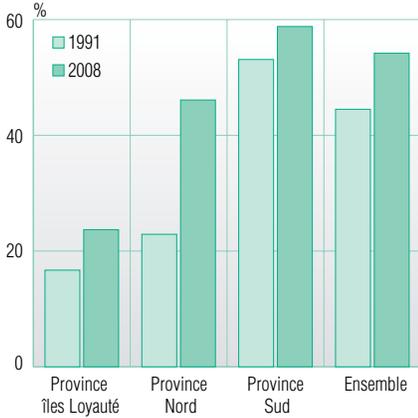
Évolution des trois principaux pôles de dépenses par province [1]



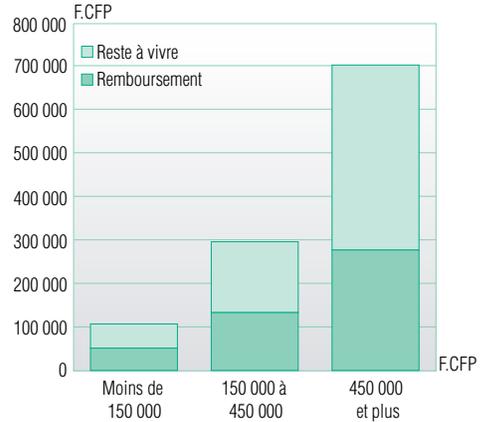
SOURCES [1] ISEE, Enquêtes Budget Consommation des Ménages 1991 et 2008. [2] INSEE, Enquête Budget des Familles, 2006.

10.3 Endettement des ménages

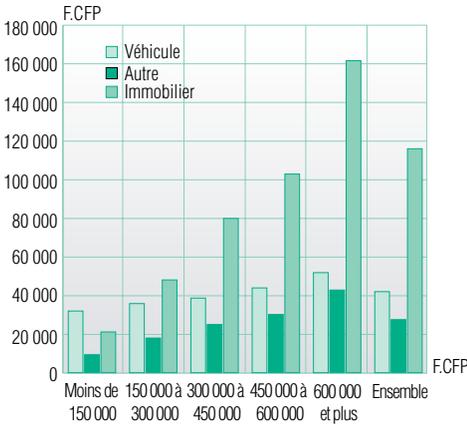
Part des ménages endettés par province de résidence [1 et 2]



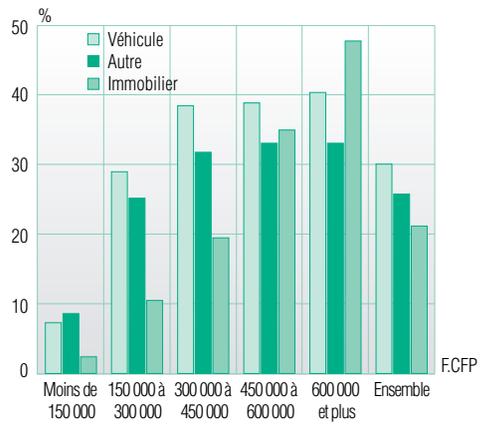
Revenu mensuel moyen par ménage surendetté par tranche de revenu mensuel [1]



Remboursement mensuel moyen des ménages selon le type de crédit et la tranche de revenu [1]



Part des ménages endettés selon le type de crédit et le revenu mensuel du ménage [1]



Répartition des ménages selon le taux d'endettement [1]

	Nombre	Part (%)
Non-endettés	30 727	46
Endettés	36 313	54
Dont : moins de 33%	32 837	49
de 33 à 39%	1 854	3
40% et plus	1 622	2
Total	67 040	100

Unité : %

Budget des ménages [1 et 2]

	1991	2008	Évolution
Revenu moyen par mois par ménage	343 860	404 625	+18
Remboursement moyen par mois par ménage	43 103	44 253	+3
Taux d'endettement global	13	11	-

Unités : F.CFP constants de 2008, %

SOURCES [1] ISEE, Enquête Budget Consommation des Ménages 2008. [2] ISEE, Enquête Budget Consommation des Ménages 1991.

10-CONSOMMATION-CONDITIONS DE VIE

10.4 Équipement des ménages

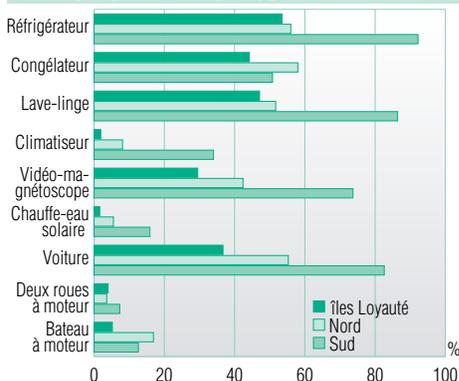
Équipement des ménages par province et par type en 2004 [1]

	Prov. des îles Loyauté	Prov. Nord	Prov. Sud	dont Grand Nouméa	Nouvelle-Calédonie
Réfrigérateur	53,5	56,0	92,2	94,5	83,0
Congélateur séparé	44,2	58,0	50,8	48,8	51,5
Lave-linge	47,1	51,7	86,4	88,2	77,4
Appareil vidéo	29,5	42,4	73,7	76,3	64,9
Chauffe-eau gaz ou électrique	16,1	33,3	69,1	71,1	58,9
Chauffe-eau solaire	1,6	5,5	15,9	16,7	13,0
Climatiseur	1,9	8,1	34,0	36,2	27,1
Voiture (a)	36,7	55,3	82,6	83,9	74,4
Bicyclettes	27,8	29,1	24,5	25,5	25,6
Deux roues à moteur	4,0	3,6	7,3	7,7	6,4
Bateaux à moteur	5,2	16,9	12,6	11,7	12,8

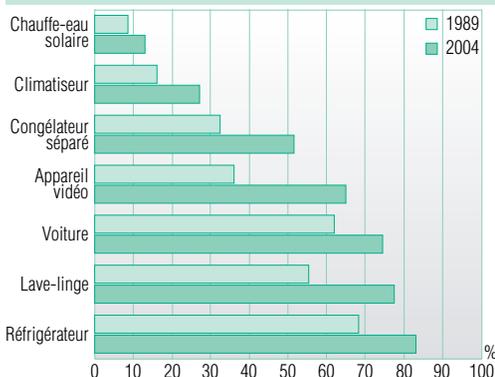
(a) Automobile, camionnette.

Unité : %

Taux d'équipement des ménages par province et par type en 2004 [1]



Évolution du taux d'équipement des ménages en biens durables entre 1989 et 2004 [1]

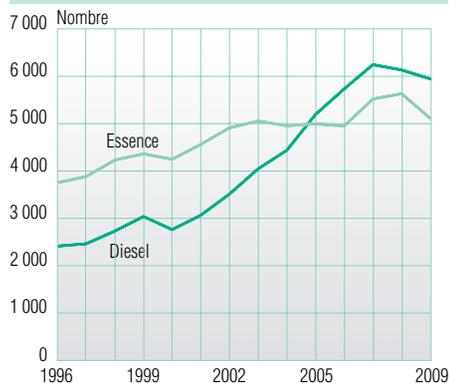


Comparaison de taux d'équipement des ménages en quelques biens durables [1, 3 et 4]

	Réfrigé- rateur	Congélat. séparé	Clima- tiseur	Lave- linge	Voiture
Nouvelle-Calédonie	83,0	51,5	27,1	77,4	61,9
Réunion	98,6	49,6	25,1	84,4	63,9
Guyane	90,6	61,6	13,7	75,5	55,2
Martinique	98,2	72,2	25,5	86,2	63,2
Polynésie française	95,5	44,3	52,6	89,5	71,5
France métropolitaine	98,9	nd	nd	92,2	80,7

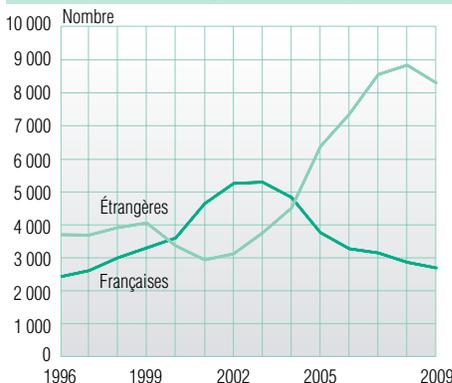
Unité : %

Évolution des immatriculations de véhicules neufs* selon le carburant utilisé [2]



* Voitures particulières, pick-up et camionnettes.

Évolution des immatriculations de véhicules neufs* selon l'origine de la marque [2]

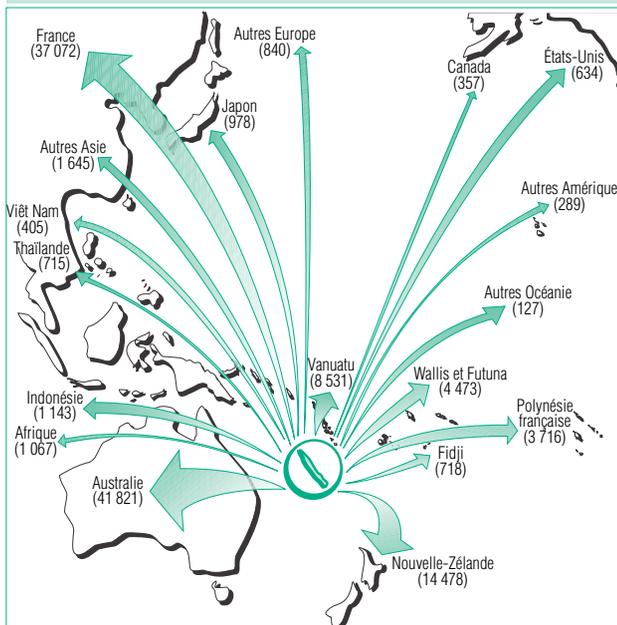


* Voitures particulières, pick-up et camionnettes.

SOURCES [1] INSEE-ISEE, Recensements de la population de la Nouvelle-Calédonie. [2] DIMENC. [3] INSEE. [4] ISPF.

10.5 Voyages des calédoniens

Voyages des Calédoniens par principal pays visité en 2009 [1]

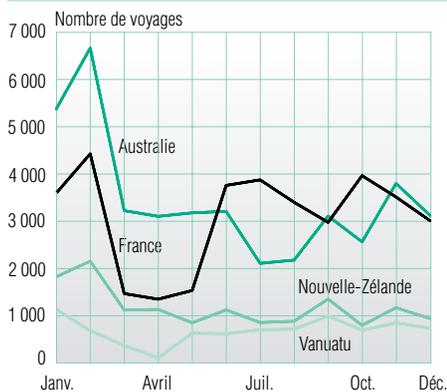


Caractéristiques des Calédoniens voyageant hors du territoire en 2009 [1]

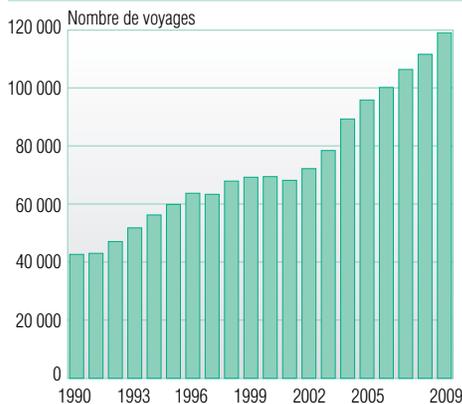
Catégorie socio-professionnelle	
Agriculteurs	394
Artisans, commerçants	2 566
Cadres, professions libérales	20 960
Professions intermédiaires	4 603
Employés	34 682
Ouvriers	2 708
Retraités	14 180
Inactifs	27 695
Indéterminée	11 247
Tranche d'âges	
De 0 à 19 ans	21 435
De 20 à 29 ans	13 962
De 30 à 39 ans	19 776
De 40 à 49 ans	22 592
De 50 à 59 ans	20 051
De 60 à 69 ans	12 691
70 ans et plus	4 643
Indéterminée	3 885
Total	119 035

Unité : nombre

Voyages des Calédoniens par principal pays visité par mois en 2009 [1]



Évolution des voyages des Calédoniens [1]

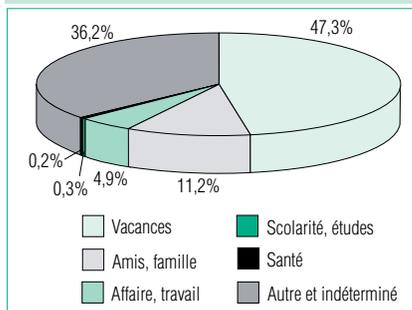


Évolution des voyages des Calédoniens par principal pays visité [1]

	2001	2005	2006	2007	2009
Australie	24 905	35 463	35 875	37 744	41 821
France	18 954	28 083	29 801	31 571	37 072
Nouvelle-Zélande	7 029	10 256	11 394	11 595	14 478
Vanuatu	4 366	7 168	7 533	8 265	8 531
Pays d'Asie	2 534	3 334	3 700	4 502	4 886
Polynésie française	3 090	4 083	4 449	4 276	3 716
Wallis et Futuna	2 273	4 262	3 972	4 621	4 473
Autres et indéterminés	5 045	3 210	3 446	3 803	4 058
Total	68 196	95 859	100 170	106 377	119 035

Unité : nombre

Motifs des voyages hors du territoire en 2009 [1]

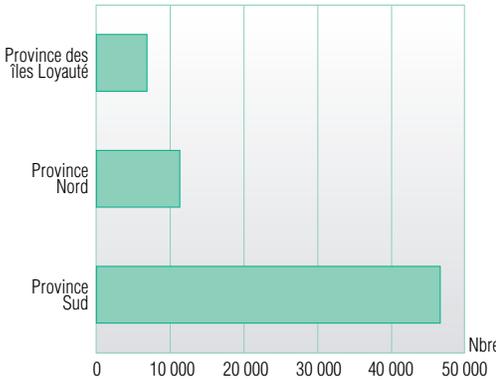


SOURCE [1] ISEE, "Enquête passagers".

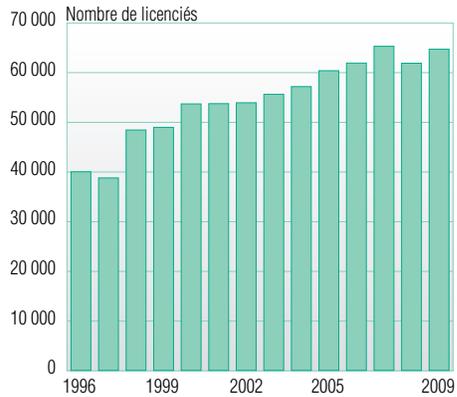
10-CONSOMMATION-CONDITIONS DE VIE

10.6 Sports-loisirs-culture

Répartition des licenciés sportifs par province en 2009 [1]



Évolution du nombre de licenciés sportifs en Nouvelle-Calédonie [1]



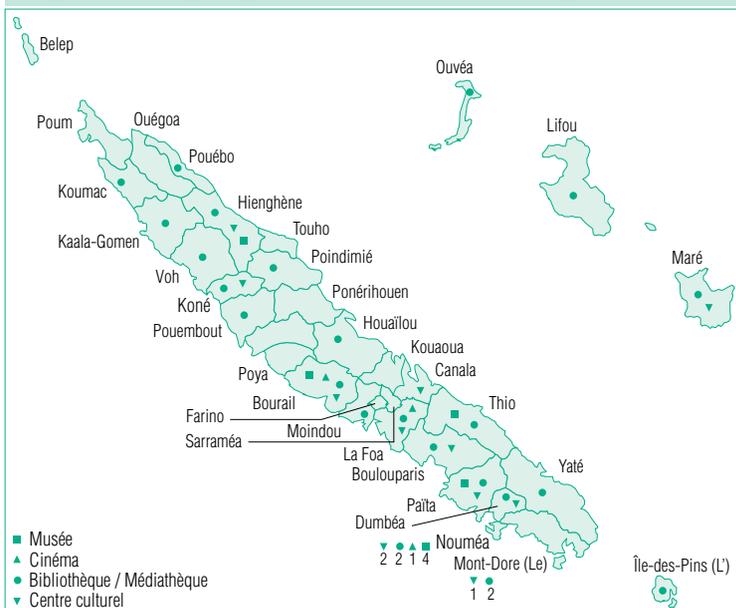
Licenciés* des différentes activités sportives [1]

	1999	2008	2009		1999	2008	2009		1999	2008	2009
Aikido/Aikibudo	86	nd	nd	Golf	1 012	1 369	1 343	Squash	173	503	472
Athlétisme	295	521	570	Gymnastique	582	760	760	Surf	36	116	95
Badminton	466	538	628	Haltérophilie	86	187	202	Taekwondo	298	346	296
Ball-trap	nd	104	113	Hand-ball	686	2 581	2 467	Tennis	2 555	3 690	3 592
Basket-ball	763	1 012	915	Judo	822	1 509	1 486	Tennis de table	1 087	1 317	1 646
Base-ball	308	518	461	Karaté	1 100	815	840	Tir	695	890	912
Boxe	nd	119	25	Motocyclisme	101	276	318	Tir à l'arc	131	312	319
Boxe américaine	235	nd	nd	Motonautique (jet-ski)	88	nd	nd	Triathlon	198	229	278
Bowling	32	nd	nd	Muaythai	nd	103	nd	Universitaire	nd	76	269
Cricket traditionnel	3 872	2 425	2 604	Natation	1 867	2 479	2 936	Va'a	nd	400	574
Cyclisme	517	467	525	Pelote basque	96	nd	nd	Voile	1 927	1 259	1 257
Équitation	1 464	2 201	2 203	Pétanque	350	551	550	Volley-ball	2 110	2 385	2 241
Escalade	nd	136	145	Rugby	220	686	636	Vol à voile	20	nd	nd
Escrime	nd	168	213	Sports sous-marins	789	945	998	Vol libre	134	545	844
Football	8 210	8 317	10 269	Sport Adapté/Handisport	59	162	171	Total	33 470	41 669	44 778
Full contact	nd	63	87	Sport automobile	nd	475	441				

* Hors Union Nationale du Sport Scolaire (UNSS), qui compte 7 405 adhérents en 2008 et 7 560 en 2009 et Union Sportive de l'Enseignement Primaire (USEP), qui compte 13 048 adhérents en 2008 et 12 457 en 2009.

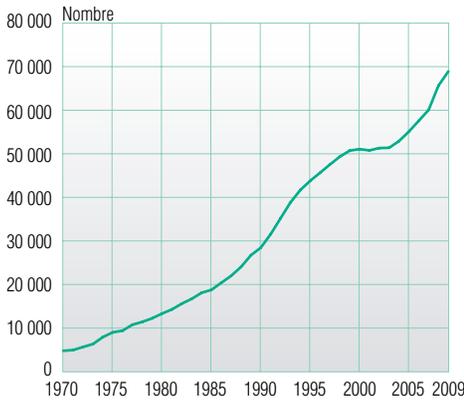
Unité : nombre

Implantation des principales structures culturelles en 2006 par commune [2]

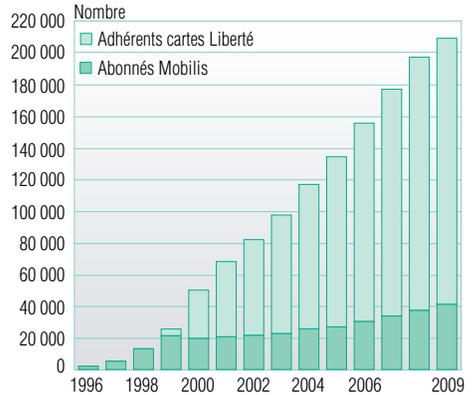


10.7 Communications-médias

Évolution du nombre de lignes téléphoniques [1]



Évolution du réseau de téléphonie mobile [1]



Évolution du nombre de cabines publiques par province* [1]

	1990	1995	2001	2009
Îles Loyauté	///	25	139	202
Nord	///	45	291	390
Sud	///	209	571	705
Parc cabines publiques	113	279	1 001	1 297

* Au 31 décembre de chaque année.

Unité : nombre

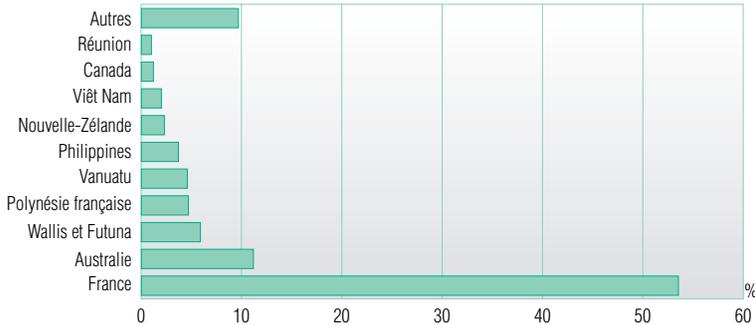
Évolution du réseau téléphonique* [1]

	1990	1995	2000	2009
Abonnés lignes fixes	23 382	43 725	51 005	68 856
Îles Loyauté	653	1 464	1 832	2 158
Nord	2 318	4 299	5 438	7 150
Sud	25 411	37 962	43 735	57 539
Abonnés GSM	///	///	49 948	210 377
Mobilis (a)	///	///	19 511	40 943
Carte Liberté (b)	///	///	30 437	167 425

* Au 31 décembre de chaque année. (a) Mobilis introduit en Nouvelle-Calédonie en 1996. (b) Service lancé en 1999.

Unité : nombre

Trafic téléphonique international au départ des lignes fixes de Nouvelle-Calédonie en 2009* [1]



* Exprimé en minutes réelles.

Évolution de la connexion à Internet* [1]

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
ADSL (a)										
Clients (nbre)	///	///	720	1 668	5 146	9 960	15 653	20 415	25 572	32 339
Réseau téléphonique commuté (b)										
Clients (nbre) (c)	///	///	nd	nd	nd	nd	nd	5 283	3 657	1 924
Communications mensuelles (nbre)	770 000	1 050 000	1 108 602	924 670	1 007 969	788 492	599 747	445 731	370 810	196 306
Trafic (millions de mn)	66,1	94,1	106,4	118,9	127,5	128,4	122,6	113,9	108,4	77,7

* La Nouvelle-Calédonie est reliée à Internet depuis 1995. (a) Mis en service le 1^{er} juillet 2001 en Nouvelle-Calédonie.

(b) Il s'agit des internautes "non ADSL" qui utilisent Internet en se connectant via le "réseau téléphonique commuté" (RTC). (c) Série entièrement révisée.

Ménages ordinaires selon l'équipement en ordinateur et en connexion Internet par province en 2004 [2]

	Ordinateur		Accès Internet	
	Nbre	%	Nbre	%
Îles Loyauté	354	7,2	213	4,3
Nord	1 794	16,2	899	8,1
Sud	21 223	43,9	12 620	26,1
Nouvelle-Calédonie	23 371	36,3	13 732	21,3

Unités : nombre, %

Population des résidences principales selon l'alimentation en eau par commune en 2004 [1]

	Alimentation individuelle (a)		Point d'eau collectif			Alimentation individuelle (a)		Point d'eau collectif	
	Nbre	%	Nbre	%		Nbre	%	Nbre	%
Belep	922	99,1	8	0,9	Ouégoa	1 703	80,6	411	19,4
Boulouparis	2 047	98,1	39	1,9	Ouvéa	4 219	96,9	137	3,1
Bourail	4 598	98,5	70	1,5	Païta	11 833	99,2	95	0,8
Canala	3 189	90,8	323	9,2	Poindimié	4 422	92,9	337	7,1
Dumbéa	17 767	96,0	748	4,0	Ponérihouen	2 249	82,9	463	17,1
Farino	459	100,0	0	0,0	Pouébo	2 106	88,5	275	11,5
Hienghène	2 346	89,4	278	10,6	Pouembout	1 452	98,8	18	1,2
Houaïlou	4 485	99,2	35	0,8	Poum	922	66,4	467	33,6
Île-des-Pins (L')	1 752	95,3	87	4,7	Poya	2 118	81,5	482	18,5
Kaala-Gomen	1 771	94,2	110	5,8	Sarraméa	610	100,0	0	0,0
Koné	4 032	89,8	456	10,2	Thio	2 321	84,6	422	15,4
Kouaoua	1 465	92,4	121	7,6	Touho	1 634	71,9	640	28,1
Koumac	2 866	96,1	117	3,9	Voh	2 173	97,1	66	2,9
La Foa	2 898	99,9	4	0,1	Yaté	1 835	99,6	8	0,4
Lifou	9 418	91,3	898	8,7	Province des îles Loyauté	20 535	93,0	1 536	7,0
Maré	6 898	93,2	501	6,8	Province Nord	39 733	89,6	4 607	10,4
Moindou	537	89,2	65	10,8	Grand Nouméa	142 029	99,0	1 462	1,0
Mont-Dore (Le)	23 493	98,9	271	1,1	Province Sud	159 208	98,7	2 157	1,3
Nouméa	88 936	99,6	348	0,4	Nouvelle-Calédonie	219 476	96,4	8 300	3,6

(a) À l'intérieur ou à l'extérieur du logement.

Unités : nombre d'habitants, %

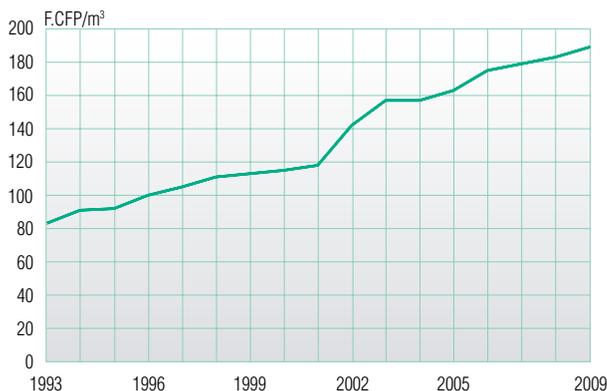
72

Consommation et nombre d'abonnés des communes du Grand Nouméa [2]

		Nouméa	Dumbéa	Mont-Dore	Païta	Grand Nouméa	Consommation par abonné
1990	Abonnés	19 081	nd	nd	nd	nd	
	Consommation	13 179	nd	nd	nd	nd	691
1995	Abonnés	19 086	2 989	nd	nd	nd	
	Consommation	12 066	1 531	nd	nd	nd	616
2000	Abonnés	21 937	3 775	5 404	2 244	33 360	
	Consommation	11 333	1 724	2 332	1 199	16 588	497
2005	Abonnés	26 395	4 637	6 121	3 346	40 499	
	Consommation	12 219	1 962	2 421	1 572	18 174	449
2006	Abonnés	27 340	4 944	6 245	3 629	42 158	
	Consommation	12 307	2 014	2 455	1 589	18 365	436
2007	Abonnés	28 477	5 307	6 513	3 984	44 281	
	Consommation	12 428	2 065	2 431	1 645	18 569	419
2008	Abonnés	29 339	5 886	6 727	4 229	46 181	
	Consommation	12 266	2 065	2 533	1 678	18 542	402
2009	Abonnés	30 418	6 358	6 863	4 552	48 191	
	Consommation	11 801	2 080	2 555	1 808	18 244	379

Unités : nombre, millier de m³, m³ par abonné

Évolution du prix* de détail à la consommation de l'eau distribuée sur Nouméa [3]



* Prix annuel moyen du m³, toutes charges comprises et y compris l'abonnement.

SOURCES [1] INSEE-ISEE, Recensement de la population 2004. [2] CDE. [3] ISEE.



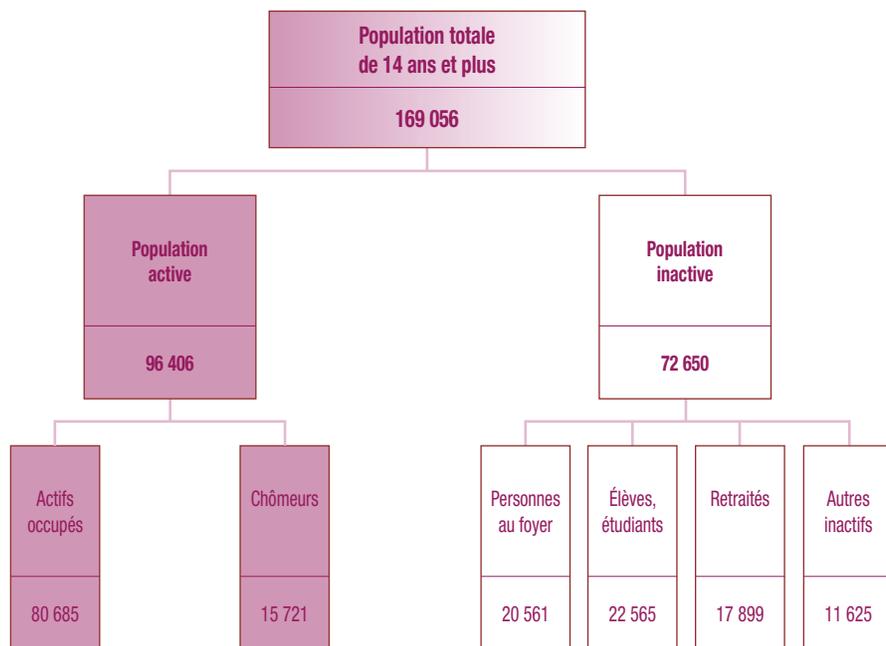
EMPLOI-REVENUS

Emploi

Revenus



Répartition de la population de 14 ans et plus selon la situation d'activité
(Recensement de la Population de 2004) [1]



Répartition de la population active selon la situation d'activité par province (Recensement de 2004) [1]

	Actifs occupés	Chômeurs	Population active
Province des îles Loyauté	4 049	2 579	6 628
Province Nord	12 291	4 872	17 163
Province Sud	64 345	8 270	72 615
Nouvelle-Calédonie	80 685	15 721	96 406

Unité : nombre

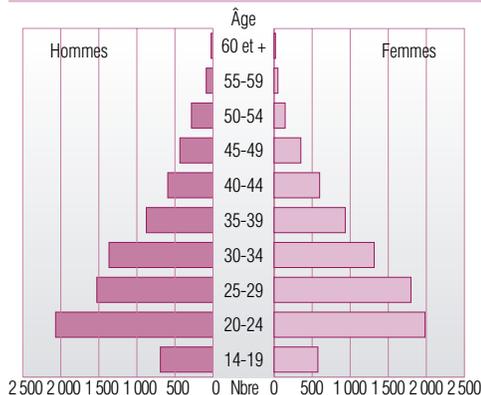
Évolution de la population active, du taux de chômage et du taux d'activité aux différents recensements [1]

	Actifs occupés	Chômeurs	Population active	Taux de chômage	Taux d'activité
1989 (a)	54 230	10 520	65 945	16,0	57,7
1996 (a)	64 377	15 018	80 589	18,6	57,3
2004	80 685	15 721	96 406	16,3	57,0

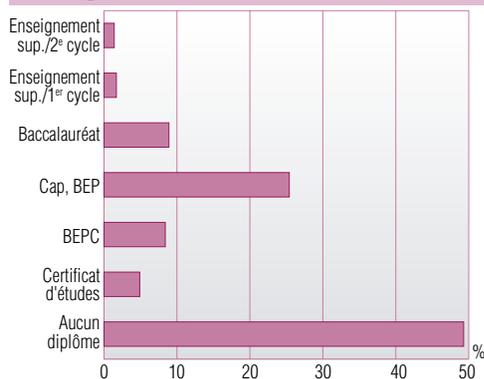
(a) Y compris, dans la population active, les militaires du contingent au nombre de 1 195 en 1989 et 1 194 en 1996.

Unités : nombre, %

Répartition des chômeurs par sexe et âge au recensement de 2004 [1]



Répartition des chômeurs par diplôme le plus élevé au recensement de 2004 [1]



SOURCE [1] INSEE-ISEE, Recensements de la Population de la Nouvelle-Calédonie.

11.2 Population active occupée

Taux d'emploi selon le groupe d'âge quinquennal, par province et sexe, pour les personnes de 14 ans et plus (Recensement de 2004) [1]

		14 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans	35 à 39 ans	40 à 44 ans	45 à 49 ans	50 à 54 ans	55 à 59 ans	60 ans et plus	Total
Province des îles Loyauté												
Hommes	Actifs occupés	43	216	336	404	396	341	271	190	149	86	2 432
	Taux d'emploi	3,0	25,1	44,0	45,4	54,3	54,0	51,9	44,8	40,5	10,2	32,6
Femmes	Actifs occupés	22	168	258	310	279	206	139	111	66	58	1 617
	Taux d'emploi	1,8	21,3	32,5	36,1	38,8	31,7	29,8	26,7	18,9	5,2	21,9
Total	Actifs occupés	65	384	594	714	675	547	410	301	215	144	4 049
	Taux d'emploi	2,5	23,3	38,1	40,8	46,6	42,7	41,5	35,8	29,9	7,3	27,3
Province Nord												
Hommes	Actifs occupés	264	823	1 048	1 241	1 163	1 092	891	777	427	191	7 917
	Taux d'emploi	10,1	41,9	56,4	65,1	71,3	73,7	76,6	71,0	50,7	11,0	48,6
Femmes	Actifs occupés	110	543	761	801	705	571	371	260	163	89	4 374
	Taux d'emploi	4,5	29,6	40,7	45,5	45,2	44,4	35,4	31,9	23,5	4,8	28,8
Total	Actifs occupés	374	1 366	1 809	2 042	1 868	1 663	1 262	1 037	590	280	12 291
	Taux d'emploi	7,4	36,0	48,5	55,7	58,5	60,1	57,1	54,3	38,4	7,8	39,0
Province Sud												
Hommes	Actifs occupés	518	2 978	4 498	5 836	5 733	5 443	4 351	3 468	2 448	1 203	36 476
	Taux d'emploi	6,5	48,1	75,5	84,5	87,9	89,2	87,7	79,8	57,5	15,5	59,9
Femmes	Actifs occupés	221	2 295	3 833	4 784	4 741	4 357	3 343	2 332	1 316	647	27 869
	Taux d'emploi	2,8	37,3	60,7	66,1	68,6	70,7	66,2	56,7	37,9	7,7	45,1
Total	Actifs occupés	739	5 273	8 331	10 620	10 474	9 800	7 694	5 800	3 764	1 850	64 345
	Taux d'emploi	4,7	42,7	67,9	75,1	78,0	79,9	76,8	68,5	48,7	11,4	52,4
Nouvelle-Calédonie												
Hommes	Actifs occupés	825	4 017	5 882	7 481	7 292	6 876	5 513	4 435	3 024	1 480	46 825
	Taux d'emploi	6,9	44,5	68,5	77,1	82,1	83,7	82,9	75,6	55,3	14,3	55,3
Femmes	Actifs occupés	353	3 006	4 852	5 895	5 725	5 134	3 853	2 703	1 545	794	33 860
	Taux d'emploi	3,0	34,2	54,1	59,8	62,3	63,4	58,7	50,6	34,2	7,0	40,1
Total	Actifs occupés	1 178	7 023	10 734	13 376	13 017	12 010	9 366	7 138	4 569	2 274	80 685
	Taux d'emploi	5,0	39,5	61,1	68,4	72,0	73,6	70,9	63,7	45,7	10,5	47,7

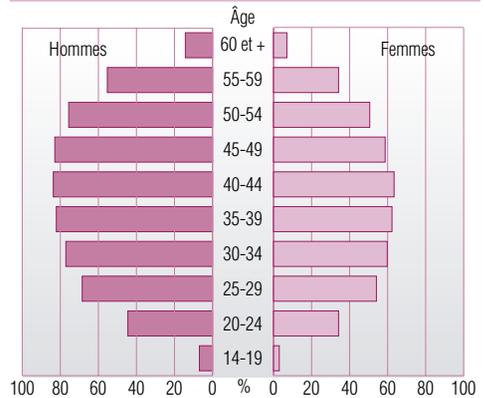
Unités : nombre, %

Évolution des actifs occupés par province [1]

	1989	1996	2004
Province des îles Loyauté			
Hommes	3 239	2 982	4 049
Femmes	2 016	1 969	2 432
Total	1 223	1 013	1 617
Province Nord			
Hommes	9 890	9 178	12 291
Femmes	6 341	6 316	7 917
Total	3 549	2 862	4 374
Province Sud			
Hommes	41 101	52 217	64 345
Femmes	25 355	31 309	36 476
Total	15 746	20 908	27 869
Nouvelle-Calédonie			
Hommes	54 230	64 377	80 685
Femmes	33 712	39 594	46 825
Total	20 518	24 783	33 860

Unité : nombre

Taux d'emploi par sexe et âge (Recensement de 2004) [1]



Actifs occupés par province et diplôme le plus élevé obtenu (Recensement 2004) [1]

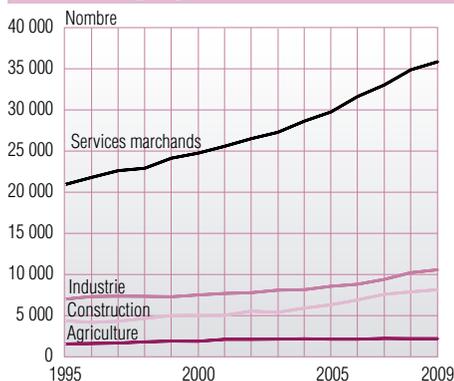
	Aucun diplôme		Certificat d'études		BEPC		CAP/BEP		BAC		1 ^{er} cycle		2 ^e cycle		Total	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Province des îles Loyauté	1 585	39,1	313	7,7	384	9,5	928	22,9	444	11,0	168	4,1	227	5,6	4 049	100,0
Province Nord	5 592	45,5	851	6,9	727	5,9	2 750	22,4	1 233	10,0	554	4,5	584	4,8	12 291	100,0
Province Sud	14 715	22,9	4 019	6,2	4 132	6,4	15 928	24,8	11 299	17,6	6 258	9,7	7 994	12,4	64 345	100,0
Nouvelle-Calédonie	21 892	27,1	5 183	6,4	5 243	6,5	19 606	24,3	12 976	16,1	6 980	8,7	8 805	10,9	80 685	100,0

SOURCE [1] INSEE-ISEE, Recensements de la Population de la Nouvelle-Calédonie.

11-EMPLOI

11.3 Emploi par secteur

Évolution de l'emploi salarié marchand* par grand secteur [1]



* Au 31 décembre, hors militaires, stagiaires et régimes d'aide à l'emploi.

Emploi salarié total par secteur d'activité fin 2009* [1]

	Nombre	Part
Agriculture	2 198	2,7
Agriculture, chasse, sylviculture	1 737	2,1
Pêche, aquaculture	461	0,6
Industrie	10 553	12,8
Industries extractives	1 238	1,5
Industries manufacturières	8 473	10,3
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	842	1,0
Construction	8 136	9,9
Services marchands	35 780	43,5
Commerce ; réparations automobile et d'articles domestiques	9 348	11,4
Hôtels et restaurants	4 171	5,1
Transports et communications	5 275	6,4
Activités financières	1 899	2,3
Immobilier, locations et services aux entreprises	6 564	8,0
Éducation	188	0,2
Santé et action sociale	1 938	2,4
Services collectifs, sociaux et personnels	2 845	3,5
Activité des ménages	3 492	4,2
Services non marchands	25 565	31,1
Emploi salarié total	82 232	100,0

* Au 31 décembre 2009, hors militaires, stagiaires et régimes d'aide à l'emploi.

76

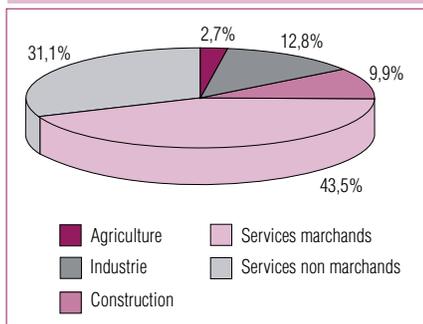
Évolution des effectifs salariés* selon le secteur d'activité au sens de la NAF [1]

	1995	2000	2005 r	2006 r	2007 r	2008 r	2009 p
Agriculture	1 560	1 882	2 135	2 133	2 226	2 200	2 198
Agriculture, chasse, sylviculture	1 200	1 475	1 646	1 620	1 705	1 736	1 737
Pêche, aquaculture	360	407	488	512	521	464	461
Industrie	6 986	7 499	8 554	8 800	9 388	10 206	10 553
Industries extractives	1 229	1 104	1 203	1 104	1 138	1 194	1 238
Industries manufacturières	5 086	5 648	6 580	6 934	7 450	8 200	8 473
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	671	747	772	762	800	812	842
Construction	4 381	5 013	6 313	6 900	7 578	7 872	8 136
Services marchands	20 892	24 702	29 706	31 573	32 971	34 813	35 780
Commerce ; réparations automobile et d'articles domestiques	6 375	7 398	8 566	8 693	8 971	9 334	9 348
Hôtels et restaurants	2 001	2 506	3 070	3 577	3 988	4 197	4 171
Transports et communications	3 191	3 745	4 641	4 855	4 959	5 297	5 275
Activités financières	1 391	1 505	1 627	1 693	1 731	1 844	1 899
Immobilier, locations et services aux entreprises	2 467	3 103	4 518	5 254	5 446	6 002	6 564
Éducation	152	148	166	179	182	176	188
Santé et action sociale	770	1 094	1 518	1 597	1 696	1 805	1 938
Services collectifs, sociaux et personnels	1 210	1 619	1 972	2 117	2 331	2 519	2 845
Activité des ménages	3 311	3 561	3 596	3 580	3 626	3 585	3 492
Services non marchands	nd	nd	22 639	23 300	24 256	25 137	25 565
Emploi salarié total	nd	nd	69 347	72 705	76 419	80 228	82 232

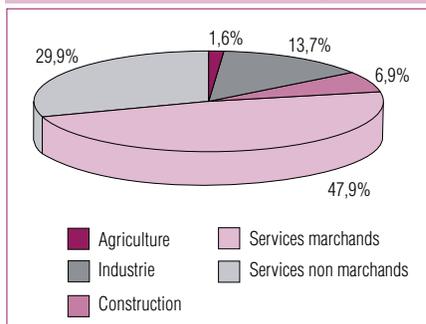
* Au 31 décembre de chaque année, hors militaires, stagiaires et régimes d'aide à l'emploi.

Unité : nombre

Emploi salarié par grand secteur d'activité en 2009 en Nouvelle-Calédonie [1]



Emploi salarié* par grand secteur d'activité en 2009 en France métropolitaine [2]

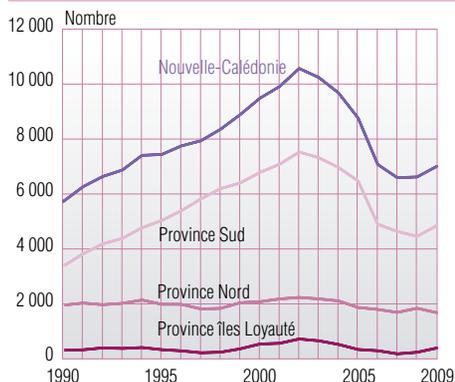


* En équivalents temps plein.

SOURCES [1] ISEE-CAFAT [2] INSEE, comptes nationaux.

11.4 Demandeurs d'emploi

Évolution annuelle du nombre de demandeurs (moyenne en fin de mois) [1]



Évolution du nombre de demandeurs en fin de mois* par province [1]

	Province des îles Loyauté	Province Nord	Province Sud	Nouvelle-Calédonie
1990	356	1 977	3 386	5 719
1995	372	2 008	5 029	7 410
1996	330	2 007	5 382	7 719
1997	260	1 839	5 808	7 906
1998	281	1 861	6 179	8 321
1999	402	2 065	6 383	8 849
2000	576	2 101	6 762	9 439
2001	601	2 201	7 058	9 860
2002	757	2 256	7 498	10 511
2003	691	2 203	7 293	10 187
2004	561	2 131	6 940	9 632
2005	378	1 893	6 454	8 725
2006	334	1 822	4 893	7 049
2007	222	1 716	4 634	6 572
2008	278	1 864	4 458	6 600
2009	430	1 707	4 845	6 981

* Moyenne annuelle.

Unité : nombre

Demands en fin de mois par sexe et âge en 2009 [1]

	Nbre	%
Hommes	2 802	40,1
Moins de 26 ans	688	9,9
De 26 à 35 ans	941	13,5
Plus de 36 ans	1 173	16,8
Femmes	4 179	59,9
Moins de 26 ans	1 224	17,5
De 26 à 35 ans	1 497	21,4
Plus de 36 ans	1 458	20,9
Ensemble	6 981	100,0

Demands en fin de mois par diplôme en 2009 [1]

	Nbre	%
Aucun diplôme	2 533	36,3
BEPC	474	6,8
CAP, BEP	2 173	31,1
Bac	1 337	19,1
Diplôme de l'enseignement supérieur	465	6,7
Ensemble	6 981	100,0

Répartition des demandeurs en fin de mois par qualification en 2009 [1]

	%
Qualifiés	51,4
Cadres	3,2
Agents de maîtrise	2,8
Techniciens	2,9
Employés très qualifiés	3,7
Employés qualifiés	26,5
Ouvriers hautement qualifiés	2,5
Ouvriers qualifiés	9,8
Non qualifiés	48,6
Employés non qualifiés	21,5
Ouvriers spécialisés	8,3
Manoeuvres	18,8
Ensemble	100,0

Évolution du nombre de bénéficiaires du chômage total (moyenne annuelle) [2]

	2002	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Demands indemnisés	1 825	1 647	1 379	1 127	1 190	1 338	1 700
Demands en fin de mois	10 511	9 632	8 725	7 049	6 572	6 600	6 981
Part des demandeurs indemnisés	17,4	17,1	15,8	16,0	18,1	20,3	24,4

Unités : nombre, %

SOURCES [1] IDC. [2] CAFAT.

Conventions collectives applicables en Nouvelle-Calédonie au 1^{er} janvier 2010 [1]

Secteur d'activité	Convention Collective (CC), Accord Professionnel (AP) ou Accord Collectif (AC)
Tous secteurs exceptés le personnel des services publics, des secteurs agricoles, du chargement de minéraliers, navigant de la marine marchande et des transports aériens.	Accord Interprofessionnel Territorial du 27 juillet 1994 + avenants n°2 du 19 septembre 2005, n°3 du 26 septembre 2005 et n°4 du 17 octobre 2005.
Hôtels, bars, cafés, restaurants, tabacs, débits boissons, cantines, traiteurs, gamelliers, organisations réceptions, accueil personnes âgées, auberges jeunesse, exploitation terrains camping, autres hébergements touristiques, bals et discothèques.	AP de travail du 4 janvier 1999 et avenant n°1 du 21 décembre 1999 pour les établissements d'accueil des personnes âgées.
Commerce et Divers.	AP du 16 juillet 1985
Boulangerie et Pâtisserie.	CC territoriale du 28 juin 1984
Métallurgie et Industries.	AP du 22 octobre 1986
Industrie et commerce du pétrole, des carburants et des combustibles gazeux.	AP du 13 août 1986
Production, transport et distribution de l'énergie électrique.	AP du 20 novembre 1984
Exploitations forestières et production de bois brut.	CC du 13 avril 1984
Chargement minéralier.	CC du 18 décembre 1980
Bâtiment et Travaux Publics.	AP du 27 septembre 1985
Manutention portuaire et consignataires de navires.	AP de travail du 20 septembre 1984
Personnel sédentaire des entreprises de transport aérien.	AP du 15 janvier 1986 mis à jour par l'avenant n°2 du 13/04/99
Banques.	CC de travail du 23 septembre 1983
Maîtres enseignants catholiques.	AC du 27 février 2005
Éducateurs de l'enseignement catholique.	AC du 27 février 2005
Gens de mer sur navire de commerce de plus de 250 tonnes jauge brute au grand cabotage outre-mer.	CC du 9 juin 1956
Gens de maison.	AP de travail du 31 juillet 1985
Salons de coiffure.	CC territoriale du 4 mai 1987
Personnels d'administration et de service de l'enseignement catholique.	CC du 18 octobre 1990
Villages de vacances.	CC du 27 septembre 1979
Établissements privés d'hospitalisation et cliniques.	AP de travail du 23 novembre 1989
Industries extractives, mines et carrières.	AP territorial du 8 juin 1990
Services publics et établissements publics territoriaux, municipalités.	CC des personnels ouvriers et assimilés du 22 octobre 1982
Vigiles, sécurité.	AP de travail du 27 novembre 1995
Agriculture, élevage, pêche, aquaculture.	CC territoriale du 2 avril 1996
Transport routier de passagers, marchandises, déménagement.	AP du 29 août 1996
Esthétique.	AP du 26 mars 2003
Insertion.	Accord inter-entreprises du 28 juillet 2005
Transport sanitaire terrestre.	AP du 12 novembre 2002

Évolution des bénéficiaires du chômage partiel [2]

	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009
Salariés concernés	238	338	140	650	398	593	40
Entreprises concernées	35	44	14	25	23	35	8
Heures indemnisées	nd	31 888	25 364	77 472	44 451	59 841	9 560

Unités : nombre, heures

SOURCES [1] DTE. [2] CAFAT.

11.6 Syndicats-conflits sociaux

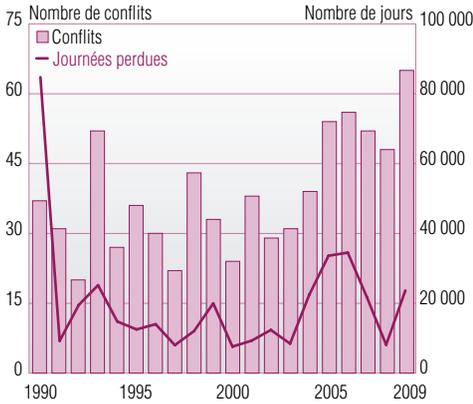
Les organisations syndicales de salariés reconnues représentatives au niveau de la Nouvelle-Calédonie en 2010 [1 et 2]

	Année de création	Suffrages exprimés (a)
Union des Syndicats des Ouvriers et Employés de Nouvelle-Calédonie (USOENC)	1968	22,3
Union Syndicale des Travailleurs Kanaks et Exploités (USTKE)	1982	17,0
Fédération des Syndicats des Fonctionnaires, Agents et Ouvriers de la Fonction Publique (FSFAOFP)	1946	11,1
Union Territoriale de la Confédération Française de l'Encadrement (UT-CFE-CGC)	1996	9,9
Confédération Générale du Travail-Force Ouvrière (CGT-FO)	1984	8,9
Confédération Générale des Travailleurs (COGETRA)	2004	8,7
Confédération Syndicale des Travailleurs de Nouvelle-Calédonie (CSTNC)	2005	8,2

(a) Aux élections professionnelles 2008-2009.

Unité : %

Évolution du nombre de journées de travail perdues en raison des conflits (secteur privé, hors mines) [1]



Les critères et les niveaux de la représentativité syndicale selon la loi du pays du 14 avril 2006 [1]

Critères de représentativité	Niveau de représentativité
Effectifs Indépendance Cotisations Expérience Ancienneté de 2 ans	Nouvelle-Calédonie 5% des suffrages exprimés lors des élections des représentants du personnel des secteurs public et privé, tous collèges confondus.
	Secteur privé 5% des suffrages exprimés lors des élections des délégués du personnel du secteur privé, tous collèges confondus.
	Entreprise 10% des suffrages exprimés lors des élections des délégués du personnel du secteur privé, dans au moins un collège.

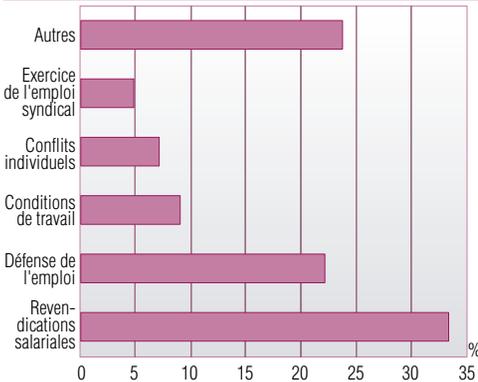
Évolution des conflits sociaux (secteur privé, hors mines) [1]

	1984	1990 (a)	1995	2005	2006	2007	2008	2009
Nombre de conflits	27	37	36	54	56	52	48	65
Nombre de jours perdus	7 320	84 681	12 328	33 466	34 360	21 529	7 913	23 486
Durée moyenne des conflits	1,5	9,6	5,5	6,2	7,5	15,4	7,2	10,6
Entreprises concernées	17	29	32	34	42	45	43	41
Salariés concernés	5 715	4 435	5 591	6 873	13 187	4 879	1 222	2 041
Grévistes	4 818	3 423	2 176	1 654	1 373	1 279	736	1 678
Jours de grève	nd	354	198	336	422	799	346	690

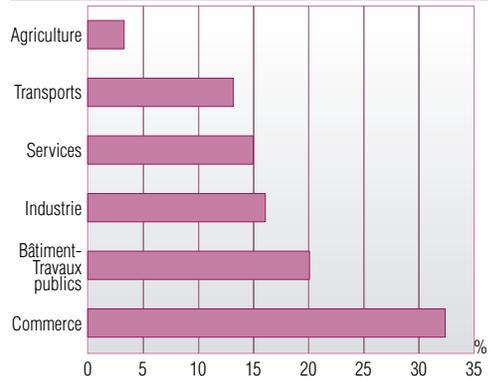
(a) Dont le conflit à la SLN qui a duré 5 semaines.

Unités : nombre, jour

Répartition des conflits par motif (moyenne 2000-2009) [1]

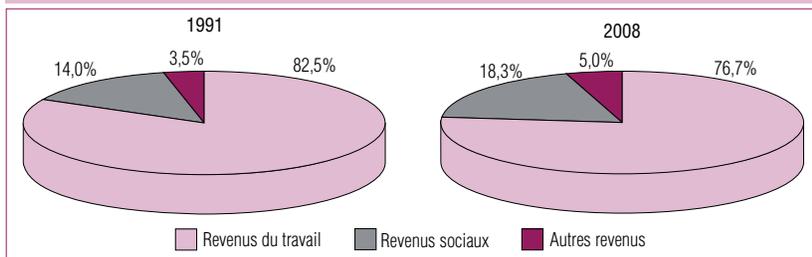


Répartition des conflits par secteur d'activité, hors mine (moyenne 2000-2009) [1]



SOURCES [1] DTE. [2] Arrêté n°2010-1825/GNC du 27 avril 2010 relatif à la représentativité des organisations syndicales de salariés en Nouvelle-Calédonie.

Évolution de la structure des ressources monétaires des ménages [1]

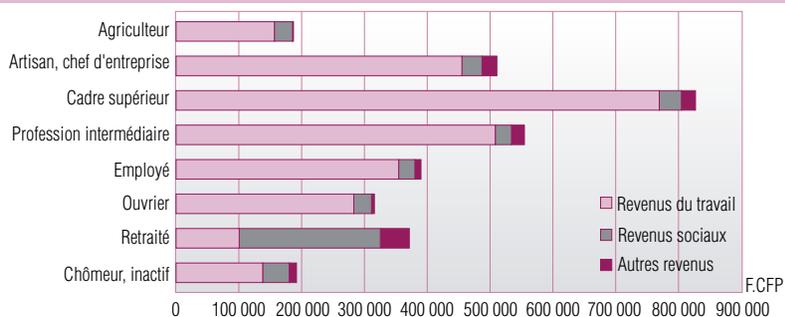


Ressources monétaires mensuelles moyennes par ménage selon la province et la zone de résidence en 2008 [1]

	Province			Zone			Ensemble
	Îles Loyauté	Nord	Sud	Rurale	Tribale	Urbaine	
Revenus du travail	143 200	184 900	353 800	247 600	148 000	373 400	310 300
Revenus sociaux	53 400	42 300	83 200	57 700	46 000	86 100	74 200
Revenus du capital	2 300	3 900	12 800	5 200	1 700	14 400	10 600
Revenus exceptionnels	700	3 000	11 800	13 200	800	11 800	9 500
Ensemble	199 600	234 200	461 600	323 600	196 400	485 600	404 600

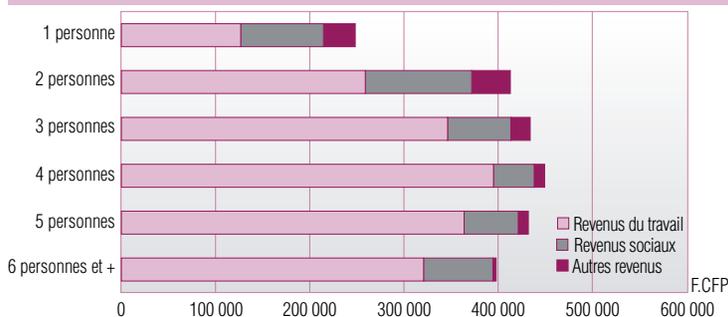
Unité : F.CFP

Revenu monétaire mensuel moyen selon la catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage en 2008 [1]



F.CFP

Revenu monétaire mensuel moyen selon la taille du ménage en 2008 [1]



F.CFP

Évolution du revenu monétaire mensuel moyen [1 à 4]

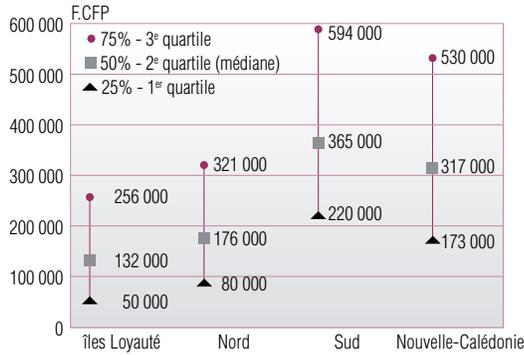
	Revenu monétaire				Variation annuelle moyenne		
	1969	1981	1991	2008	1969-1981	1981-1991	1991-2008
Revenus en francs courants	38 500	135 583	256 583	404 600	11,1	6,6	2,7
Revenus en francs constants de 2008	252 636	329 008	340 985	404 600	2,2	0,4	1,0

Unités : F.CFP, %

SOURCES [1] ISEE, Enquêtes Budget Consommation des Ménages 1991 et 2008. [2] INSEE-Service de la Statistique de Nouvelle-Calédonie, Enquête Socio-Economique 1980-1981. [3] INSEE, Enquête Socio-Economique 1969. [4] ISEE, Indice des prix à la consommation des ménages.

12.2 Revenus monétaires (2)

Dispersion des revenus monétaires mensuels par province en 2008 [1]



Exemple : le quart des ménages de la province des Iles Loyauté perçoit moins de 50 000 F.CFP par mois (1^{er} quartile), le quart suivant gagne entre 50 000 et 132 000 F.CFP (2^e quartile), le quart suivant entre 132 000 et 256 000 F.CFP (3^e quartile) et enfin le quart le plus aisé, perçoit plus de 256 000 F.CFP par mois.

Évolution de l'indice de Gini par province [1]

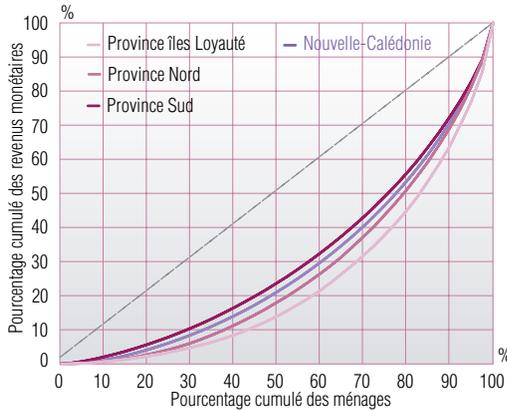
	1991	2008
Province Iles Loyauté	0,53	0,52
Province Nord	0,52	0,46
Province Sud	0,36	0,38
Nouvelle-Calédonie	0,41	0,42

Indice de Gini* dans quelques pays [1]

France	0,32
Australie	0,35
Nouvelle-Zélande	0,36
Nouvelle-Calédonie	0,42
Mayotte	0,49
Wallis et Futuna	0,50

* Dernière année disponible pour chaque pays.

Courbe de concentration des revenus des ménages dans les trois provinces en 2008 [1]



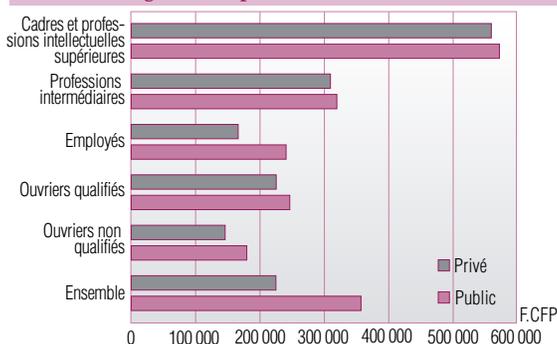
SOURCE [1] ISEE, Enquêtes Budget Consommation des Ménages 1991 et 2008.

Salaires nets mensuels moyens selon le sexe et le secteur en 2006 [1]

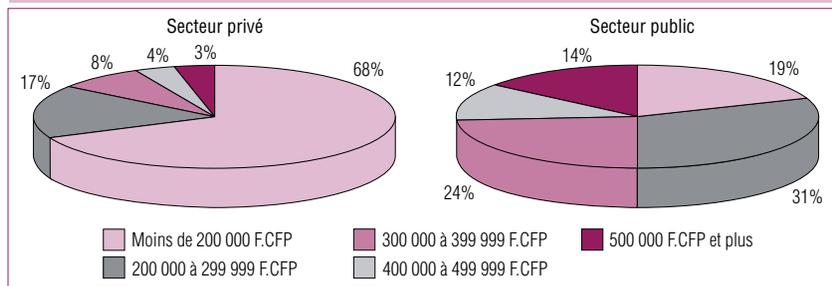
	Femmes	Hommes	Ensemble
Secteur privé	208 019	235 041	224 709
Secteur public	319 685	395 798	356 888
Ensemble	249 666	276 898	265 406
Rapport public/privé	1,5	1,7	1,6

Unité : F.CFP

Salaires nets mensuels moyens selon le secteur et la catégorie socioprofessionnelle en 2006 [1]

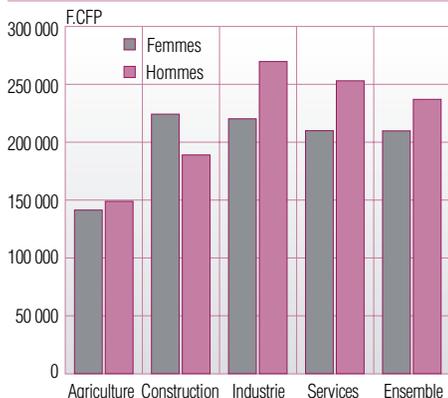


Répartition des emplois par tranche de salaires en 2006 [1]

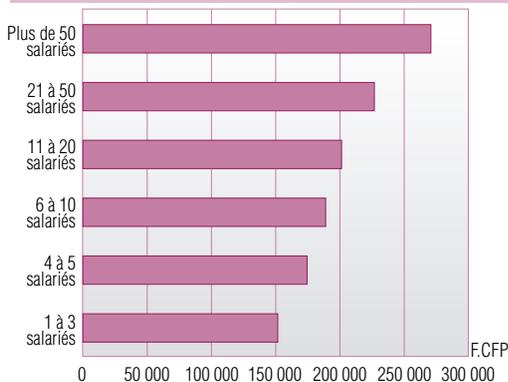


82

Salaires nets mensuels moyens dans le privé par secteur d'activité selon le sexe en 2006 [1]



Salaires nets mensuels moyens dans le privé selon la taille de l'entreprise en 2006 [1]



SOURCE [1] ISEE, Étude salaires 2006.

12.4 Salaires minimums

Évolution du Salaire Minimum Garanti (SMG) et du Salaire Minimum Agricole Garanti (SMAG)* [1]

	Nouvelle-Calédonie		Métropole
	SMG (a)	SMAG (b)	SMIC
1980	181,00	181,00	243,07
1985	329,94	329,94	442,86
1990	380,73	///	554,67
1995	430,33	///	646,48
2000	459,08	///	740,29
2005	650,89	553,26	908,11
2006	680,50	578,40	958,23
2007	710,06	603,55	986,87
2008	715,17	607,89	1 007,16
2009	736,13	625,71	1 039,38
2010	742,39	631,03	1 057,28

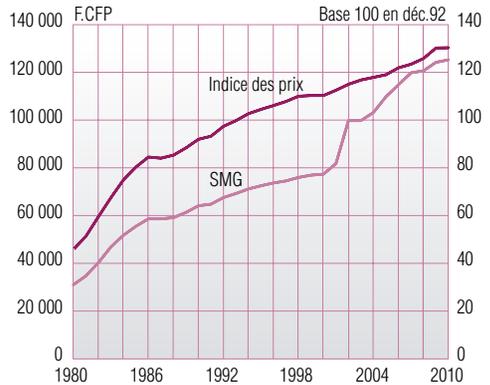
* Taux horaire au 1^{er} janvier de chaque année.

(a) SMIG de 1978 à 1982, SMG à partir de 1983.

(b) SMIG agricole de 1978 à 1987, SMAG à partir de 2001.

Unité : F.CFP

Évolution du SMG mensuel* et de l'indice des prix** [1 et 2]



* Au 1^{er} janvier de chaque année.

** Hors tabac depuis 1993.

Évolution des salaires bruts minimum mensuels conventionnels* dans quatre grandes branches professionnelles du secteur privé [3]

		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4	Niveau 5	Cadre position A	Variation annuelle en niveau
Commerce	1990	74 200	90 100	113 950	135 150	161 650	190 833	1,5 à 9,3
	1995	83 300	101 150	127 925	151 725	181 475	208 667	2,1
	2000	92 944	106 760	135 020	160 140	191 540	220 417	0,2 à 3,7
	2005	110 000	115 910	144 050	170 850	204 350	235 500	0,6 à 5,9
	2010	132 000	136 510	163 520	194 180	231 410	250 917	0,8 à 5,3
BTP	1990	76 200	104 775	136 525	168 275	196 850	222 917	0,8
	1995	85 875	113 355	147 705	182 055	212 970	241 250	1,0
	2000	98 955	120 450	156 950	193 450	226 300	255 085	0,6 à 3,3
	2005	110 000	130 468	165 980	204 580	239 320	269 250	1,2 à 4,5
	2010	132 000	146 025	183 975	226 050	259 500	289 440	0,5 à 6,8
Hôtellerie (a)	1990	68 000	78 500	93 080	107 150	135 300	variable	2,0 à 5,0
	1995	78 980	91 150	109 100	125 600	158 650	variable	3,0
	2000	87 385	98 000	115 273	132 650	167 574	variable	0,5 à 1,0
	2005	110 000	113 000	126 000	140 000	176 000	variable	1,4 à 6,6
	2010	132 000	135 000	146 000	159 000	197 000	variable	3,1 à 6,1
Industrie	1990	72 225	90 950	115 025	136 425	163 175	223 542	1,9
	1995	83 440	101 320	128 140	151 980	181 780	246 667	1,0
	2000	91 785	107 610	136 095	161 415	193 065	261 865	0,5 à 4,1
	2005	110 000	115 737	143 835	170 595	204 045	276 783	0,5 à 5,9
	2010	132 000	134 310	159 720	189 486	224 334	299 323	0,5 à 5,2

* Ces salaires conventionnels correspondent aux premiers échelons des différents niveaux indiqués, ils n'incluent pas d'éventuels avantages (primes, treizième mois ou autres gratifications).

Les définitions des niveaux découlent d'une conception identique reposant sur quatre critères qui sont l'autonomie, la responsabilité, le type d'activité et les connaissances requises.

Niveau 1 : Sans qualification - manœuvre, garçon de course, plongeur, vendeur non spécialisé...

Niveau 2 : CEP - aide opérateur de laboratoire, ouvrier O3, commis de cuisine, vendeur qualifié 1er degré...

Niveau 3 : BEPC, BEP - dessinateur 1er degré, ouvrier OP3, premier vendeur, cuisinier, sténo-dactylographe...

Niveau 4 : Bac - technicien, dessinateur 2e degré, second de cuisine, agent technique de vente...

Niveau 5 : Bac + 2 (BTS, DUT...) - analyste-programmeur qualifié, chef de cuisine, dessinateur-projeteur...

Cadre position A : Bac + 4 - cadre débutant.

(a) Dans un souci de simplification et de cohérence, les niveaux 4, 5 et 6 de l'hôtellerie correspondent aux niveaux 3, 4 et 5 du tableau.

Unités : F.CFP, %

Évolution des salaires bruts mensuels dans la fonction publique territoriale* [4 et 5]

		1990	1995	2000	2005	2007 (a)	2010
BEPC	Adjoint administratif (CAG)/Commis (CTAG)	175 798	197 046	214 939	229 657	253 005	258 358
	Agent administratif (CTAG)	161 440	181 087	197 956	212 071	///	///
Bac	Rédacteur (CAG)/Secrétaire d'administration (CTAG)	193 028	216 196	235 317	246 362	267 400	273 057
Bac+3	Attaché (CAG)/ Rédacteur (CTAG)	230 173	257 481	278 376	290 072	313 496	320 129
	Chef d'administration (CTAG)	250 157	279 693	301 137	312 734	///	///

* Au 1^{er} janvier de chaque année, rémunération de début de carrière à Nouméa.

Unité : F.CFP

(a) Le Cadre d'Administration Générale (CAG) est entré en application le 1^{er} janvier 2007, en remplacement du Cadre Territorial d'Administration Générale (CTAG).

SOURCES [1] DTE. [2] ISEE. [3] MEDEF Nouvelle-Calédonie. [4] DRHFPNC. [5] Délibération n°230 du 13 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'administration générale de la Nouvelle-Calédonie.

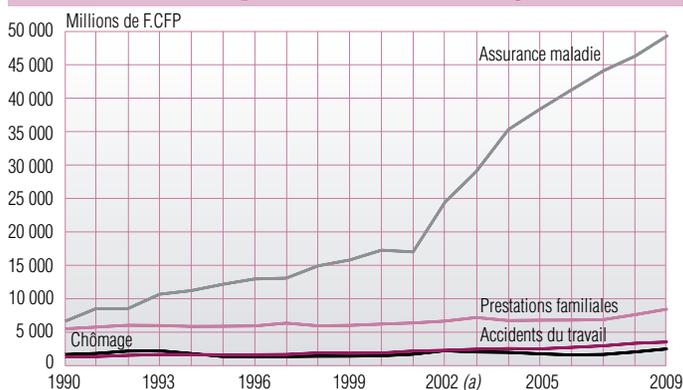
Principaux organismes locaux de couverture sociale en 2009 [1 et 2]

	Cotisants	Bénéficiaires
CAFAT/RUAMM	125 709	237 800
Mutuelle des fonctionnaires	28 762	62 715
Mutuelle du commerce	30 124	60 891
Mutuelle SLN	5 666	14 492
Mutuelle des patentés et libéraux	4 400	4 400
Aide médicale (a)	///	nd
îles Loyauté	///	nd
Nord	///	18 117
Sud	///	27 872

(a) Toutes cartes confondues.

Unité : nombre

Évolution des dépenses de la CAFAT selon le régime* [2]



* Hors régime de retraite (voir 12.6).

(a) Mise en place, au 1^{er} juillet 2002, du Régime Unifié d'Assurance Maladie-Maternité (RUAMM).

Évolution des bénéficiaires des Allocations Familiales de Solidarité* [2]

	2005	2006	2007	2008	2009
Familles bénéficiaires	4 813	6 456	7 725	7 435	7 442
Enfants bénéficiaires	10 508	13 637	15 468	14 453	14 004
Montant mensuel de l'allocation	8 000	9 500	11 220	12 440	12 950

* Dispositif entré en vigueur au 1^{er} mai 2005.

Unités : nombre, F.CFP

Taux de cotisation CAFAT en vigueur au 1^{er} janvier 2010 [2]

	Taux			Salaires plafonds
	Global	Patronal	Salarial	
Prestations familiales	6,14	6,14	-	327 700
Retraite	14,00	9,80	4,20	327 700
Assurance maladie	15,15	11,30	3,85	460 500
Chômage	1,86	1,52	0,34	327 700
Accident du travail	0,72 à 6,48	0,72 à 6,48	-	327 700

Unités : %, F.CFP

Évolution des dépenses et recettes de la CAFAT selon le régime* [2]

Année		Assurance maladie	Prestations familiales	Prestations familiales de solidarité (a)	Accidents du travail	Chômage
1990	Dépenses	6 450	5 345	///	1 168	1 492
	Recettes	5 967	5 919	///	1 267	1 400
1995	Dépenses	12 093	5 780	///	1 510	1 245
	Recettes	11 109	6 099	///	1 553	1 694
2000	Dépenses	17 259	6 154	///	1 806	1 396
	Recettes	15 805	7 047	///	1 898	1 340
2005	Dépenses	38 500	6 780	513	2 471	1 732
	Recettes	36 586	7 166	1 406	2 366	2 251
2006	Dépenses	41 425	6 805	1 113	2 702	1 569
	Recettes	40 989	7 646	2 796	2 614	2 285
2007	Dépenses	44 286	6 875	1 551	2 947	1 646
	Recettes	45 423	8 442	2 660	3 017	2 538
2008	Dépenses	46 498	7 628	1 594	3 337	2 033
	Recettes	49 651	9 302	5 642	3 240	2 807
2009	Dépenses	49 520	8 461	1 694	3 534	2 496
	Recettes	52 563	9 711	4 053	3 625	3 117

* Hors régime de retraite (voir 12.6).

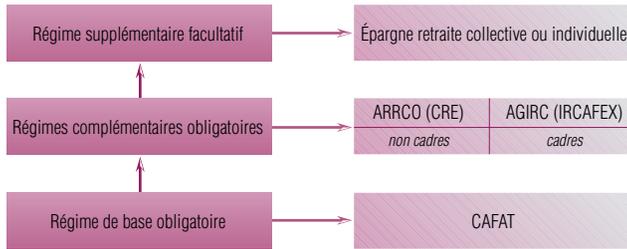
(a) Régime entré en vigueur le 1^{er} mai 2005.

Unité : million de F.CFP

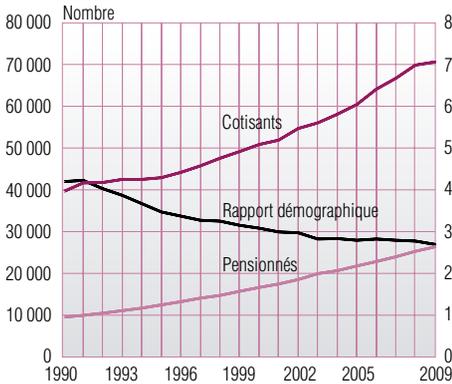
SOURCES [1] Mutuelle des fonctionnaires, Mutuelle du commerce, Mutuelle SLN, Mutuelle des patentés et libéraux, aides médicales. [2] CAFAT.

12.6 Retraites

La retraite des salariés de Nouvelle-Calédonie (hors fonctionnaires) [1]

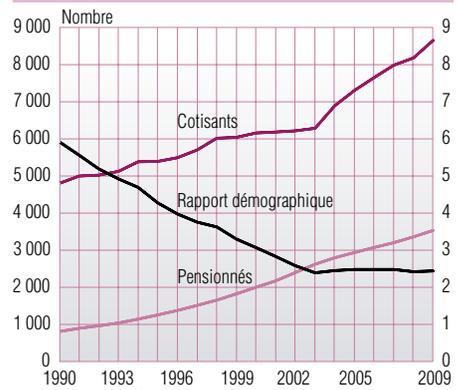


Cotisants, retraités et rapport démographique* du régime général de retraite de la CAFAT [2]



* Nombre de cotisants/Nombre de pensionnés.

Cotisants, retraités et rapport démographique* du régime de retraite de la CLR pour les fonctionnaires de Nouvelle-Calédonie [3]



* Nombre de cotisants/Nombre de pensionnés.

Évolution des recettes et dépenses du régime général de retraite de la CAFAT [2]

	Recettes	Dépenses	Solde
1990	6 673	6 072	601
1995	8 232	8 543	-311
2000	12 492	11 618	874
2001	13 249	12 325	924
2002	13 810	13 241	569
2003	15 105	14 403	702
2004	15 736	15 156	580
2005	16 371	16 038	333
2006	17 335	17 093	242
2007	19 876	18 171	1 705
2008	22 144	18 985	3 159
2009	24 549	20 393	4 156

Unité : million de F.CFP

Évolution des cotisations reçues et prestations versées aux fonctionnaires de Nlle-Calédonie par la CLR [3]

	Recettes	Dépenses	Solde
1990	2 050	1 658	392
1995	3 159	3 217	-58
2000	3 641	5 759	-2 118
2001	3 554	6 448	-2 894
2002	3 958	7 259	-3 301
2003	4 644	8 025	-3 381
2004	5 644	8 740	-3 096
2005	7 224	9 361	-2 137
2006	9 315	9 962	-647
2007	9 497	10 434	-937
2008	10 122	10 954	-832
2009	11 644	12 404	-760

Unité : million de F.CFP

Évolution du nombre de pensionnés* et des montants versés pour les différents régimes [1 à 4]

	2000		2005		2006		2007		2008		2009	
	Nombre	Montant										
Pensionnés CAFAT (a)	16 431	10 713	21 629	15 340	22 691	16 373	23 763	17 371	25 059	18 556	26 124	19 937
Pensionnés de la fonction publique	5 663	14 163	7 904	26 151	8 308	28 462	8 666	30 744	8 961	32 574	9 239	34 635
État	3 654	8 404	4 957	16 790	5 224	18 500	5 451	20 310	5 589	21 620	5 694	22 231
Nouvelle-Calédonie	2 009	5 759	2 947	9 361	3 084	9 962	3 215	10 434	3 372	10 954	3 545	12 404

* Y compris les pensions de réversion.

(a) Salariés du secteur privé et agents non titulaires du secteur public.

Unités : nombre, million de F.CFP

SOURCES [1] Groupe Taitbout CRE-IRCAFEX/délégation de Nouméa. [2] CAFAT. [3] CLR. [4] Trésorerie Générale de Nouvelle-Calédonie.



ÉCONOMIE-FINANCES

Économie générale
Commerce extérieur
Finances publiques
Aides au
développement

Évolution du PIB et du PIB par habitant [1]

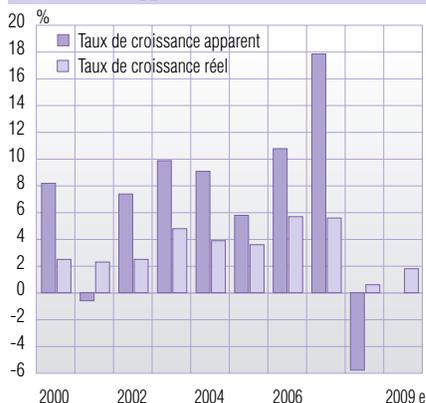
	1997	2000	2005	2006	2007 e	2008 e	2009 e
Produit Intérieur Brut (milliards de F.CFP)	376,0	441,9	598,4	663,3	782,1	736,6	-
Taux de croissance apparent	///	8,2	5,8	10,8	17,9	-5,8	-
Taux de croissance réel	///	2,5	3,6	5,7	5,6	0,6	1,8
PIB/Habitant (milliers de F.CFP)	1 867	2 072	2 553	2 782	3 226	2 986	-
Taux de croissance apparent	///	6,1	3,9	9,0	16,0	-7,5	-

PIB par habitant dans quelques pays du Pacifique et dans l'Outre-Mer français [1 à 4]

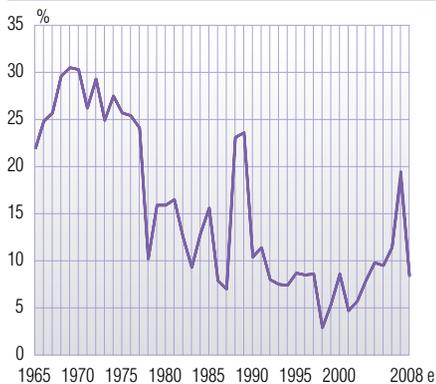
Îles Cook (2008 p)	892
États Fédérés de Micronésie (2007 p)	191
Îles Fidji (2008)	287
Guam (2005)	2 181
Kiribati (2008)	122
Îles Marshall (2008 p)	257
Niue (2006)	841
Palau (2007 e)	736
Papouasie Nouvelle-Guinée (2006)	78
Polynésie française (2006 e)	2 090
Samoa (2008)	219
Îles Salomon (2008)	83
Tonga (2008 p)	216
Tuvalu (2002)	233
Vanuatu (2007)	194
Wallis et Futuna (2005)	1 200
Australie (2008)	3 818
Nouvelle-Zélande (2008)	2 438
Nouvelle-Calédonie (2008 e)	2 986
France (2009)	3 529
Guadeloupe (2008 e)	2 124
Martinique (2008 e)	2 339
Guyane (2008 e)	1 695
Réunion (2008 e)	2 172

Unité : millier F.CFP

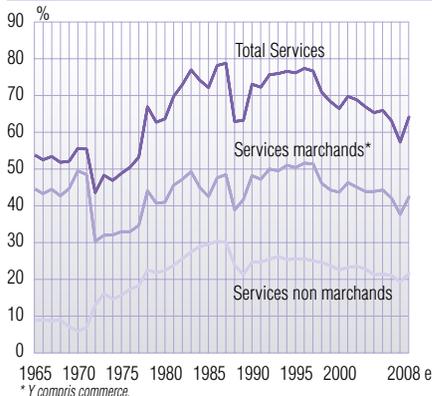
Taux de croissance réel et apparent du PIB [1]



Évolution du poids du secteur nickel dans le PIB [1]



Évolution du poids des services dans le PIB [1]



* Y compris commerce.

SOURCES [1] ISEE, Comptes économiques définitifs, Comptes économiques rapides. [2] INSEE [3] CPS [4] ISPE

13.2 Production par secteur

Ressources et emplois de biens et services à prix courants [1]

	1998	2000	2005	2006	2007 e	2008 e
Ressources	518 845	607 953	840 415	955 992	1 129 514	1 098 455
Produit intérieur brut	381 463	441 872	598 402	663 297	782 096	736 582
Importations	137 382	166 081	242 013	292 695	347 418	361 873
Emplois	518 845	607 953	840 415	955 992	1 129 514	1 098 455
Dépenses de consommation finale des ménages	267 945	287 487	380 406	407 503	434 846	468 234
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	109 879	118 439	152 945	165 328	172 742	180 037
Formation brute de capital	81 124	101 364	178 604	224 679	302 300	315 536
Exportations	59 897	100 662	128 460	158 482	219 626	134 647

Unité : million de F.CFP - Prix courants

Produit intérieur brut [1]

	1998	2000	2005	2006	2007 e	2008 e
Valeur ajoutée	340 649	395 299	534 387	598 102	708 256	656 312
+ impôts sur les produits	41 544	47 318	65 148	66 294	75 034	81 499
- subventions sur les produits	-730	-746	-1 133	-1 099	-1 195	-1 228
Produit intérieur brut	381 463	441 872	598 402	663 297	782 096	736 582

Unité : million de F.CFP - Prix courants

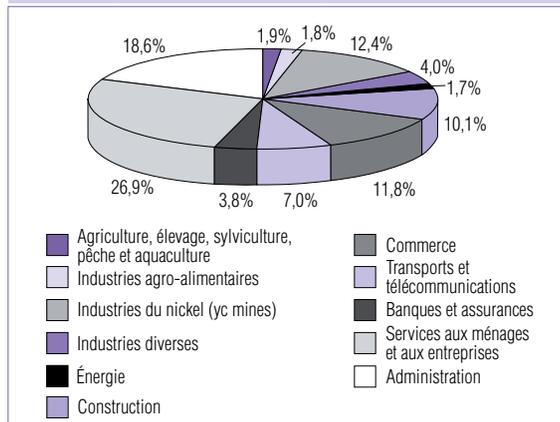
Valeur ajoutée par secteur d'activité [1]

	1998		2000		2005		2006	
	Montant	Part (%)						
Agriculture, élevage, sylviculture, pêche, aquaculture	8 455	2,4	9 675	2,4	9 267	1,7	11 456	1,9
Industries agro-alimentaires	7 922	2,2	8 992	2,2	10 845	2,0	11 342	1,8
Industries du nickel	11 035	3,1	37 982	9,3	56 852	10,3	76 406	12,4
Industries diverses	13 715	3,9	13 933	3,4	20 339	3,7	24 626	4,0
Énergie	8 994	2,5	8 424	2,1	9 789	1,8	10 641	1,7
Construction	32 978	9,3	37 245	9,1	48 779	8,9	62 137	10,1
Commerce	45 675	12,9	50 313	12,3	68 392	12,4	72 591	11,8
Transports et télécommunications	25 508	7,2	29 818	7,3	41 242	7,5	43 036	7,0
Banques et assurances	16 468	4,7	18 557	4,5	21 660	3,9	23 665	3,8
Services rendus principalement aux entreprises	20 535	5,8	23 992	5,9	36 553	6,6	41 453	6,7
Services rendus principalement aux ménages	83 277	23,6	87 672	21,4	121 284	22,0	124 099	20,2
Administration	79 026	22,3	83 409	20,3	105 893	19,2	114 391	18,6
Valeur Ajoutée totale avant correction SIFIM	353 588	100,0	410 012	100,0	550 895	100,0	615 843	100,0
SIFIM (a)	-12 940	///	-14 714	///	-16 506	///	-17 740	///
Valeur Ajoutée brute	340 649	///	395 299	///	534 387	///	598 102	///

(a) Services d'Intermédiation Financière Indirectement Mesurés. Ils désignent le différentiel entre intérêts reçus et versés par l'ensemble des agents dans le cadre d'opérations financières. Ils sont à déduire afin d'éviter un double compte.

Unités : million de F.CFP - Prix courants, %

Répartition de la valeur ajoutée en 2006 [1]



SOURCE [1] ISEE, Comptes économiques définitifs, Comptes économiques rapides.

13-ÉCONOMIE GÉNÉRALE

13.3 Prix à la consommation (1)

Comparaison de prix moyens de vente au détail en 2009
entre Nouméa et la Métropole [1 et 2]

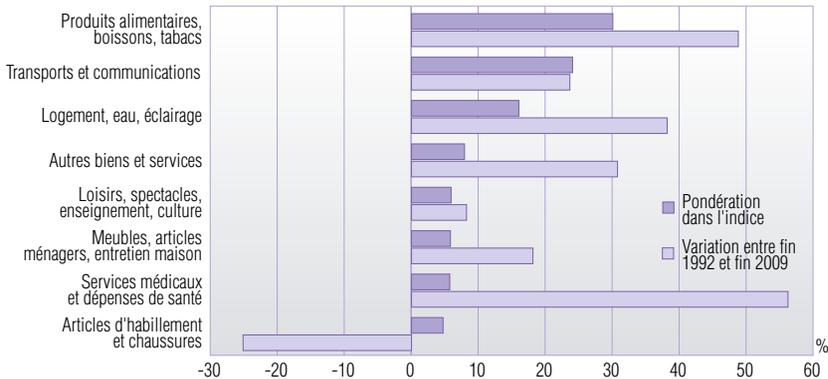
	Unité	Prix Métropole	Prix Nouméa	Prix Nouméa/ Prix Métropole
Pain et céréales				
Baguette ordinaire	250 g	100	87	0,9
Pâtes supérieures	500 g	103	274	2,7
Viandes				
Filet de boeuf	1 kg	4 161	2 750	0,7
Faux filet de boeuf	1 kg	2 499	2 000	0,8
Côtes de boeuf avec os	1 kg	2 239	1 980	0,9
Escalope de veau	1 kg	2 644	1 759	0,7
Gigot d'agneau raccourci	1 kg	1 981	1 334	0,7
Échine de porc avec os	1 kg	911	1 633	1,8
Foie de veau frais	1 kg	3 377	895	0,3
Jambon supérieur	1 kg	1 672	1 537	0,9
Lait, fromage, oeufs et corps gras				
Lait UHT demi-écrémé	1 l	88	103	1,2
Yaourts nature	500 g	80	351	4,4
Petits suisses nature 40% MG	180 g	69	250	3,6
Camembert 45% MG	250 g	203	637	3,1
Emmental français	1 kg	1 029	1 689	1,6
Fromage fondu pour tartiner	170 g	183	316	1,7
Huile d'olive	1 l	697	1 041	1,5
Huile de tournesol	1 l	259	301	1,2
Beurre en plaquette	250 g	191	279	1,5
Poissons et crustacés				
Thons	1 kg	2 638	1 348	0,5
Crevettes	1 kg	2 498	1 613	0,6
Fruits et légumes frais				
Carottes	1 kg	138	323	2,3
Champignons de Paris	1 kg	549	1 739	3,2
Concombres	1 kg	241	313	1,3
Courgettes	1 kg	212	498	2,3
Oignons	1 kg	226	299	1,3
Poireaux	1 kg	233	797	3,4
Pommes de terre nouvelles	1 kg	208	218	1,0
Tomates	1 kg	297	576	1,9
Bananes	1 kg	198	390	2,0
Citrons	1 kg	314	602	1,9
Fraises	1 kg	988	1 539	1,6
Melons	1 kg	270	605	2,2
Pamplemousses	1 kg	265	296	1,1
Pêches	1 kg	309	764	2,5
Poires	1 kg	300	369	1,2
Pommes Golden	1 kg	253	328	1,3
Légumes en conserve				
Champignons de Paris entiers en boîte	460 g	420	387	0,9
Haricots verts extra-fins en boîte	460 g	169	254	1,5
Produits alimentaires divers				
Sucre en morceaux	1 kg	168	172	1,0
Café moulu non décaféiné	500 g	358	841	2,3
Petits pots pour bébé	200 g	123	211	1,7
Boissons				
Eau minérale non gazeuse	1,5 l	64	152	2,4
Whisky	75 cl	1 547	2 484	1,6
Entretien de la maison				
Eau distribuée (yc abonnement)	120 m ³	20 778	22 643	1,1
Bouteille de gaz butane consigne exclue (12,5 kg)	1 bttle	3 351	2 640	0,8
Automobiles				
Essence super sans plomb	1 l	149	125	0,8
Gazole	1 l	121	97	0,8
Réparation mécanique automobile	1 h	7 613	4 560	0,6
Réparation carrosserie automobile	1 h	7 772	3 586	0,5
Services de santé				
Consultation chez un médecin généraliste	1	2 745	3 758	1,4
Produits et services divers				
Shampooing et coupe homme	1	2 253	2 038	0,9
Tirage papier couleur 24x36, 24 poses	1	1 693	2 154	1,3
Tasse de café au comptoir	1	168	174	1,0

Unité : FCFP

SOURCES [1] ISEE. [2] INSEE.

13.4 Prix à la consommation (2)

Pondération dans l'indice des prix et variation des huit grands postes de dépense depuis 1992 [1]



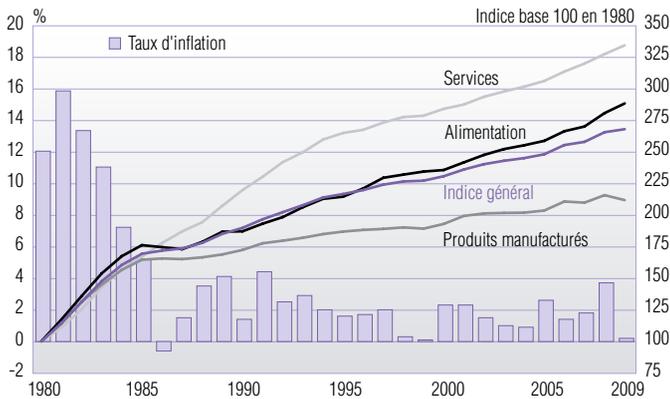
Évolution du taux annuel d'inflation* selon les trois grands groupes de dépenses [1]

	Pondération	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009
Alimentation	2 691	11,7	3,4	-	2,4	1,7	2,4	0,7	4,5	4,6	1,0
Produits manufacturés	3 747	14,0	5,8	0,6	1,3	3,3	2,3	1,7	0,4	3,4	-2,5
Services	3 561	9,6	6,9	4,0	1,4	1,9	3,1	1,8	1,2	3,1	2,0
Indice général	10 000	12,0	5,2	1,4	1,6	2,3	2,6	1,4	1,8	3,7	0,2
Indice hors tabac (a)	9 750	///	///	///	1,5	2,0	2,5	1,2	1,9	3,5	0,1

* En glissement annuel de décembre à décembre
(a) L'indice des prix hors tabac a été créé en 1993.

Unité : %

Évolution de l'inflation et de l'indice des prix par grand groupe [1]



Évolution des prix à la consommation, en moyenne annuelle, dans quelques pays [1 à 3]

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
France	1,8	1,8	1,9	2,2	2,3	1,9	1,9	1,6	3,2	0,1
Zone euro	2,2	2,4	2,3	2,1	2,2	2,2	2,2	2,1	3,3	0,2
Allemagne	1,4	1,9	1,4	1,0	1,8	1,9	1,8	2,3	2,8	0,2
Italie	2,6	2,3	2,6	2,8	2,3	2,2	2,2	2,0	3,5	0,7
Royaume-Uni	0,8	1,2	1,3	1,4	1,3	2,0	2,3	2,3	3,6	2,1
États-Unis	3,4	2,8	1,6	2,3	2,7	3,4	3,2	2,9	3,8	-0,4
Japon	-0,5	-0,8	-0,9	-0,2	0,0	-0,6	0,2	0,1	1,4	-1,2
Australie	4,5	4,4	3,0	2,8	2,3	2,7	3,5	2,3	4,4	1,6
Nouvelle-Zélande	2,6	2,6	2,7	1,8	2,3	3,0	3,4	2,4	4,0	2,3
Polynésie française	1,0	1,0	2,9	0,4	0,4	1,0	2,7	2,0	3,2	0,1
Nouvelle-Calédonie	1,5	2,3	1,8	1,1	0,8	1,2	3,0	1,0	2,9	0,9

Unité : %

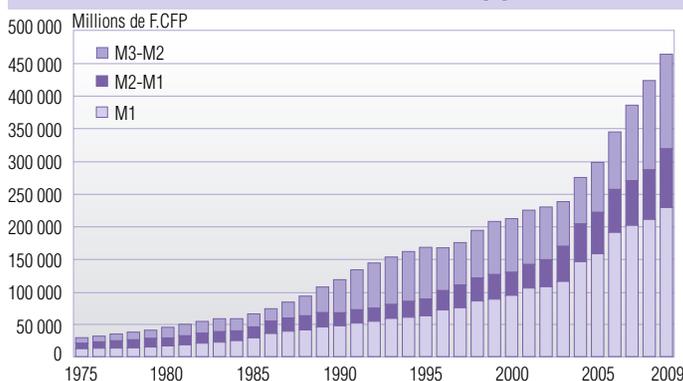
Évolution* des composantes de la masse monétaire [1]

	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2009
Circulation fiduciaire	2 246	2 569	4 260	7 076	8 899	10 493	11 504	14 106
Dépôts à vue	9 852	13 765	24 441	40 138	53 554	83 310	146 026	214 179
Total M1	12 098	16 334	28 701	47 214	62 453	93 803	157 530	228 285
Comptes sur livrets	8 277	12 271	16 803	19 905	25 514	35 279	62 560	89 203
Comptes Épargne-Logement (a)	-	-	-	-	-	-	776	699
Total M2	20 375	28 605	45 504	67 119	87 967	129 082	220 866	318 187
Dépôts à terme	8 581	15 737	16 623	46 463	77 375	81 230	75 697	144 604
Bons	-	537	3 294	4 237	1 980	1 034	826	285
Masse monétaire (M3)	28 956	44 879	65 421	117 819	167 322	211 346	297 389	463 076
Épargne contractuelle (P1) (b)	-	-	-	-	-	28	5 655	4 189
Plans d'Épargne-Logement (a)	-	-	-	-	-	-	5 618	4 128
Autres comptes d'épargne à régime spécial (b)	-	-	-	-	-	28	37	61

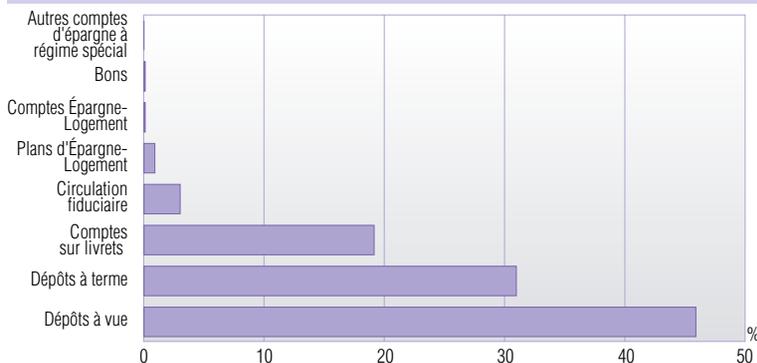
* Au 31 décembre de chaque année. (a) Les PEL et les CEL ont été mis en place en Nouvelle-Calédonie en 2002.
(b) Comptabilisés avec les comptes sur livret avant 2000.

Unité : million de F.CFP

Évolution de la masse monétaire [1]



Structure de la masse monétaire en 2009 [1]



Évolution du taux de change* [2]

	1985	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009
Dollar américain	163,50	99,07	91,14	130,07	96,27	95,29	87,39	81,99	87,40
Dollar australien	115,15	77,54	67,73	75,81	73,45	71,86	73,17	69,28	68,14
Dollar canadien	nd	nd	nd	87,28	79,42	83,98	81,42	76,65	75,38
Dollar fidjien	nd	nd	nd	61,64	57,30	55,60	54,53	51,66	45,40
Dollar Hong-Kong	nd	nd	nd	16,74	12,40	12,30	11,20	10,50	11,11
Dollar néo-zélandais	80,80	59,06	59,96	59,49	67,91	62,03	64,27	58,06	54,82
Dollar singapour	74,25	53,86	63,62	75,25	57,92	60,05	57,99	57,48	58,96
Livre sterling	nd	nd	nd	195,84	175,15	175,62	174,86	150,53	134,44
Vatu	1,54	0,85	0,81	0,95	0,88	0,87	0,86	0,81	0,82
Yen	0,67	0,68	0,97	1,21	0,87	0,82	0,74	0,79	0,92
Deutsch Mark	55,49	61,17	62,76	61,01	///	///	///	///	///
Euro	///	///	///	(a)	(a)	(a)	(a)	(a)	(a)

* Moyenne annuelle des cours d'achat et de vente.

Unité : F.CFP

(a) La parité de l'euro avec le F.CFP, fixe depuis le 1^{er} janvier 1999 (décret du 16 décembre 1999), s'établit à 1 000 F.CFP = 8,38 Euros (arrêté du 31 décembre 1998).

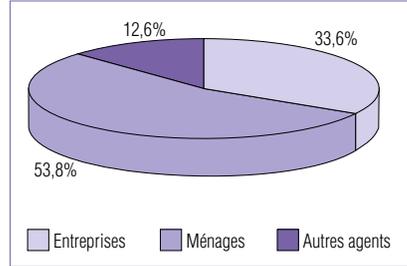
Évolution des actifs financiers par agent économique* [1]

	2002	2009
Entreprises	66 842	187 129
Dépôts à vue	36 684	116 942
Placement liquide ou à court terme	29 265	69 094
comptes d'épargne à régime spécial	142	563
placements indexés sur les taux du marché	29 123	68 531
Épargne à long terme	893	1 093
Ménages	171 208	299 753
Dépôts à vue	47 035	78 287
Placement liquide ou à court terme	78 029	133 842
comptes d'épargne à régime spécial	39 997	84 567
placements indexés sur les taux du marché	38 032	49 275
Épargne à long terme	46 144	87 624
Autres agents	37 012	70 332
Dépôts à vue	12 865	18 949
Placement liquide ou à court terme	24 127	50 621
comptes d'épargne à régime spécial	1 260	4 772
placements indexés sur les taux du marché	22 867	45 849
Épargne à long terme	20	762
Total	275 062	557 214
Dépôts à vue	96 584	214 178
Placement liquide ou à court terme	131 421	253 557
comptes d'épargne à régime spécial	41 399	89 902
placements indexés sur les taux du marché	90 022	163 655
Épargne à long terme	47 057	89 479

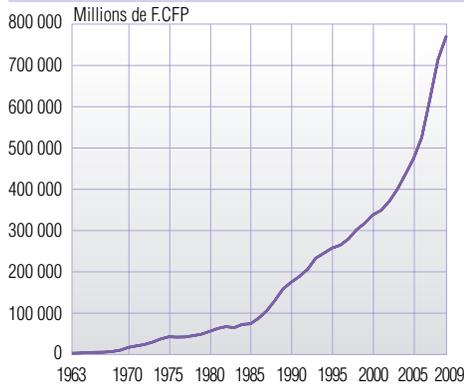
* Au 31 décembre.

Unité : million de F.CFP

Répartition des actifs financiers par agent économique fin 2009 [1]

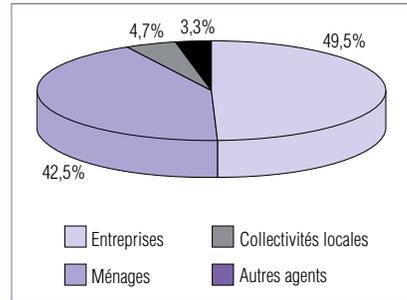


Évolution de l'encours des crédits* à l'économie [1]

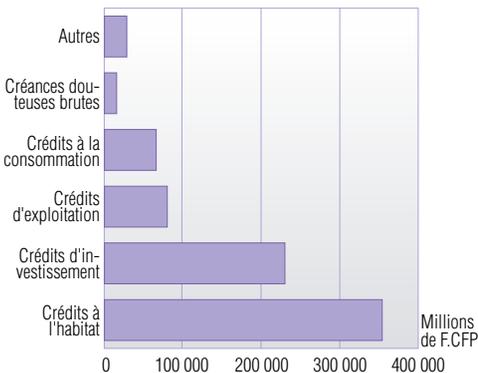


* Au 31 décembre.

Répartition de l'encours des crédits par agent économique fin 2009 [1]



Répartition des concours financiers par type de crédits fin 2009 [1]



Évolution des concours de caractère bancaire par agent économique* [1]

	2002	2009
Entreprises	146 062	382 006
Crédits d'exploitation	52 026	76 575
Crédits d'investissement	67 050	206 208
Crédits à la construction	26 285	91 740
Autres crédits	701	7 483
Ménages	170 940	328 201
Crédits à la consommation	43 665	65 707
Crédits à l'habitat	126 973	260 763
Autres crédits	302	1 731
Collectivités locales	32 904	36 060
Crédits d'exploitation	685	3 201
Crédits d'investissement	30 245	32 118
Crédits à l'habitat	1 358	395
Autres crédits	616	346
Autres agents	3 920	9 732
Créances douteuses brutes	17 450	15 435
Total concours brut	371 276	771 434

* Au 31 décembre.

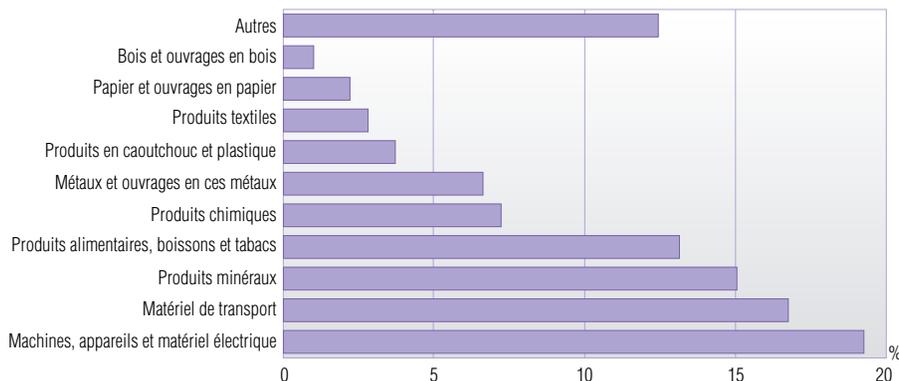
Unité : million de F.CFP

Évolution de la valeur des importations par famille de produits [1]

	1970	1980	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009 p
Produits alimentaires, boissons et tabacs	2 640	6 731	14 652	16 126	18 562	22 944	24 684	26 504	30 118	30 210
Produits minéraux	2 305	10 518	8 709	8 517	18 266	27 989	31 372	35 750	50 744	33 579
Produits chimiques	824	1 996	5 540	6 851	9 565	13 145	14 030	14 972	16 128	17 221
Produits en caoutchouc et plastique	634	1 134	3 090	4 037	5 046	7 402	8 271	7 788	8 581	8 299
Bois et ouvrages en bois	560	461	1 227	1 376	1 451	1 888	2 115	2 011	2 179	2 359
Papiers et ouvrages en papier	277	1 026	2 720	3 029	3 485	3 850	4 257	4 497	4 607	4 605
Produits textiles	978	1 692	3 484	3 530	3 971	4 911	5 650	5 555	6 018	5 815
Métaux et ouvrages en ces métaux	2 933	1 798	5 808	5 917	7 743	12 537	15 590	15 381	16 268	15 335
Machines, appareils et matériel électrique	5 999	3 252	15 672	14 646	22 461	34 871	42 868	47 784	48 674	40 347
Matériel de transport	4 385	3 367	15 968	13 671	17 536	25 324	32 776	35 502	38 875	36 289
Autres	1 737	3 066	10 059	9 194	11 680	15 831	19 226	48 355	39 998	26 164
Total	23 271	35 041	86 929	86 894	119 765	170 692	200 841	244 096	262 188	220 223

Unité : million de F.CFP

Structure de la valeur des importations par famille de produits (moyenne 2000-2009) [1]

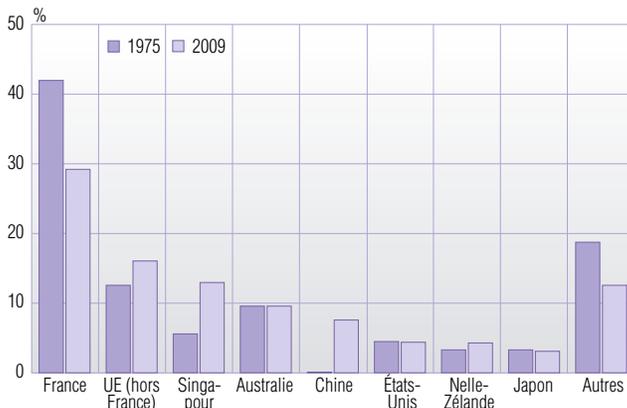


Évolution de la valeur des importations par principal pays fournisseur [1]

	1975	1980	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009 p
France	11 396	11 821	41 283	38 761	46 431	55 110	64 137	65 005	68 411	64 595
Union européenne (hors France)	3 415	3 122	14 455	12 116	17 874	25 360	31 320	39 728	42 596	35 353
Singapour	1 520	1 042	3 863	4 215	7 482	25 548	28 842	33 219	44 590	28 545
Australie	2 597	3 750	7 388	11 074	20 107	15 663	18 987	26 221	25 690	21 154
Chine	25	135	546	1 216	2 817	7 946	10 094	13 434	15 923	16 744
États-Unis	1 208	1 722	5 218	3 656	4 194	6 082	7 083	7 876	10 156	9 755
Nouvelle-Zélande	902	1 450	2 891	5 107	5 786	9 405	9 513	9 716	10 436	9 413
Japon	888	1 599	4 226	3 662	3 971	5 942	6 392	7 257	8 697	6 842
Autres	5 098	10 400	7 059	7 088	11 103	19 636	24 473	41 640	35 689	27 822
Total	27 049	35 041	86 929	86 894	119 765	170 692	200 841	244 096	262 188	220 223

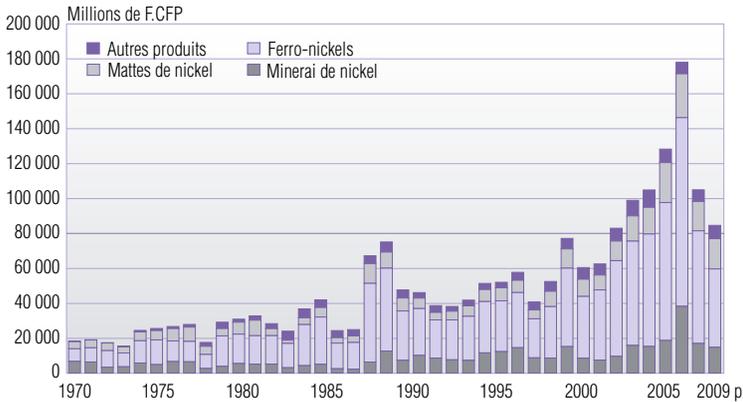
Unité : million de F.CFP

Évolution par pays d'origine des importations (en % de la valeur totale) [1]



14.2 Exportations

Évolution de la valeur des exportations par produit [1 à 3]

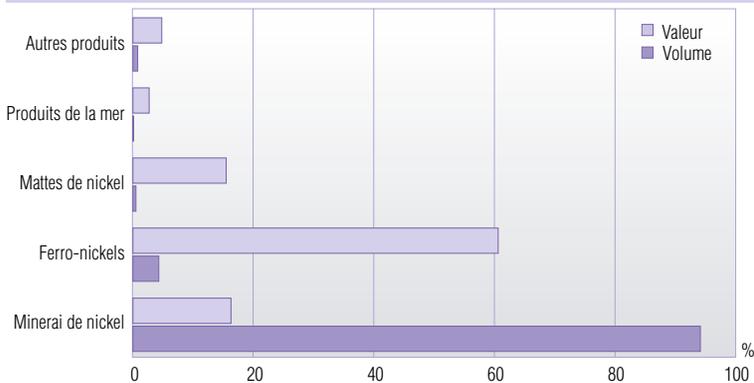


Évolution des exportations par produit [1 à 3]

	2000		2005		2006		2007		2008 r		2009 p	
	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur
Minerai de nickel	4 108 676	15 117	3 393 850	15 210	3 319 002	18 640	4 040 316	38 174	3 100 376	16 923	3 514 722	14 711
Ferro-nickels	154 103	44 897	170 890	64 364	182 972	78 936	164 720	107 995	153 002	64 479	151 002	44 870
Mattes de nickel	18 158	11 029	17 758	15 285	19 624	22 888	20 040	25 117	19 407	16 816	20 816	17 301
Produits de la mer dont crevettes	2 380	2 682	3 112	3 043	2 663	2 703	2 267	2 266	2 326	2 359	2 368	2 147
thons	1 253	1 797	1 709	2 372	1 786	2 177	1 307	1 527	1 295	1 583	1 079	1 317
holothuries	950	582	1 182	381	626	197	656	202	725	270	947	424
coquilles de trocas	66	181	51	167	57	213	94	414	77	387	48	253
Autres produits	96	47	153	66	187	90	198	96	199	90	277	126
Total	4 326 627	77 039	3 625 444	104 774	3 541 888	128 168	4 237 115	177 868	3 299 130	104 853	3 715 359	84 503

Unités : tonne, million de F.CFP

Structure des exportations par produit (moyenne 2000-2009) [1 à 3]



Évolution de la destination des exportations calédoniennes [1]

	1975	1980	1990	1995	2000	2005	2006	2007 r	2008 r	2009 p
France	13 464	17 444	15 687	14 546	15 331	16 652	23 424	25 843	22 609	20 789
Chine	-	2	-	3	188	5 968	12 834	20 035	6 965	11 218
Japon	5 304	9 822	11 999	13 631	20 110	19 563	20 920	39 819	22 292	10 974
Union européenne (hors France)	12	58	9 692	6 633	12 267	19 198	20 233	33 686	21 940	9 697
Taiwan	-	1	6	934	8 752	12 724	14 605	21 562	13 990	8 805
Corée du Sud	-	6	2 441	3 154	6 566	14 019	3 056	528	3 899	8 199
Australie	118	76	1 030	3 397	4 126	5 247	7 739	8 515	7 673	6 063
États-Unis	2 867	3 159	3 085	4 050	3 722	2 479	2 940	4 261	3 643	2 213
Autres	3 729	237	3 623	4 919	5 978	8 924	22 417	23 619	1 842	6 545
Total	25 494	30 805	47 563	51 268	77 039	104 774	128 168	177 868	104 853	84 503

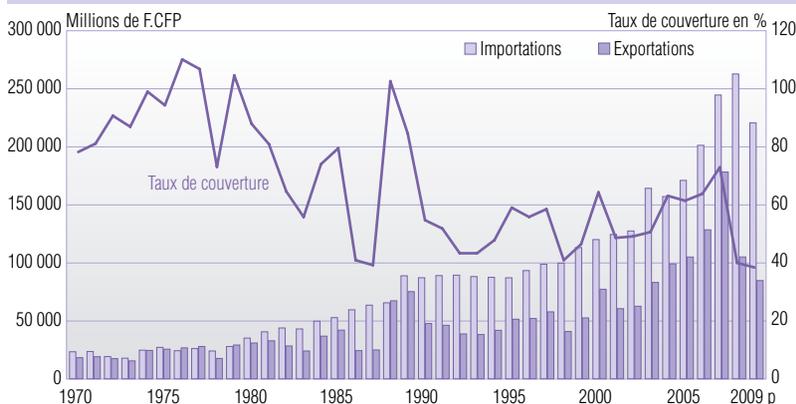
Unité : million de F.CFP

Évolution de la balance commerciale et du taux de couverture [1 à 3]

	1970	1980	1990	1995	2000	2005	2006	2007 r	2008 r	2009 p
Importations (I)	23 271	35 041	86 929	86 894	119 765	170 692	200 841	244 096	262 188	220 223
Exportations (E)	18 190	30 805	47 563	51 268	77 039	104 774	128 168	177 868	104 853	84 503
Solde de la balance commerciale (E-I)	-5 081	-4 236	-39 366	-35 626	-42 726	-65 918	-72 673	-66 228	-157 335	-135 720
Taux de couverture (E/I)	78,2	87,9	54,7	59,0	64,3	61,4	63,8	72,9	40,0	38,4

Unités : million de F.CFP, %

Évolution des échanges extérieurs [1 à 3]



Commerce extérieur de la Nouvelle-Calédonie avec différents pays du monde en 2009* [1]

	Importations (I)	Exportations (E)	Solde (E-I)
Allemagne	8 856	32	-8 824
Belgique	3 437	311	-3 126
Espagne	2 797	5 405	2 608
France	64 595	20 789	-43 806
Grande-Bretagne	3 970	17	-3 953
Italie	7 919	1 868	-6 051
Pays-Bas	1 167	2 059	891
Union européenne (27)	99 948	30 481	-69 467
Afrique du Sud	383	1 817	1 434
Australie	21 154	6 063	-15 091
Chine	16 744	11 218	-5 526
Corée du Sud	5 251	8 199	2 948
États-Unis	9 755	2 213	-7 542
Inde	749	671	-78
Indonésie	1 453	6	-1 448
Japon	6 842	10 974	4 132
Nouvelle-Zélande	9 413	96	-9 318
Philippines	193	4	-189
Singapour	28 545	12	-28 533
Taïwan	997	8 805	7 808
Thaïlande	5 074	15	-5 059
Viêt Nam	749	17	-732

* Données provisoires

Unité : million de F.CFP

Commerce extérieur de la Nouvelle-Calédonie avec quelques pays océaniques en 2009 [1]

	Importations (I)	Exportations (E)	Solde (E-I)
Îles Fidji	355	35	-319
Îles Salomon	67	0	-67
Papouasie-Nouvelle-Guinée	108	15	-94
Polynésie française	231	175	-57
Samoa Américaines	-	95	95
Vanuatu	350	182	-168
Wallis et Futuna	5	644	639

Unité : million de F.CFP

Échanges extérieurs de l'Outre-Mer français [1 à 5]

	2006			2007			2008			2009 p		
	Importations	Exportations	Taux de couverture									
Guadeloupe	275 656	19 570	7,1	310 258	23 866	7,7	322 191	24 463	7,6	242 240	24 582	10,1
Guyane	90 213	13 365	14,8	107 039	13 604	12,7	127 086	11 456	9,0	118 495	13 723	11,6
Martinique	298 922	58 353	19,5	301 547	40 095	13,3	330 067	43 794	13,3	244 149	31 980	13,1
Réunion	465 602	28 448	6,1	479 432	32 350	6,7	538 656	31 014	5,8	498 799	31 026	6,2
Polynésie française	155 462	18 651	12,0	160 640	16 719	10,4	175 871	16 190	9,2	147 118	12 511	8,5
Nouvelle-Calédonie	200 841	128 168	63,8	244 096	177 868	72,9	262 188	104 853	40,0	220 223	84 503	38,4

Unités : million de F.CFP, %

SOURCES [1] DRDNC. [2] DIMENC. [3] SMMPM. [4] INSEE. [5] ISPE

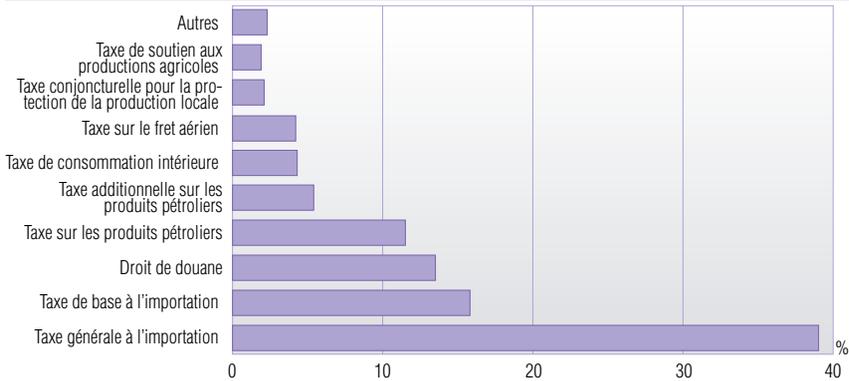
14.4 Réglementation - fiscalité (1)

Évolution des recettes douanières [1]

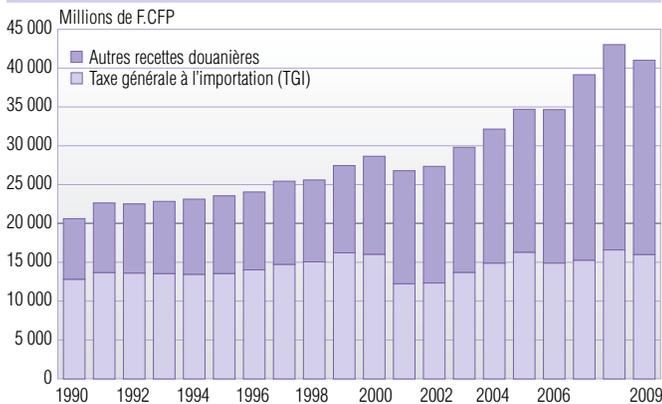
	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009
Taxe générale à l'importation	12 820	13 561	16 037	16 300	14 915	15 274	16 617	16 013
Taxe de base à l'importation	///	///	1 748	5 759	5 901	6 214	7 152	6 478
Droit de douane	1 532	1 973	2 667	4 310	4 685	5 306	5 988	5 561
Taxe sur les produits pétroliers	///	///	///	///	2 257	4 614	4 828	4 720
Taxe additionnelle sur les produits pétroliers	///	///	///	///	867	2 051	2 168	2 212
Taxe de consommation intérieure	///	///	///	4 812	2 293	1 445	1 572	1 754
Taxe sur le fret aérien	///	///	///	1 518	1 583	1 712	1 936	1 741
Taxe conjoncturelle pour la protection de la production locale	///	///	241	716	805	841	880	852
Taxe de soutien aux productions agricoles	///	///	///	581	594	758	856	783
Taxe de péage	134	142	188	235	253	281	331	291
Taxe sur les alcools et le tabac en faveur du secteur sanitaire et social	///	///	///	201	223	214	230	242
Taxe anti-pollution	///	///	///	26	31	134	155	152
Droit de quai	65	138	127	103	103	124	99	85
Amendes et confiscations	33	41	28	62	73	89	129	55
Taxe parafiscale pour les énergies renouvelables	44	49	47	46	38	50	51	50
Redevance informatique	///	///	///	30	34	35	37	36
Droit de port	12	22	23	23	22	25	20	20
Droit de navigation intérieure	9	16	17	12	12	17	15	12
Taxe de consommation sur les produits importés	3 531	4 215	4 440	///	///	///	///	///
Taxe conjoncturelle	209	191	120	///	///	///	///	///
Taxe conjoncturelle agricole	238	645	665	///	///	///	///	///
Taxe phytosanitaire	19	29	21	///	///	///	///	///
Taxe spéciale sur importations	1 561	1 864	1 704	///	///	///	///	///
Taxe sur les importations de bois	161	165	129	///	///	///	///	///
Taxe sur les tabacs	81	78	58	///	///	///	///	///
Taxe sur les boissons alcoolisées	93	112	62	///	///	///	///	///
Taxe sur le carburant	74	246	177	///	///	///	///	///
Cotisation spéciale	///	57	135	///	///	///	///	///
Droit de francisation, navigation et passeport	32	47	51	///	///	///	///	///
Total	20 648	23 591	28 685	34 734	34 689	39 183	43 063	41 058

Unité : million de F.CFP

Structure des recettes douanières en 2009 [1]



Évolution des recettes douanières [1]



14-COMMERCE EXTÉRIEUR

14.5 Réglementation - fiscalité (2)

Principaux droits et taxes à l'importation en 2009 [1]

Droits de douane	Taux	Produits concernés et observations
	5 taux fixés par le tarif des douanes : 0%, 5%, 10%, 15%, 20%	Perçu sur l'ensemble des marchandises à l'exception de celles originaires des pays membres de l'Union européenne et des pays et territoires d'Outre-Mer associés, et des États ACP (Asie, Caraïbes, Pacifique) ayant avec l'UE des échanges préférentiels.
Taxe générale à l'importation (TGI) Le taux exempt (EX)	9 taux fixés par le code des douanes : 0%	Biens de première nécessité. Biens destinés à des organismes particuliers. Matières premières et emballages par nature. Biens d'équipement et de production. Produits de l'art et de la culture.
Le taux exceptionnel (TX)	1%	Véhicules de plus de sept places assises du chapitre 8703 et camionnettes, autres que camionnettes plateaux, de plus de cinq places assises du chapitre 8704.
Le taux "alimentaire" de niveau 1 (A1)	4%	Biens alimentaires considérés comme sociaux. Produits de première nécessité.
Le taux "alimentaire" de niveau 2 (A2)	11%	Taux normal des biens alimentaires, concerne la majorité des produits.
Le taux "alimentaire" de niveau 3 (A3)	26%	Produits à fort achat d'impulsion.
Le taux "anti-évasion" (TE)	11%	Pour faire face à l'évasion des achats de certains produits hors du territoire.
Le taux des produits culturels et sportifs (CS)	11%	Taux à caractère social sur les produits liés à la culture et au sport.
Le taux normal (TN)	21%	Biens non-alimentaires courants et biens à double usage.
Le taux majoré (TM)	31%	Produits dits de "luxe".
Taxe de base à l'importation (TBI)	taux de 5% fixé par le tarif des douanes	Quelques produits en sont exemptés tels que le lait, le riz, le blé, les vaccins, les livres, certains produits minéraux, les engins agricoles et les bateaux de pêche.
Taxe de consommation intérieure sur les produits importés (TCI)	selon des quotités ; fixées par le tarif des douanes	Frappe les produits habituellement surtaxés (alcools, tabacs).
Taxe de soutien aux productions agricoles (TSPA)	taux de 2 à 50%	Champ d'application limité aux chapitres douaniers 2 à 12, dans le but de protéger la production agricole locale. Taxe affectée à la Chambre d'Agriculture (30%) et à l'ERPA (70%)
Taxe conjoncturelle pour la protection de la production locale (TCPPL)	taux de 4 à 60% fixés par le tarif des douanes et révisés chaque année par le congrès	Appliquée aux produits concurrents des fabrications locales.
Taxe sur les produits pétroliers (TPP)	46,30 F/L essence ; 6,10 F/L gazole ; 15,00 F/L essence avion	Taxes spécifiques sur les essences auto et avion et le gazole.
Taxe additionnelle sur les produits pétroliers (TAPP)	13,70/L sur gazole ; 27,28 F/L essence avion	
Autres taxes		
Taxe sur le fret aérien (TFA)	8%	Marchandises importées par voie aérienne. Affectée à l'Agence pour la Desserte Aérienne de la Nouvelle-Calédonie.
Taxe de péage (TP)	1%	Marchandises importées par voie maritime. Affectée pour 80% au Port Autonome.
Taxe anti-pollution	7 F/kilo	Huiles lubrifiantes. Affectée au Fonds aux actions de lutte contre la pollution.
Taxe pour les énergies renouvelables (TER)	60 FCFP/hectolitre d'essence auto	Essence automobile. Affectée au Fonds pour la Maîtrise de l'Énergie.
Taxe sur les alcools et le tabac (TAT)	Taux de 12 à 490 F/litre	Boissons alcooliques. Affectée à l'Agence Sanitaire (67%) et à la CAFAT (33%).

SOURCE [1] DRDNC.

Chiffres clés du secteur public [1]

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007 e
Part du secteur public dans le PIB	25	25	24	23	23	24	23	21	22	21	18
Part du secteur public dans l'emploi salarié	nd	nd	nd	nd	nd	34	33	33	33	32	32
Taux d'investissement	5	5	5	4	5	5	4	4	4	5	4
Part des prestations sociales dans le PIB	12	13	13	13	14	15	15	15	15	15	13
Taux de pression fiscale	16	17	17	16	17	17	17	18	19	17	18
Taux de prélèvements obligatoires	27	27	27	27	28	28	29	29	30	29	29

Unité : %

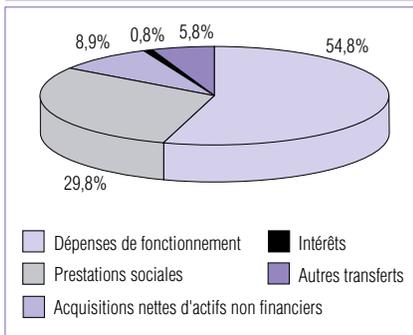
Dépenses et recettes du secteur public* [1]

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Dépenses de fonctionnement	119 804	125 676	128 922	134 864	147 835	155 349	159 751	169 427	184 360	196 166
Prestations sociales	50 524	54 927	58 249	62 536	69 214	78 678	86 045	91 276	99 310	106 653
Acquisitions nettes d'actifs non financiers	19 631	20 018	19 372	21 169	23 613	21 415	22 505	26 779	31 163	31 860
Intérêts	2 848	2 549	2 721	2 338	2 529	2 295	2 381	2 242	2 060	2 888
Autres transferts	9 774	10 219	12 028	10 507	13 580	13 107	12 678	16 466	17 599	20 709
Dépenses	202 580	213 388	221 292	231 414	256 771	270 843	283 359	306 191	334 492	358 276
Impôts	63 780	68 571	71 602	76 699	80 971	88 656	100 038	112 734	114 716	145 011
Cotisations sociales	40 854	43 676	45 876	47 373	53 536	60 814	65 917	68 753	75 549	81 943
Recettes de production	9 887	11 283	10 442	11 400	13 633	14 188	14 673	16 224	18 754	19 362
Revenus de la propriété	1 073	1 054	1 449	1 920	1 947	2 158	2 299	2 900	3 949	4 262
Autres transferts	90 588	97 354	113 640	98 694	105 390	112 028	113 065	120 738	123 192	131 985
Recettes	206 182	221 938	243 008	236 086	255 477	277 845	295 993	321 348	336 160	382 563

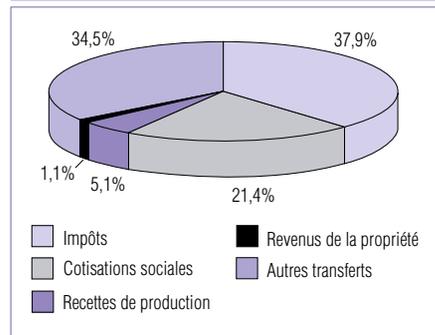
* Montants corrigés des transferts internes au secteur.

Unité : million F.CFP

Structure des dépenses du secteur public en 2007 [1]



Structure des recettes du secteur public en 2007 [1]

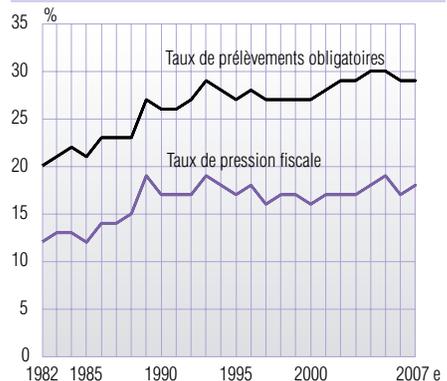


Prélèvements obligatoires dans quelques pays [1 et 2]

Suède (2004 p)	51
France (2007)	43
Royaume-Uni (2004 p)	36
Polynésie française (2003)	36
Allemagne (2004 p)	35
Martinique (2003)	33
Guyane (2003)	31
Réunion (2003)	29
Nouvelle-Calédonie (2007 e)	29
Guadeloupe (2003)	26
États-Unis (2004 p)	25
Japon (2004 p)	25

Unité : % du PIB

Évolution des taux de prélèvements obligatoires [1]



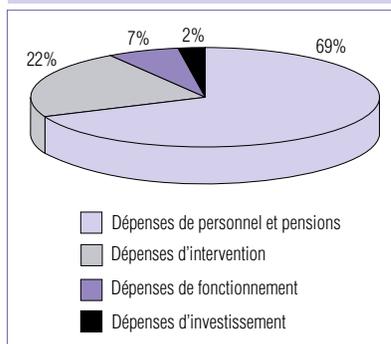
SOURCES [1] ISEE, Comptes du secteur public 2007. [2] INSEE, Annuaire statistique de la France, Édition 2007.

Évolution des dépenses de l'État* en Nouvelle-Calédonie [1]

	2006	2007	2008	2009
Dépenses de personnel et pensions	81 998	85 478	93 874	94 097
Dépenses d'intervention	29 567	33 497	30 456	30 276
Dépenses de fonctionnement	9 455	9 259	9 686	9 348
Dépenses d'investissement	4 048	3 730	3 686	3 191
Autres dépenses	3 593	322	75	78
Total	128 661	132 286	137 777	136 990

* Dépenses de la Trésorerie Générale de la Nouvelle-Calédonie, y compris les soldes des personnels militaires payés par la Métropole. Unité : million F.CFP

Répartition des dépenses de l'État* en Nouvelle-Calédonie en 2009 [1]



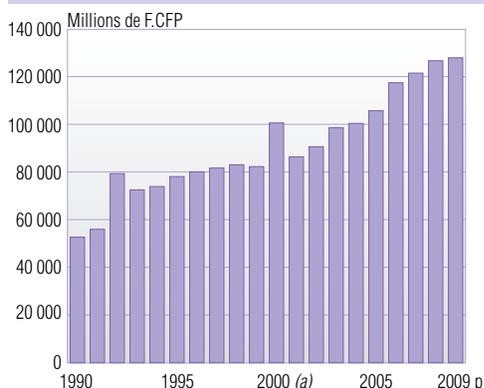
* Dépenses de la Trésorerie Générale de la Nouvelle-Calédonie, y compris les soldes des personnels militaires payés par la Métropole.

Effectifs employés* et rémunérés par l'État en 2009 [1]

	Nombre
Vice-Rectorat	4 884
Service Administratif et Technique de la Police	567
Outre-Mer	232
Personnel civil de la Défense	224
Trésor Public	167
Cour d'appel	145
Université de la Nouvelle-Calédonie et recherche	160
Douanes	122
Administration pénitentiaire	115
Agriculture, Forêt et Environnement	88
Aviation Civile	15
Jeunesse et Sport	13
Direction Générale des Impôts et Cour des comptes	12
Tribunal administratif	10
Protection Judiciaire de la Jeunesse	5
Industrie	3
Affaires étrangères	3
Culture	3
Total	6 768

* Fonctionnaires et agents non titulaires, non compris les 383 Jeunes Stagiaires du Développement (JSD), Contrats de Développement Local (CDL) et hors militaires. Unité : nombre

Évolution des dépenses de l'État* en Nouvelle-Calédonie [1]



* Dépenses de la Trésorerie Générale de la Nouvelle-Calédonie, non compris les versements effectués depuis la Métropole (soldes des militaires, ...).

(a) Opération exceptionnelle en 2000 : 18,9 milliards de F.CFP transférés aux provinces par l'État pour la prise de participation de la Nouvelle-Calédonie dans le capital d'ERAMET/SLN.

SOURCE [1] Trésor Public/Trésorerie Générale de la Nouvelle-Calédonie.

15.3 Budget de la Nouvelle-Calédonie

Dépenses* de la Nouvelle-Calédonie [1]

	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009
Section de fonctionnement	47 129	60 342	69 723	103 117	122 200	129 489	167 837	154 778
Denrées et fournitures consommées	378	233	269	294	342	308	313	1 684
Frais de personnel	5 754	5 223	6 014	9 392	10 101	11 013	11 970	12 899
Impôts et taxes	-	-	-	99	106	120	156	120
Travaux et services extérieurs	612	1 269	1 797	2 748	2 850	3 686	3 762	4 037
Participations et prestations au bénéfice de tiers	30 777	45 087	51 470	63 028	74 374	74 926	107 335	86 469
Allocations, subventions	3 112	4 350	5 961	22 374	25 234	31 184	35 641	39 050
Frais de gestion générale et de transports	456	437	838	1 388	1 765	1 873	2 473	2 527
Frais financiers	2 211	1 303	497	120	89	72	65	65
Charges exceptionnelles	3 824	2 206	2 589	3 369	6 070	5 488	5 085	7 098
Résultats antérieurs	5	234	288	305	1 223	818	1 037	829
Section d'investissement	17 683	5 295	4 314	4 548	5 222	6 752	12 219	12 916
Frais extraordinaires	11 693	42	71	113	132	135	2 063	3 736
Participations à des travaux d'équipement	-	-	-	-	1	-	-	16
Emprunts et dettes à long ou moyen terme	3 719	2 195	1 537	680	489	477	511	647
Dettes à long ou moyen terme	-	62	4	1	10	14	10	7
Immobilisations	549	452	763	876	758	1 342	1 320	1 285
Immobilisations en cours	533	974	943	731	1 094	1 277	1 541	2 264
Prêts, avances, créances à long ou moyen terme	-	459	-	991	1 580	2 330	1 314	2 546
Titres et valeurs	-	81	-	4	4	-	4 296	1 155
Denrées et fournitures	1 189	1 030	996	1 152	1 154	1 178	1 163	1 260
Dépenses	64 812	65 637	74 037	107 665	127 420	136 241	180 056	167 694

* Mouvements réels, hors opérations d'ordre.

Unité : million de F.CFP

101

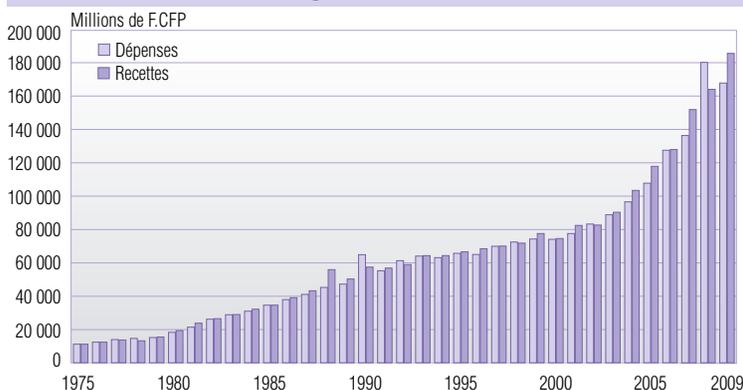
Recettes* de la Nouvelle-Calédonie [1]

	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009
Section de fonctionnement	51 124	65 728	72 829	116 698	126 935	151 277	154 705	175 855
Produits d'exploitation	4 033	4 446	5 826	5 783	5 764	5 424	6 563	3 915
Produits domaniaux	55	100	182	184	188	230	151	348
Produits financiers	318	278	109	913	1 011	1 233	1 719	2 460
Remboursements, subventions, participations	850	1 381	1 109	2 580	3 193	3 248	2 618	3 310
Dotations reçues	5 187	5 683	548	651	598	508	521	702
Impôts indirects	25 389	35 810	40 310	56 254	57 755	66 423	71 100	70 443
Impôts directs autres que contributions directes	560	849	1 048	1 371	1 493	1 489	1 930	1 873
Contributions directes	14 650	17 109	23 388	46 622	49 873	71 960	69 075	69 620
Travaux d'équipement en régie et réduction de charges	-	-	-	1 862	6 459	15	4	2 486
Produits exceptionnels	77	65	302	410	549	622	811	762
Résultats antérieurs	6	8	8	68	52	124	214	19 947
Section d'investissement	6 247	807	1 675	1 067	917	530	9 205	9 610
Dotations	2 003	95	122	422	36	125	1 597	3 573
Frais extraordinaires	-	-	-	-	-	-	-	1 142
Participations et recettes affectées à un investissement	95	13	15	506	752	351	1 076	540
Emprunts et dettes à long ou moyen terme	3 758	594	1	-	-	-	5 369	2 029
Immobilisations	2	76	1 416	120	68	53	1 158	918
Immobilisations en cours	1	-	-	-	-	2	-	83
Prêts, avances, créances à long ou moyen terme	383	29	26	19	19	-	-	20
Titres et valeurs	5	-	95	-	-	-	-	-
Stocks	-	-	-	-	-	-	6	1 306
Recettes	57 371	66 534	74 503	117 765	127 852	151 807	163 910	185 475

* Mouvements réels, hors opérations d'ordre.

Unité : million de F.CFP

Évolution du budget de la Nouvelle-Calédonie [1]



15-FINANCES PUBLIQUES

15.4 Budget des provinces

Dépenses* des provinces en 2008 [1]

	Province des îles Loyauté		Province Nord		Province Sud		Total provinces	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Section de fonctionnement	9 903	66	17 861	77	36 879	78	64 644	75
Dénrées et fournitures consommables	248	2	483	2	316	1	1 047	1
Frais de personnel	4 012	27	6 917	30	17 299	36	28 228	33
Impôts et taxes	-	-	3	-	5	-	8	-
Travaux et services extérieurs	478	3	476	2	2 197	5	3 150	4
Participations et prestations au bénéfice de tiers	3 263	22	5 979	26	8 336	18	17 578	20
Allocations et subventions	1 227	8	3 122	13	6 648	14	10 997	13
Frais de gestion générale et de transport	545	4	794	3	1 565	3	2 904	3
Frais financiers	54	-	43	-	370	1	467	1
Charges exceptionnelles	-	-	1	-	53	-	54	-
Résultats antérieurs	75	1	45	-	90	-	209	-
Section d'investissement	5 102	34	5 476	23	10 563	22	21 141	25
Subventions d'équipement	3 116	21	-	-	-	-	3 116	4
Frais extraordinaires	-	-	2 064	9	4 758	10	6 822	8
Participations et prestations au bénéfice de tiers	-	-	1	-	-	-	1	-
Emprunts et dettes à long ou moyen terme	412	3	233	1	513	1	1 157	1
Dettes à long ou moyen terme	-	-	-	-	19	-	19	-
Immobilisations	279	2	319	1	873	2	1 471	2
Immobilisations en cours	1 244	8	2 820	12	3 536	7	7 601	9
Prêts avances et créances à long ou moyen terme	51	-	39	-	749	2	839	1
Titres et valeurs	-	-	-	-	7	-	7	-
Stocks	-	-	-	-	109	-	109	-
Résultats d'investissement reporté	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses	15 006	100	23 337	100	47 442	100	85 785	100

* Dépenses réelles correspondant aux mandaterments intervenus durant l'exercice.

Unités : million F.CFP, %

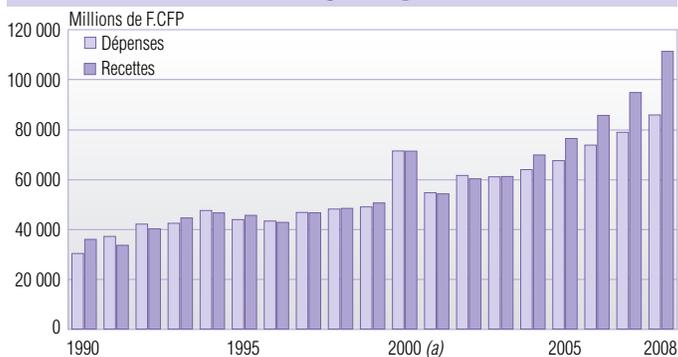
Recettes* des provinces en 2008 [1]

	Province des îles Loyauté		Province Nord		Province Sud		Total provinces	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Section de fonctionnement	16 731	78	28 185	86	48 714	85	93 629	84
Produits de l'exploitation	53	-	296	1	212	-	560	1
Produits domaniaux	35	-	112	-	230	-	378	-
Produits financiers	11	-	955	3	434	1	1 400	1
Remboursements, subventions, participations	787	4	829	3	1 963	3	3 579	3
Dotations de fonctionnement	14 512	68	25 738	79	42 019	73	82 269	74
Impôts indirects	-	-	1	-	1 450	3	1 451	1
Impôts directs autres que contributions directes	-	-	-	-	251	-	251	-
Contributions directes	24	-	246	1	2 141	4	2 411	2
Travaux d'équipement en régie et réduction de charges	36	-	-	-	3	-	39	-
Produits exceptionnels	360	2	7	-	11	-	378	-
Résultats antérieurs	913	4	-	-	-	-	913	1
Section d'investissement	4 665	22	4 466	14	8 508	15	17 640	16
Dotation	725	3	-	-	1 031	2	1 756	2
Frais extraordinaires	72	-	4	-	31	-	108	-
Participations et recettes affectées à l'investissement	1 362	6	4 251	13	4 866	9	10 479	9
Emprunts et dettes à long ou moyen terme	-	-	-	-	2 000	3	2 000	2
Dettes à long ou moyen terme	-	-	-	-	-	-	-	-
Immobilisations	2	-	-	-	415	1	417	-
Immobilisations en cours	143	1	2	-	1	-	146	-
Immobilisations sinistrées	-	-	5	-	-	-	5	-
Prêts avances et créances à long ou moyen terme	85	-	203	1	165	-	453	-
Résultats d'investissement reporté	2 277	11	-	-	-	-	2 277	2
Stocks	-	-	-	-	-	-	-	-
Recettes	21 395	100	32 651	100	57 222	100	111 269	100

* Recettes réelles correspondant aux droits constatés durant l'exercice.

Unités : million F.CFP, %

Évolution des budgets des provinces [1]



15.5 Budget des communes

Évolution des budgets des communes de Nouvelle-Calédonie [1]

	2000						2008					
	Dépenses			Recettes			Dépenses			Recettes		
	Fonct.	Invest.	Total	Fonct.	Invest.	Total	Fonct.	Invest.	Total	Fonct.	Invest.	Total
Belep	95	52	147	128	16	144	191	133	324	252	54	306
Boulouparis	168	129	297	244	70	314	256	267	523	422	118	539
Bourail	504	389	893	690	422	1 112	706	329	1 035	1 009	210	1 220
Canala	291	182	474	402	84	486	447	436	882	783	225	1 008
Dumbéa	983	760	1 743	1 223	548	1 771	2 027	956	2 983	2 589	569	3 158
Farino	60	22	82	67	19	86	106	99	205	139	37	176
Hienghène	287	254	541	398	250	648	407	654	1 061	802	421	1 223
Houailou	321	449	770	521	298	819	469	177	646	867	6	873
Île-des-Pins (L)	150	166	316	224	85	309	213	184	397	366	56	422
Kaala-Gomen	276	114	389	319	41	360	365	171	536	581	56	637
Koné	391	297	688	477	220	697	615	471	1 085	936	201	1 138
Kouaoua	147	123	270	201	59	260	187	147	334	382	105	487
Koumac	219	310	529	338	118	457	423	281	705	628	166	794
La Foa	275	295	570	352	232	584	394	504	898	635	186	821
Lifou	733	524	1 257	1 166	125	1 291	1 120	940	2 060	1 933	247	2 181
Maré	396	317	714	741	78	819	770	345	1 115	1 291	125	1 416
Moindou	111	42	153	135	6	141	203	37	240	249	18	266
Mont-Dore (Le)	1 145	1 151	2 297	1 479	413	1 892	2 551	1 315	3 866	3 167	1 063	4 230
Nouméa	7 963	3 076	11 039	9 115	2 367	11 483	12 366	4 030	16 396	16 890	1 578	18 468
Ouvéa	244	166	410	341	155	497	333	297	631	586	307	893
Ouvéa	309	243	552	414	30	443	474	397	872	740	202	941
Païta	610	548	1 158	766	428	1 194	1 521	1 367	2 889	2 240	853	3 093
Poindimié	355	407	762	509	244	752	531	512	1 043	807	264	1 071
Ponérihouen	199	179	378	327	76	403	317	455	771	559	267	826
Pouébo	184	95	278	245	70	314	260	315	575	417	66	483
Pouémbout	196	83	279	267	2	269	313	426	738	523	325	848
Poum	158	185	343	226	74	300	264	189	454	422	15	437
Poya	331	195	526	398	115	513	468	338	806	681	214	895
Sarraméa	78	100	178	95	54	150	91	61	152	141	55	196
Thio	252	213	465	371	158	529	393	649	1 042	742	323	1 065
Touho	200	123	323	262	100	362	315	192	506	456	63	519
Voh	283	297	580	412	102	513	493	490	982	746	335	1 081
Yaté	196	72	268	274	10	284	239	312	551	465	157	622
Total	18 110	11 559	29 669	23 126	7 067	30 193	29 826	17 477	47 303	43 448	8 884	52 333

Unité : million F.CFP

Effectifs employés* par les communes au 1^{er} janvier 2009 [1]

Belep	18	Mont-Dore (Le)	256
Boulouparis	16	Nouméa	1 051
Bourail	66	Ouvéa	39
Canala	34	Ouvéa	80
Dumbéa	213	Païta	169
Farino	11	Poindimié	57
Hienghène	49	Ponérihouen	20
Houailou	70	Pouébo	16
Île-des-Pins (L)	22	Pouémbout	30
Kaala-Gomen	39	Poum	23
Koné	46	Poya	27
Kouaoua	39	Sarraméa	12
Koumac	33	Thio	36
La Foa	29	Touho	30
Lifou	144	Voh	38
Maré	67	Yaté	27
Moindou	12	Total	2 819

* Fonctionnaires et agents non titulaires.

Unité : nombre

SOURCE [1] Haut-Commissariat de la République en Nouvelle-Calédonie, Direction des actions de l'État, Service des interventions financières et du contrôle budgétaire, Comptes administratifs des communes.

Rôle* de l'impôt sur le revenu des personnes physiques [1]

	1993	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009
Foyers fiscaux déclarants (nbre)	33 811	40 293	55 206	69 712	72 138	72 769	79 369	86 752
Foyers fiscaux imposables (nbre)	17 095	20 432	27 533	35 849	35 882	38 307	42 385	45 444
Montant du rôle général (millions de F.CFP)	4 744	5 496	7 768	11 857	11 056	12 508	13 821	15 284
Impôt moyen par foyer déclarant (F.CFP)	140 309	136 403	140 713	170 085	153 262	171 886	174 136	176 180
Impôt moyen par foyer imposable (F.CFP)	277 508	268 994	282 142	330 748	308 121	326 520	326 082	336 326

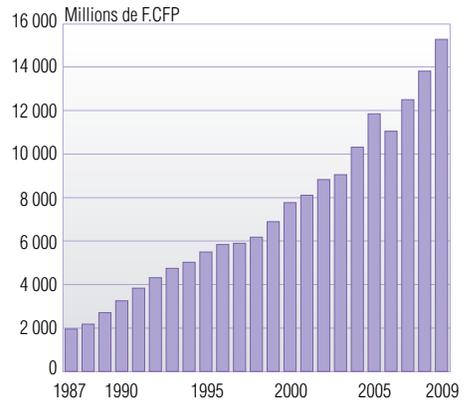
* Le rôle correspond au montant attendu des recettes de l'impôt pour chaque foyer fiscal.

Recettes fiscales détaillées en 2009 [2]

Impôts et taxes indirects	70 443
Taxe générale à l'importation	16 013
Taxe de consommation intérieure sur les produits importés	1 754
Taxe de base à l'importation	6 478
Droits d'enregistrement	7 217
Taxe hypothécaire	280
Taxe de solidarité sur les services	13 942
Droits de douane à l'importation	5 561
Taxe générale sur les services	6
Taxe sur les spectacles et les jeux	2 830
Taxe sur alcools et tabacs en faveur du secteur sanitaire et social	2 729
Taxe sur le fret aérien	1 741
Taxe de soutien aux productions agricoles et agro-alimentaires	783
Taxe conjoncturelle de protection des productions locales	852
Taxe de consommation intérieure	495
Taxe sur l'électricité (FER)	548
Taxe sur les assurances	850
Taxe sur les produits pétroliers (TPP)	4 981
Taxe additionnelle sur les produits pétroliers (TAPP)	1 951
Taxe de péage	291
Taxe sur les nuitées	200
Droits de licence	221
Droits de timbre	153
Droits de quai	85
Droits de francisation, de navigation et de passeport	3
Taxe parafiscale	50
Droits de port	20
Droits de navigation intérieure	12
Autres impôts indirects	396
Impôts et taxes directs	71 492
Impôt sur les sociétés (30 ou 35%)	31 061
Impôt sur le revenu des personnes physiques	17 426
Contribution des patentes	6 652
Impôt sur le revenu des valeurs mobilières	4 744
Contribution foncière	1 338
Contribution téléphonique	1 735
Contribution exceptionnelle de solidarité	1 407
Taxe sur les opérations financières	767
Impôt sur le revenu des créances, dépôts et cautionnement	1 277
Impôt forfaitaire annuel sur les sociétés de capitaux	-
Cotisation de 0,25% sur les salaires	388
Participation des employeurs à la formation professionnelle	78
Contribution sociale additionnelle à l'impôt sur les sociétés	4 619
Autres taxes directes	-

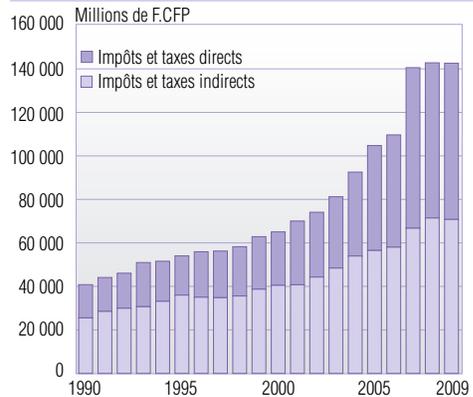
Unité : million de F.CFP

Évolution du rôle* de l'impôt sur le revenu [1]



* Le rôle correspond au montant attendu des recettes de l'impôt pour chaque foyer fiscal.

Évolution des recettes fiscales [2]



SOURCES [1] DSE [2] DBAF, Comptes administratifs de la Nouvelle-Calédonie.

Chronologie des différents Fonds Européens de Développement (FED) [1]

I ^{er} FED	1959-1964	
II ^e FED	1964-1970	Convention de Yaoundé I
III ^e FED	1970-1975	Convention de Yaoundé II
IV ^e FED	1975-1980	Convention de Lomé I
V ^e FED	1980-1985	Convention de Lomé II
VI ^e FED	1985-1990	Convention de Lomé III
VII ^e FED	1990-1995	Convention de Lomé IV
VIII ^e FED	1995-2000	Convention de Lomé IV et sa révision IV bis
IX ^e FED	2000-2007	Accord de Cotonou
X ^e FED	2008-2013	Accord de Cotonou révisé

Aides européennes aux PTOM français [2]

	VI ^e FED (1986-1990) Dotation initiale	VII ^e FED (1991-1995) Dotation initiale	VIII ^e FED (1996-2000) Dotation initiale	IX ^e FED (2000-2007) Total disponible (a)	X ^e FED (2008-2013) Dotation initiale
Mayotte	567	800	1 193	2 903	2 735
Nouvelle-Calédonie	937	1 492	1 885	2 571	2 364
Polynésie française	985	1 563	1 683	2 069	2 362
Saint-Pierre-et-Miquelon	409	358	477	1 529	2 475
Terres Australes et Antarctiques Françaises	36	36	-	-	-
Wallis et Futuna	448	549	764	2 003	1 968

(a) Dotation initiale du IX^e FED + transferts des FED précédents.

Unité : million de F.CFP

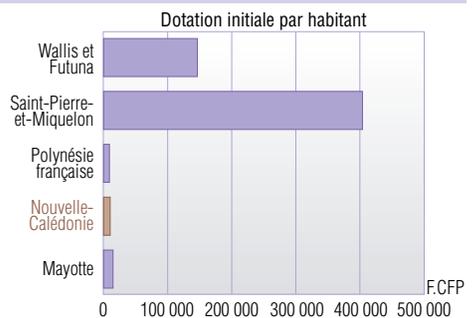
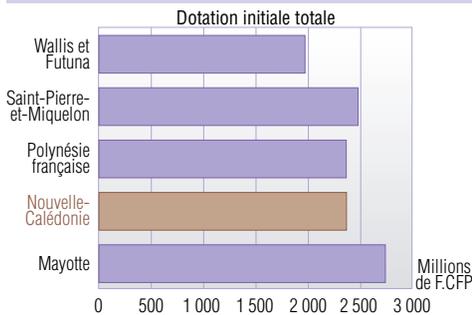
Principaux projets financés en Nouvelle-Calédonie au titre des différents FED* (VI^e, VII^e, VIII^e, IX^e) [1]

	Montant
DOCUP (formation professionnelle)	2 566
Projets du fonds SYSMIN : appui, diversification et aménagement du secteur minier, études d'éligibilité et inventaire minier	716
Route Hienghène-Pouébo	668
Aquarium de Nouméa	661
Route Koné-Tiwaka	471
Base de pêche aux îles Loyauté	334
PROCFISH	286
Constructions scolaires aux îles Loyauté	283
Programme de développement rural	248
Amélioration de l'aérodrome de Magenta	227
Augmentation de la capacité de froid de la SEDEF	119
1 ^{er} programme de micro-réalisations	119
Centre de formation des apprentis	91
Extension de la maison des artisans	84

* Certains projets ont été financés par plusieurs FED (aérodrome de Magenta, aquarium de Nouméa...).

Unité : million de F.CFP

Dotations attribuées aux PTOM français au titre du X^e FED [1 et 2]



SOURCES [1] Commission Européenne. [2] Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, service de la coopération régionale.

Intervention de l'État dans les contrats de développement [1]

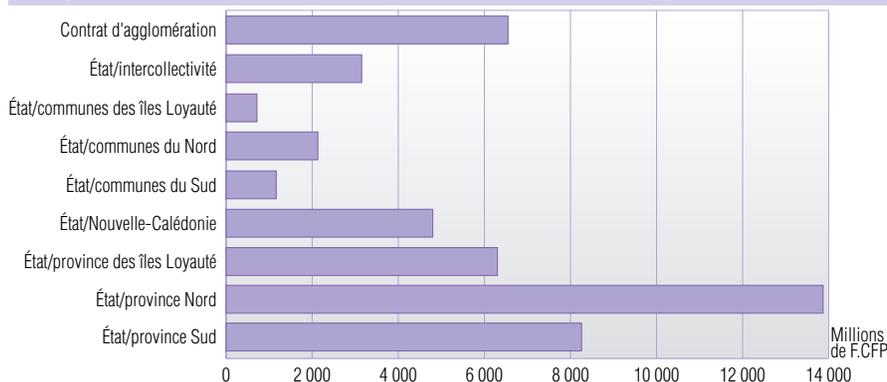
	1993-1999	2000-2005	2006-2010*
État/province des îles Loyauté	7 441	5 835	6 303
État/province Nord	13 107	12 033	13 118
État/province Sud	10 815	9 016	8 258
État/communes des îles Loyauté	///	432	716
État/communes du Nord	///	1 209	2 883
État/communes du Sud	///	545	1 165
État/Nouvelle-Calédonie	4 434	3 818	4 801
État/Intercollectivité	///	1 959	3 093
Contrat d'agglomération (a)	8 572	5 404	6 927
Total	44 369	40 251	47 265

* Montants payés au 31/12/09.

Unité : million de F.CFP

(a) Contrat de ville en 1993-1997, prolongé en contrat d'agglomération.

Programmation de l'intervention de l'État dans les contrats de développement 2006-2010 [1]



Programmation de l'intervention de l'État dans les contrats de développement 2006-2010 par domaine d'intervention [1]

	Logement	Aménagement des territoires	Continuité territoriale	Action sanitaire et sociale	Culture, sport, jeunesse et éducation	Total
État/province des îles Loyauté	960	1 600	872	244	2 627	6 303
État/province Nord	5 720	5 565	38	675	1 872	13 870
État/province Sud	5 000	1 640	///	93	1 526	8 258
État/communes des îles Loyauté (a)	nd	nd	nd	nd	nd	716
État/communes du Nord (c)	nd	nd	nd	nd	nd	2 131
État/communes du Sud (b)	nd	nd	nd	nd	nd	1 165
État/Nouvelle-Calédonie	///	869	525	2 800	608	4 801
État/Intercollectivité	///	1 432	///	///	1 718	3 150
Contrat d'agglomération	895	1 995	189	1 165	2 305	6 550

(a) Maré, Litou et Ouvéa. (b) Boulouparis, Bourail, Farino, Île-des-Pins, La Foa, Moindou, Sarraméa, Thio, Yaté.

(c) Belep, Canala, Hienghène, Houaliou, Kaala Gomen, Koné, Koumac, Poindimié, Ponérihoun, Pouébo, Pouembout, Poya, Touho, Voh.

Unité : million de F.CFP

Montant des investissements accordés par l'État au titre de la défiscalisation par secteurs d'activité* [1]

	2005		2006		2007 (a)		2008 (b)		2009 (b)	
	Agréments accordés	Montant des invest.								
Aquaculture	-	-	-	-	2	288	-	-	-	-
Agriculture	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Agroalimentaire	-	-	-	-	-	-	1	270	-	-
Construction	1	92	3	368	8	1 547	6	1 698	2	714
Energie	-	-	1	772	2	1 117	1	1 065	-	-
Industrie	2	570	3	544	5	305 160	2	587	3	795
Logement	4	4 646	2	3 946	8	10 222	5	5 421	11	12 112
Mines-Roulage sur mines	3	609	3	443	8	1 116	3	1 402	-	-
Pêche	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Télécommunication	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tourisme/hôtellerie	-	-	5	1 723	2	998	2	3 050	1	576
Traitement des déchets	-	-	-	-	-	-	1	310	1	81
Transport (terrestre)	1	63	-	-	10	3 510	5	1 742	5	947
Manutention portuaire	-	-	3	676	-	-	1	50	-	-
Total	11	5 981	20	8 471	45	323 957	27	15 596	23	15 226

* Les chiffres indiqués ne concernent que les opérations défiscalisées soumises à procédure d'agrément.

Les investissements dont le montant est inférieur aux seuils prévus par la loi bénéficient, de droit, des mesures d'aides fiscales.

(a) Y compris le projet d'investissement pour la réalisation de l'usine métallurgique du Nord comptabilisé dans le secteur de l'industrie.

(b) Chiffres arrêtés au 16/11/2010

Unités : nombre, million de F.CFP

16.3 Interventions provinciales

Aides accordées au titre du code des investissements de la province Sud [1 et 2]

	2000		2005		2006		2007		2008		2009	
	Dossiers	Aides accordées	Dossiers	Aides accordées	Dossiers	Aides accordées	Dossiers	Aides accordées	Dossiers	Aides accordées	Dossiers	Aides accordées
Agro-alimentaire	7	49	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Artisanat-Industrie	13	75	6	22	14	41	7	51	10	39	7	24
Tourisme	28	292	11	49	13	59	17	56	18	124	20	106
Commerce et services	5	20	4	1	12	53	14	73	16	109	15	69
Pêche	1	4	4	27	-	-	-	-	6	37	-	-
Transformation	1	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Aquaculture	7	95	3	8	2	7	1	2	4	25	4	23
Production animale	23	72	4	10	3	10	20	156	24	195	28	166
Production végétale	39	133	4	29	14	148	32	64	18	107	25	129
Total	124	744	36	146	58	317	91	401	96	637	99	517

Unités : nombre, million de F.CFP

Aides accordées au titre des micro-entreprises par la province Sud [1 et 2]

	2000		2005		2006		2007		2008		2009	
	Dossiers	Aides accordées										
Artisanat-Industrie	40	36	17	10	4	5	6	6	10	12	6	8
Tourisme	13	10	6	4	6	5	5	4	8	12	3	4
Commerce et services	112	48	34	26	28	32	30	30	36	51	27	37
Pêche et aquaculture	20	20	3	3	2	3	9	9	13	17	13	17
Transformation	1	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Production animale	70	21	30	15	81	50	89	68	111	96	88	90
Production végétale	16	31	28	14	40	40	42	49	60	81	57	89
Total	272	166	118	72	161	135	181	165	238	268	194	244

Unités : nombre, million de F.CFP

Aides accordées au titre du code de développement de la province Nord [3]

	2000		2005		2006		2007		2008		2009	
	Dossiers	Aides accordées										
Aquaculture	2	43	3	117	2	110	1	92	1	1	2	162
Artisanat-Industrie	11	17	13	29	8	10	5	4	10	8	22	35
Commerce	6	11	8	15	15	14	9	12	10	10	10	10
Forêts	-	-	10	3	9	4	5	2	7	1	2	0,3
Pêche	11	180	22	69	24	110	37	47	16	24	15	69
Rural	67	68	262	115	214	145	113	60	154	107	154	166
Services	6	7	17	16	14	23	9	7	21	12	20	26
Tourisme	14	60	13	26	8	14	11	30	22	44	12	37
Transport-Roulage	7	14	14	18	8	8	6	9	18	27	22	42
Total	124	400	362	408	302	438	196	264	259	234	259	545

Unités : nombre, million de F.CFP

Aides accordées au titre du code provincial d'aide au développement économique des îles Loyauté en 2009 [4]

	Dossiers	Montant de l'investissement	Aide accordée	Part de l'aide provinciale
Agriculture-Élevage	101	72	68	94,7
Pêche	2	17	15	92,2
Tourisme	5	118	82	69,9
Services	46	287	210	73,2
Total	154	492	375	76,2

Unités : nombre, million de F.CFP, %

SOURCES [1] Province Sud, DEFE. [2] Province Sud, DDR. [3] Province Nord, DDEE. [4] Province des îles Loyauté, DDE.

16-AIDES AU DÉVELOPPEMENT

16.4 Autres outils de développement

Répartition du portefeuille ICAP par secteur d'activité et par province au 31 mars 2010* [1]

	Province Sud		Province Nord		Province des îles Loyauté		Interventions totales		
	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant	%
Tourisme (a)	82	545	43	320	27	178	152	1 043	21,6
Mine (b)	11	77	167	967	-	-	178	1 044	21,6
Aquaculture (c)	18	353	4	110	-	-	22	464	9,6
Construction	17	90	132	452	14	102	163	644	13,3
Transport (d)	40	166	103	230	10	69	153	466	9,6
Commerce-Services	18	56	46	214	15	118	79	389	8,0
Pêche	2	26	16	147	4	77	22	249	5,2
Artisanat	22	82	10	45	16	79	48	206	4,3
Agriculture-Élevage	10	70	12	65	-	-	22	136	2,8
Exploitation forestière	6	46	10	78	-	-	16	124	2,6
Restauration	1	3	5	24	4	17	10	44	0,9
Divers	-	-	-	-	1	20	1	20	0,4
Total interventions	227	1 515	548	2 654	91	660	866	4 829	100,0
%	26,2	31,4	63,3	55,0	10,5	13,7	100,0	100,0	///
Total interventions hors opérations Sofinor	227	1 515	547	2 254	91	660	865	4 429	///
%	26,2	34,2	63,2	50,9	10,5	14,9	100,0	100,0	///

* Données provisoires.

(a) 23,6% du total hors opération Sofinor. (b) 644 millions hors opération Sofinor (soit 14,6% du total correspondant).

(c) 10,5% du total hors opération Sofinor. (d) Hors roulage sur mine (classé dans la Mine).

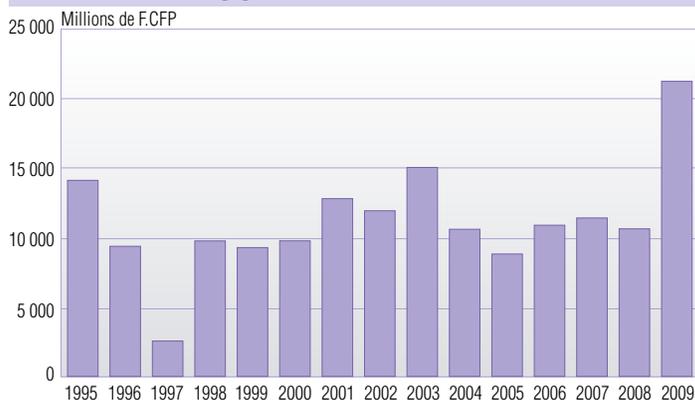
Unités : nombre, million de FCFP, %

Engagements de l'AFD en Nouvelle-Calédonie depuis 1995 par secteur [2]

	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009
Secteur privé	9 813	4 274	5 903	5 993	5 694	6 607	8 749
Habitat social	1 715	943	-	1 240	1 061	2 983	11 098
Collectivités locales	2 048	2 164	2 854	1 285	1 287	1 018	1 223
Établissements publics et semi-publics	517	2 363	40	2 350	3 347	-	143
Total	14 093	9 744	8 797	10 868	11 389	10 608	21 213

Unité : million de FCFP

Évolution des engagements de l'AFD en Nouvelle-Calédonie [2]



Interventions de l'ADIE depuis sa mise en place en Nouvelle-Calédonie [3]

	Province Sud		Province Nord		Province des îles Loyauté		Total	
	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant
2000	62	33	-	-	-	-	62	33
2001	92	46	39	19	-	-	131	65
2002	119	50	50	26	66	42	235	118
2003	131	63	131	59	82	47	344	168
2004	140	76	86	44	82	42	308	162
2005	133	69	88	43	79	46	300	158
2006	135	83	97	54	76	58	308	195
2007	162	108	114	70	93	75	369	253
2008	199	118	106	65	113	76	418	259
2009	223	140	196	112	188	102	607	354

Unités : nombre, million de FCFP



SYSTÈME-PRODUCTIF

Entreprises

Agriculture

Aquaculture

Pêche

Mine

Énergie

Industrie-Construction

Tertiaire

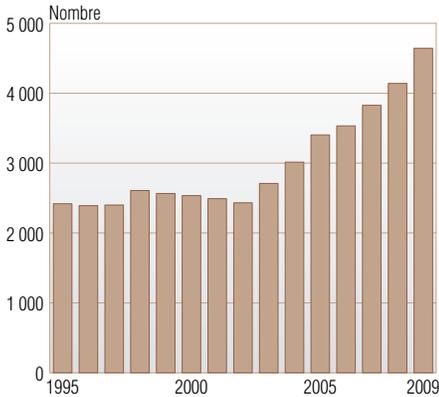
Transport

Tourisme-Hôtellerie

17-ENTREPRISES

17.1 Démographie d'entreprises

Évolution des créations d'entreprises [1]



Créations d'entreprises en 2009, selon le type et le secteur d'activité [1]

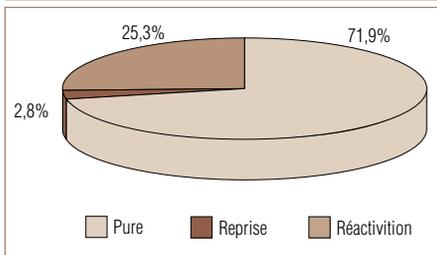
	Créations			Total	Taux de création
	pure	reprise	réactivation		
Industries agro-alimentaires	37	1	13	51	16,2
Autres industries	254	3	100	357	17,4
Construction	896	14	364	1 274	20,4
Commerce et réparation	457	24	123	604	16,5
Transports	164	5	54	223	13,0
Immobilier	84	2	10	96	10,8
Services aux entreprises	781	4	181	966	26,6
Services aux ménages	367	13	163	543	20,5
Éducation, santé, social	422	7	99	528	26,6
Total (champ ICS*)	3 462	73	1 107	4 642	20,1

* Industrie-Commerce-Services

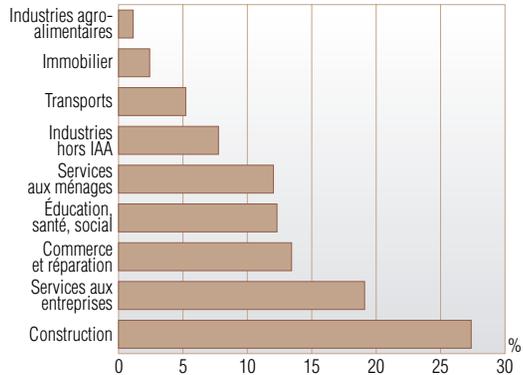
Unités : nombre, %

110

Répartition des créations d'entreprises par type (moyenne 2004-2009) [1]



Répartition des créations par secteur d'activité (moyenne 2004-2009) [1]



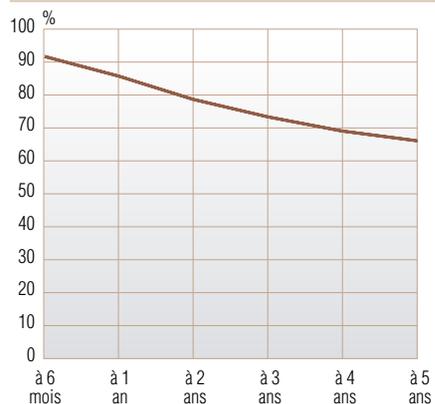
Taux de survie des entreprises créées en 2004 par secteur d'activité et par province* [1]

	Taux de survie					
	à 6 mois	à 1 an	à 2 ans	à 3 ans	à 4 ans	à 5 ans
Par activité						
Industrie manufacturière	89,4	82,1	70,2	63,6	57,6	50,3
Construction	88,2	79,0	70,5	63,1	58,9	55,4
Commerce, réparations automobile et d'articles domestiques	92,0	81,0	70,8	61,9	56,0	50,9
Hôtels et restaurants	88,4	83,2	76,8	63,2	54,7	52,6
Transports et communications	94,8	89,6	76,1	68,7	63,4	61,9
Activités financières	94,9	89,7	84,6	61,5	51,3	46,2
Immobilier, location et services aux entreprises	94,2	89,6	83,8	81,0	77,7	76,1
Santé et action sociale	90,4	84,3	75,6	70,1	63,5	58,9
Services collectifs, sociaux et personnels	95,9	92,5	89,0	87,7	85,1	82,6
Par province						
Province Sud	91,6	85,2	77,8	72,1	67,3	64,1
Province Nord	93,3	89,3	83,5	79,2	76,6	74,8
Province des îles Loyauté	95,9	89,0	82,2	78,1	75,3	73,3
Ensemble	92,0	85,9	78,7	73,3	68,9	65,9

* Il s'agit de la province du siège social de l'entreprise.

Unité : %

Évolution du taux de survie des entreprises créées en 2004 [1]



SOURCE [1] ISEE, Répertoire RIDET.

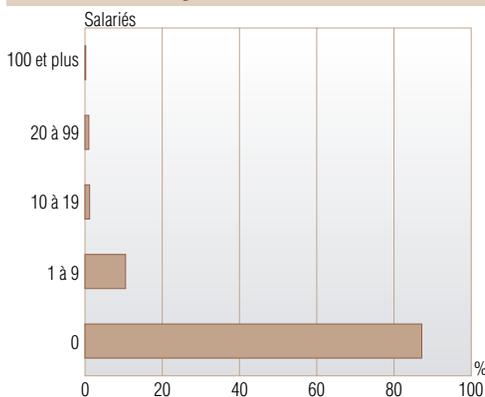
17.2 Caractéristiques des entreprises

Les entreprises par secteur d'activité et tranche de salariés au 1^{er} janvier 2010 [1 et 2]

	0	1 à 9	10 à 19	20 à 29	30 à 49	50 à 99	100 à 199	200 et +	Total
Agriculture	6 938	410	28	9	5	6	-	-	7 396
Agriculture, chasse, sylviculture	5 509	376	24	7	5	2	-	-	5 923
Pêche, aquaculture	1 429	34	4	2	-	4	-	-	1 473
Industrie	2 040	407	94	29	30	11	5	6	2 622
Industries extractives	35	24	11	1	6	3	1	1	82
Industries manufacturières	1 976	378	82	27	24	8	3	3	2 501
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	29	5	1	1	-	-	1	2	39
Construction	5 916	920	113	30	27	9	3	4	7 022
Services	28 207	3 237	340	117	116	62	41	36	32 156
Commerce : réparations automobile et d'articles domestiques	2 716	1 053	127	31	35	13	3	3	3 981
Hôtels et restaurants	656	301	43	8	10	10	4	3	1 035
Transports et communications	1 526	380	42	13	20	10	1	3	1 995
Activités financières	149	43	12	8	3	1	2	3	221
Immobilier, locations et services aux entreprises	10 391	719	59	28	16	8	10	3	11 234
Administration publique	32	12	8	9	16	9	8	13	107
Education	698	50	2	4	5	1	2	4	766
Santé et action sociale	1 612	320	21	7	8	3	3	3	1 977
Services collectifs, sociaux et personnels	10 419	356	25	9	3	7	8	1	10 828
Activités extra-territoriales	8	3	1	-	-	-	-	-	12
Total	43 101	4 974	575	185	178	88	49	46	49 196

Unité : nombre

Entreprises par tranche de salariés au 1^{er} janvier 2010 [1 et 2]

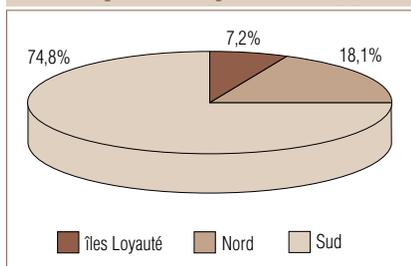


Forme juridique des entreprises au 1^{er} janvier 2010 [1]

	Nombre	Part
Personne physique	23 197	47,2
Association loi de 1901 et assimilée	9 227	18,8
Société à responsabilité limitée (SARL)	7 276	14,8
Société civile	6 153	12,5
Syndicat de propriétaires	820	1,7
Autre personne morale de droit privé inscrite au registre du commerce et des sociétés	746	1,5
Groupement d'intérêt économique (GIE)	514	1,0
Autres formes juridiques	369	0,8
Société anonyme (SA) à conseil d'administration	230	0,5
Société par actions simplifiée	275	0,6
Organisme professionnel	227	0,5
Société en nom collectif (SNC)	162	0,3
Total	49 196	100,0

Unités : nombre, %

Répartition par province* des entreprises au 1^{er} janvier 2010 [1]



* Il s'agit de la province du siège social de l'entreprise.

Répartition des entreprises par province et secteur d'activité regroupé au 1^{er} janvier 2010 [1]

	Îles Loyauté	Nord	Sud	Total
Agriculture				
Nombre	931	3 010	3 455	7 396
Part	12,6	40,7	46,7	100,0
Industrie				
Nombre	109	267	2 246	2 622
Part	4,2	10,2	85,7	100,0
Construction				
Nombre	369	1 050	5 603	7 022
Part	5,3	15,0	79,8	100,0
Services				
Nombre	2 120	4 562	25 474	32 156
Part	6,6	14,2	79,2	100,0
Total				
Nombre	3 529	8 889	36 778	49 196
Part	7,2	18,1	74,8	100,0

Unités : nombre, %

SOURCES [1] ISEE, Répertoire RIDET. [2] CAFAT.

17-ENTREPRISES

17.3 Entreprises artisanales

Évolution des entreprises artisanales* par province [1]

	Province des îles Loyauté	Province Nord	Province Sud	dont Grand Nouméa	Nouvelle-Calédonie
1990	173	608	4 815	4 464	5 596
1995	298	1 008	5 830	5 402	7 136
2000	438	1 425	6 785	6 199	8 648
2001	480	1 469	7 023	6 407	8 972
2002	510	1 578	7 141	6 525	9 229
2003	587	1 596	6 834	6 162	9 017
2004	639	1 555	7 018	6 343	9 212
2005	653	1 511	7 225	6 536	9 389
2006	644	1 444	7 580	6 889	9 668
2007	636	1 434	7 726	7 034	9 796
2008	629	1 449	8 097	7 390	10 175
2009	649	1 568	8 592	7 829	10 809
2010	661	1 702	9 102	8 294	11 465

* Au 1^{er} janvier de chaque année.

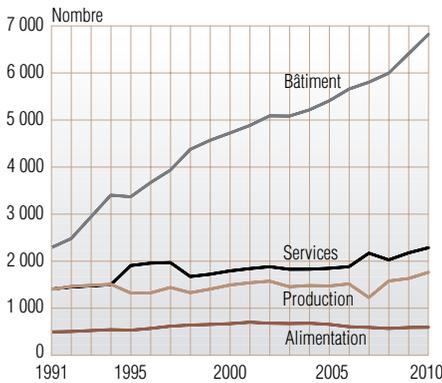
Unité : nombre

Densité artisanale* en Nouvelle-Calédonie et en France [1]

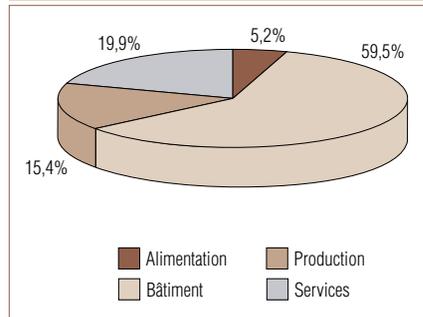
Nouvelle-Calédonie	467 (2010)
Guadeloupe	233 (2008)
Martinique	217 (2008)
Guyane	137 (2008)
France métropolitaine	144 (2008)
Réunion	151 (2008)

* Nombre d'entreprises pour 10 000 habitants.

Évolution des entreprises artisanales par grand secteur d'activité [1]



Répartition des entreprises artisanales par grand secteur d'activité au 1^{er} janvier 2010 [1]

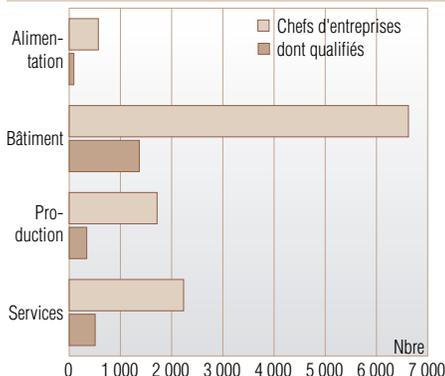


Entreprises et salariés de l'artisanat par catégorie d'activité au 1^{er} janvier 2010 [1]

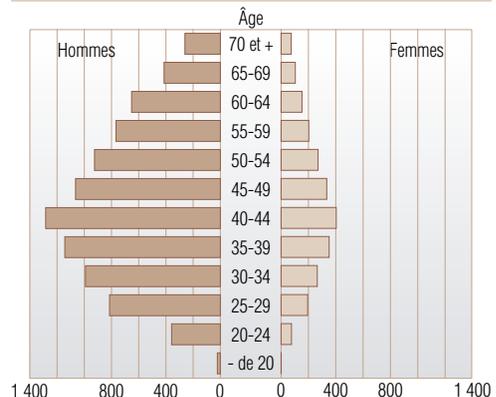
	0 salarié		1 salarié		2 à 3 salariés		4 à 5 salariés		6 à 10 salariés		11 à 15 salariés		Total	
	Ent.	Sal.	Ent.	Sal.	Ent.	Sal.	Ent.	Sal.	Ent.	Sal.	Ent.	Sal.	Ent.	Sal.
Alimentation	461	33	33	34	86	28	130	27	209	12	150	595	609	
Bâtiment	6 046	273	273	237	567	108	484	118	902	38	456	6 820	2 682	
Production	1 589	45	45	50	125	24	106	45	363	11	138	1 764	777	
Services	2 072	81	81	66	168	35	157	26	194	6	76	2 286	675	
Ensemble	10 168	432	432	387	946	195	877	216	1 668	67	820	11 465	4 743	

Unité : nombre

Les chefs d'entreprises artisanales par grand secteur et qualification au 1^{er} janvier 2010 [1]



Pyramide des âges des chefs d'entreprises artisanales au 1^{er} janvier 2010 [1]



SOURCE [1] CMA, Observatoire de l'Artisanat, chiffres clés 2010.

17.4 Grandes entreprises

Les 50 premières entreprises du secteur marchand fin 2009 par tranche de salariés [1 et 2]

Salariés	Entreprise	Activité	Rang	
1 000	Sté Le Nickel (SLN)	Industries manufacturières	1	
	Office des Postes et Télécommunications (OPT)	Transports et communications	2	
	Vale Inco Nouvelle-Calédonie	Industries manufacturières	3	
	Manpower Nouvelle-Calédonie	Immobilier, locations et services aux entreprises	4	
	Air Calédonie International (Aircalin)	Transports et communications	5	
	Nickel Mining Company (NMC) (a)	Industries extractives	6	
	Sodexo Nouvelle-Calédonie	Hôtels et restaurants	7	
	Société des Hôtels de Nouméa (Le Méridien de Nouméa)	Hôtels et restaurants	8	
	Société néo-calédonienne d'Énergie (ENERCAL)	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	9	
	Banque Calédonienne d'Investissement (BCI)	Activités financières	10	
	Société Générale Calédonienne de Banque (SGCB)	Activités financières	11	
	Société Calédonienne de Transports Aériens (Air Calédonie)	Transports et communications	12	
	Société de Distribution et de Gestion (Carrefour)	Commerce ; réparations automobile et d'articles domestiques	13	
	Société Colas de Nouvelle-Calédonie	Construction	14	
300	Société d'Entreprises Ardimanni et Benedetti	Construction	15	
	Le Vigilant-Hermes protection	Immobilier, locations et services aux entreprises	16	
	SODIMA (Géant Sainte-Marie)	Commerce ; réparations automobile et d'articles domestiques	17	
	Electricité et Eau de Calédonie (EEC)	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	18	
	Casino de Nouméa	Services collectifs, sociaux et personnels	19	
	Endel Nouvelle-Calédonie	Construction	20	
	Société Le Froid	Industries manufacturières	21	
	Clinique de la Baie des Citrons	Santé et action sociale	22	
	Guard Nouvelle-Calédonie	Immobilier, locations et services aux entreprises	23	
	Socométra	Construction	24	
	Société de Distribution et de Développement	Commerce ; réparations automobile et d'articles domestiques	25	
Banque de Nouvelle-Calédonie (BNC)	Activités financières	26		
200	Banque Nationale de Paris Nouvelle-Calédonie (BNP - NC)	Activités financières	27	
	Almameto SA	Commerce ; réparations automobile et d'articles domestiques	28	
	Votre intérim	Immobilier, locations et services aux entreprises	29	
	RFO	Services collectifs, sociaux et personnels	30	
	Dumez GTM Calédonie	Construction	31	
	Tontouta Air Service (TAS)	Transports et communications	32	
	S'print pacifique	Immobilier, locations et services aux entreprises	33	
	Calédonienne des Eaux	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	34	
	Société Immobilière de Nouvelle-Calédonie (SIC)	Immobilier, locations et services aux entreprises	35	
	150	Koniambo Nickel SAS	Construction	36
Atout Plus Intérim		Immobilier, locations et services aux entreprises	37	
Neto Vite		Immobilier, locations et services aux entreprises	38	
Adecco Calédonie		Immobilier, locations et services aux entreprises	39	
Société Minière Georges Montagnat (SMGM)		Industries extractives	40	
Société Touristique et Hôtelière de Nouvelle-Calédonie (Nouvata Park Royal)		Hôtels et restaurants	41	
Ballande		Commerce ; réparations automobile et d'articles domestiques	42	
Association des accompagnatrices de vie		Services collectifs, sociaux et personnels	43	
Star Pacifique		Services collectifs, sociaux et personnels	44	
Catering International et Services Nouvelle-Calédonie		Hôtels et restaurants	45	
Grande Brasserie de Nouvelle-Calédonie		Industries agricoles et alimentaires	46	
Pacifique Presse Communications (Les Nouvelles Calédoniennes)		Industries manufacturières	47	
Office de Commercialisation et d'Entreposage Frigorifique (OCEF)		Industries manufacturières	48	
Société de Développement du Pacifique Sud (Ramada Plaza)		Hôtels et restaurants	49	
Pass pour la réussite		Services collectifs, sociaux et personnels	50	
100				

(a) NMC : co-entreprise créée en 2008 entre POSCO et SMSP en charge de la branche minière.

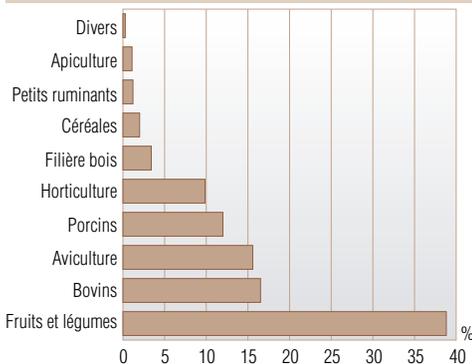
SOURCES [1] ISEE, Répertoire RIDET. [2] CAFAT.

Évolution de la valeur de la production agricole commercialisée et des importations de produits agricoles [1 et 2]

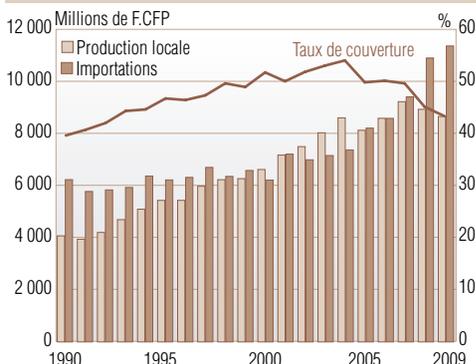
	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008 r	2009 p
Production agricole locale	4 062	5 422	6 604	7 157	7 481	8 009	8 583	8 107	8 566	9 203	8 910	8 636
Importations de produits agricoles	6 215	6 205	6 200	7 194	6 976	7 139	7 354	8 190	8 563	9 386	10 874	11 335
Taux de couverture de la filière agricole	39,5	46,6	51,6	49,9	51,7	52,9	53,9	49,7	50,0	49,5	45,0	43,2

Unités : million de F.CFP, %

Structure de la valeur de la production agricole commercialisée en 2009 [2]



Évolution de la filière agricole [1 et 2]



Évolution de la population agricole familiale par province (RGA 2002) [3]

	Province des îles Loyauté		Province Nord		Province Sud		Nouvelle-Calédonie	
	1991	2002	1991	2002	1991	2002	1991	2002
Population agricole familiale	12 374	7 449	18 959	8 421	8 978	5 342	40 311	21 212
Âge moyen	25	29	27	32	28	36	27	32
Actifs agricoles (UTA) (a)	2 725	1 601	5 452	2 388	2 842	2 452	11 019	6 441
dont : actifs familiaux	2 706	1 556	5 266	2 173	2 194	1 568	10 166	5 297
salariés permanents non familiaux	7	2	132	159	608	777	747	938
entraînés et salariés occasionnels	13	43	54	56	40	107	107	206

(a) Unité de Travail Annuel.

Unités : nombre, année, UTA

Surfaces agricoles par province (RGA 2002) [3]

	Province des îles Loyauté	Province Nord	Province Sud	Nouvelle-Calédonie
Surfaces fourragères	-	110	646	756
Pâturages améliorés	6	8 453	26 364	34 823
Pâturages naturels entretenus	20	44 486	54 869	99 375
Productions végétales	498	2 308	3 089	5 895
Surface Agricole Entretienue (SAE)	524	55 357	84 968	140 849
Pâturages peu productifs	579	65 758	38 895	105 232
Jachères et autres terres arables	16	391	1 195	1 602
Divers	46	141	8	195
Surface Agricole Utilisée (SAU)	1 164	121 647	125 066	247 878
Friches non productives	165	8 350	8 719	17 235
Sols des bâtiments et des cours	253	741	761	1 755
Surfaces reboisées	24	258	351	632
Forêt naturelle	59	4 700	13 214	17 974
Divers	3	1 161	2 908	4 072
Superficie totale des exploitations	1 669	136 857	151 019	289 545
Superficie totale des terres	198 090	958 260	701 200	1 857 550

Unité : ha

Montant des principales aides financières à l'agriculture [1]

	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Aides de la Nouvelle-Calédonie	839	810	1 071	1 000	1 000	1 601	1 288	992	1 441	1 941	2 378	2 394
dont ERPA (a)	478	503	809	830	875	882	665	600	560	nd	nd	nd
Aides des provinces	660	146	574	774	1 434	856	577	571	1 091	1 521	1 765	1 647
Aides de l'État (b)	713	27	13	135	78	842 (c)	98	23	320	438	739	489

(a) Les aides de l'ERPA concernent également l'aide à l'aquaculture et l'aide au transport de produits de la mer.

(b) Hors aides versées dans le cadre des contrats de développement.

(c) Dont 777 millions d'indemnisation au cyclone Erica.

Unité : million de F.CFP

SOURCES [1] DAVAR, *L'agriculture calédonienne de 1998 à 2007*. [2] DAVAR, *Mémento agricole 2009*. [3] DAVAR-ISEE, *Recensement Général Agricole 2002/Principaux résultats*, Notes et Documents n°94, mai 2005.

18.2 Exploitations agricoles

Évolution du nombre d'exploitations et de la SAU par province (RGA 1991 et 2002) [1]

	1991		2002	
	Exploitations	SAU	Exploitations	SAU
Province des îles Loyauté	2 254	4 964	1 623	1 164
Province Nord	4 279	99 233	2 230	121 647
Province Sud	1 927	124 010	1 721	125 066
Nouvelle-Calédonie	8 460	228 208	5 574	247 878

Unités : nombre, ha

Répartition des types de statut foncier par province, sur la surface des exploitations (RGA 2002) [1]

	Province des îles Loyauté	Province Nord	Province Sud	Nouvelle-Calédonie
Terres domaniales	-	14,9	6,7	10,5
Terres de droit privé	-	42,6	87,4	65,7
Terres coutumières	100,0	42,5	5,9	23,8
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0

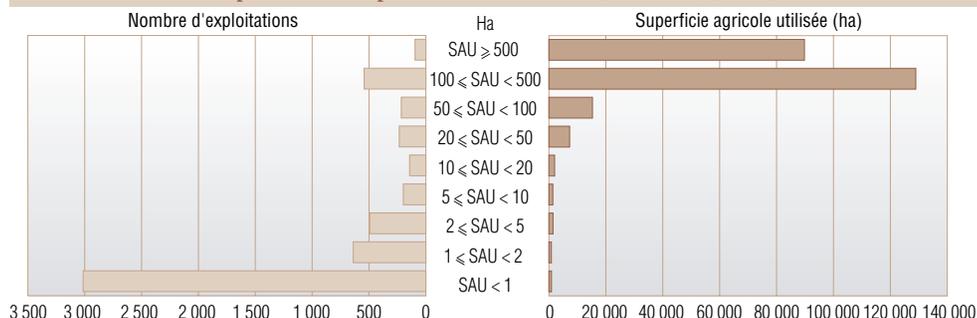
Unité : %

Évolution du nombre d'exploitations par province en fonction de leur système de production (RGA 1991 et 2002) [1]

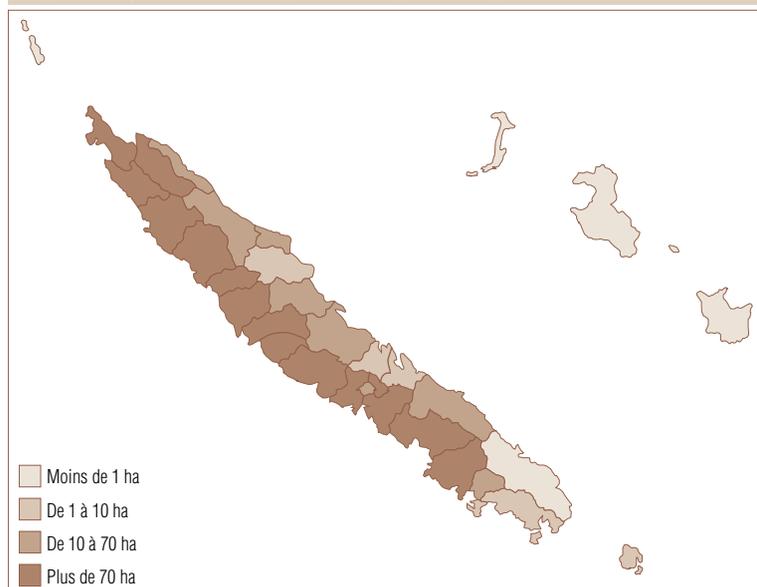
	Province des îles Loyauté		Province Nord		Province Sud		Nouvelle-Calédonie	
	1991	2002	1991	2002	1991	2002	1991	2002
Monoculture	1	35	32	67	81	201	114	303
Élevage(s) seulement	7	6	201	268	298	433	506	707
Polyculture	85	79	1 069	585	367	232	1 521	896
Monoculture-Élevage(s)	141	495	219	134	256	298	616	927
Polyculture-Élevage(s)	2 020	1 008	2 758	1 176	925	557	5 703	2 741
Total	2 254	1 623	4 279	2 230	1 927	1 721	8 460	5 574

Unité : nombre

Répartition des exploitations et de la SAU (RGA 2002) [1 et 2]



Superficie Agricole Utilisée moyenne des exploitations par commune (RGA 2002) [1]



SOURCES [1] DAVAR-ISEE, Recensement Général Agricole 2002/ Principaux résultats, Notes et Documents n°94, mai 2005. [2] DAVAR-ISEE, Recensement Général Agricole 2002/ Inventaire communal, Notes et Documents n°91, 92 et 93, novembre 2004.

Évolution des surfaces des cultures végétales (hors pâturages, fourrages et jachères) par province (RGA 1991 et 2002) [1]

	Province des îles Loyauté		Province Nord		Province Sud		Nouvelle-Calédonie	
	1991	2002	1991	2002	1991	2002	1991	2002
Légumes et fruits de plein champ	87	28	606	581	650	1 263	1 343	1 872
Céréales	-	-	131	423	369	530	501	953
Arbres fruitiers isolés	368	70	1 023	312	382	441	1 773	823
Vergers	34	69	172	160	255	408	461	637
Tubercules	212	198	358	395	133	195	703	788
Fleurs et pépinières	-	1	2	7	27	96	29	103
Café, vanille	2	18	868	193	150	82	1 021	294
Jardins familiaux	82	114	90	238	33	74	205	425
Total	785	498	3 250	2 309	1 999	3 089	6 036	5 895

Unité : ha

Valorisation des principales productions végétales commercialisées par province en 2009* [2]

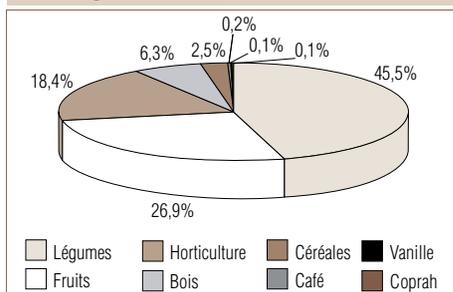
	Province des îles Loyauté	Province Nord	Province Sud
Légumes	0,1	205	1 875
Horticulture	3	138	710
Fruits	23	225	984
Bois (a)	-	63	144
Céréales	-	49	67
Café	-	2	9

* Données provisoires.

(a) Y compris huiles essentielles et produits dérivés.

Unité : million FCFP

Structure de la valeur de la production végétale commercialisée en 2009 [2]



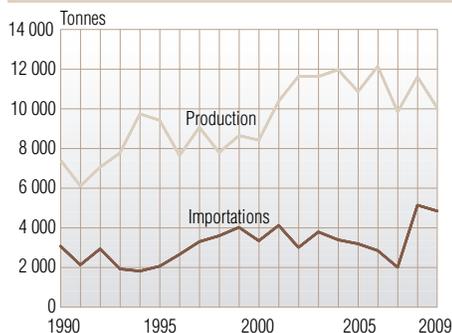
Évolution des productions commercialisées et des importations de certains produits végétaux [2 à 4]

	1990		1995		2000		2005		2009	
	Production	Importations								
Céréales	761	30 550	1 018	41 158	4 795	35 509	6 290	40 250	2 587	40 430
Riz	11	7 252	-	9 928	-	8 833	-	11 004	-	9 965
Blé	150	21 025	97	28 854	-	25 654	36	28 456	-	26 735
Mais	600	1 831	818	1 943	4 795	652	6 254	490	2 587	2 656
Sorgho	-	-	103	7	-	3	-	4	-	845
Légumes (a)	7 243	3 081	8 983	2 068	8 059	3 348	10 869	3 198	9 732	4 848
Légumes frais	4 725	1 133	4 315	688	4 134	1 510	6 026	1 304	5 482	2 663
Pommes de terre	2 518	800	2 696	352	1 190	1 057	1 664	1 096	1 488	1 352
Oignons	-	1 148	210	1 028	525	781	636	798	710	833
Squashes	-	-	1 762	-	2 210	8	2 099	17	2 053	-
Tubercules tropicaux	178	-	438	-	364	-	443	-	310	-
Fruits (a)	1 470	3 652	3 084	3 314	4 079	2 822	4 248	3 199	4 397	5 174
Café (équivalent café vert)	134	412	18	737	25	986	25	966	7	1 403
Coprah	24	-	184	-	208	-	208	-	57	201
Bois d'œuvre	3 262	15 635	3 105	9 513	3 208	11 850	3 208	11 850	1 838	16 000

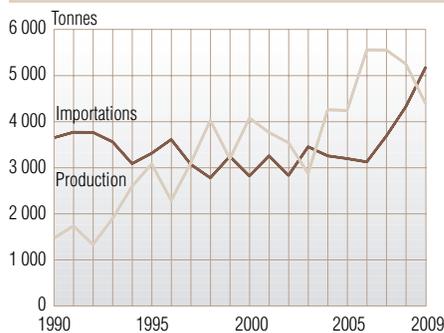
(a) Y compris les légumes et fruits secs en importations.

Unité : tonne

Évolution de la production et des importations de légumes [2 à 4]



Évolution de la production et des importations de fruits [2 à 4]



SOURCES [1] DAVAR-ISEE, Recensement Général Agricole 2002/Principaux résultats, Notes et Documents n°94, mai 2005. [2] DAVAR, Mémento agricole 2009. [3] DAVAR, L'agriculture calédonienne de 1998 à 2007. [4] DRDNC.

18.4 Filière bovine

Évolution des élevages bovins par province (RGA 1991 et 2002) [1]

	Province des îles Loyauté		Province Nord		Province Sud		Nouvelle-Calédonie	
	1991	2002	1991	2002	1991	2002	1991	2002
Nombre d'élevages	311	241	1 178	584	600	644	2 089	1 469
Nombre de têtes	2 126	1 877	58 570	49 443	64 701	59 988	125 397	111 308
Taille moyenne d'un élevage	6,8	7,8	49,7	84,7	107,8	93,1	60,0	75,8

Unités : nombre, têtes/élevage

Évolution des élevages bovins par province en fonction de la taille du troupeau (RGA 1991 et 2002) [1]

	Province des îles Loyauté		Province Nord		Province Sud		Nouvelle-Calédonie	
	1991	2002	1991	2002	1991	2002	1991	2002
1 à 10 têtes	274	216	450	69	109	115	833	400
11 à 20 têtes	23	14	181	73	61	73	265	160
21 à 50 têtes	10	6	247	182	123	158	380	346
51 à 100 têtes	-	2	143	123	110	136	253	261
101 à 500 têtes	4	3	150	132	177	146	331	281
500 têtes et plus	-	-	7	5	20	16	27	21
Total	311	241	1 178	584	600	644	2 089	1 469

Unité : nombre

Évolution de la composition des élevages bovins (RGA 1991 et 2002) [1]

	Province des îles Loyauté		Province Nord		Province Sud		Nouvelle-Calédonie	
	1991	2002	1991	2002	1991	2002	1991	2002
Taureaux	300	251	1 617	1 099	1 345	1 372	3 262	2 722
Vaches laitières	-	-	20	-	367	393	387	393
Vaches allaitantes	1 007	544	26 002	20 295	29 980	24 727	56 989	45 566
Bovins de plus de 2 ans/mâles	185	273	5 922	4 588	4 376	5 813	10 483	10 674
Bovins de plus de 2 ans/femelles	256	524	6 115	5 042	5 997	7 905	12 368	13 471
Bovins de 1 à 2 ans/mâles	133	54	4 734	4 070	4 366	3 939	9 233	8 063
Bovins de 1 à 2 ans/femelles	116	133	4 116	4 976	5 290	3 640	9 522	8 749
Bovins de moins de 1 an	129	98	10 044	9 373	12 980	12 199	23 153	21 670
Total	2 126	1 877	58 570	49 443	64 701	59 988	125 397	111 308

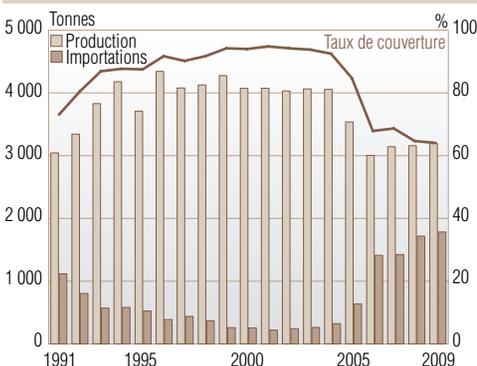
Unité : nombre de têtes

Évolution de la production de viande bovine par province [2 et 3]

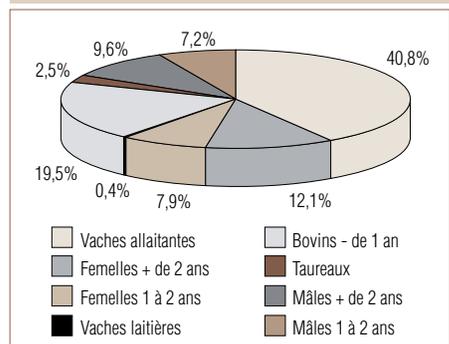
	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008 r	2009
Province Nord	1 296	1 303	1 379	1 400	1 369	1 423	1 495	1 286	1 141	1 183	1 125	1 185
OCEF	1 085	1 158	1 175	1 198	1 258	1 236	1 220	1 082	942	975	942	1 043
Bouchers de l'intérieur	211	145	204	202	111	188	275	203	200	208	183	143
Province Sud	1 401	2 393	2 588	2 572	2 580	2 536	2 474	2 215	1 817	1 931	1 998	1 976
OCEF	1 130	1 858	1 882	1 872	1 913	1 906	1 904	1 638	1 270	1 328	1 350	1 401
Bouchers de l'intérieur	271	535	706	700	668	630	572	577	568	603	647	575
Nouvelle-Calédonie	2 697	3 696	4 058	4 059	4 016	4 002	4 044	3 524	2 992	3 131	3 147	3 181
OCEF	2 215	3 016	3 057	3 070	3 171	3 142	3 124	2 721	2 213	2 302	2 293	2 443
Prestation de service de l'OCEF	-	-	91	86	67	90	73	23	12	18	24	20
Bouchers de l'intérieur	482	680	910	902	779	771	847	780	768	811	830	718

Unité : tonne

Évolution de la filière bovine [2 à 4]



Structure du cheptel bovin (RGA 2002) [1]



SOURCES [1] DAVAR-ISEE, Recensement Général Agricole 2002/Principaux résultats, Notes et Documents n°94, mai 2005. [2] DAVAR, L'agriculture calédonienne de 1998 à 2007. [3] DAVAR, Mémento agricole 2009. [4] DRDNC.

Structure des élevages selon le type de cheptel par province (RGA 2002) [1]

	Province des îles Loyauté		Province Nord		Province Sud		Nouvelle-Calédonie	
	Têtes	Élevages	Têtes	Élevages	Têtes	Élevages	Têtes	Élevages
Porcins (a)	7 605	1 447	4 259	679	13 583	477	25 447	2 603
Caprins	2 410	307	1 646	38	4 074	62	8 130	407
Ovins	-	-	169	6	2 128	20	2 297	26
Équins	62	47	4 027	620	3 423	482	7 512	1 149
Cervidés (b)	-	-	2 621	10	11 672	10	14 293	39
Volailles	25 250	590	30 672	776	326 916	493	382 838	1 859
Lapins	17	3	654	28	7 120	69	7 791	100
Apiculture	137	4	719	25	1 115	73	1 971	102

(a) Y compris les élevages ne déclarant que des porcelets en post-sevrage.

(b) Exploitations ayant au moins 5 têtes.

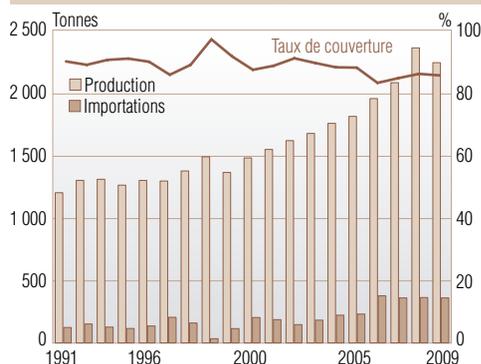
Unité : nombre

Évolution de la production de viande porcine par province [2 et 3]

	1990	1995	2000	2005	2009
Province Nord	59	151	213	308	358
OCEF	52	147	148	205	229
Bouchers de l'intérieur	7	4	65	103	130
Province Sud	1 004	1 156	1 275	1 436	1 791
OCEF	984	1 087	1 024	948	1 071
Bouchers de l'intérieur	20	69	251	489	720
Nouvelle-Calédonie	1 063	1 307	1 488	1 821	2 254
OCEF	1 036	1 234	1 171	1 153	1 299
Prestation de service OCEF	-	-	-	77	105
Bouchers de l'intérieur	27	73	317	592	850

Unité : tonne

Évolution de la filière porcine [2 à 3]



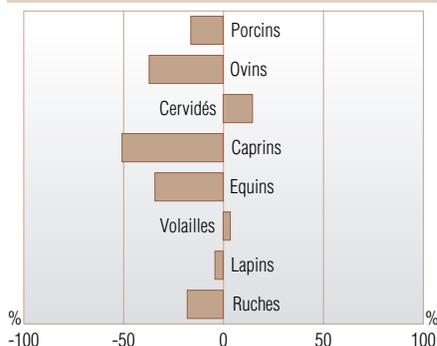
Évolution de la production et des importations des autres filières animales [2 à 4]

	1990	1995	2000	2005	2009
Production locale					
Viande ovine/caprine	26	13	11	15	8
Viande de cerf	32	41	178	246	182
Viande de volaille (a)	608	589	840	865	766
Oeufs (milliers de douzaines)	2 383	2 364	2 676	2 814	2 808
Miel	37	43	67	59	66
Importations					
Viande ovine/caprine	393	495	452	541	599
Viande de volaille (a)	5 103	6 014	6 559	7 813	8 934
Miel	9	6	2	4	4

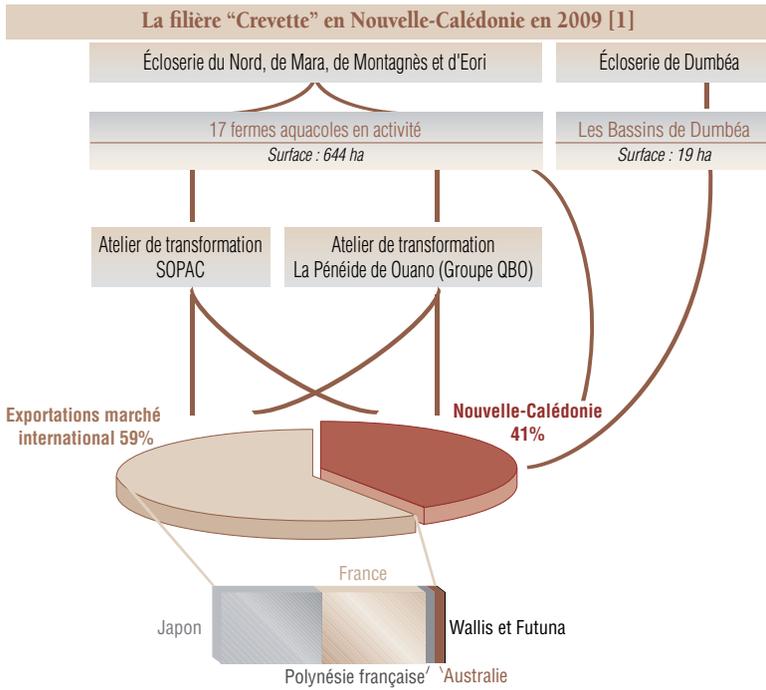
(a) Viande de poulet et de basse-cour et gibier à plumes.

Unité : tonne, sauf mention contraire

Évolution des effectifs des cheptels entre 1991 et 2002 (RGA 1991 et 2002) [1]



SOURCES [1] DAVAR-ISEE, Recensement Général Agricole 2002/Principaux résultats, Notes et Documents n°94, mai 2005. [2] DAVAR, L'agriculture calédonienne de 1998 à 2007. [3] DAVAR, Mémento agricole 2009. [4] DRDNC.

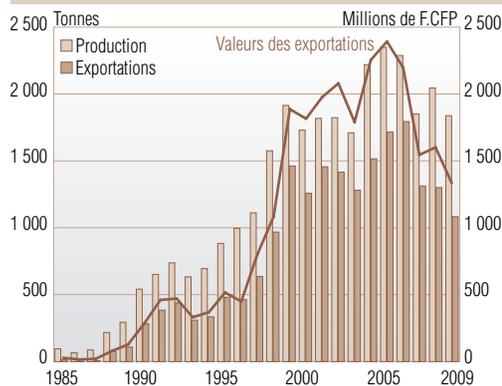


SOURCE [1] ERPA.

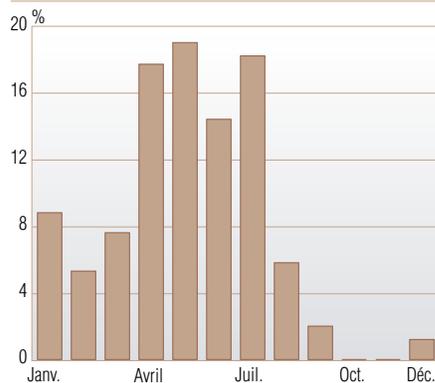
Évolution de la filière "Crevette" en Nouvelle-Calédonie [1 et 2]

	1981	1985	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009
Capacité de production										
Superficie des fermes aquacoles (ha)	10	70	219	358	451	665	654	640	699	663
Production										
Écloseries (million de post-larves)	nd	nd	e 80	107	126	183	169	133	144	150
Fermes aquacoles (tonnes de crevettes)	2	95	539	879	1 723	2 339	2 278	1 843	2 036	1 830
Exportations										
Exportations de crevettes (tonnes)	-	13	282	479	1 253	1 709	1 786	1 307	1 295	1 079

Production et exportations de crevettes [1 et 2]

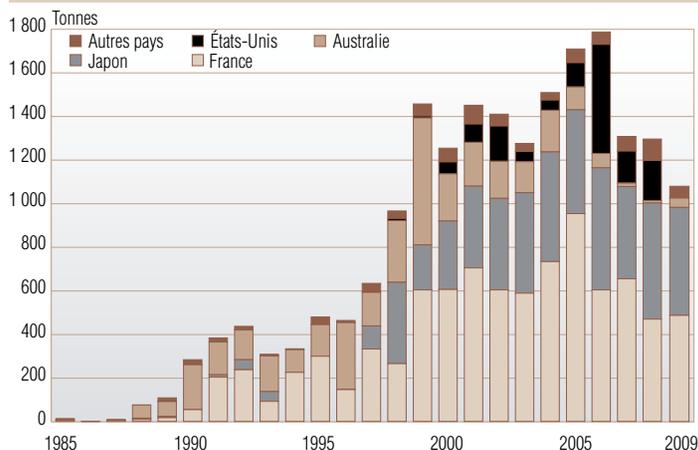


Production mensuelle des fermes* en 2009 [1]

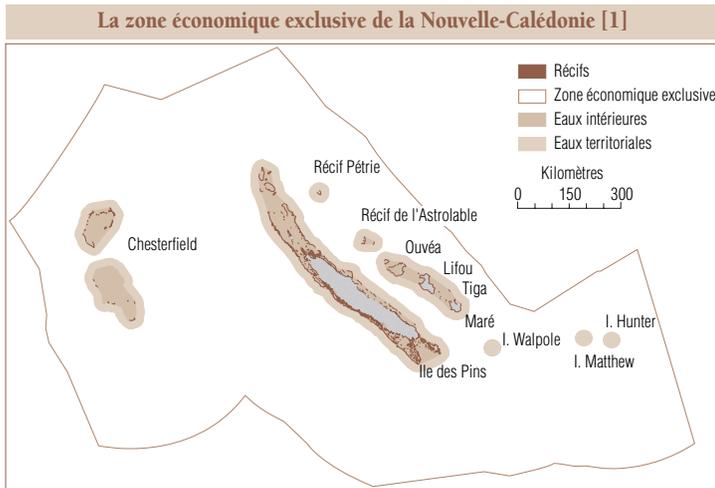


* Estimation des livraisons mensuelles de l'ensemble des fermes par rapport au tonnage total livré aux ateliers.

Exportations de crevettes selon la destination [2]



SOURCES [1] ERPA. [2] DRDNC.



Organisation de la pêche professionnelle [2]

Zone de pêche	Technique	Durée des campagnes	Caractéristiques des navires	Espèces capturées	Commercialisation
Pêche hauturière	ZEE Palangre	1 à 2 semaines	Navires de 16 à 29 m, pêche fraîche,	Thonidés et espèces associées	Thonidés : 50% export, 50% marché local
Pêche côtière	En dehors du lagon, jusqu'à 12 milles du récif DCP (a)...	1 journée à 1 semaine	Navires polyvalents, Jauge brute moyenne 16 tonneaux	Espèces profondes et pélagiques côtiers	Marché local
Pêche lagonaire	Intérieur du lagon, jusqu'au récif (barrière incluse)	Filets maillants, traîne, palangrotte...	Moins de 10 m ; propulsion hors-bord	Becs de cane, bossus, mulets, trocas, holothuries...	Marché local, sauf coquilles de trocas et holothuries à l'export

(a) Dispositif de Concentration des Poissons.

Navires et marins* embarqués par province [2]

	Marins				Navires			
	2000	2005	2008 r	2009	2000	2005	2008 r	2009
Pêche lagonaire et côtière	694	412	606	645	284	195	277	305
Province Sud	348	172	174	219	146	77	83	102
Province Nord	286	149	407	387	120	80	172	173
Province des Îles Loyauté	60	91	25	39	18	38	22	30
Pêche hauturière	99	162	170	157	14	28	27	24
Province Sud	99	102	125	125	14	18	17	17
Province Nord	0	60	45	32	0	10	10	7
Total	793	574	776	802	298	223	304	329

* Équipage déclaré en début d'année.

Unité : nombre

Évolution des volumes pêchés* [2]

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Mulets	75	88	73	57	74	66	52	62	58
Divers poissons récifo-lagonaire	60	65	83	60	37	44	64	114	97
Maquereaux	161	30	33	51	35	42	91	68	88
Bossus	52	53	35	28	31	28	26	31	47
Becs de cane	89	78	46	49	37	26	49	31	49
Picots	45	33	42	19	27	25	12	4	11
Loches	25	36	24	30	18	23	37	24	45
Perroquets	33	32	19	28	26	23	37	21	22
Dawas	33	22	14	22	19	19	30	21	23
Vivaneaux	24	23	17	13	12	10	28	34	47
Rougets	6	11	9	9	2	3	3	10	21
Poissons récifo-lagonaire	602	471	395	366	318	308	428	419	506
Coquilles de trocas	96	190	78	100	120	153	187	198	199
Bêches de mer (poids sec)	61	49	35	52	81	50	57	92	77
Crustacés	36	23	17	14	29	15	35	39	56
Mollusques	4	7	6	7	8	7	12	10	7
Autres produits récifo-lagonaire	197	269	136	173	238	225	291	339	339
Total produits récifo-lagonaire	800	740	531	538	556	534	719	758	845
Thonidés et associés	1 905	1 988	2 211	2 466	2 616	2 473	2 108	2 122	2 387
Total pêche palangrière	1 905	1 988	2 211	2 466	2 616	2 473	2 108	2 122	2 387

* Estimations basées sur les déclarations des pêcheurs.

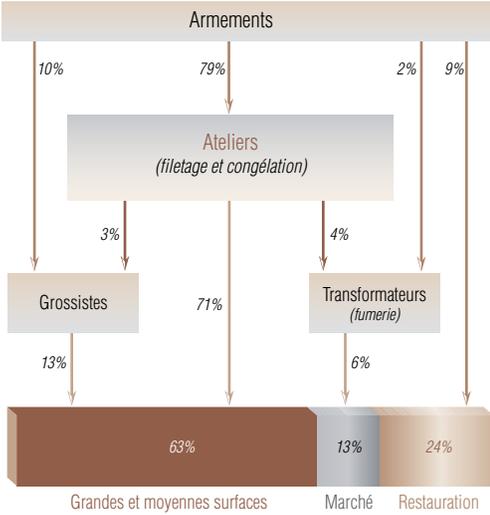
Unité : tonne

Activité des palangriers [1]

	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Navires licenciés mais non utilisés	2	4	3	4	4	6
Navires ayant débarqué du poisson pendant 3 mois ou moins	2	2	2	-	2	-
Navires ayant débarqué du poisson entre 4 et 8 mois	6	4	5	7	5	3
Navires ayant débarqué du poisson pendant 9 mois ou plus	19	17	14	16	16	18
Total licences accordées	29	27	24	27	27	27

Unité : nombre

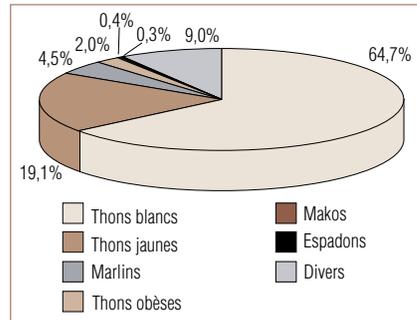
Commercialisation des poissons hauturiers dans le Grand Nouméa [2]



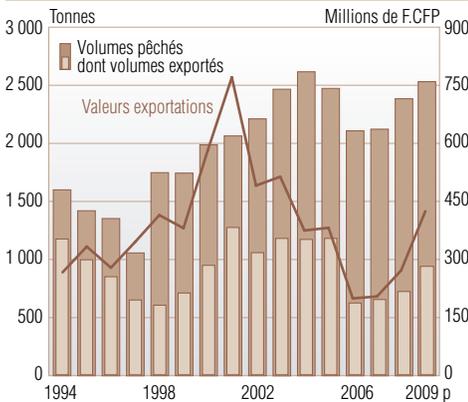
Effort de pêche des palangriers [1]

	2005	2006	2007	2008	2009
Nombre de marées terminées	407	335	399	410	411
Nombre de jours de mer	4 108	3 286	4 076	4 127	4 149
Jours de mer/total (%)	49	43	49	49	54
Nombre de jours de pêche	2 836	2 134	2 531	2 749	2 674
Jours de pêche/total (%)	34	28	30	33	35
Milliers d'hameçons utilisés	4 959	3 773	4 164	4 981	4 932

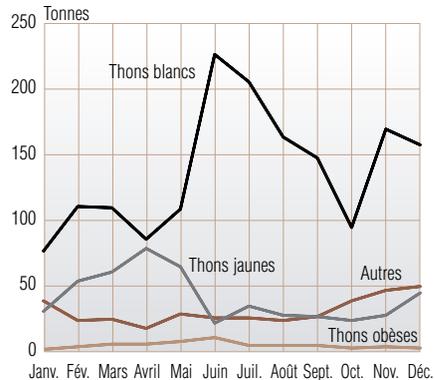
Espèces pêchées en 2009 [1]



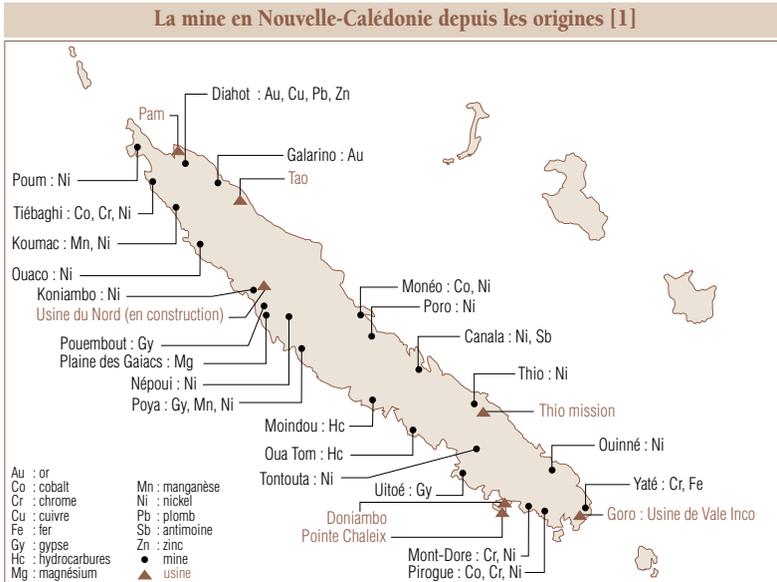
Pêche et exportations des navires hauturiers [1 et 3]



Tonnages mensuels pêchés par espèce en 2009 [1]



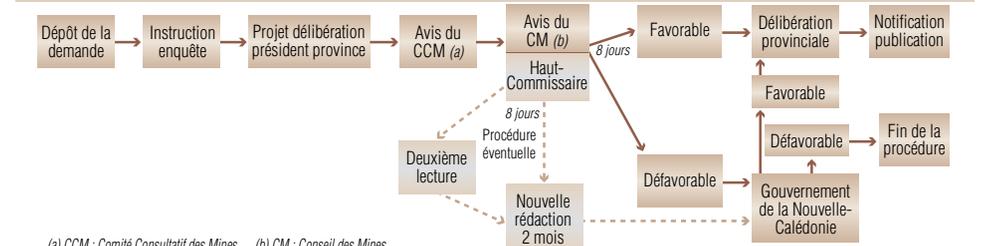
SOURCES [1] SMMPM. [2] SMMPM, *La commercialisation des poissons hauturiers dans le grand Nouméa*, octobre 2004. [3] DRDNC.



La mine en Nouvelle-Calédonie : repères chronologiques [2]

1774	Découverte de la Nouvelle-Calédonie par James Cook	2000	La Nouvelle-Calédonie entre à hauteur de 30% dans le capital de la SLN, par le biais de la STCPI (Société Territoriale Calédonienne de Participation Industrielle) qui regroupe les 3 Provinces
1858	Première demande de concession minière (charbon)	2001	Décision du conseil d'administration d'Inco Limited de construire l'usine commerciale de Goro Nickel
1863	Découverte d'or à Pouébo	2002	Interruption des travaux de l'usine de Goro Nickel (révision des coûts)
1863-1866	Mission de Jules Garnier	2003	Le projet Koniambo entre en phase d'étude bancaire
1864	Jules Garnier découvre un nouveau minéral de nickel	2004	Décision du conseil d'administration d'Inco Limited de redémarrer les travaux de construction de l'usine de Goro Nickel
1872	Découverte d'un gisement de cuivre à Balade	2005	Mise à feu du nouveau four DEMAG 10 à Doniambo
1873	Découverte d'un gisement de nickel au Mont-Dore	2006	Transfert définitif du massif du Koniambo à la SMSP
1874-1877	"Rush" du nickel	2006	OPA réussie de Xstrata sur Falconbridge
1876	Premiers brevets pour le traitement du nickel calédonien	2007	OPA réussie de Companhia Vale do Rio Doce (CVRD) sur Inco
	La découverte de Garnier est homologuée sous le nom de "garniérée"		Taux record du cours du nickel au LME à 24,54 US \$ la livre le 16 mai
1877	Ouverture de la première fonderie à la pointe Chaleix (Nouméa)		La participation de la STCPI dans la SLN passe de 30 à 34% et sa participation dans ERAMET de 5,1 à 4,1%
	Première crise du nickel		Approbation par le conseil de direction de Xstrata Plc, maison mère de Xstrata Nickel (partenaire industriel de la SMSP dans l'usine du Nord), du développement du projet Koniambo
1880	Création de la Société Le Nickel (SLN)	2008	Rénovation du four DEMAG 9 à Doniambo
1884	Découverte d'un gisement de cuivre à Pilou		Allumage du four de l'usine de production de nickel de Gwangyang en Corée du Sud, dont la SMSP détient 51% du capital.
1889-1891	Fonctionnement de l'usine d'Ouroù à Thio		Début des travaux préparatoires (construction de la base-vie et du port) de l'usine du Nord.
1891	Premier convoi d'engagés asiatiques		Goro Nickel devient Vale Inco Nouvelle-Calédonie
1892	Premier convoi d'immigrés japonais	2009	Création de l'établissement public administratif "Fonds Nickel", dont un des objectifs est de garantir l'essor et la consolidation de l'industrie minière et métallurgique en Nouvelle-Calédonie en cas de crise du secteur.
1894	Premier convoi d'engagés javanais		Le secteur du nickel est déclaré en situation de crise le 14 avril.
1902	Création d'INCO		Vote de la Loi du pays relative au code minier de la Nouvelle-Calédonie.
1910	Première fusion électrometallurgique à Tao		Mise en place de l'CEIL (l'observatoire et l'information sur l'environnement).
	Inauguration de l'Usine de Doniambo (Nouméa)		
1912	Ouverture de l'Usine de la SLN à Thio-Mission		
Années 1950	Mécanisation de l'extraction minière		
1954	Grève pour la parité des salaires quelle que soit l'origine ethnique		
1967-1971	"Boom" du nickel		
1974	La SLN passe sous le contrôle de l'État		
1988	Loi référendaire portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie		
1998	Accord de Bercy entre Eramet, SMSP & Falconbridge sur l'échange de titres miniers		
	Démarrage par la SMSP & Falconbridge de l'étude de faisabilité pour l'Usine du Nord		
1999	Loi organique relative à la Nouvelle-Calédonie, qui institue notamment le CCM (a)		
	Inauguration de l'usine-pilote d'INCO à Goro		

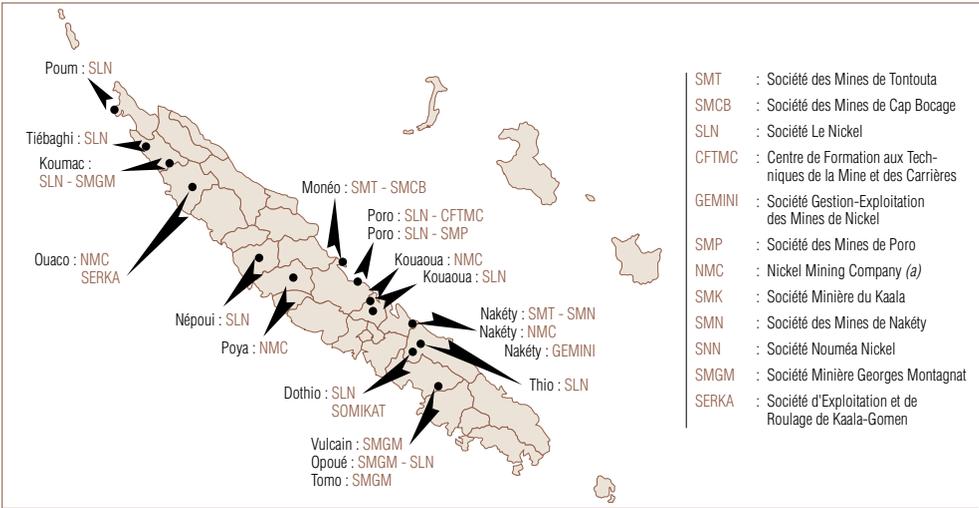
Schéma de procédure pour toutes autorisations relatives au nickel, chrome, cobalt et hydrocarbures [3]



(a) CCM : Comité Consultatif des Mines. (b) CM : Conseil des Mines.

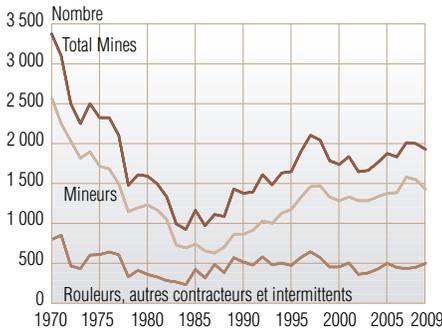
SOURCES [1] Bencivengo Y. (sous la direction de), *La mine en Nouvelle-Calédonie, 101 mots pour comprendre, Île de Lumière*, Nouméa, 1997. [2] ISEE, *Faits marquants, Bilan Économique et Social 1999 à 2009*. [3] DIMENC.

Implantation des centres miniers actifs en 2009 [1]

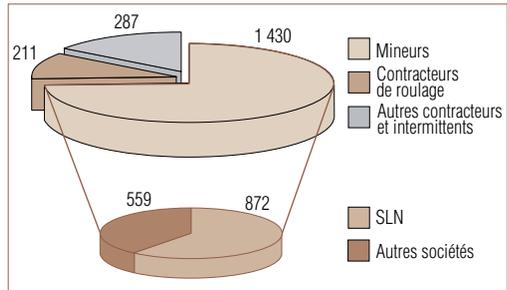


(a) NMC : co-entreprise créée en 2008 entre POSCO et SMSP en charge de la branche minière.

Évolution de l'emploi dans le secteur minier [1]



Répartition de l'emploi du secteur minier en 2009* [1]



* Moyenne annuelle.

Unité : personne

Les points de chargements en mer utilisés en 2009 par les sociétés minières [1]

Lieu	Utilisateur	Propriétaire	Destination du minéral de nickel	Mode de Chargement
Karembé	SMGM	SLN	Doniambo, Japon, Australie	Chalandage
Ouaco	NMC	NMC	Corée du Sud	Chalandage
Népoui	SLN	SLN	Japon, Doniambo	Convoyeur en mer
Poya	NMC	NMC	Corée du Sud	Chalandage
Monéo	SMCB	SMT	Japon, Australie	Convoyeur en mer
Kouaoua 1	NMC	NMC	Australie, Corée du Sud	Chalandage
Kouaoua 2	SLN	SLN	Doniambo	Convoyeur en mer
Nakéty 1	NMC	NMC	Australie, Corée du Sud	Chalandage
Nakéty 2	SMN	SMN	Australie, Japon	Chalandage
Poro	SLN	SLN	Australie	Chalandage
Bogota	GEMINI	GEMINI	Australie, Japon (via SMT)	Chalandage
Tiébaghi	SLN	SLN	Japon, Doniambo	Convoyeur en mer
Thio	SLN	SLN	Japon, Doniambo	Convoyeur en mer
Tontouta	SMGM	SMGM	Japon, Australie, Doniambo	Chalandage
Ouiné	SMGM	SMGM	Australie	Chalandage

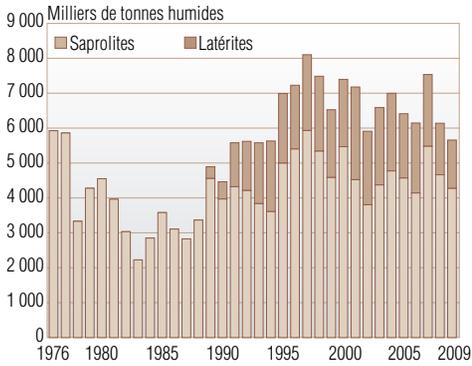
SOURCE [1] DIMENC.

21.3 Activité minière (2)

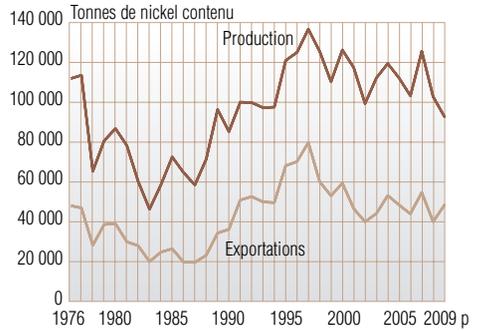
Évolution de la production et des exportations de minerai de nickel [1]

	Production		Exportations	
	Tonnage brut (milliers de tonnes humides)	Tonnage métal (tonnes de nickel contenu)	Tonnage brut (milliers de tonnes humides)	Tonnage métal (tonnes de nickel contenu)
1875 - 1899	600	40 700	566	37 465
1900 - 1910	1 219	63 700	1 215	62 788
1911 - 1920	1 237	54 800	541	25 178
1921 - 1930	981	38 300	-	-
1931 - 1940	2 248	76 300	165	5 189
1941 - 1950	1 783	48 000	18	588
1951 - 1960	10 084	246 200	4 620	110 900
1961 - 1970	35 492	766 219	16 666	353 640
1971 - 1980	56 833	1 082 271	25 663	461 060
1981 - 1990	34 494	690 338	14 553	260 963
1991 - 2000	66 493	1 137 241	40 363	592 097
2005	6 445	111 939	3 394	48 268
2006	6 179	102 986	3 319	43 809
2007	7 575	125 364	4 040	54 567
2008	6 172	102 583	3 100	39 877
2009 p	5 689	92 570	3 515	48 238

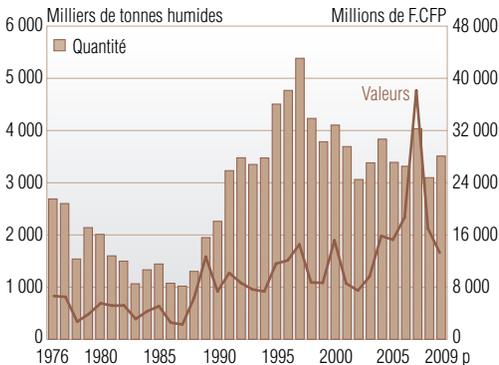
Évolution de la production de minerai de nickel [1]



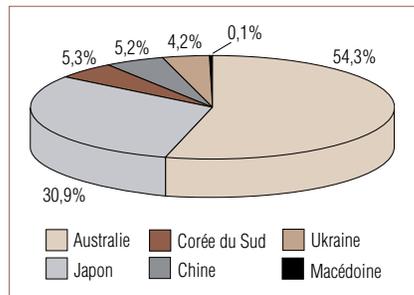
Évolution de la production et des exportations de minerai de nickel [1]



Évolution des exportations de minerai de nickel [1]



Destination du minerai de nickel exporté en % du tonnage brut (2000-2009) [1]



Évolution du prix* du minerai de nickel exporté [1]

	Japon	Australie	États-Unis	Ukraine	Macédoine	Chine	Corée du Sud
1990	210	138	///	///	///	///	///
1995	179	133	181	///	///	///	///
2000	285	163	///	///	///	///	///
2005	364	216	///	354	341	///	///
2006	467	336	///	475	///	580	///
2007 r	888	516	///	///	///	647	///
2008 r	537	350	///	///	///	345	315
2009 p	288	218	///	///	///	///	287

* Prix moyen du kg de nickel contenu exporté.

Unité : FCFP

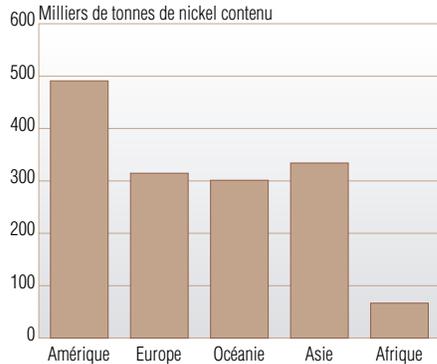
21.4 Marché mondial du nickel

Évolution de la production mondiale de nickel [1]

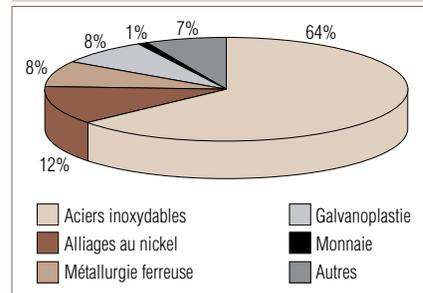
	1985	1990	1995	2000	2008 p
Europe	279	350	284	295	316
Finlande	9	11	4	3	4
Grèce	17	17	20	23	19
Norvège	0,4	2	3	3	-
Ex-Yougoslavie	3	5	3	-	-
CEI puis Russie seulement	242	306	253	266	277
Ukraine	-	-	-	-	8
Allemagne (RDA)	2	1	-	-	-
Albanie	7	9	-	-	-
Turquie	-	-	-	-	-
Espagne	-	-	-	-	8
Afrique	67	62	63	64	67
Afrique du Sud	29	30	30	37	32
Botswana	26	20	21	21	29
Zimbabwe	11	13	12	6	6
Amérique	268	306	300	406	493
Bésil	20	19	19	45	59
Canada	170	196	182	191	260
Colombie	12	19	24	59	77
Cuba	34	41	43	69	67
États-Unis	6	0,3	2	-	-
République dominicaine	27	30	31	40	19
Vénézuéla	-	-	-	2	12
Asie	105	116	144	169	336
Chine	28	31	42	50	72
Indonésie	48	69	87	98	180
Philippines	28	16	15	20	84
Myanmar	0,1	0,1	-	-	-
Océanie	158	153	225	292	303
Australie	86	68	104	166	200
Nouvelle-Calédonie	72	85	121	126	103
Divers/autres	0,2	0,1	10	0,3	17
Monde	877	987	1 025	1 226	1 531

Unité : millier de tonnes de nickel contenu

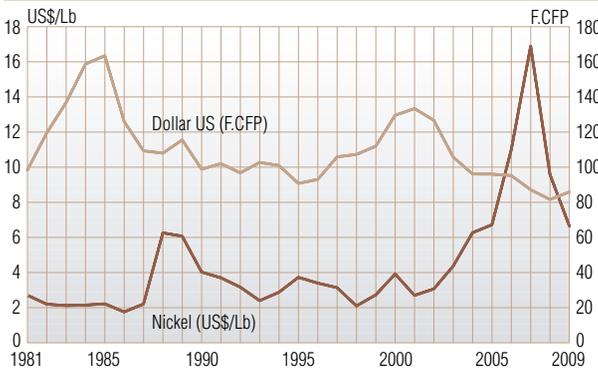
Répartition de la production mondiale de nickel en 2008 par continent [2]



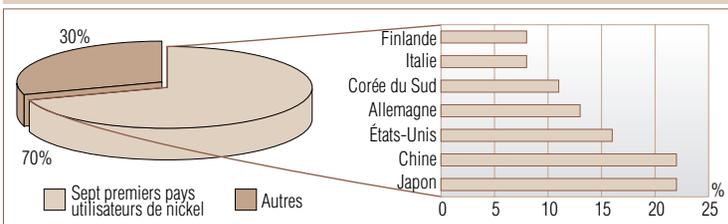
Répartition des débouchés du nickel par secteur d'utilisation en 2009 [3]



Évolution des cours du nickel au London Metal Exchange et du dollar (moyenne annuelle) [4]



Principaux utilisateurs de nickel dans le monde sur la période 2000-2004 [5]



SOURCES [1] Eramet/Statistical year book jusqu'en 1998, British geological survey de 1998 à 2008. [2] British geological survey. [3] Eramet. [4] DIMENC. [5] Secrétariat de la CNUCED, d'après les données statistiques du World Bureau of Metal Statistics.

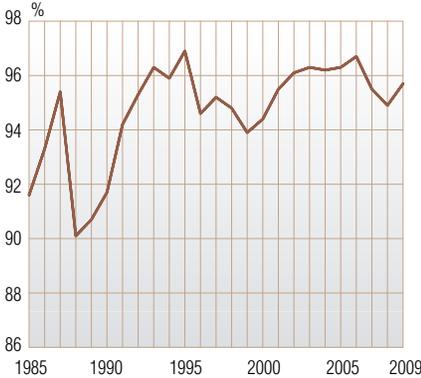
Évolution du bilan énergétique de la Nouvelle-Calédonie [1]

	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009 p
Production primaire (a)	39 621	19 597	38 524	30 590	27 132	37 410	41 590	37 782
Importations consommées (b)	439 872	605 097	645 711	796 991	805 269	798 746	774 669	840 969
Ressources totales d'énergie primaire	479 493	624 694	684 235	827 581	832 401	836 156	816 259	878 751
Taux de dépendance énergétique	91,7	96,9	94,4	96,3	96,7	95,5	94,9	95,7

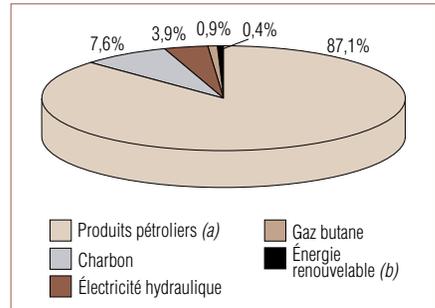
(a) Énergie électrique d'origine hydraulique, éolienne et solaire. (b) Produits pétroliers, gaz butane, charbon.

Unités : tonne-équivalent pétrole (tep), %

Évolution du taux de dépendance énergétique [1]

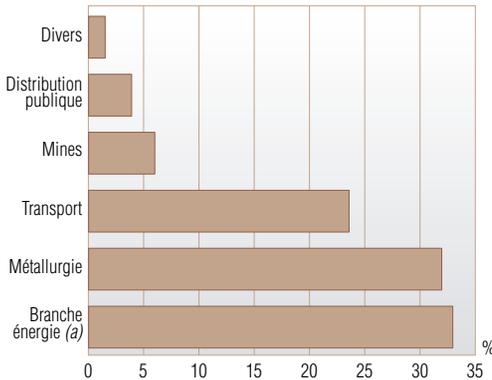


Consommation d'énergie primaire par type d'énergie en 2009 [1]



(a) Fioul lourd, gazole, essence, pétrole lampant, caburéacteur.
(b) Éolienne et solaire.

Consommation d'énergie primaire par secteur en 2009 [1]



(a) Il s'agit des pertes lors de la production d'énergie thermique.

Consommation d'énergie primaire dans le monde en 2006 [1 et 2]

Amérique du Nord	6,3
États-Unis	7,7
Canada	8,3
Amérique latine	1,1
Union Européenne à 27 (a)	3,7
France	4,3
Allemagne	4,2
Europe de l'Est (a)	1,9
Afrique (a)	0,7
Asie (a)	1,1
Japon	4,1
Chine (a)	1,3
Moyen Orient (a)	2,7
Océanie	5,6
Nouvelle-Calédonie	3,5
Monde (a)	1,8

(a) Données 2005

Unité : tep par habitant

Taux d'indépendance énergétique dans quelques pays en 2006 [1 et 2]

Royaume-Uni	80,7
États-Unis	71,3
France	50,3
Allemagne	39,2
Belgique	25,4
Espagne	21,7
Japon	19,2
Portugal	17,0
Italie	14,9
Nouvelle-Calédonie	3,3

Unité : %

Opérations primées par le Comité Territorial pour la Maîtrise de l'Énergie [1]

	2000	2005	2009
Communication sensibilisation	-	15 656	10 476
Energies renouvelables	36 387	43 171	60 461
Diffusion des chauffe-eau solaires (a)	-	24 000	30 000
Électrification photovoltaïque à usage domestique	10 588	5 529	1 362
Fonds d'Électrification Rurale (FER) (b)	9 776	-	4 297
Installation de pompage photovoltaïque	3 427	6 298	1 105
Maîtrise et utilisation rationnelle de l'énergie	413	7 079	31 625
Maîtrise de l'énergie dans le bâtiment	-	-	-
Diffusion de la lampe basse consommation	-	6 000	6 000
Véhicule électrique	-	-	1 920
Total	36 800	65 907	102 562

(a) Prime de 40 000 F.CFP par le CTME pour l'installation d'un chauffe-eau solaire individuel. (b) Participation sur les installations intérieures des installations photovoltaïques financées par la FER. Unité : millier de F.CFP

Évolution de la consommation de produits pétroliers et de charbon [1]

	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009 p
Super au plomb (a)	57 363	54 064	15 711	///	///	///	///	///
Super sans plomb	-	8 586	47 550	67 996	63 681	67 382	67 580	69 153
Gazole	65 491	83 734	113 367	148 839	149 213	170 118	199 510	219 585
Pétrole Lampant	1 030	714	1 318	-	-	-	-	4 710
Carburéacteur	26 252	25 001	28 434	31 348	38 501	42 087	34 590	31 333
Essence avion	254	467	248	-	244	288	288	-
Fioul lourd	229 796	348 083	350 358	464 043	462 332	423 312	376 590	440 847
Gaz butane	7 172	7 909	8 810	8 837	9 174	8 892	9 444	8 216
Charbon (b)	93 765	123 439	169 315	173 767	189 134	162 999	244 914	169 123

(a) N'est plus en circulation en Nouvelle-Calédonie depuis 2001.

(b) Y compris le charbon importé par la SLN comme entrant chimique dans le procédé métallurgique, non comptabilisé dans le bilan énergétique.

Unité : tep

Évolution en valeur CAF* des importations de produits pétroliers et de charbon [2]

	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009
Essence	1 597	1 282	2 387	3 298	3 419	4 166	5 431	3 780
Gazole	1 571	1 592	4 217	6 505	6 779	9 277	15 032	9 147
Pétrole lampant	140	117	208	486	877	750	808	429
Fioul lourd	3 045	3 245	8 150	13 248	15 640	16 785	20 862	15 175
Gaz butane	227	275	409	518	612	577	753	510
Charbon (a)	1 101	1 175	1 038	2 118	1 839	1 719	4 377	1 881
dont houille bitumineuse	647	823	845	1 203	1 552	1 460	3 456	1 589

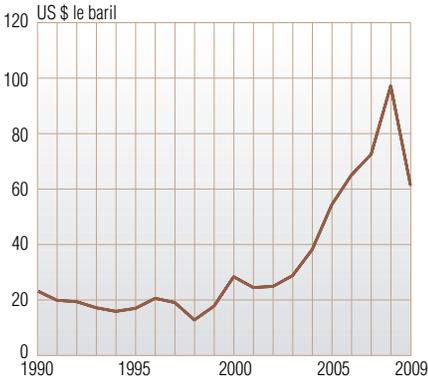
* Coût, Assurance, Fret.

(a) Y compris le charbon importé par la SLN comme entrant chimique dans le procédé métallurgique, non comptabilisé dans le bilan énergétique.

Unité : million de F.CFP

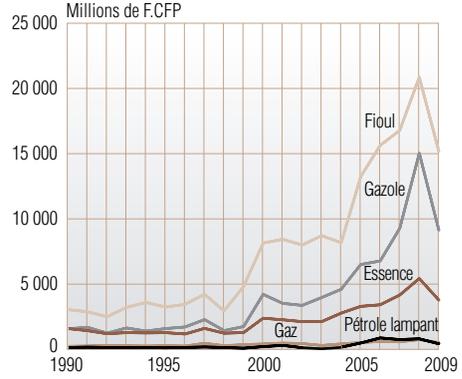
128

Évolution des cours* du pétrole brut Brent (prix spot à Rotterdam) [3]



* Moyenne annuelle.

Évolution de la valeur CAF des importations de produits pétroliers [2]



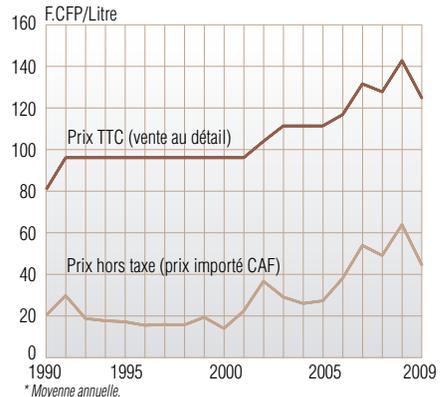
Évolution du prix hors taxe* des produits pétroliers [1]

	Super-carburant	Gazole
1990	20,19	19,40
1995	15,51	14,95
2000	22,37	19,79
2001	36,74	38,05
2002	29,09	29,14
2003	26,00	26,37
2004	27,28	24,37
2005	38,12	38,34
2006	53,85	52,33
2007	49,06	49,21
2008	63,93	70,84
2009	44,64	44,33

* Moyenne annuelle.

Unité : F.CFP/litre

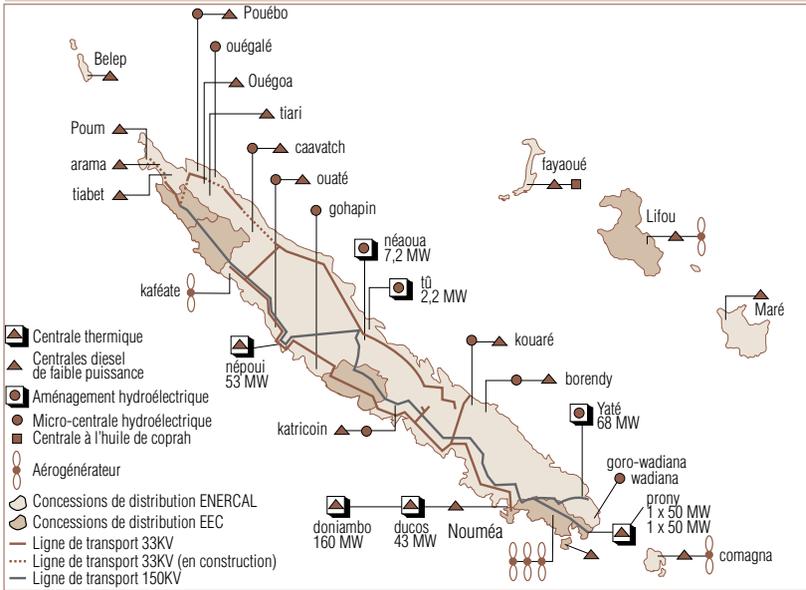
Évolution du prix* du supercarburant en Nouvelle-Calédonie [1]



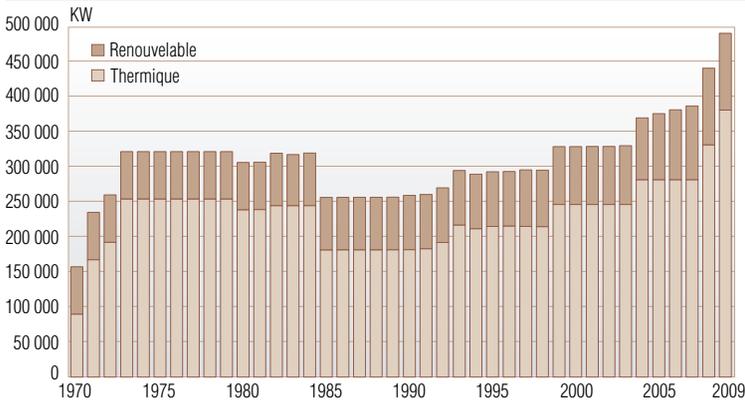
* Moyenne annuelle.

22.3 Électricité-production

L'énergie électrique en Nouvelle-Calédonie en 2009 [1 et 2]



Évolution de la puissance installée* par source d'énergie [1 et 2]



* Hors photovoltaïque.

Évolution de la production d'électricité* par source d'énergie [1 et 2]

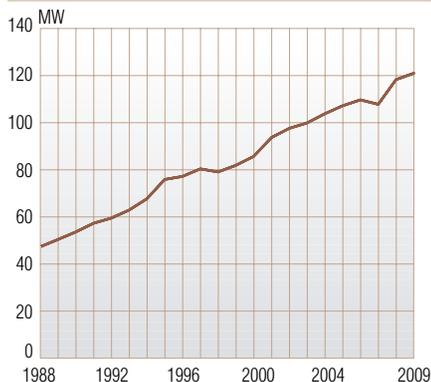
	1970	1980	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009
Thermique	653 506	1 021 898	686 386	1 185 722	1 196 293	1 526 299	1 555 784	1 499 033	1 384 276	1 505 118
Doniambo + Ducos	nd	1 021 138	678 915	992 337	834 751	1 092 567	1 122 418	1 058 414	884 270	942 381
Prony Energies (a)	-	-	-	-	-	-	-	-	124 449	213 459
Poró	-	-	262	-	-	-	-	-	-	-
Centrales diesel	nd	760	7 208	14 384	21 978	27 685	29 297	31 125	34 307	32 055
Népoui	-	-	-	179 001	339 565	405 839	403 968	409 493	341 251	317 223
Hydraulique	218 906	276 101	460 675	228 619	441 518	339 288	288 449	390 131	460 050	397 410
Yaté	nd	276 101	420 945	205 383	399 624	301 893	253 122	353 602	406 216	346 615
Néooua	-	-	38 254	17 950	33 301	29 447	28 327	27 086	42 915	41 379
Tô	-	-	1 124	4 838	8 037	7 123	6 169	8 564	10 249	8 744
Micro centrales	-	-	351	448	556	825	831	879	669	672
Éolienne	-	-	-	-	7 302	17 519	28 297	36 892	35 832	41 546
Bio-carburants	-	-	-	-	-	209	101	1	-	-
Total	873 403	1 297 999	1 147 060	1 414 341	1 645 113	1 883 105	1 872 529	1 926 056	1 880 158	1 944 074

* Hors photovoltaïque.

(a) Mise en production en 2008 de la 1^{re} tranche de la centrale destinée à la distribution publique.

Unité : MWh

Évolution de la puissance de pointe en distribution publique [2]



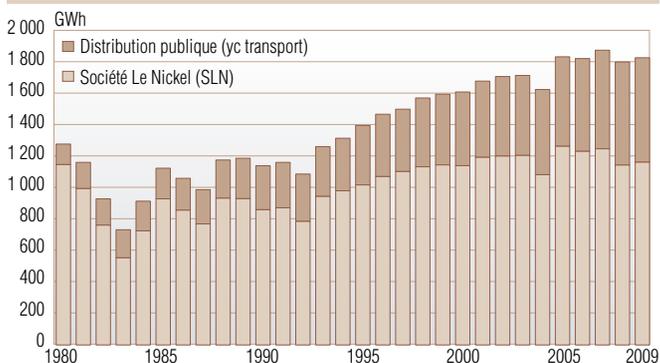
Évolution du nombre d'abonnés* par province [1 et 2]

	Province des îles Loyauté	Province Nord	Province Sud	Nouvelle-Calédonie
1990	1 910	5 312	35 702	42 924
1995	3 495	7 884	42 755	54 134
2000	4 309	9 406	50 912	64 627
2001	4 434	9 970	52 916	67 320
2002	4 573	10 522	54 780	69 875
2003	4 703	10 948	56 436	72 087
2004	4 895	11 147	58 016	74 058
2005	4 967	11 532	60 048	76 547
2006	5 070	11 887	62 180	79 137
2007	5 384	12 245	64 242	81 871
2008	5 603	12 608	66 667	84 878
2009	5 780	13 110	69 124	88 014

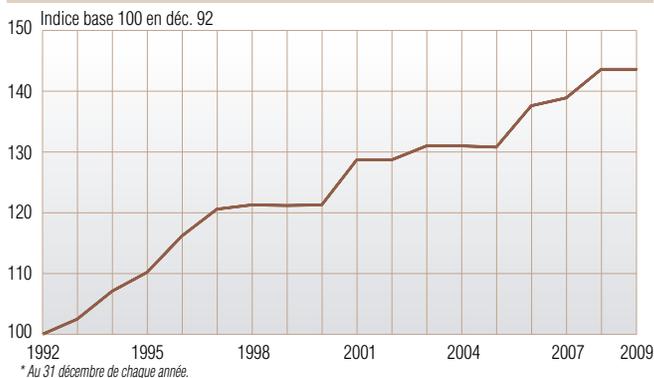
* Moyenne annuelle.

Unité : nombre

Évolution de la consommation d'électricité [1 et 2]



Évolution du prix de détail* de l'électricité pour un usager domestique moyen [3]



* Au 31 décembre de chaque année.

Bilan des subventions du Fonds d'Électrification Rurale (FER) [4]

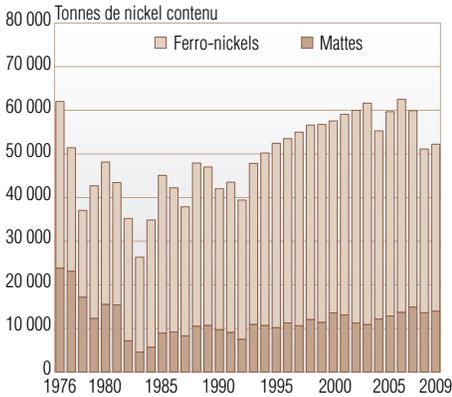
		Plan 2001/2004				Plan 2005/2009					Total
		2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	
Filaire	Nombre de foyers	164	186	218	137	201	164	195	181	174	1 620
	Montant des subventions	388	518	518	449	502	538	542	529	554	4 538
Renouvelable	Nombre de foyers	17	47	35	78	60	21	37	49	27	371
	Montant des subventions	31	85	84	142	108	38	73	93	54	708

Unités : nombre, million de F.CFP

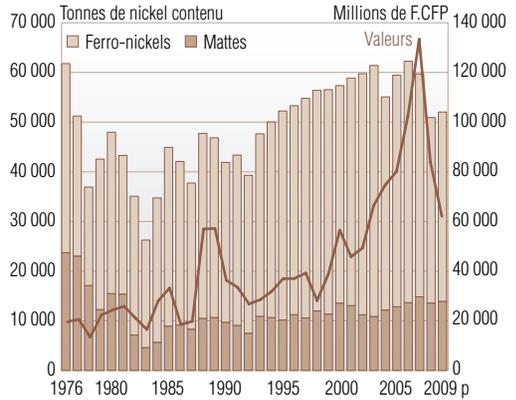
23-INDUSTRIE-CONSTRUCTION

23.1 Métallurgie du nickel

Évolution de la production métallurgique [1]



Évolution des exportations de produits de fusion [1]



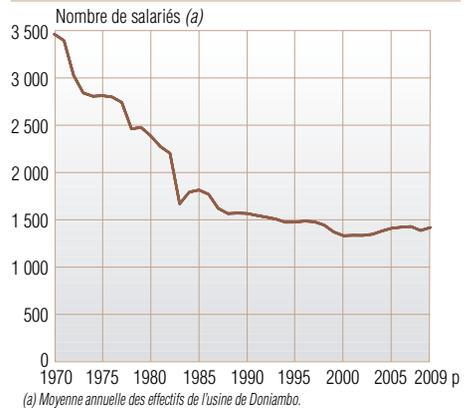
Évolution de la production et des exportations de produits de fusion* [1]

	Production		Exportations	
	Volume	Volume	Volume	Valeur
1970	43 821	43 613	11 304	
1975	71 068	62 075	19 462	
1980	48 059	49 104	23 674	
1985	45 008	44 195	32 523	
1990	41 961	45 841	35 677	
1995	52 343	51 894	36 271	
2000	57 463	57 579	55 926	
2001	58 973	60 033	45 204	
2002	59 867	58 007	48 708	
2003	61 523	62 479	65 999	
2004	55 180	56 112	74 156	
2005	59 576	58 836	79 649	
2006	62 378	63 149	101 824	
2007	59 796	57 431	133 112	
2008 r	51 031	52 195	83 278	
2009 p	52 132	51 182	61 546	

* Mattes et ferro-nickels.

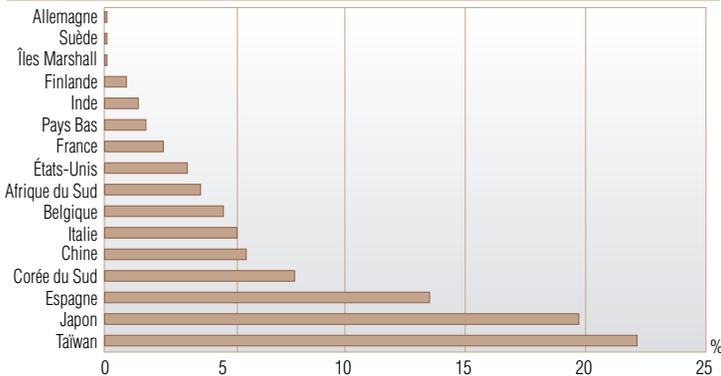
Unités : tonne de nickel contenu, million de F.CFP

Évolution de l'emploi dans la métallurgie [1]



(a) Moyenne annuelle des effectifs de l'usine de Doniambo.

Destination* des ferro-nickels (moyenne 2000-2009) [2]



* En pourcentage de la valeur totale exportée.

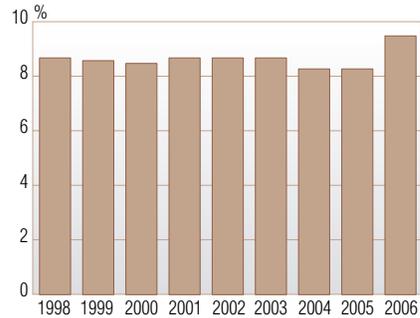
SOURCES [1] DIMENC. [2] DRDNC.

Production et valeur ajoutée dégagée par la branche BTP [2]

	1998	2000	2005	2006
Production (P)	69 830	87 710	127 811	152 892
Consommation intermédiaire (CI)	36 851	50 465	79 032	90 755
Valeur ajoutée (VA= P-CI)	32 978	37 245	48 779	62 137
Part dans le PIB	8,6	8,4	8,2	9,4

Unités : million de FCFP, %

Poids de la construction dans le PIB [2]



Évolution des entreprises de construction et du nombre de salariés* par activité [1]

	1995		2000		2005		2007		2008		2009	
	Ent.	Sal.										
Préparation de sites	137	539	197	847	276	1 112	434	1 671	592	1 957	736	2 114
Construction d'ouvrages	1 709	2 587	1 792	2 821	2 351	3 628	2 589	4 164	2 791	4 204	3 025	4 238
Travaux d'installation	657	467	733	581	839	595	899	701	999	735	1 115	819
Travaux de finition	1 312	656	1 473	636	1 631	980	1 776	1 032	1 923	960	2 152	940
Total	3 815	4 249	4 195	4 885	5 097	6 316	5 700	7 579	6 312	7 872	7 038	8 136

* Au 31 décembre de chaque année.

Unité : nombre

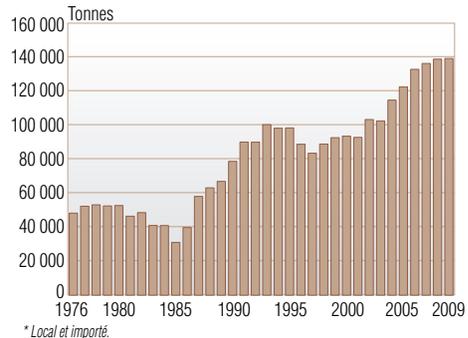
132

Évolution du nombre de salariés* dans la construction [1]



* Moyenne annuelle.

Évolution des ventes de ciment* [3 et 4]



* Local et importé.

Entreprises de construction par activité détaillée et tranche de salariés fin 2009 [1]

	0 sal.		1 à 9 sal.		10 à 19 sal.		20 à 49 sal.		50 sal. et +		Total	
	Ent.	Sal.	Ent.	Sal.	Ent.	Sal.	Ent.	Sal.	Ent.	Sal.	Ent.	Sal.
Préparation de sites	453	239 762	22	300	18	550	4	503	736	2 114		
dont terrassements en grande masse	361	153 463	10	144	6	148	2	113	532	869		
terrassements divers, démolition	90	76 259	9	116	9	283	2	390	186	1 048		
forages et sondages	2	10 39	3	40	3	119	-	-	18	198		
Construction d'ouvrages	2 549	379 1 166	61	829	26	829	10	1 414	3 025	4 238		
dont construction de maisons individuelles	445	100 286	12	160	5	184	-	-	562	630		
construction de bâtiments divers	192	58 226	25	351	14	404	5	736	294	1 717		
construction de chaussées routières et de sols sportifs	21	12 63	4	49	1	44	2	251	40	406		
travaux de maçonnerie générale	1 409	130 334	8	108	2	61	-	-	1 549	502		
construction de lignes électriques et de télécommunications	5	5 21	-	-	-	-	1	216	11	237		
levage, montage	166	16 39	3	43	-	-	1	69	186	151		
travaux de charpente	109	24 85	3	37	1	22	-	-	137	143		
Travaux d'installation	971	128 387	10	133	4	134	2	165	1 115	819		
dont travaux d'installation électrique	638	78 253	7	95	4	134	2	165	729	647		
installation d'eau et de gaz	256	33 87	3	38	-	-	-	-	292	125		
installation d'équipements thermiques et de climatisation	50	13 36	-	-	-	-	-	-	63	36		
travaux d'isolation	1	1 6	-	-	-	-	-	-	2	6		
Travaux de finition	1 959	174 413	20	285	9	267	-	-	2 162	965		
dont peinture	697	48 108	6	88	4	147	-	-	755	343		
menuiserie métallique ; serrurerie	167	18 50	2	28	-	-	-	-	187	77		
menuiserie bois et matières plastiques	392	35 74	3	37	-	-	-	-	430	110		
revêtement des sols et des murs	296	32 76	3	52	2	47	-	-	333	174		
Total	5 932	920 2 727	113	1 547	57	1 779	16	2 083	7 038	8 136		

Unité : nombre

23.3 Industries manufacturière et agro-alimentaire

Les entreprises industrielles* par province en 2007 [1]

	Province des îles Loyauté		Province Nord		Province Sud		Nouvelle-Calédonie	
	Entreprises	Salariés	Entreprises	Salariés	Entreprises	Salariés	Entreprises	Salariés
Industrie manufacturière	52	12	171	65	1 729	3 192	1 952	3 268
Biens de consommation	24	9	44	2	613	736	681	746
Biens d'équipement	8	-	56	16	634	1 503	698	1 518
Biens intermédiaires	7	3	31	48	228	855	266	906
Art décoration	13	-	40	-	254	98	307	98
Industrie agro-alimentaire	41	28	49	166	234	1 479	324	1 672
Viandes et Poissons	1	-	7	123	44	326	52	450
Boissons	-	-	-	-	5	167	5	167
Lait	-	-	-	-	11	160	11	160
Travail du grain et fabrication d'aliments pour animaux	-	-	-	-	7	92	7	92
Alimentaires diverses	40	28	42	42	167	733	249	804
Total	93	40	220	230	1 963	4 671	2 276	4 941

* Hors mine, métallurgie et construction.

Unité : nombre

Les entreprises industrielles* par forme juridique en 2007 [1]

	Personne physique	Société anonyme	SARL	EURL	GDPL	Société en nom collectif	GIE	EPIC	Autres	Total
Industrie manufacturière	1 513	19	363	22	10	1	7	0	17	1 952
Biens de consommation	535	3	121	6	5	-	2	-	9	681
Biens d'équipement	557	4	124	11	-	-	1	-	1	698
Biens intermédiaires	143	12	105	3	-	1	1	-	1	266
Art décoration	278	-	13	2	5	-	3	-	6	307
Industrie agro-alimentaire	185	17	112	1	1	2	4	1	1	324
Viandes et Poissons	27	5	16	-	-	1	2	1	-	52
Boissons	1	2	2	-	-	-	-	-	-	5
Lait	4	2	5	-	-	-	-	-	-	11
Travail du grain et fabrication d'aliments pour animaux	2	5	-	-	-	-	-	-	-	7
Alimentaires diverses	151	3	89	1	1	1	2	-	1	249
Total	1 698	36	475	23	11	3	11	1	18	2 276

* Hors mine, métallurgie et construction.

Unité : nombre

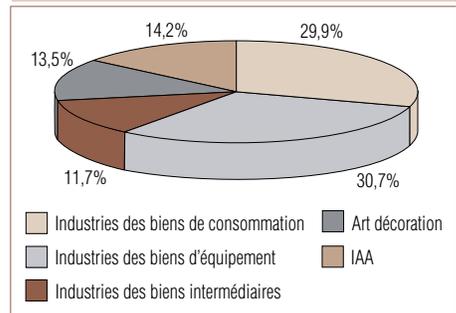
Les entreprises industrielles* par tranche de salariés en 2007 [1]

	0 sal.	1 à 9 sal.	10 à 19 sal.	+ de 20 sal.	Total
Industrie manufacturière	1 659	223	34	36	1 952
Biens de consommation	602	64	5	10	681
Biens d'équipement	586	89	13	10	698
Biens intermédiaires	179	59	13	15	266
Art décoration	292	11	3	1	307
Industrie agro-alimentaire	193	90	19	22	324
Viandes et Poissons	28	16	2	6	52
Boissons	1	1	0	3	5
Lait	2	5	1	3	11
Travail du grain et fabrication d'aliments pour animaux	2	-	3	2	7
Alimentaires diverses	160	68	13	8	249
Total	1 852	313	53	58	2 276

* Hors mine, métallurgie et construction.

Unité : nombre

Les entreprises industrielles calédoniennes en 2007 [1]



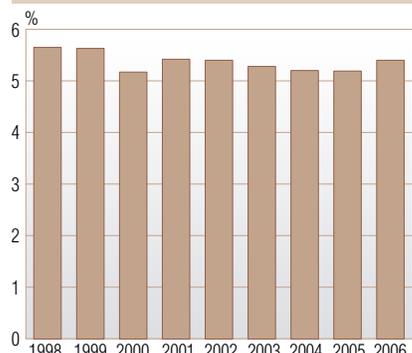
Principaux résultats des branches industrielles* [1]

Année	Description	Industrie manufacturière	Industrie agro-alimentaire	Total
		(M€)	(M€)	(M€)
1998	Production (P)	31 811	22 833	54 644
	Consommation Intermédiaire (I)	18 096	14 910	33 006
	Valeur Ajoutée (P-CI)	13 715	7 922	21 637
2000	Production (P)	34 900	24 631	59 531
	Consommation Intermédiaire (I)	20 967	15 639	36 606
	Valeur Ajoutée (P-CI)	13 933	8 992	22 925
2005	Production (P)	54 359	30 599	84 958
	Consommation Intermédiaire (I)	34 020	19 754	53 774
	Valeur Ajoutée (P-CI)	20 339	10 845	31 184
2006	Production (P)	68 058	32 217	100 276
	Valeur Ajoutée (P-CI)	43 432	20 876	64 308
	Valeur Ajoutée (P-CI)	24 626	11 342	35 968
2007 p	Production (P)	64 837	34 074	98 911
	Consommation Intermédiaire (I)	40 555	22 478	63 033
	Valeur Ajoutée (P-CI)	24 282	11 596	35 878

* Hors mine, métallurgie et construction.

Unité : million de F.CFP

Poids des industries* dans le PIB [1]



* Hors mine, métallurgie et construction.

Évolution du nombre d'entreprises et de salariés* dans le secteur du commerce [1]

	1995		2000		2005		2006		2007		2008		2009	
	Ent.	Sal.												
Commerce et réparation automobile	596	1 195	648	1 516	637	1 702	645	1 746	661	1 832	696	1 928	759	1 986
Commerce de gros et intermédiaires du commerce	669	1 808	646	2 006	688	2 113	682	2 132	680	2 121	686	2 128	732	2 125
Commerce de détail et réparation d'articles domestiques	1 950	3 398	1 977	3 923	2 153	4 780	2 178	4 839	2 237	5 046	2 324	5 304	2 493	5 259
Total	3 215	6 401	3 271	7 444	3 478	8 594	3 505	8 716	3 578	8 999	3 706	9 360	3 984	9 370

* Au 31 décembre de chaque année.

Unité : nombre

Production et valeur ajoutée dans le secteur du commerce [2]

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Production (P)	75 099	79 331	83 898	89 128	94 551	99 294	106 387	112 212	118 289
Consommation intermédiaire (CI)	29 424	32 301	33 585	35 113	36 216	37 153	40 267	43 820	45 698
Valeur ajoutée (VA= P-CI)	45 675	47 030	50 313	54 015	58 335	62 141	66 120	68 392	72 591
Part dans le PIB	12,0	11,5	11,4	12,3	12,4	12,0	11,7	11,4	10,9

Unités : million de F.CFP, %

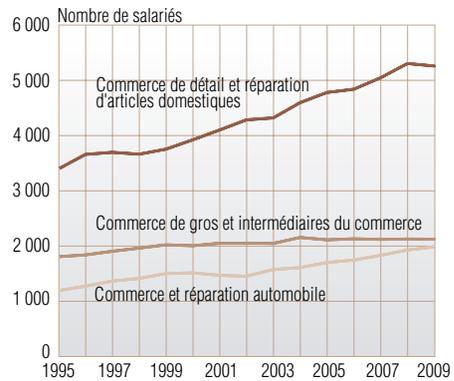
Implantation des commerces de détail* les plus courants par province fin 2009 [1]

	Prov. des îles Loyauté	Prov. Nord	Prov. Sud	Nouvelle-Calédonie
Commerces de détail non spécialisés				
Commerces d'alimentation générale	114	167	196	477
Supérettes	9	23	56	88
Supermarchés	2	3	23	28
Hypermarchés	-	-	2	2
Autres	2	3	107	112
Commerces de détail spécialisés				
Habillement	2	21	258	281
Fruits et légumes	9	7	70	86
Carburants	6	19	69	94
Quincaillerie	2	14	65	81
Appareils électroménagers et de radio télévision	-	7	65	72
Articles de sport et de loisir	1	3	66	70
Produits pharmaceutiques	5	16	46	67
Véhicules automobiles	1	9	61	71
Fleurs	1	4	55	60
Viandes et produits à base de viande	2	4	47	53
Réparation d'appareils électroménagers et de radio télévision	2	2	44	48
Poissons, crustacés et mollusques	1	4	37	42
Meubles	3	1	48	52
Réparation d'appareils électroniques	-	1	36	37
Horlogerie et bijouterie	-	-	30	30
Biens d'occasion	-	3	31	34
Livres, journaux et papeterie	1	3	26	30
Tabac	2	3	25	30
Alimentation spécialisée	-	-	32	32
Optique et photographie	3	1	22	26
Équipements du foyer	-	-	30	30
Chaussures et articles en cuir	-	1	14	15
Textiles	1	1	22	24
Parfumerie et produits de beauté	-	2	21	23
Boissons	1	1	14	16
Pain, pâtisserie et confiserie	1	-	11	12
Vente par correspondance	-	-	4	4
Maroquinerie et articles de voyage	-	-	7	7
Articles médicaux et orthopédiques	-	-	6	6
Revêtements de sols et de murs	-	-	5	5
Produits laitiers	-	-	1	1
Bricolage	-	-	2	2

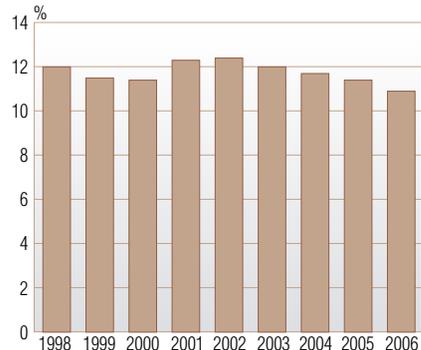
* Il s'agit ici d'établissements, c'est-à-dire des lieux où les entreprises exercent leur activité. Une même entreprise peut avoir plusieurs établissements.

Unité : nombre d'établissements

Évolution de l'emploi salarié dans le secteur du commerce [1]



Poids du commerce dans le PIB [2]



24.2 Services marchands

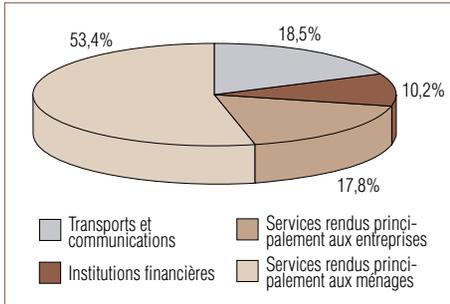
L'emploi salarié dans les services marchands* fin 2009 [1]

	Effectif	%		Effectif	%
Transports et communications	5 275	23,1	Services rendus principalement aux ménages	9 783	42,8
Institutions financières	1 899	8,3	Hôtels et restaurants	4 171	18,2
Services rendus principalement aux entreprises	5 910	25,8	Activités immobilières	642	2,8
Location sans opérateur	297	1,3	Éducation	188	0,8
Activités informatiques	268	1,2	Santé et action sociale	1 938	8,5
Services fournis principalement aux entreprises	5 345	23,4	Services collectifs, sociaux et personnels	2 845	12,4
			Services marchands	22 866	100,0

* Hors commerce.

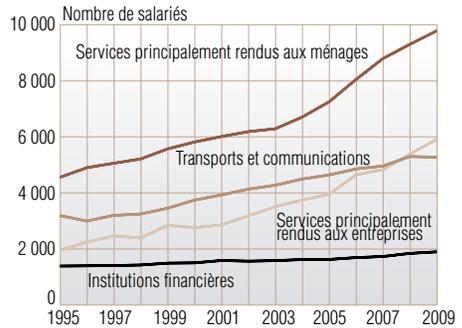
Unités : nombre, %

Répartition de la valeur ajoutée dégagée par les entreprises des services marchands* en 2006 [2]



* Hors commerce.

Évolution de l'emploi salarié dans les services marchands* [1]



* Hors commerce.

Implantation* des principaux services rendus aux entreprises et aux ménages par province fin 2009 [1]

	Prov. des îles Loyauté	Prov. Nord	Prov. Sud	Nouvelle-Calédonie		Prov. des îles Loyauté	Prov. Nord	Prov. Sud	Nouvelle-Calédonie
Services principalement rendus aux entreprises					Pratique médicale (médecins)	8	29	312	349
Activités de nettoyage	53	123	493	669	Crèches et garderies d'enfants	2	29	185	216
Administration d'entreprises	3	38	464	505	Coiffure	1	7	198	206
Secrétariat et traduction	6	23	517	546	Hôtels (avec ou sans restaurant)	39	56	99	194
Ingénierie, études techniques	3	28	307	338	Soins de beauté	1	6	175	182
Conseil pour les affaires et la gestion	5	10	283	298	Traiteurs, organisation de réceptions	3	53	111	167
Activités informatiques	23	22	194	239	Agences immobilières	-	4	123	127
Location sans opérateur	4	19	274	297	Pratique dentaire (dentistes)	-	7	107	114
Enquêtes et sécurité	-	8	121	129	Blanchisserie - teinturerie de détail	7	17	75	99
Activités juridiques	4	21	156	181	Aide à domicile	-	16	71	87
Activités comptables	-	6	94	100	Agences de presse	-	10	74	84
Agences, conseil en publicité	-	3	94	97	Écoles de conduite	1	5	41	47
Activités d'architecture	2	6	70	78	Ambulances	3	26	22	51
Studios et autres activités photographiques	3	5	64	72	Activités vétérinaires	-	2	33	35
Métreurs, géomètres	1	5	38	44	Accueil des personnes âgées	-	1	30	31
Travail temporaire	-	5	22	27	Édition et distribution vidéo	-	-	29	29
Organisation de foires et salons	4	3	10	17	Pompes funèbres	-	3	18	21
Etude de marché et sondage	-	1	12	13	Laboratoires d'analyses médicales	-	1	13	14
Services principalement rendus aux ménages					Manèges forains et parcs d'attractions	1	-	10	11
Restaurants, cafés	34	64	541	639	Discothèques	-	-	16	16
Activités artistiques	26	83	582	691	Accueil des personnes handicapées	-	-	5	5
Activités des auxiliaires médicaux	5	55	595	655	Jeux de hasard et d'argent	-	-	3	3

* Il s'agit ici d'établissements, c'est-à-dire des lieux où les entreprises exercent leur activité. Une même entreprise peut avoir plusieurs établissements.

Unité : nombre d'établissements

SOURCES [1] ISEE, Répertoire RIDET. [2] ISEE, Comptes économiques.

Évolution des établissements de crédit intervenant en Nouvelle-Calédonie [1]

	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Établissements de crédit locaux	14	9	9	10	10	10	10	10	10	10	10
Banques FBF (a)	8	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
Banques mutualistes ou coopératives	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés financières	5	4	4	5	5	5	5	5	5	5	5
Institutions financières spécialisées	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Établissements de crédit situés hors zone d'émission	14	7	7	7	6	7	7	7	7	7	7
Banques FBF (a)	2	-	-	-	-	2	2	2	2	2	2
Banques mutualistes ou coopératives	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Sociétés financières	6	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Institutions financières spécialisées	4	5	5	5	4	3	3	3	3	3	3
Nouméa Crédit (NC)	28	16	16	17	16	17	17	17	17	17	17

(a) Fédération Bancaire Française.

Unité : nombre

Les établissements de crédit locaux fin 2009 en Nouvelle-Calédonie [1]

	Nombre de guichets		Effectifs employés localement
	Total	dont périodiques	
Banques FBF (a)			1 087
Banque Calédonienne d'Investissement (BCI)	25	5	321
Banque de Nouvelle-Calédonie (BNC)	7	-	183
Banque Nationale de Paris Paribas-Nouvelle-Calédonie (BNP Paribas)	12	1	172
Société Générale Calédonienne de Banque (SGCB)	20	-	306
Caisse d'Épargne et de Prévoyance de Nouvelle-Calédonie (CPENC)	6	-	105
Sociétés financières			47
Crédit Calédonien et Tahitien (CREDICAL)	1	-	9
Océor Lease Nouméa (OLN)	1	-	6
Crédit Agricole Mutuel (CAM)	1	-	11
General Electric Money (GE Money)	1	-	18
Nouméa Crédit (NC)	1	-	3
Total	75	6	1 134

(a) Fédération Bancaire Française.

Unité : nombre

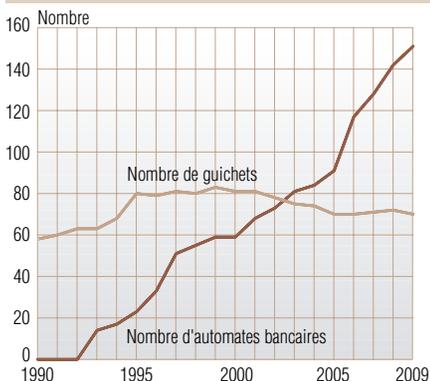
Évolution du nombre de guichets bancaires* par province [1]

	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009
Province Sud	21	30	35	45	56	48	51	51	52	53	52
Province Nord	7	11	10	10	20	29	15	15	15	15	14
Province des îles Loyauté	1	1	2	3	4	4	4	4	4	4	4
Nouvelle-Calédonie	29	42	47	58	80	81	70	70	71	72	70

* Guichets permanents et périodiques des Banques FBF et de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance de Nouvelle-Calédonie au 31 décembre (non compris l'OPT).

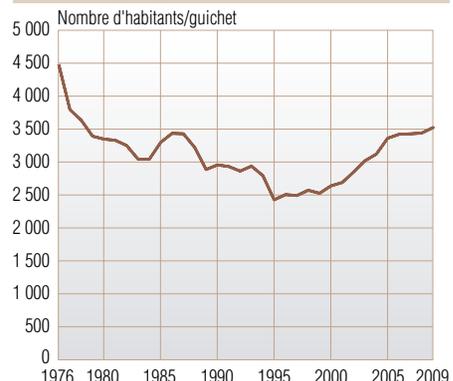
Unité : nombre

Évolution du nombre de guichets et d'automates bancaires* [1]



* Guichets permanents et périodiques des Banques FBF et de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance de Nouvelle-Calédonie au 31 décembre (non compris l'OPT).

Évolution du nombre d'habitants par guichet bancaire* [1]



* Guichets permanents et périodiques des Banques FBF et de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance de Nouvelle-Calédonie au 31 décembre (non compris l'OPT).

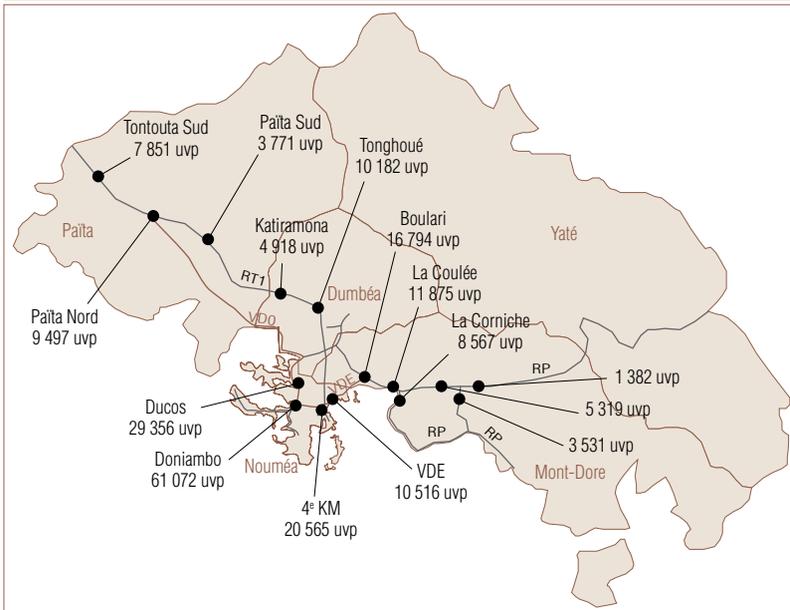
Évolution des émissions de cartes grises [1 et 2]

	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009
Nouvelles immatriculations	5 556	3 180	8 339	7 596	8 562	12 259	12 943	14 197	14 322	13 895
Véhicules neufs	5 218	2 997	7 436	6 526	7 907	11 489	12 215	13 439	13 639	13 246
dont voitures particulières	nd	1 879	5 014	4 150	5 436	7 397	7 251	7 717	7 853	7 246
pick-up et camionnettes	nd	451	1 376	1 425	1 561	2 768	3 407	4 016	3 880	3 781
camions	nd	32	132	46	101	149	212	215	251	192
deux roues	1 015	570	777	640	540	819	917	979	955	1 031
autres	nd	65	137	265	269	356	428	512	700	996
Véhicules usagés (a)	338	183	903	1 070	655	770	728	758	683	649
dont deux roues	nd	46	134	125	102	115	115	115	118	121
quatre roues	nd	137	769	945	553	655	613	643	565	528
Transferts de cartes grises	12 332	13 203	13 509	13 640	16 121	17 393	18 220	20 113	19 334	21 736

(a) Véhicules principalement importés dans le cadre d'un changement de résidence.

Unité : nombre

Trafic moyen journalier annuel* sur le Grand Nouméa en 2005 [3]



* Trafic Moyen Journalier Annuel (TMJA) exprimé en Unité Véhicule Particulier (UVP) selon la correspondance : 1 véhicule léger = 1 UVP, 1 véhicule poids lourd = 2 UVP.

Ventes de vignettes* en 2007 [4]

Cylindrée/ Puissance	Nombre de vignettes			
	Plein tarif	Demi- tarif (a)	Total	
Motos	Sup. à 250 cm ³	1 426	733	2 159
Véhicules automobiles (Série "normale" et "utilitaires")	Jusqu'à 4 CV	4 306	344	4 650
	De 5 à 7 CV	17 825	24 355	42 180
	8 et 9 CV	8 331	16 160	24 491
	10 et 11 CV	9 046	17 129	26 175
	De 12 à 16 CV	2 619	7 576	10 195
	17 CV et plus	2 003	1 599	3 602
Ventes totales				113 452
Gratis	///	///	///	4 580
Vignettes totales (b)	///	///	///	118 032

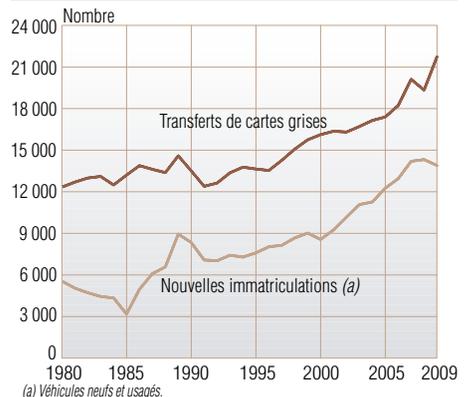
(a) Véhicules dont la date de 1^{re} mise en circulation remonte à plus de 7 ans au 1^{er} sept. 2007.

(b) Hors duplicata.

* La loi du pays n°2008-3 du 10 juin 2008 supprime la taxe de circulation ("vignettes") à compter du 1^{er} juillet 2008 et instaure une redevance communale d'immatriculation.

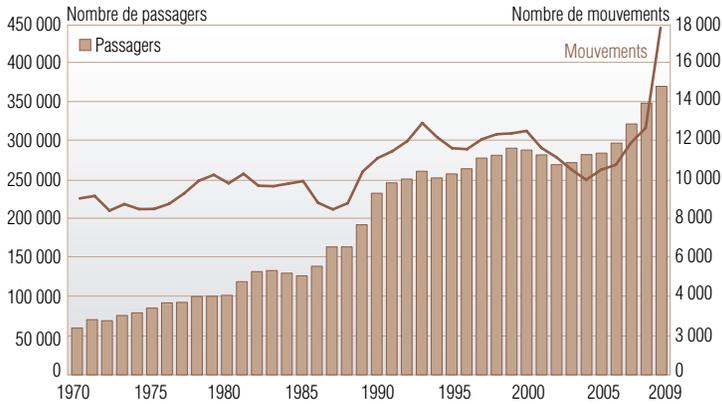
Unité : nombre

Évolution des immatriculations et transferts de cartes grises [1 et 2]



(a) Véhicules neufs et usagés.

Évolution du nombre de passagers et de mouvements d'avions à l'aérodrome de Nouméa-Magenta* [1]



* Embarquements + débarquements, toutes compagnies confondues.

Évolution du trafic* de la compagnie Air Calédonie** entre Nouméa-Magenta et les autres aérodromes [2]

	1970	1980	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009
Province des Îles Loyauté	32 181	60 580	142 666	161 675	182 518	198 704	209 862	221 377	246 059	262 025
Lifou	14 766	33 202	77 395	86 996	87 768	96 384	105 180	111 558	124 506	129 737
Maré	8 220	12 578	39 960	43 839	45 876	48 386	49 058	53 180	60 755	65 644
Ouvéa	8 649	14 172	24 025	29 985	47 433	52 684	54 337	55 353	59 341	64 435
Tiga	546	628	1 286	855	1 441	1 250	1 287	1 286	1 457	2 209
Province Nord	5 298	6 798	8 402	11 768	7 603	3 435	3 586	4 064	2 474	5 587
Houailou	808	1605	///	///	///	///	///	///	///	///
Île Art (Belep)	99	304	604	762	294	407	322	355	158	190
Koné	717	344	2 266	3 067	2 058	811	833	949	732	3 517
Koumac	1 401	1 923	1 026	1 912	1 781	1 184	1 380	1 491	717	643
Muéo (Poya)	839	141	///	///	///	///	///	///	///	///
Poum	///	///	///	305	53	///	///	///	///	///
Touho	1 434	2 363	4 506	5 722	3 417	1 033	1 051	1 269	867	1 237
Province Sud	17 169	30 174	75 621	70 729	89 460	75 172	77 446	79 244	86 367	88 431
Île-des-Pins (L')	15 725	24 191	75 546	70 728	89 460	75 144	77 442	79 244	86 367	88 431
Tontouta	-	-	75	1	-	28	4	///	///	///
Île Ouen	1 444	5 983	///	///	///	///	///	///	///	///

* Embarquements + débarquements.

** Unique compagnie régulière assurant la desserte de l'ensemble du réseau domestique.

Unité : nombre de passagers

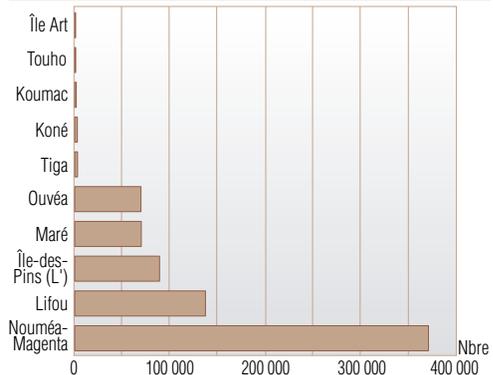
Évolution du trafic de passagers* par aérodrome [1]

	2000	2005	2008	2009
Nouméa-Magenta	288 322	284 369	348 532	370 056
Lifou	101 113	98 208	131 207	136 715
Île-des-Pins (L')	90 450	76 277	86 548	88 675
Ouvéa	54 798	53 203	63 713	69 247
Maré	52 316	49 124	63 920	69 586
Koumac	3 711	4 345	2 745	1 510
Île Art (Belep)	2 072	3 180	1 807	872
Tiga	2 816	2 003	2 037	2 888
Touho	3 741	1 371	1 439	957
Koné	2 502	1 018	1 310	2 689
Poum	73	-	-	-

* Embarquements + débarquements, toutes compagnies confondues.

Unité : nombre de passagers

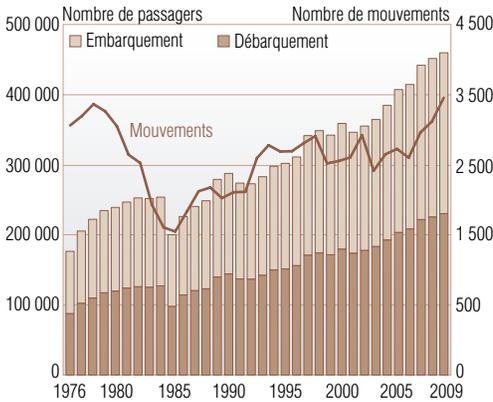
Trafic de passagers* par aérodrome en 2009 [1]



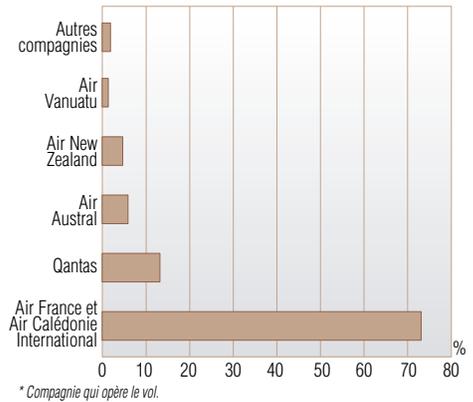
* Embarquements + débarquements, toutes compagnies confondues.

25.3 Transport aérien international

Évolution du trafic de passagers et de mouvements d'avions à l'aéroport international de Tontouta [1]



Part du trafic de passagers à Tontouta par compagnie* en 2009 [1]

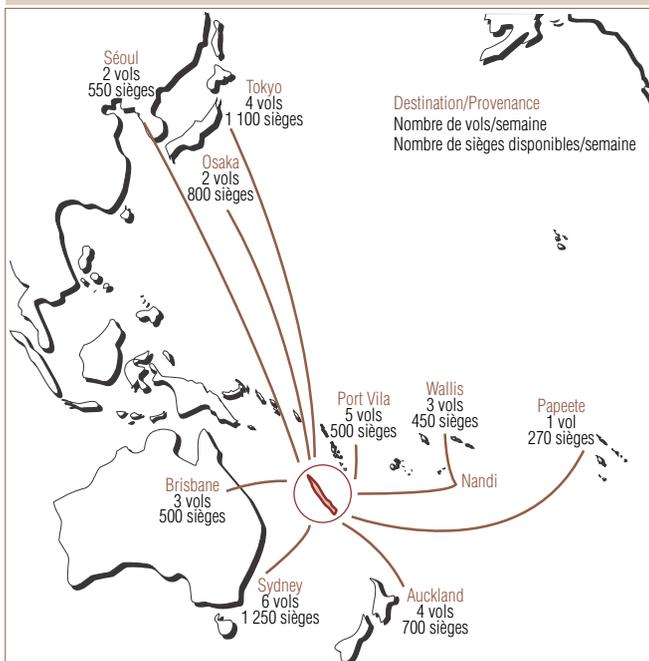


Évolution des flux de passagers à l'aéroport de Tontouta par compagnie* [1]

	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009
Air Calédonie International	82 605	103 264	146 299	248 606	258 589	270 271	350 443	335 313
Air France (a)	///	99 451	111 105	69 474	74 268	77 572	///	///
Air Austral	///	///	///	///	///	///	///	27 311
Air New Zealand	11 076	10 885	17 175	19 343	18 179	21 219	21 951	21 621
AOM (b)	///	25 045	37 739	///	///	///	///	///
Air Vanuatu	///	6 960	7 583	8 474	4 766	9 459	9 763	6 662
Continental Micronesia (c)	///	///	///	///	///	///	///	///
Corsair (d)	///	27 955	///	///	///	///	///	///
Qantas	25 368	28 510	37 177	60 168	57 667	62 033	64 912	60 659
UTA (e)	156 681	///	///	///	///	///	///	///
Autres compagnies	12 244	293	2 303	1 681	1 521	1 981	5 015	8 693
Ensemble	287 974	302 363	359 381	407 746	414 990	442 535	452 084	460 259

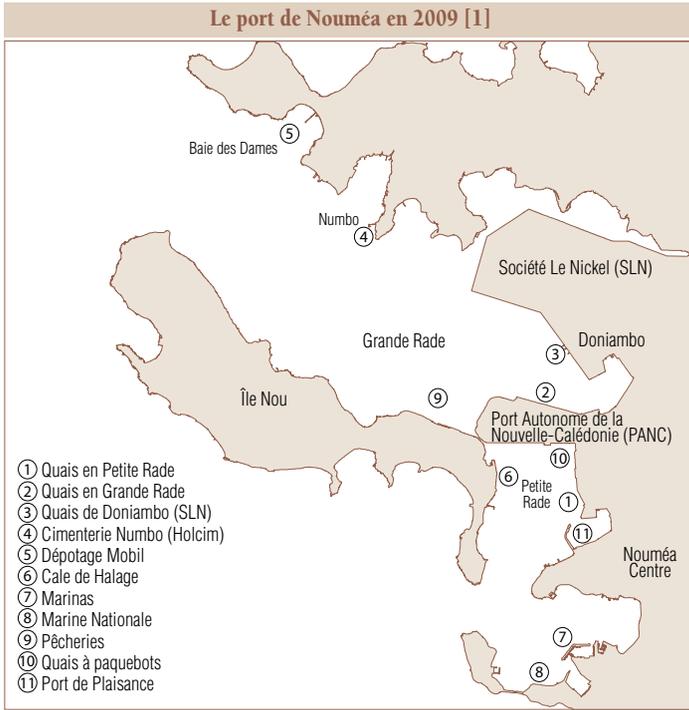
(a) Depuis fin mars 2003, Air France n'assure plus le tronçon Nouméa-Tokyo avec ses propres avions, mais en partenariat avec Aircalin. (b) AOM a arrêté sa liaison le 30 mars 2001. (c) Cette compagnie a assuré une rotation hebdomadaire entre le Japon et la Nouvelle-Calédonie via Guam de juillet 1998 à octobre 1999. (d) Corsair a arrêté sa liaison en mars 1998. (e) UTA et Air France ont fusionné en décembre 1992.
 * Il s'agit de la compagnie qui opère le vol ; la commercialisation des sièges étant elle, souvent faite par plusieurs compagnies (partage de code). Unité : nombre de passagers

Les liaisons internationales en 2009 [1]



SOURCE [1] DAC.

25.4 Transport maritime intérieur



Évolution du fret maritime intérieur* [1]

	1990		1995		2000		2005		2008		2009	
	Débarquement	Embarquement										
Vracs solides	2 417	-	2 810	-	3 343	-	2 931	-	2 995	-	2 888	-
Minéral de nickel	2 328	-	2 759	-	3 249	-	2 876	-	2 977	-	2 888	-
Sable	89	-	52	-	94	-	55	-	18	-	-	-
Vracs liquides (a)	-	18	-	13	-	5	-	12	-	10	-	10
Marchandises diverses	14	53	18	77	18	77	18	77	18	77	18	80
Fret maritime intérieur	2 431	71	2 829	90	3 361	82	2 949	89	3 013	87	2 906	90

* Transitant par le port de Nouméa. (a) Hydrocarbures.

Unité : millier de tonnes

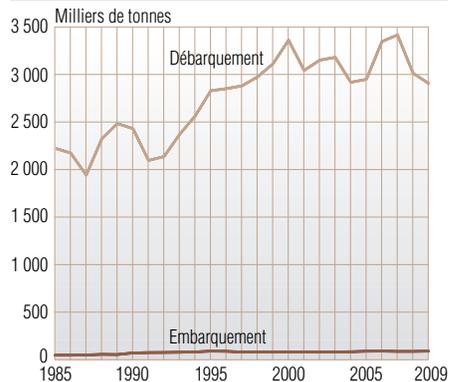
Trafic maritime intérieur* par type de navires en 2009 [1]

	Arrivées de navires		Marchandises		totales
	entrées	sorties	entrées	sorties	
Cargo	269	18	80	-	98
Minéralier	127	2 888	-	-	2 888
Pétrolier	49	-	10	-	10
Sablier	-	-	-	-	-
Ensemble	445	2 906	90	90	2 996

* Transitant par le port de Nouméa.

Unités : nombre, millier de tonnes

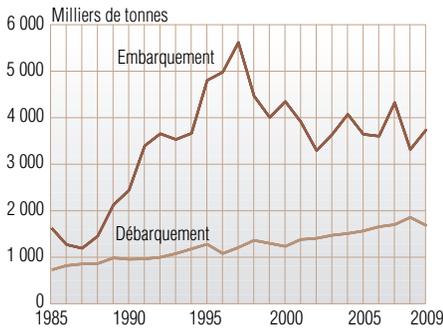
Évolution du transport maritime intérieur de marchandises* [1]



* Transitant par le port de Nouméa.

25.5 Transport maritime international

Évolution du transport maritime international [1 et 2]

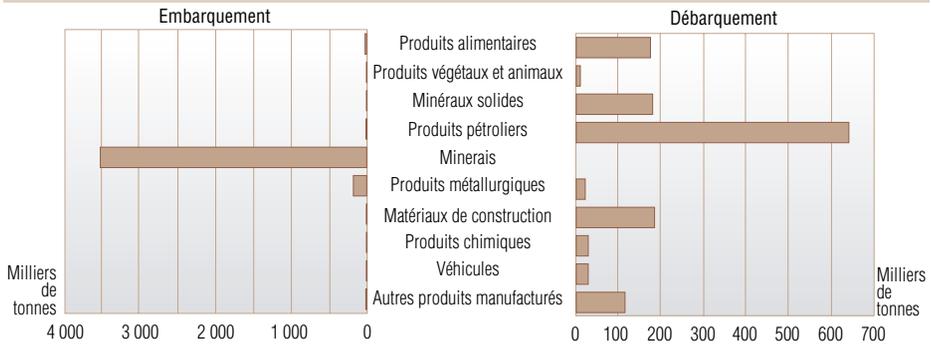


Trafic maritime international par pavillon en 2009 [1 et 2]

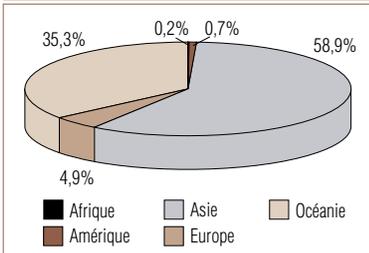
	Arrivées de navires	Marchandises		
		entrées	sorties	totales
Afrique	52	4	7	11
Amérique	213	26	8	34
Asie	135	849	2 172	3 021
Europe	63	190	64	254
Océanie	55	331	1 484	1 814
Ensemble	518	1 399	3 735	5 133

Unités : nombre, millier de tonnes

Structure des embarquements et débarquements par type de marchandise en 2009 [1 et 2]

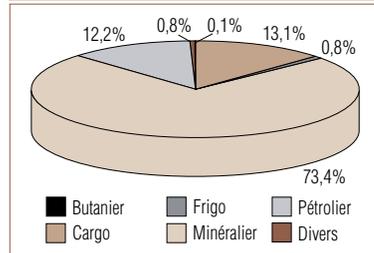


Répartition du trafic de marchandises* par pavillon en 2009 [1 et 2]



* Embarquements + débarquements.

Répartition du trafic de marchandises* par type de navires en 2009 [1 et 2]



* Embarquements + débarquements.

Évolution du trafic maritime par zone portuaire [1 et 2]

	Port public	Nouméa			Baie des Dames	Intérieur		Total
		Doniambo	Numbo			Centres de chargement de minerai	Autres (a)	
1995	Débarquements	303	703	90	146	-	39	1 281
	Embarquements	45	144	-	24	4 511	-	4 724
2000	Débarquements	349	591	64	156	-	75	1 234
	Embarquements	132	90	-	18	4 109	-	4 349
2005	Débarquements	451	778	90	164	-	83	1 566
	Embarquements	106	121	-	22	3 394	-	3 643
2008	Débarquements	549	719	128	236	-	220	1 857
	Embarquements	134	64	-	15	3 100	-	3 316
2009	Débarquements	513	621	82	183	-	288	1 686
	Embarquements	122	93	-	5	3 515	-	3 735

(a) Port de Népoui, ports de Prony et Vavouto depuis 2008.

Unité : millier de tonnes

Trafic de croisiéristes et de paquebots [3]

	Paquebots	Croisiéristes
1980	57	45 821
1985	46	53 447
1990	34	37 236
1995	41	33 728
2000	59	48 579
2001	39	50 671
2002	44	54 925
2003	57	64 273
2004	64	77 115
2005	60	81 215
2006	87	118 898
2007	83	124 467
2008	89	152 250
2009	79	131 231

Unité : nombre

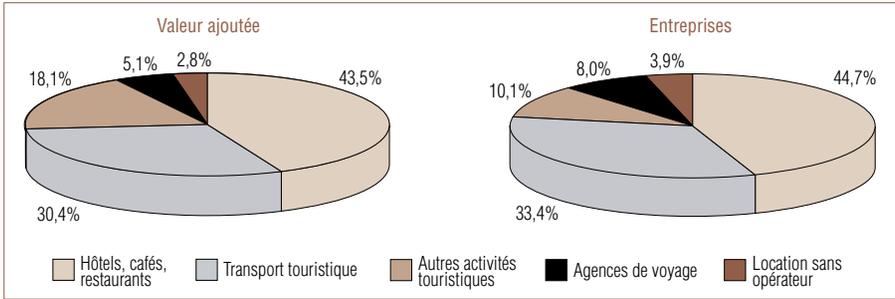
Principales données des entreprises touristiques* [1]

	1997	2000	2001	2002	2003	2004	2005 p	2006 e
Nombre d'entreprises	863	991	1 035	1 025	1 047	1 095	1 120	1 132
Nombre moyen de salariés	2 780	3 187	3 338	3 316	3 463	3 664	3 897	4 151
Chiffre d'affaires	31 363	37 003	37 752	37 810	42 576	46 456	50 584	53 663
Valeur ajoutée	13 590	13 040	13 888	13 364	16 853	19 817	20 736	22 009
Part dans le PIB	3,9	3,3	3,5	3,2	3,6	3,9	3,9	3,8

* Entreprises résidentes en Nouvelle-Calédonie et appartenant à la sphère marchande.

Unités : nombre, million de F.CFP, %

Répartition de la valeur ajoutée et des entreprises touristiques par activité en 2006 [1]



142

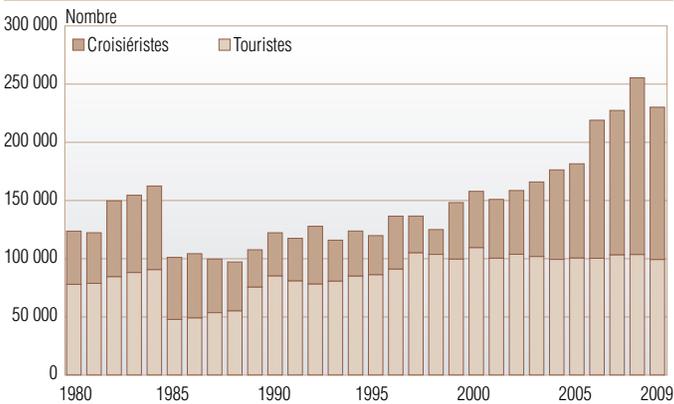
Évolution de l'emploi salarié total lié au tourisme selon l'activité [1]

	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008* p	2009* p
Hébergement	696	1 024	1 263	1 317	1 224	1 254	1 267	1 366	1 401	1 653	1 814	1 746
Restauration	748	811	832	857	852	811	976	1 074	1 166	1 346	1 283	1 312
Bars	44	54	26	27	38	34	26	33	50	46	51	53
Transport touristique maritime	44	35	54	54	48	49	48	32	64	77	81	88
Transport touristique aérien	547	524	597	613	625	633	650	658	674	734	787	842
Transport touristique terrestre	23	17	51	57	68	73	80	80	83	96	107	114
Location de moyens de transport	35	57	37	40	48	51	53	60	62	64	71	73
Agences de voyages	147	183	195	213	223	232	251	251	256	256	248	244
Autres activités récréatives	7	26	335	355	383	361	389	450	477	492	468	452
Duty free	nc	nc	131	nc								
Total	2 291	2 731	3 521	3 534	3 509	3 498	3 742	4 004	4 232	4 765	4 909	4 924

* sur les neufs premiers mois

Unité : nombre

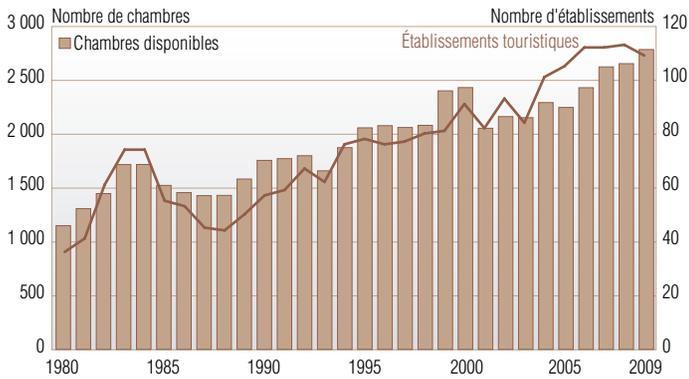
Évolution des arrivées de visiteurs [2 et 3]



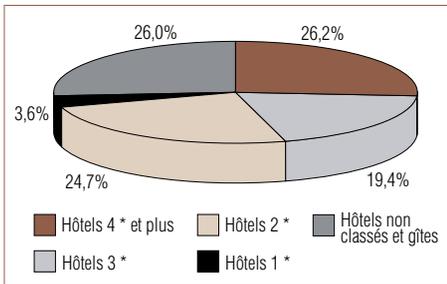
SOURCES [1] ISEE, Comptes satellites du tourisme. [2] ISEE, Enquête passagers. [3] PAF

26.2 Infrastructures hôtelières

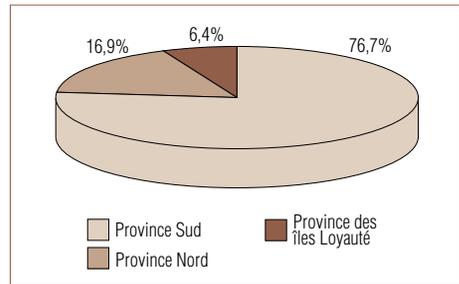
Évolution de la capacité hôtelière, au 31 décembre de chaque année [1 à 3]



Répartition des chambres disponibles par catégorie d'hôtel fin 2006 [1 à 3]



Répartition des chambres disponibles par province fin 2009 [1 à 3]



Les principales évolutions du parc hôtelier de Nouvelle-Calédonie depuis 1990

1991	Ouverture du Poé Beach Resort à Bourail
1992	Ouverture du Malabou Beach à Poum et du Club Méditerranée à Hienghène
1993	Rénovation et extension du Kuendu Beach Resort et du Novvata Park Royal à Nouméa Rénovation de l'hôtel du Vallon Dore au Mont-Dore
1994	Ouverture de l'hôtel Casy en baie de Prony
1995	Ouverture du Méridien de Nouméa et du Kou Bugny à l'île-des-Pins
1996	Ouverture du Drehu village à Lifou et du Nengone village à Maré
1997	Réouverture de l'hôtel de l'île Ouen sous l'enseigne du Crusoe
1998	Ouverture du Novvata Park Royal II à Nouméa et du Méridien de l'île-des-Pins
1999	Réouverture du Surf Novotel à Nouméa après travaux d'extension et du Mocambo
2000	Ouverture du Paradis d'Ouvéa, et du Pacifique à Nouméa (extension du Novvata Park Royal) Fermeture du Crusoe sur l'île Ouen
2001	Fermeture du Club Med, qui avait ouvert ses portes à Nouméa en 1979
2002	Ouverture du Casa del Sole à Nouméa Fermeture pour extension de l'Escapade Resort sur l'îlot Maître
2004	Ouverture du Coral Palms à l'îlot Maître (ancien Escapade Resort), du New Caledonia hôtel, ancien Caledonia hôtel, fermé depuis 2001 pour rénovation Fermeture de l'hôtel Casy
2005	Ouverture du Ramada Plaza à Nouméa, du Quality Rivland à Païta, de Évasion 130 à Sarraméa Fermeture du Surf Novotel à Nouméa pour rénovation Fermeture du Poé Beach Resort à Bourail
2006	Réouverture partielle du Surf Novotel
2007	Ouverture de La Promenade à Nouméa
2008	Ouverture du Tieti Tera Beach Resort à Poindimié Réouverture de l'hôtel Koniambo à Koné, après travaux de rénovation.
2009	Réouverture après rénovation du gîte de Port boisé qui devient "Kanua Tera ecolodge" Ouverture de La Néa à Koné

SOURCES [1] Bureau du tourisme de la province Sud. [2] GIE Tourisme en province Nord. [3] Destination îles Loyauté.

26-TOURISME-HÔTELLERIE

26.3 Flux touristiques

Évolution des arrivées de touristes par pays de résidence [1]

	Japon	France (Métropole)	Australie	Nelle-Zélande	Autres	Total
1980 (a)	14 939	17 804	21 588	6 719	16 990	78 040
1985 (a)	17 448	13 391	5 168	3 007	8 790	47 804
1990	28 350	13 761	17 067	10 373	15 662	85 213
1995	25 066	24 707	15 325	7 168	13 990	86 256
2000	31 051	30 702	18 012	9 576	20 246	109 587
2005	31 486	27 727	16 062	6 328	19 048	100 651
2006	29 833	29 030	14 775	6 930	19 923	100 491
2007	26 755	29 104	16 352	9 475	21 677	103 363
2008	20 225	31 474	18 185	8 424	25 364	103 672
2009	18 926	27 335	18 567	6 651	27 900	99 379

(a) En 1980 et 1985, il s'agit de la nationalité.

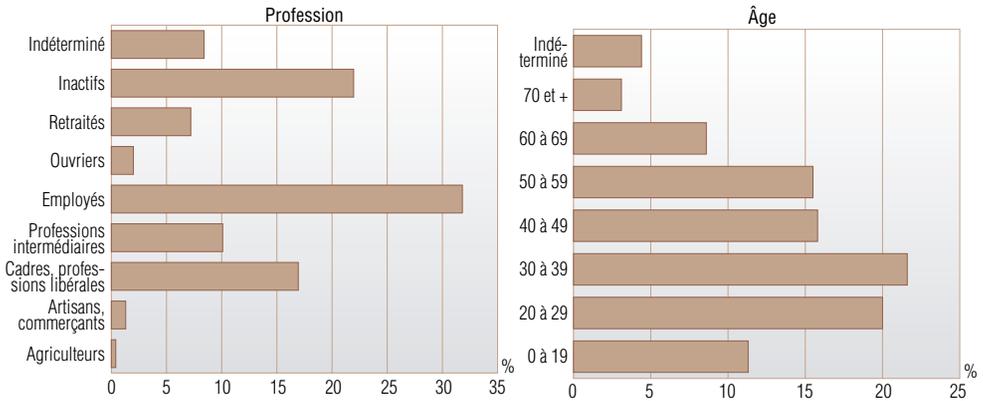
Unité : nombre

Évolution de la durée de séjour des touristes par pays de résidence [1]

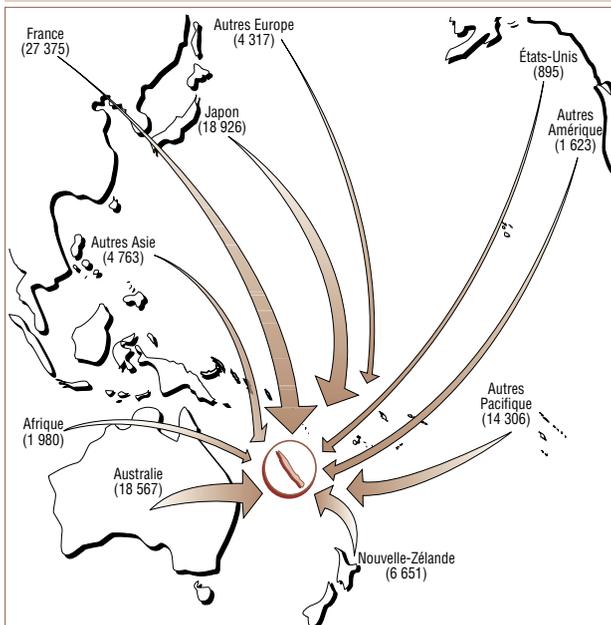
	France (Métropole)	Japon	Nelle-Zélande	Australie	Ensemble
1991	36	7	10	10	14
1995	36	7	9	9	18
2000	34	7	9	9	16
2001	27	6	8	8	14
2002	31	6	9	9	16
2003	29	6	9	9	16
2004	32	5	8	8	16
2005	33	6	8	9	17
2006	34	6	10	11	19
2007	34	6	8	11	20
2008	33	6	8	11	20
2009	32	6	10	12	21

Unité : jour

Caractéristiques des touristes (moyenne 2000-2009) [1]



Arrivées de touristes par pays de résidence en 2009 [1]



Arrivées de touristes dans les pays du Pacifique en 2009 [2]

Hawaï	6 419
Australie	5 584
Nelle-Zélande	2 458
Guam	1 053
Fidji (a)	585
Mariannes du Nord (a)	397
Polynésie française	160
Papouasie Nouvelle-Guinée	126
Iles Cook	101
Nouvelle-Calédonie	99
Vanuatu (a)	91
Palau	72
Tonga (b)	46
Iles Marshall (a)	6
Kiribati	4

(a) 2008, (b) 2007.

Unité : millier

SOURCES [1] ISEE, Enquête passagers. [2] PATA. Organisation Mondiale du Tourisme.

26.4 Dépenses des touristes

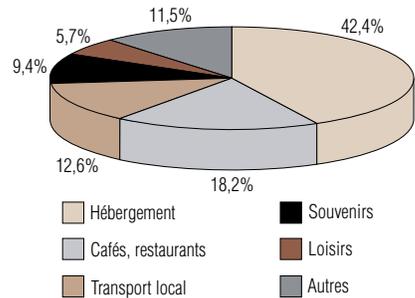
Évolution des dépenses des touristes non résidents auprès des entreprises calédoniennes [1]

	1995	2000	2007	2008 e	2009 e
Hébergement	3 652	5 751	5 144	5 021	5 123
Cafés, restaurants	1 280	2 635	2 293	2 230	2 198
Transport local	1 084	1 452	1 562	1 594	1 541
Souvenirs	1 712	2 168	1 284	1 191	1 137
Loisirs	1 409	529	726	691	687
Autres	722	1 821	1 379	1 432	1 386
Transport international (a)	1 491	2 723	5 811	6 100	5 355
Total	11 349	17 079	18 199	18 259	17 425

(a) Air Calédonie International.

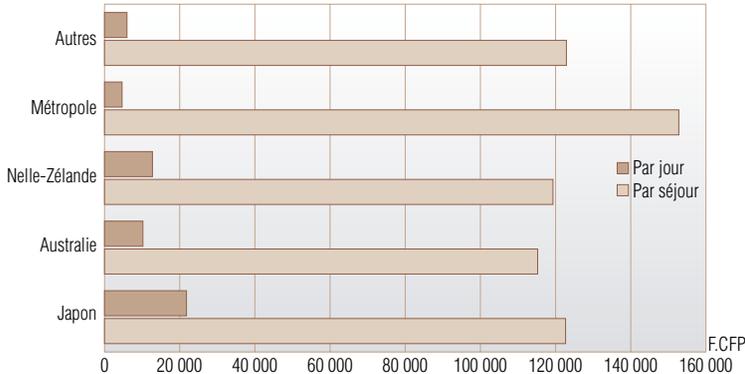
Unité : million de F.CFP

Structure de la dépense touristique auprès des entreprises calédoniennes en 2009* [1]



* Hors transport aérien international.

Dépense moyenne* par touriste selon le pays de résidence en 2009 [1]



* Hors transport aérien international.

Dépense moyenne* par séjour et par touriste, selon le pays de résidence et le poste de dépense en 2009 [1]

	France (Métropole)	Japon	Australie	Nouvelle-Zélande	Autres	Ensemble
Hébergement	44 314	56 872	68 445	68 570	55 260	51 548
Cafés, restaurants	33 763	17 291	18 807	21 085	20 270	22 113
Transport local	23 944	14 133	10 279	10 754	17 591	15 503
Loisirs	10 366	7 182	5 214	6 193	7 863	6 911
Souvenirs	14 699	22 159	6 009	4 327	7 318	11 438
Autres	25 356	4 703	6 544	8 033	14 517	13 946
Total	152 442	122 340	115 299	118 962	122 819	121 459

* Hors transport aérien international.

Unité : F.CFP

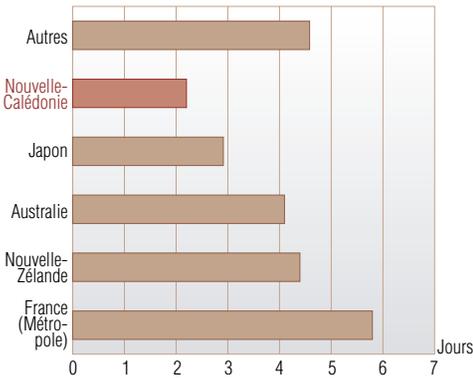
SOURCE [1] ISEE, Enquêtes "Dépenses des touristes non résidents" 1995, 2000, 2007.

Évolution de la clientèle hôtelière de Nouméa par pays de résidence, du taux d'occupation et de la durée moyenne de séjour [1]

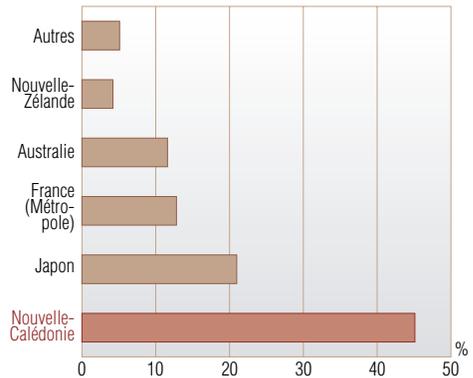
	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009
Nouvelle-Calédonie	17 231	38 653	44 529	68 763	82 206	99 825	112 025	116 559
Japon	31 460	21 668	32 642	35 160	35 614	49 908	31 371	28 776
France (Métropole)	12 763	14 868	18 110	18 058	20 701	28 477	24 531	33 673
Australie	14 692	12 463	15 766	14 180	15 662	23 984	24 358	24 115
Nouvelle-Zélande	8 527	6 055	7 852	3 907	5 347	13 420	9 853	10 537
Autres	4 737	2 539	5 694	5 981	7 985	12 888	12 281	17 741
Total	89 410	96 246	124 593	146 049	167 515	228 502	214 419	231 401
Taux d'occupation	61,0	48,7	51,6	61,3	61,9	60,9	62,3	58,8
Durée moyenne de séjour	4,5	5,3	4,4	4,4	3,7	2,4	2,9	2,5

Unités : nombre, %, jour

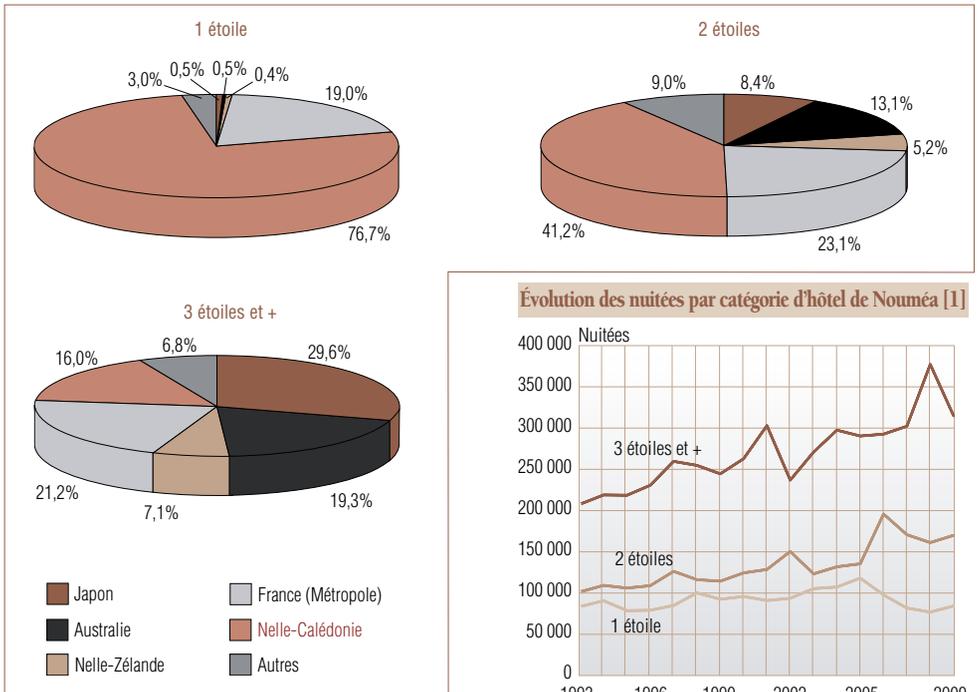
Durée moyenne de séjour dans un hôtel de Nouméa selon le pays de résidence (moyenne 2000-2009) [1]



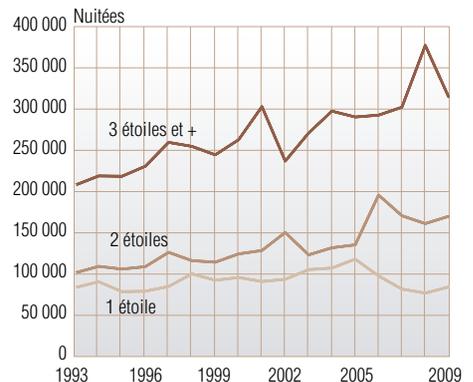
Structure de la clientèle des hôtels de Nouméa selon le pays de résidence (moyenne 2000-2009) [1]



Nuitées par catégorie d'hôtel de Nouméa et pays de résidence des clients (moyenne 2000-2009) [1]



Évolution des nuitées par catégorie d'hôtel de Nouméa [1]



SOURCE [1] ISEE, Enquête hôtelière.

INDEX ALPHABÉTIQUE

La référence indique la rubrique dans laquelle on peut trouver le mot-clé.

A			
Accidents corporels	6.6	Budget de la Nouvelle-Calédonie	15.3
Accidents de la route	6.6	Budget des communes	15.5
Accord de Nouméa	3.1 à 3.6	Budget des provinces	15.4
Accords de Matignon	3.1		
Accroissement de la population	5.4	C	
Accroissement naturel	5.4	Cabines téléphoniques	10.7
Acquisition des terres	4.2	CAFAT	12.5
Actifs financiers	13.6	Camp Est	7.2
Actifs occupés	11.1, 11.2	Cancer	6.4
Activité hôtelière	26.5	Certificat d'Aptitude Professionnelle (CAP)	9.7
Activité minière	21.2, 21.3	Capacité d'hospitalisation	6.2
Activité sanitaire	6.3	Certificat d'Aptitude au Professorat des Écoles (CAPE)	9.3
ADECAL (Agence de Développement de la Nouvelle-Calédonie)	16.4	Certificat d'Aptitude à l'Enseignement du Second Degré (CAPES)	9.3
ADIE (Association pour le Droit à l'Initiative Économique)	16.4	Certificat d'Aptitude au Professorat de Lycée Professionnel (CAPLP)	9.3
ADSL	10.7	Carte Liberté	10.7
Aérodromes	25.2	Cartes grises	25.1
Aérogénérateurs	22.3	Causes de décès	6.4
Aéroport de Nouméa - La Tontouta	25.3	Centre d'Initiation à l'Environnement (CIE)	2.5
Agence de Dévelop. Rural et d'Aménag. Foncier (ADRAF)	4.2, 18.5, 16.4	Centre Hospitalier du Nord (CHN)	6.1, 6.2
Agence Française de Développement (AFD)	16.4	Centre Hospitalier Spécialisé Albert Bousquet (CHS)	6.1, 6.2
Agence Sanitaire et Sociale de la Nouvelle-Calédonie	6.1	Centre Hospitalier Territorial de Nouvelle-Calédonie (CHT)	6.1, 6.2
Âge-sexe	5.3	Centres médicaux provinciaux	6.1, 6.2
Agriculture	18.1 à 18.5	Centre de Formation des Apprentis (CFA)	9.6
Aide médicale	12.5	Change	13.5
Aides au développement	16.1 à 16.4	Charbon	22.2
Aides européennes	16.1	Chemins ruraux	2.2
Air Austral	25.3	Chirurgie	6.2
Air Calédonie	25.2	Chirurgiens-dentistes	6.3
Air Calédonie International (Aircalin)	25.3	Chômage partiel	11.5
Air France	25.3	Chômage total	11.4
Air New Zealand	25.3	Chômeur au sens du recensement	11.1
Air Vanuatu	25.3	Cinéma	10.6
Aires de protection marines	2.6	Circonscriptions médicales	6.1
Aires de protection terrestres	2.5	Circonscriptions médico-sociales	6.1
Aires coutumières	4.1, 3.2	Circulation fiduciaire	13.5
Aires linguistiques	4.4	Clans	4.1
Alcool	6.7	Classes (école)	9.2
Alcoolémie	6.7	Classes d'âges	5.3
Alimentation en eau	10.8	Classes Préparatoires aux Grandes Écoles	9.5
Alizés	2.3	Classes Supérieures des Lycées (CSL)	9.5
Alliance Scolaire de l'Église Évangélique (ASEE)	9.2	Climat	2.3
Allocations Familiales de Solidarité (AFS)	12.5	Cliniques	6.1
Antenne de Lycée Professionnel (ALP)	9.1	Code de développement de la province Nord	16.3
Apprentissage	9.6	Code des investissements de la province Sud	16.3
Aquaculture	19.1 et 19.2	Code provincial d'aide au développement économique des îles Loyauté	16.3
Armement (des navires)	20.1	Codes de développement et/ou d'investissement	16.3
Ateliers de conditionnement/transformation des crevettes	19.1	Collèges	9.2
Attributions des terres	4.2	Colonisation	3.1
Automobiles	25.1	Comité Consultatif des Mines	21.1
Avion	25.2	Commerce	24.1
		Commerce d'alimentation générale	24.1
		Commerce extérieur	14.1 à 14.5
B		Commission administrative spéciale (pour les élections)	3.6
Baccalauréat	9.7	Commission permanente (du congrès)	3.2
Baigne	3.1	Commissions intérieures (du congrès)	3.2
Balance commerciale	14.3	Communautés	5.2
BEP (Brevet d'Études Professionnelles)	9.7	Communes	3.5
Bilan énergétique	22.1	Communications-médias	10.7
Biodiversité	2.4	Compagnies aériennes	25.3
Blessé	6.6	Companhia Vale do Rio Doce (CVRD)	21.1
Boom du nickel	21.3	Compétences (enseignement)	9.1
Bouchers de l'intérieur	18.4	Compétences (transferts, répartition, échéancier...)	3.3, 3.4
Brevet de Technicien Supérieur (BTS)	9.5	Comptes à terme	13.6

Salaires minimums	12.4	Taux de réussite aux examens	9.7
Santé	6.1 à 6.7	Taux de survie (des entreprises)	17.1
Saprolites	21.3	Taux d'emploi	11.2
Savane	2.4	Taux d'endémicité	2.4
Second cycle général et technologique	9.4	Taux d'endettement	10.3
Second cycle professionnel	9.4	Taux d'équipement des ménages	10.1, 10.4
Second degré (enseignement)	9.2	Taux d'investissement du secteur public	15.1
Secteur de la construction	23.2	Taxe de Solidarité sur les Services (TSS)	15.6
Secteur du commerce	24.1	Téléphonie	10.7
Secteur du tourisme	26.1	Télévision	10.7
Secteur marchand	17.4	Température	2.3
Secteur public	15.1	Terres Australes et Antarctiques Françaises (TAAF)	1.3
Section de fonctionnement (Budget)	15.3	Terres coutumières	4.2
Section de Technicien Supérieur (STS)	9.5	Territoire d'Outre-Mer (TOM)	3.1
Section d'investissement (Budget)	15.3	Tertiaire	24.1 à 24.3
SEGPA (Section d'Enseignement Général et Professionnel)	9.1	Thon	20.2
Sénat coutumier	3.2, 3.3	Toutouta (aéroport de)	25.3
Services marchands	11.3, 24.2	Tourisme-Hôtellerie	26.1 à 26.5
Services rendus principalement aux entreprises	24.2	Trafic aérien	25.2, 25.3
Services rendus principalement aux ménages	24.2	Trafic de passagers aériens	25.2, 25.3
Seuil de remplacement des générations	5.5	Trafic Internet	10.7
SIDA	6.4	Trafic maritime	25.4, 25.5
Sodil	16.3	Trafic routier	25.1
Sofinor	16.3	Trafic téléphonique	10.7
Solde migratoire	5.4	Transferts de cartes grises	25.1
SOPAC	19.1	Transferts de compétences	3.3, 3.4
Spécificités	4.1 à 4.5	Transferts financiers de l'État	15.1, 15.2
Sports	10.6	Transport	25.1 à 25.5
Sports-loisirs-culture	10.6	Transport aérien intérieur	25.2
Squat	8.1	Transport aérien international	25.3
Statut civil coutumier	4.1	Transport maritime intérieur	25.4
Statut de collectivité d'Outre-Mer	1.3	Transport maritime international	25.5
Statut d'occupation (des logements)	8.2	Transport routier	25.1
Statuts (de la Nouvelle-Calédonie)	3.1	Trésor public /Trésorerie générale	15.2
Structures de santé	6.1	Tribu	4.2 et 4.3
Supérette	24.1	Tribunal	7.1
Superficie agricole utilisée (SAU)	18.2	Trocas	20.1
Superficie de la Nouvelle-Calédonie	2.1		
Supermarché	24.1	U	
Surendettement	10.3	UNESCO	2.6
Syndicats ou organisations syndicales de salariés	11.6	Union européenne (UE)	1.4, 14.1, 14.2
Syndicats-conflits sociaux	11.6	Unité d'hébergement	26.2
Système bancaire	24.3	Unité urbaine	1.2
Système fiscal	15.6	Université de la Nouvelle-Calédonie (UNC)	9.5
		Usine de Doniambo	22.1, 23.1, 23.2
		Utilisateurs du nickel	21.4
		Utilisation du nickel	21.4
		V	
Tabac	6.7	Vacances des Calédoniens	10.5
Taille moyenne des ménages	5.9	Vale Inco	21.1
Tarif des douanes	14.5	Valeur ajoutée	13.2
Taux d'activité	11.1	Véhicules neufs/occasion	25.1
Taux de change	13.5	Vice-Rectorat	9.1
Taux de chômage	11.1	Vignettes	25.1
Taux de couverture	14.3	Visiteur	26.1
Taux de couverture de la filière bovine	18.4	Voyages des Calédoniens	10.5
Taux de couverture de la filière porcine	18.5		
Taux de création (des entreprises)	17.1	X	
Taux de divorce	5.8	Xstrata	21.1
Taux de fécondité	5.4		
Taux de mortalité	5.6	Z	
Taux de mortalité infantile	5.6	ZEE (Zone Économique Exclusive)	20.1
Taux de natalité	5.4	Zone euro	1.4
Taux de nuptialité	5.7	Zones de protection terrestres	2.5
Taux de pénétration de la téléphonie	10.1, 10.7		
Taux de prélèvements obligatoires	15.1		
Taux de pression fiscale	15.1		
Taux de remplissage des hôtels	26.5		



www.isee.nc

Venez visiter notre site.

*Sa mise à jour régulière
vous informe sur l'évolution économique
de la Nouvelle-Calédonie.*